ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/TPR/S/402/Rev.1

9 février 2021

(21-1023)

Organe d'examen des politiques commerciales

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

RAPPORT DU SECRÉTARIAT

MACAO, CHINE

Révision

Le présent rapport, préparé pour le cinquième examen de la politique commerciale de Macao, Chine, a été établi par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité. Ainsi qu'il est prévu dans l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), le Secrétariat a demandé à Macao, Chine des éclaircissements sur sa politique et ses pratiques commerciales.

Les questions d'ordre technique concernant ce rapport peuvent être adressées à Angelo Silvy (tél.: 022 739 5249), Martha Lara Fernández (tél.: 022 739 6033), Xinyi Li (tél.: 022 739 5579) et Takako Ikezuki (tél.: 022 739 5534).

La déclaration de politique générale présentée par Macao, Chine est reproduite dans le document WT/TPR/G/402.

Note: Le présent rapport a été rédigé en anglais.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ 7

1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE 14

1.1 Principales caractéristiques de l'économie 14

1.2 Évolution économique récente 18

1.2.1 Secteur réel 18

1.2.2 Politique budgétaire 20

1.2.3 Politique monétaire et politique de taux de change 25

1.2.4 Balance des paiements 26

1.3 Évolution des échanges et des investissements 28

1.3.1 Tendances et structure du commerce des marchandises et des services 28

1.3.1.1 Commerce des marchandises 28

1.3.1.1.1 Aperçu général 28

1.3.1.1.2 Composition des échanges 29

1.3.1.1.3 Répartition géographique des échanges de marchandises 31

1.3.1.2 Commerce des services 32

1.3.2 Tendances et structure de l'IED 34

2 RÉGIMES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT 37

2.1 Cadre général 37

2.2 Formulation et objectifs de la politique commerciale 37

2.3 Accords et arrangements commerciaux 41

2.3.1 OMC 41

2.3.2 Accords régionaux préférentiels 43

2.3.3 Accords bilatéraux 44

2.3.3.1 Accord de rapprochement économique avec la Chine continentale (CEPA) 44

2.3.3.2 Accord de rapprochement économique (CEPA) entre Hong Kong, Chine et Macao, Chine 47

2.3.3.3 Accords de coopération dans la région 47

2.4 Régime d'investissement 48

3 POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE 51

3.1 Mesures visant directement les importations 51

3.1.1 Procédures douanières, évaluation et prescriptions 51

3.1.2 Évaluation en douane 55

3.1.3 Règles d'origine 56

3.1.4 Droits de douane 56

3.1.5 Autres impositions visant les importations 57

3.1.5.1 Licences d'importation 58

3.1.5.2 Autres restrictions 61

3.1.6 Mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde 61

3.2 Mesures visant directement les exportations 61

3.2.1 Procédures et prescriptions douanières 61

3.2.2 Taxes, impositions et prélèvements 62
3.2.3 Prohibitions et restrictions à l'exportation, et licences d'exportation 62
3.2.4 Soutien et promotion des exportations 63
3.2.5 Financement, assurance et garanties à l'exportation 64
3.3 Mesures visant la production et le commerce 64
3.3.1 Fiscalité et mesures d'incitation 64
3.3.1.1 Fiscalité 64
3.3.1.1.1 Impôts directs 66
3.3.1.1.2 Impôts indirects 66
3.3.1.2 Mesures d'incitation 69
3.3.1.2.1 Incitations fiscales 69
3.3.1.2.2 Mesures d'incitation financière et autres formes d'aide 70
3.3.2 Normes et autres prescriptions techniques 73
3.3.3 Prescriptions sanitaires et phytosanitaires 77
3.3.4 Politique de la concurrence et contrôle des prix 81
3.3.4.1 Politique de la concurrence 81
3.3.4.2 Contrôle des prix 82
3.3.5 Commerce d'état, entreprises publiques et privatisation 83
3.3.6 Marchés publics 83
3.3.6.1 Aperçu général 83
3.3.6.2 Procédures 86
3.3.7 Droits de propriété intellectuelle 88
3.3.7.1 Aperçu général 88
3.3.7.2 Propriété industrielle 89
3.3.7.2.1 Brevets 89
3.3.7.2.2 Marques de fabrique ou de commerce 91
3.3.7.2.3 Autres droits de propriété industrielle 93
3.3.7.2.3.1 Noms et symboles d'entreprises 93
3.3.7.2.3.2 Indications géographiques et appellations d'origine 93
3.3.7.2.3.3 Schémas de configuration de circuits intégrés 94
3.3.7.2.3.4 Secrets commerciaux 94
3.3.7.3 Droit d'auteur et droits connexes 94
3.3.7.4 Moyens de faire respecter les droits 95
4 POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR 97
4.1 Agriculture, sylviculture et pêche 97
4.2 Industries extractives et énergie 99
4.2.1 Industries extractives 99
4.2.2 Énergie 99
4.2.2.1 Électricité 99
4.2.2.2 Combustibles 101

4.3 Secteur manufacturier 101
4.4 Services 105
4.4.1 Caractéristiques 105
4.4.2 Services financiers 105
4.4.2.1 Secteur bancaire 107
4.4.2.2 Assurance 111
4.4.3 Télécommunications 113
4.4.4 Services postaux et de courrier 117
4.4.5 Transports 117
4.4.5.1 Transport aérien 117
4.4.5.2 Transport terrestre 120
4.4.5.2.1 Transport routier 120
4.4.5.2.2 Transport ferroviaire 121
4.4.5.3 Transport maritime 121
4.4.6 Tourisme 122
4.4.7 Jeux de hasard 128
4.4.8 Autres services 132
4.4.8.1 MICE (réunions, voyages de motivation, conventions et expositions) 133
4.4.8.2 Industries culturelles et créatives 136
4.4.8.3 Médecine traditionnelle chinoise 138
5 APPENDICE – TABLEAUX 140

GRAPHIQUES

Graphique 1.1 Résultats économiques et tourisme, 2012-1er trimestre 2020 14
Graphique 1.2 Exportations de marchandises de Macao, Chine, 2012-2019 29
Graphique 1.3 Composition par produit du commerce des marchandises par section du SH, 2012 et 2019 30
Graphique 1.4 Répartition géographique des échanges de marchandises, 2012 et 2019 32
Graphique 3.1 Portée des consolidations par groupes de produits non agricoles 57
Graphique 4.1 Résultats du secteur du tourisme, 2012-20194 123
Graphique 4.2 Résultats du secteur des jeux de hasard, 2012-2019 129
Graphique 4.3 Concessionnaires et sous-concessionnaires 130

TABLEAUX

Tableau 1.1 Principaux indicateurs économiques: PIB et emploi, par secteur, 2012-1er trimestre 2020 15
Tableau 1.2 PIB par type de dépense, 2012-2019 et 1er trimestre 2020 18
Tableau 1.3 Comptes du secteur public, 2012-2019 20
Tableau 1.4 Réserves budgétaires (de base et excédentaires), 2013-2019 22

Tableau 1.5 Principaux indicateurs monétaires, indicateurs de prix et indicateurs du taux de change, 2012-2019 26

Tableau 1.6 Balance des paiements 2012-2019 27

Tableau 1.7 Principaux indicateurs du secteur extérieur, 2012-1er trimestre 2020 27

Tableau 1.8 Commerce des services, 2012-2019 33

Tableau 1.9 Flux d'IED, 2012-2018 34

Tableau 1.10 Stock d'IED, 2012-2018 35

Tableau 2.1 Principaux textes législatifs liés au commerce publiés/modifiés/révisés depuis 2013 39

Tableau 2.2 Principales notifications présentées au titre des Accords de l'OMC, 1er janvier 2014-15 juin 2020 42

Tableau 2.3 Accords subsidiaires du CEPA conclus sur la période 2013-2019 44

Tableau 2.4 Conventions de double imposition et accords d'échange de renseignements fiscaux (TIEA) 49

Tableau 3.1 Services douaniers en ligne 55

Tableau 3.2 Produits soumis à un régime de licences d'importation, 2020 58

Tableau 3.3 Régime de licences d'importation, 2020 60

Tableau 3.4 Régime de licences d'exportation, 2020 63

Tableau 3.5 Principaux types d'impôts et exonérations connexes 64

Tableau 3.6 Taux de l'impôt sur la consommation et de la taxe sur les véhicules automobiles, 2012 et 2019 67

Tableau 3.7 Mesures d'allégement fiscal pour l'exercice 2019 68

Tableau 3.8 Mesures fiscales prises en réponse à la pandémie de COVID-19 68

Tableau 3.9 Estimation des recettes fiscales sacrifiées, 2013-2019 69

Tableau 3.10 Programme de bonification d'intérêt pour les prêts de financement des entreprises, 2013-2019 70

Tableau 3.11 Soutien aux PME, 2013-2019 71

Tableau 3.12 Programme d'aide aux jeunes entrepreneurs, 2013-2019 72

Tableau 3.13 Règlements techniques notifiés à l'OMC, septembre 2019 74

Tableau 3.14 Laboratoires accrédités à Macao, Chine, 2020 77

Tableau 3.15 Produits soumis à l'inspection SPS, 2019 78

Tableau 3.16 Normes alimentaires notifiées à l'OMC depuis 2013 80

Tableau 3.17 Mesures SPS en vigueur à Macao, Chine, 2020 81

Tableau 3.18 Marchés publics, 2013-2019 83

Tableau 3.19 Seuils applicables aux marchés publics en vertu du Décret-loi n° 122/84/M 85

Tableau 3.20 Participation locale et étrangère aux marchés publics passés au niveau central par le DSF, 2013-2019 86

Tableau 3.21 participation aux conventions internationales sur les DPI, 2019 88

Tableau 3.22 Administration des brevets à Macao, Chine, 2012-2019 90

Tableau 3.23 Demandes d'enregistrement de marques de fabrique ou de commerce, 2013-2019 93

Tableau 3.24 Violations des droits de propriété intellectuelle et industrielle, 2013-2019 96

Tableau 4.1 Commerce des produits agricoles et des produits de la pêche, 2013-201 97

Tableau 4.2 Tarifs de rachat pour différents niveaux de capacité photovoltaïque installée, septembre 2019 100

Tableau 4.3 Structure du secteur manufacturier en 2012, 2015 et 2018 102

Tableau 4.4 Commerce des produits manufacturés, 2013-2019 102

Tableau 4.5 Établissements financiers, 2013-2019 107

Tableau 4.6 Principales données financières du secteur bancaire, 2013 2019....109

Tableau 4.7 Rentabilité du secteur bancaire, 2013 2019 110

Tableau 4.8 Composition des primes brutes, 2013-2019 113

Tableau 4.9. Principaux indicateurs des télécommunications, 2012-2019 114

Tableau 4.10 Statistiques concernant le transport aérien, 2012-2019 117

Tableau 4.11 Aperçu du secteur du tourisme, 2012-2019....124

Tableau 4.12 Droits imposés pour les licences, 2020 125

Tableau 4.13 Plan directeur du développement de l'industrie touristique, 2015-2030....126

Tableau 4.14 Services relatifs au tourisme et aux voyages (engagements au titre de l'AGCS)....128

Tableau 4.15 Principales lois et réglementations relatives aux jeux de hasard et aux casinos 131

Tableau 4.16 Contributions fiscales et financières des exploitants de casinos 132

Tableau 4.17 Exonération temporaire de l'impôt sur les bénéfices 132

Tableau 4.18 Aperçu des activités de MICE à Macao, Chine, 2012-2019....134

Tableau 4.19 Programmes de soutien aux activités dans le secteur des MICE 135

Tableau 4.20 Principaux indicateurs des industries créatives et culturelles, 2015-2018 137

Tableau 4.21 Industries créatives et culturelles: méthodes et durées de financement et montant des subventions 138

ENCADRÉS

Encadré 1.1 Réponse de Macao, Chine face à la pandémie de COVID-19.... 23

APPENDICE – TABLEAUX

Tableau A1. 1 Importations de marchandises, par section et par principal chapitre du SH, 2012-2019....140

Tableau A1. 2 Exportations de marchandises, y compris les réexportations, par section et par principal chapitre du SH, 2012-2019....142

Tableau A1. 3 Importations de marchandises, par origine, 2012-2019....144

Tableau A1. 4 Exportations de marchandises, y compris les réexportations, par destination, 2012-2019....145

RÉSUMÉ

1. L'économie de Macao, Chine est dominée par les services, qui représentent plus de 95% du PIB et environ 90% de l'emploi total. Pendant la période à l'examen (2013-2020), les jeux de hasard ont continué d'être la principale activité économique, bien que leur part dans le PIB ait diminué, tombant de 62,9% en 2012 à 50,5% en 2018. Les autorités se sont efforcées de diversifier l'économie pour moins dépendre des jeux de hasard, la forte dépendance à l'égard de ce secteur rendant l'économie vulnérable aux chocs extérieurs. Le premier Plan quinquennal de développement (2016-2020) définit la feuille de route pour la diversification de l'économie. Le Plan vise à ce que les exploitants d'établissements de jeux de hasard se diversifient, en menant d'autres activités liées au tourisme, et accroissent leurs recettes non générées par les jeux. Afin de promouvoir la diversification intersectorielle, de nombreux secteurs de services ont été encouragés, parmi lesquels les réunions, voyages de motivation, conventions et expositions, la médecine traditionnelle chinoise, les industries culturelles et créatives, le commerce de gros et de détail, les activités immobilières et services fournis aux entreprises et les activités du secteur financier.

2. Macao, Chine possède l'un des revenus par habitant les plus élevés au monde. Pendant la période considérée, le PIB par habitant est passé de 75 536 USD en 2012 à 79 977 USD en 2019. La croissance du PIB a été irrégulière pendant la période à l'examen: une croissance élevée en 2012 et 2013 a été suivie d'une forte contraction entre 2014 et 2016, en raison de l'affaiblissement de la demande dans les secteurs des jeux de hasard et du tourisme. Une reprise relativement forte de la croissance a été enregistrée en 2017 et 2018, fruit d'une forte reprise de la demande extérieure, mais l'économie s'est contractée à nouveau en 2019, avec une chute du PIB réel de 4,7%, du fait de la baisse des recettes des jeux de hasard et de la contraction de la formation brute de capital fixe. Le PIB de Macao, Chine a été fortement touché par la COVID-19: selon les estimations, le PIB réel aurait diminué de 48,7% au premier trimestre 2020 par rapport à la même période de l'année précédente. Les secteurs des jeux de hasard et des MICE ont été particulièrement touchés par la pandémie de COVID-19.

3. L'épargne locale représente un peu plus de 50% du PIB, soit environ trois fois le ratio investissement/PIB. Cela se traduit par un excédent structurellement important du compte courant de la balance des paiements, qui s'est élevé à 17,7 milliards d'USD en 2019, soit 32,9% du PIB. Cette situation s'explique par un grand excédent de la balance des services, qui s'est élevé à 38,5 milliards d'USD en 2019, soit 71,4% du PIB, en raison principalement des recettes des services liés aux jeux de hasard et au tourisme, qui se sont établies au total à 39,7 milliards d'USD. Les exportations totales de services se sont élevées à 43,2 milliards d'USD en 2019, soit 96,0% des exportations totales de biens et services. Bien que Macao, Chine, n'ait pas de dette extérieure publique, sa dette extérieure brute a atteint 186% du PIB en 2018 en raison de la grande dette extérieure privée, rendant compte de l'afflux massif de capitaux étrangers privés, destinés principalement à l'industrie des jeux de hasard. Macao, Chine ne mène pas une politique monétaire autonome en raison de l'indexation de sa monnaie, la pataca de Macao (MOP), sur le dollar de Hong Kong. L'autorité monétaire de Macao, Chine vise à maintenir la stabilité monétaire et la libre convertibilité de la pataca de Macao; l'objectif principal de sa politique monétaire est d'appuyer la parité du taux de change.

4. D'importants excédents budgétaires ont été enregistrés tout au long de la période à l'examen et ont été déposés dans un fonds de réserve budgétaire, qui amortit les fluctuations élevées de la principale source de recettes, à savoir les impôts directs sur les jeux. Selon les estimations, l'excédent budgétaire pour 2019 équivalait à 11,5% du PIB. Un déficit du secteur public est attendu en 2020, en raison principalement des effets sur les recettes de la fermeture temporaire des casinos et de la forte baisse du nombre de visiteurs provoquée par la pandémie de COVID-19, ainsi que du coût des mesures budgétaires mises en place en février et avril 2020 pour compenser en partie les effets négatifs de la COVID-19 sur l'activité économique, dont le montant est estimé à 52,6 milliards de MOP, soit 12,6% du PIB (de 2019). Les mesures appliquées comprennent: des aides financières aux résidents; des allocations supplémentaires pour les dépenses de santé; des versements aux employés remplissant les conditions requises et aux professionnels indépendants, ainsi qu'aux entreprises admissibles à condition qu'elles ne licencient pas de personnel; des versements à certains fournisseurs de services; la gratuité des services publics pendant trois mois pour les résidents; l'octroi de prêts à taux zéro et de bonifications d'intérêts aux PME; et l'octroi d'exonérations/de déductions fiscales aux résidents et aux entreprises locales. Un certain nombre de mesures de protection sociale ont également été introduites.

5. L'économie de Macao, Chine est ouverte, la valeur des échanges (importations et exportations de biens et services) équivalant à 117,1% du PIB en 2019. Au cours de la période 2012-2019, les exportations de marchandises ont progressé à un rythme annuel moyen de 6,5% pour atteindre 1,59 milliard d'USD en 2019, tandis que les importations ont augmenté en moyenne de 3,2% par an et se sont élevées au total à 11,2 milliards d'USD. La majeure partie des exportations de marchandises sont en fait des réexportations (88,2% en 2019). Les machines et le matériel électronique sont les principaux produits exportés, représentant 23,3% des exportations totales de marchandises en 2019, suivis des instruments de précision (9,4%), des pierres gemmes et métaux (8,6%) et des matières textiles et vêtements (7,9%). Les importations de produits manufacturés représentent la plus grande part des importations de marchandises, en particulier celles de machines et de matériel électrique (14,1% du total en 2019), de produits chimiques (13,7%), de préparations alimentaires, de boissons et de tabacs (10,5%), et de pierres gemmes et de métaux (9,8%). Les principaux partenaires commerciaux de Macao, Chine en ce qui concerne les importations sont la Chine continentale (31,3% en 2019), l'Union européenne (27,3%), la Suisse (7,6%), le Japon (6,7%) et Hong Kong, Chine (6,2%). Les principales destinations des exportations de marchandises sont Hong Kong, Chine (60% du total) et la Chine continentale (8,4%).

6. Macao, Chine, qui est Membre originel de l'OMC, accorde au moins le traitement NPF à tous ses partenaires commerciaux et considère la non-discrimination, la prévisibilité et la transparence comme des éléments importants d'un système commercial multilatéral stable. À cet égard, elle présente régulièrement des notifications actualisées concernant les modifications apportées à ses lois et politiques commerciales visées par les Accords de l'OMC et participe activement aux négociations, telles que celles sur les technologies de l'information. Macao, Chine a ratifié le Protocole relatif à l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) le 11 avril 2016 et, en août 2017, elle a ratifié le Protocole portant amendement de l'Accord sur les ADPIC, qu'elle avait accepté en juin 2009. Lors de la onzième Conférence ministérielle de l'OMC à Buenos Aires, Macao, Chine a souscrit à la Déclaration ministérielle conjointe sur la facilitation de l'investissement pour le développement et a participé au dialogue informel tenu à ce sujet. Macao, Chine n'est pas signataire de l'Accord plurilatéral sur les marchés publics et n'a pas non plus le statut d'observateur en ce qui concerne cet accord. Macao, Chine n'a été impliquée dans aucune procédure de règlement des différends de l'OMC, que ce soit en qualité de plaignant, de défendeur ou de tierce partie. En septembre 2020, Macao, Chine a notifié à l'OMC qu'elle accéderait à l'arrangement multipartite concernant une procédure arbitrale d'appel provisoire conformément à l'article 25 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

7. Depuis le dernier examen en 2013, Macao, Chine actualise et met en œuvre continuellement l'Accord de rapprochement économique (CEPA) avec la Chine continentale. En outre, elle a conclu un accord de libre-échange avec Hong Kong, Chine. Cinq nouveaux accords ont été signés dans le cadre du CEPA, dont deux sur les services (Accord de Guangdong et son accord d'élargissement) et un sur l'investissement, la coopération économique et technique et le commerce des marchandises, respectivement. L'Accord sur le commerce des marchandises, qui est entré en vigueur le 1er janvier 2019, établit des règles d'origine pour plus de 8 000 lignes tarifaires, contre seulement 1 260 auparavant, et prévoit des mesures visant à faciliter le commerce dans la région. L'Accord de Guangdong et son accord d'élargissement ont entraîné l'ouverture de 153 sous-secteurs des services en Chine aux fournisseurs de services de Macao, Chine. Le CEPA entre Hong Kong, Chine et Macao, Chine, signé le 27 octobre 2017, vise le commerce des marchandises, le commerce des services, l'investissement, la propriété intellectuelle et la coopération économique et technique. La libéralisation du commerce des marchandises et des services a été mise en œuvre le 1er janvier 2018; à cette fin, les parties sont convenues de consolider les régimes existants de droits nuls, de ne pas appliquer de mesures antidumping ou compensatoires à l'égard des importations de marchandises originaires de l'autre partie, d'accorder le traitement national aux services et fournisseurs de services de l'autre partie et de prendre des engagements spécifiques concernant un certain nombre de sous-secteurs des services.

8. Il n'y a pas de législation spécifique sur l'investissement étranger à Macao, Chine, la législation locale ne faisant pas de distinction entre investissement intérieur et étranger. Les entreprises locales et étrangères sont assujetties aux mêmes lois en matière de commerce et de faillite, ainsi qu'aux mêmes règles en matière d'enregistrement. Les sociétés et les particuliers étrangers peuvent créer des entreprises, des succursales ou des bureaux de représentation. Les flux de capitaux et les opérations en devises ne sont soumis à aucune restriction, de même que la participation étrangère au capital d'entreprises existantes ou nouvellement créées, à condition que l'investisseur respecte les directives pour lutter contre le blanchiment d'argent et combattre le financement du terrorisme

publiées par l'Autorité monétaire de Macao. Les investisseurs étrangers peuvent librement acquérir des biens immobiliers et des terrains à Macao, Chine. Des prescriptions en matière de licences s'appliquent aux investissements intérieurs et étrangers dans les secteurs de la finance, de l'assurance et de la banque. Pour investir dans le secteur des jeux de hasard et les services publics (électricité, eau et gaz), il faut obtenir une concession du gouvernement. Les services de télévision terrestre sont aussi soumis à des contrats de concession, tandis que les services de télévision par satellite nécessitent l'obtention d'une licence.

9. Depuis le dernier examen, Macao, Chine a adopté des mesures pour simplifier davantage les procédures douanières et faciliter les échanges, dont les suivantes: la ratification de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE); le renforcement d'un système de dédouanement informatisé; et la simplification des procédures douanières pour les marchandises au titre de l'Accord entre Macao, Chine et la Chine continentale. Depuis l'entrée en vigueur de l'AFE le 22 février 2017, Macao, Chine a mis en œuvre les dispositions de la section I de l'Accord relevant de la catégorie A, à l'exception du paragraphe 4 de l'article 10 (guichet unique), qui a été désigné comme relevant de la catégorie B, avec une date indicative de mise en œuvre fixée au 31 décembre 2019. Macao, Chine n'applique pas de règles d'origine préférentielles ou non préférentielles aux importations, mais elle applique des règles d'origine préférentielles aux exportations à destination de la Chine dans le cadre du CEPA. Pour les réexportations, l'origine initiale conférée aux marchandises est maintenue.

10. Tous les droits appliqués sont maintenus à un taux nul. Le tarif douanier comprend 6 641 lignes tarifaires au niveau des positions à 8 chiffres en 2020. Macao, Chine continue de communiquer régulièrement ses données tarifaires et statistiques d'importation à la Base de données intégrée de l'OMC. Pendant la période à l'examen, Macao, Chine a rectifié et modifié sa liste de concessions tarifaires dans le cadre de l'OMC pour tenir compte des engagements pris au titre de l'élargissement de l'Accord sur les technologies de l'information, en vigueur depuis le 6 novembre 2014. Macao, Chine n'a consolidé que 30,5% de ses lignes tarifaires, toutes à un taux nul. Toutes les lignes tarifaires concernant les produits agricoles sont consolidées, mais seulement 19,2% des lignes tarifaires concernant les produits non agricoles le sont, la portée des consolidations variant selon le groupe de produits. L'absence de consolidation pour près de 70% de l'ensemble des lignes tarifaires contraste avec la pratique de Macao, Chine qui consiste à appliquer des taux nuls pour toutes les lignes tarifaires, et elle est susceptible de créer de l'incertitude chez les négociants. La prévisibilité de son régime commercial serait considérablement améliorée par l'augmentation du nombre de lignes consolidées.

11. Des droits d'accise visent certains produits: les produits du tabac et les boissons alcooliques au-delà d'une certaine teneur en alcool, importés ou produits sur le territoire, sont assujettis à l'impôt sur la consommation, tandis que les véhicules sont assujettis à la taxe sur les véhicules; ces deux taxes sont perçues sur la valeur c.a.f. des importations, indépendamment de leur origine. Les taxes sur le tabac et les automobiles ont augmenté depuis le dernier examen. Des prescriptions en matière de licences d'importation s'appliquent à plusieurs catégories de marchandises, principalement pour des raisons de santé publique, de sûreté, de sécurité publique, de protection de l'environnement, de respect des DPI et de perception de l'impôt sur la consommation. Les produits concernés sont les suivants: animaux vivants; végétaux visés par la CITES; certains produits alimentaires; produits pharmaceutiques; stupéfiants et substances psychotropes; certains produits chimiques; marchandises soumises à des droits d'accise; équipements et matériels destinés à la production de disques compacts; équipements de radiocommunication; et armes et munitions. Les licences d'importation sont délivrées dans un délai de trois jours ouvrables si les critères énoncés dans la loi sont respectés; elles sont valables pendant 30 jours et ne sont pas cessibles. Macao, Chine n'a pas de législation en matière de mesures correctives commerciales et n'applique pas de mesure de ce type.

12. Macao, Chine n'accorde pas de subventions à l'exportation. Elle ne dispose pas de zones industrielles d'exportation ni d'autres zones économiques spéciales ou zones de libre-échange. Les exportateurs peuvent bénéficier des activités de promotion et des autres services fournis par l'Institut pour la promotion du commerce et de l'investissement de Macao, parmi lesquels des renseignements commerciaux, économiques et statistiques, une aide pour participer à des foires commerciales et la facilitation des contacts entre entreprises. Macao, Chine ne dispose pas de programme de financement des exportations à des conditions préférentielles ou de programme d'assurance ou de garantie des exportations.

13. Le régime fiscal repose essentiellement sur les impôts directs, en particulier ceux qui sont prélevés sur les jeux de hasard. En 2020, pour aider à faire face aux conséquences néfastes de la pandémie de COVID-19, une loi a été adoptée pour accorder des exonérations ou des déductions temporaires concernant plusieurs impôts directs et indirects. Macao, Chine propose plusieurs programmes d'incitation dans les divers secteurs d'activité économique afin d'inciter les entreprises à s'établir et à opérer sur le territoire. Ceux-ci prennent la forme d'incitations fiscales, de soutien financier ou d'autres formes d'assistance. Il existe également des incitations visant à promouvoir le développement de certains secteurs, tels que la pêche locale, le tourisme et le secteur MICE. Des incitations fiscales sont accordées pour les projets jugés favorables au développement et s'appliquent de la même manière aux entreprises étrangères et locales. Le type le plus courant d'incitation reste les exonérations et les réductions de l'impôt sur les bénéfices.

14. Il existe aussi un certain nombre d'incitations non fiscales, principalement sous la forme d'un soutien financier ciblé pour les projets d'investissement, les PME et les jeunes entrepreneurs. Les entreprises qui investissent à Macao, Chine peuvent bénéficier du Programme de bonification d'intérêt pour les prêts de financement des entreprises, qui accorde une bonification d'intérêt de 4 points de pourcentage par an pendant une durée maximale de quatre ans aux entreprises qui investissent à Macao, Chine. Les PME peuvent bénéficier d'une aide financière sans intérêt et de garanties de crédit pour les prêts. En outre, en mars 2020, le Programme de bonification d'intérêt pour les prêts bancaires aux PME a été introduit, assorti d'une durée de mise en œuvre de six mois, pour aider les PME confrontées à des difficultés en raison de la pandémie de COVID-19. Macao, Chine accorde également des subventions aux entreprises pour favoriser la création d'emplois chez des groupes sociaux ciblés, parmi lesquels les personnes sans emploi, les jeunes à la recherche d'un premier emploi et les personnes handicapées.

15. Il n'existe pas de régime intégré de normalisation, d'accréditation ou de certification, ni d'organisme officiel de normalisation. Macao, Chine n'établit pas ses propres normes, mais adopte les normes et prescriptions techniques internationales en vigueur. Il n'existe pas de procédures spécifiques pour élaborer des règlements techniques. Toutefois, lorsqu'un produit est soumis à une obligation de licence, la norme correspondante devient obligatoire et, par conséquent, elle devient un règlement technique. Au cours de la période considérée, Macao, Chine a présenté 12 notifications à l'OMC au titre de l'Accord OTC. Macao, Chine tient une liste des produits qui sont soumis à l'inspection SPS, laquelle est révisée périodiquement. Le tableau concernant les mesures SPS a été modifié en dernier lieu le 1er janvier 2017. Les produits soumis à l'inspection comprennent la plupart des plantes, des fleurs, des fruits et légumes, des animaux, des poissons, des produits d'origine animale, des glaces et des cannes à sucre. Pour pouvoir importer ces produits, il faut une licence d'importation ainsi qu'un certificat sanitaire valide. Depuis 2013, Macao, Chine a publié 11 normes relatives à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, qui ont été notifiées à l'OMC en tant que mesures SPS. Elle compte deux mesures SPS en vigueur, qui ont pour effet d'interdire les importations.

16. Macao, Chine n'a pas de législation générale sur la concurrence, ni d'organisme spécifique chargé de faire respecter les règles en la matière. Les dispositions visant à encourager la concurrence, à décourager les pratiques commerciales déloyales et à protéger les intérêts des consommateurs sont dispersées dans le Code de commerce et les réglementations sectorielles. Bien qu'il n'y ait pas, de manière générale, de contrôle des prix ou de prix administrés, les tarifs des services publics, comme l'électricité, l'eau, les services téléphoniques, les services postaux et les tarifs des taxis, sont réglementés ou contrôlés par les organismes de réglementation compétents.

17. Le Protocole portant amendement de l'Accord sur les ADPIC s'agissant des licences obligatoires relevant du paragraphe 6 de la Déclaration de Doha est entré en vigueur à Macao, Chine le 6 septembre 2017. Macao, Chine n'est pas partie contractante à la Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Macao, Chine est invitée à devenir partie aux traités internationaux administrés par l'OMPI grâce à des arrangements conclus entre la Chine et l'OMPI. Depuis le dernier examen, la Chine a notifié à l'OMPI que l'application de deux traités internationaux avait été étendue à Macao, Chine, à savoir le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur et le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes.

18. L'agriculture et la pêche représentent moins de 1% du PIB. Macao, Chine est un importateur net de produits agricoles et de produits de la pêche, et son déficit commercial concernant ces produits est passé à 1,82 milliard d'USD en 2019 (contre 1,32 milliard d'USD en 2013), ses importations s'élevant à 1,92 milliard d'USD, soit 15,4% des importations totales de marchandises,

et ses exportations à 101 millions d'USD, soit 6,2% des exportations totales de marchandises. Les principaux fournisseurs de produits agricoles et de produits de la pêche importés étaient la Chine continentale et l'UE-28, qui représentaient environ 29,6% et 25,1% du total, respectivement, en 2019. Tous les droits appliqués aux produits de l'agriculture et de la pêche sont maintenus à un taux nul. Le secteur de la pêche bénéficie du Fonds de développement et de soutien pour la pêche, qui octroie aux pêcheurs des prêts à taux zéro pour l'entretien et la réparation des navires, l'achat de carburant, les activités de recherche et de formation, et en cas de catastrophes naturelles ou d'épidémies.

19. Dans le cadre de sa politique énergétique, le gouvernement met l'accent sur la protection de l'environnement, les économies d'énergie et l'utilisation appropriée d'énergies alternatives propres et sûres. Tous les prix liés à l'énergie doivent être approuvés par le gouvernement. Une "libéralisation partielle" du marché de l'électricité a été entreprise ces dernières années, afin d'y introduire de la concurrence et d'assurer la stabilité de l'approvisionnement. La production et l'importation ont été libéralisées, mais Macao, Chine continue de dépendre essentiellement de la China Southern Power Grid; la production locale joue un rôle complémentaire, le gaz naturel étant le principal combustible. Il n'y a toujours qu'un seul opérateur pour le transport et la distribution en aval d'électricité, dans le cadre d'un contrat de concession d'une durée de 15 ans passé avec le gouvernement, valable jusqu'au 31 décembre 2025 et soumis à réexamen tous les 5 ans.

20. Le secteur manufacturier est modeste et représente moins de 1% du PIB. Les produits alimentaires et les boissons restent le principal sous-secteur, représentant près de la moitié de l'ensemble de la production manufacturière. Les autres sous-secteurs comprennent ceux de l'édition et de l'imprimerie, et de la production de ciment et de béton. La quasi-totalité des entreprises dans le secteur manufacturier sont des PME. Macao, Chine est un importateur net de produits manufacturés; son déficit commercial s'est élevé à 7,1 milliards d'USD en 2019. L'UE-28 et la Chine continentale étaient les principaux fournisseurs. Parmi les principaux produits importés figuraient les biens de consommation et les machines et le matériel de transport. Les droits appliqués aux marchandises importées dans le secteur manufacturier sont nuls; toutefois, seulement 19,2% des lignes tarifaires visant des produits non agricoles sont consolidées à l'OMC.

21. Les banques et autres établissements de crédit doivent être titulaires d'une licence pour exercer à Macao, Chine; aucun examen des besoins économiques n'est effectué. En décembre 2019, Macao, Chine comptait 30 banques, principalement à capitaux étrangers, une société financière et un établissement de crédit non bancaire. Les trois plus grandes banques détiennent près des deux tiers des actifs bancaires totaux, qui représentaient plus de 400% du PIB en 2019. Le secteur bancaire est bien capitalisé, avec un ratio de fonds propres bien supérieur au niveau exigé de 8%; le ratio des prêts improductifs par rapport au total des prêts bruts est resté faible pendant la période à l'examen et s'établissait à 0,2% au deuxième trimestre 2019. Au cours de la période considérée, de nouvelles dispositions ont été incorporées dans le cadre législatif et réglementaire régissant la lutte contre le blanchiment d'argent et la lutte contre le financement du terrorisme. Un certain nombre de règlements visant à renforcer la supervision du système financier, par exemple concernant l'adéquation des fonds propres, ont également été introduits. Les compagnies d'assurance peuvent être titulaires d'une licence, soit en tant que compagnie constituée en société localement, soit en tant que succursale ayant son siège à l'étranger, soit en tant que bureau de représentation. Les compagnies d'assurance constituées en société localement et les succursales de compagnies d'assurance étrangères peuvent exercer des activités d'assurance à Macao, Chine sur la base du traitement national. Aucune personne, physique ou morale, ne peut acquérir, directement ou indirectement, une participation qualifiée dans une compagnie d'assurance ayant son siège social à Macao, Chine, ni augmenter sa participation dans une proportion égale ou supérieure à 5% du capital ou des droits de vote, sans autorisation préalable.

22. Depuis 2012, année au cours de laquelle les services de télécommunication sur ligne fixe ont été libéralisés, il n'y a plus de services de télécommunication exclusifs à Macao, Chine et le marché est actuellement entièrement libéralisé. Les entreprises peuvent demander des licences pour l'installation et la fourniture de réseaux et de services publics de télécommunication conformément à la réglementation et aux régimes de licences applicables; toutefois, l'octroi d'une licence peut être subordonnée aux besoins de l'économie. L'obtention d'une licence est généralement assujettie à un appel d'offres public; la licence est cessible, sous réserve d'approbation préalable de l'organisme de réglementation. Un opérateur titulaire d'une licence doit être une société enregistrée à Macao, Chine. Les licences sont accordées selon une approche fondée sur une liste positive, énumérant les services pouvant être fournis par le titulaire de la licence. Pendant la période à l'examen, le taux de

pénétration des télécommunications mobiles a atteint 411,0% en 2019, contre 277,2% en 2012, et, à la fin de 2019, 86,5% de la population avait accès à Internet. Deux opérateurs sont actuellement titulaires d'une licence pour la construction et l'exploitation de réseaux publics fixes de télécommunication et cinq opérateurs, dont un opérateur de réseau virtuel mobile, sont titulaires de licences permettant de fournir des services de télécommunication mobile.

23. Macao, Chine applique une politique de "ciel ouvert" dans le secteur des services de transport aérien. Par conséquent, il n'y a pas de restrictions sur, entre autres, la désignation, la capacité et la propriété. Macao, Chine a actuellement 50 accords sur les services aériens. S'agissant du transport terrestre, conformément à la Politique générale des transports terrestres de Macao (2010-2020), le développement d'un système de transports publics en commun fait partie des priorités. À cet égard, la ligne Taipa du métro léger de Macao (MLRT) est entrée en fonction en décembre 2019 et le gouvernement a lancé des projets d'extension.

24. Macao, Chine est un exportateur net de services liés aux voyages. Après une brève stagnation en 2015 et 2016, les arrivées ont commencé à augmenter et, en 2019, Macao, Chine a accueilli le nombre total de visiteurs le plus élevé jamais enregistré, estimé à 39,4 millions. Les touristes en provenance de la Chine continentale, de Hong Kong, Chine et du Taipei chinois ont représenté plus de 90% du marché total. Le secteur du tourisme de Macao, Chine a été durement touché par l'épidémie mondiale de COVID-19 au début de 2020, enregistrant une forte baisse des arrivées de visiteurs et des dépenses des touristes. En réponse à la pandémie de COVID-19, les autorités ont mis en place un certain nombre de mesures pour aider le secteur du tourisme, parmi lesquelles une exonération de six mois, à compter du 1er mai 2020, de la taxe sur le tourisme pour les établissements fournissant des services, tels que les hôtels, les boîtes de nuit, les bars et d'autres lieux, l'exonération des droits et l'allégement de l'impôt sur les bénéfices.

25. Le secteur des jeux de hasard demeure le principal moteur de l'industrie touristique et de l'économie dans son ensemble. Bien qu'inférieures à leur niveau record de 2013 (87% du PIB), les recettes brutes du secteur des jeux de hasard restent très élevées: elles représentaient 65% du PIB en 2019. Le secteur des jeux de hasard est réglementé par la Loi sur le secteur des jeux de hasard et d'autres lois et règlements. Au cours de la période à l'examen, Macao, Chine a apporté des modifications au cadre réglementaire des services de jeux, en mettant fin aux courses de lévriers en 2018. Les activités de jeu toujours disponibles sont les jeux de hasard dans les casinos, les courses de chevaux et les loteries. S'agissant des casinos, des licences ont été accordées à 3 concessionnaires et 3 sous-concessionnaires, qui sont chacun habilités à exercer des activités terrestres liées aux jeux de hasard en tant que personne morale indépendante; ces derniers exploitaient au total 41 casinos en 2018. Une concession a également été accordée pour les courses de chevaux et deux pour les loteries. La Loi sur le secteur des jeux de hasard dispose que le gouvernement traite tous les concessionnaires et sous-concessionnaires du secteur de manière non discriminatoire et veille à ce qu'ils se conforment à la réglementation relative à la concurrence; les ententes sont interdites. L'abus de position dominante sur le marché ou le fait de détenir une part de marché conséquente du secteur des jeux de hasard, qui est susceptible d'empêcher, de restreindre ou de fausser la concurrence entre les concessionnaires sont également interdits. Les exploitants de casinos doivent acquitter une taxe sur les jeux de hasard correspondant à 35% de leurs recettes brutes, une contribution annuelle additionnelle de 1,6% en faveur de la Fondation de Macao (qui soutient les activités culturelles et philanthropiques) et une contribution annuelle ne dépassant pas 3% des recettes brutes en faveur du développement urbain, de la promotion du tourisme et de la sécurité sociale. Les recettes tirées des jeux de hasard (impôts directs et prestations) représentaient 84,4% des recettes publiques totales en 2019.

26. Au cours de la période considérée, le gouvernement a continué de promouvoir les activités de réunions, de voyages de motivation, de conventions et d'expositions (MICE), qui ont suivi une tendance ascendante jusqu'à début 2020. Le nombre de manifestations a augmenté de 50% entre 2012 et 2019, en raison principalement de l'augmentation du nombre de réunions et de conférences; le nombre de participants et les recettes ont également augmenté. Malgré cette tendance positive, le secteur a été touché par l'épidémie de COVID-19 en 2020, le nombre de manifestations et de participants ayant fortement baissé. Pour aider au développement des activités de MICE, le gouvernement a lancé une série de mesures d'incitation, y compris des incitations financières, pour soutenir les activités et encourager les entreprises locales à participer à des foires commerciales afin de promouvoir leurs produits. Le montant de l'aide financière varie selon le programme. En outre, le secteur peut bénéficier des mesures générales introduites par le gouvernement pour soutenir l'activité économique pendant la pandémie de COVID-19.

27. Les industries créatives et culturelles font partie de la stratégie du gouvernement visant à favoriser la diversification de l'économie. Au cours de la période à l'examen, les activités ont progressé régulièrement, bien que la contribution du secteur dans le PIB reste faible. Plusieurs programmes de soutien visent à promouvoir les industries culturelles et créatives, parmi lesquels la Série de programmes de subventionnement des industries culturelles et créatives de Macao, en faveur des activités culturelles et artistiques telles que la conception et le tournage de films. Depuis 2013, le Bureau des affaires culturelles met en œuvre des programmes de subvention en faveur de la création de mode, de la production de longs métrages, de la production d'albums de chansons originaux et de la production de courts métrages d'animation originaux. Le Fonds des industries culturelles fournit une aide financière aux projets liés aux industries culturelles, sous la forme de subventions et de prêts à taux zéro; les entreprises commerciales légalement constituées et enregistrées à Macao, Chine peuvent en bénéficier. Face aux conséquences économiques de la COVID-19, le Fonds a adopté une prolongation d'un an de la période de remboursement (de 2020 à 2021) des prêts à taux zéro accordés à 75 projets d'entreprises culturelles et créatives ayant été financés.

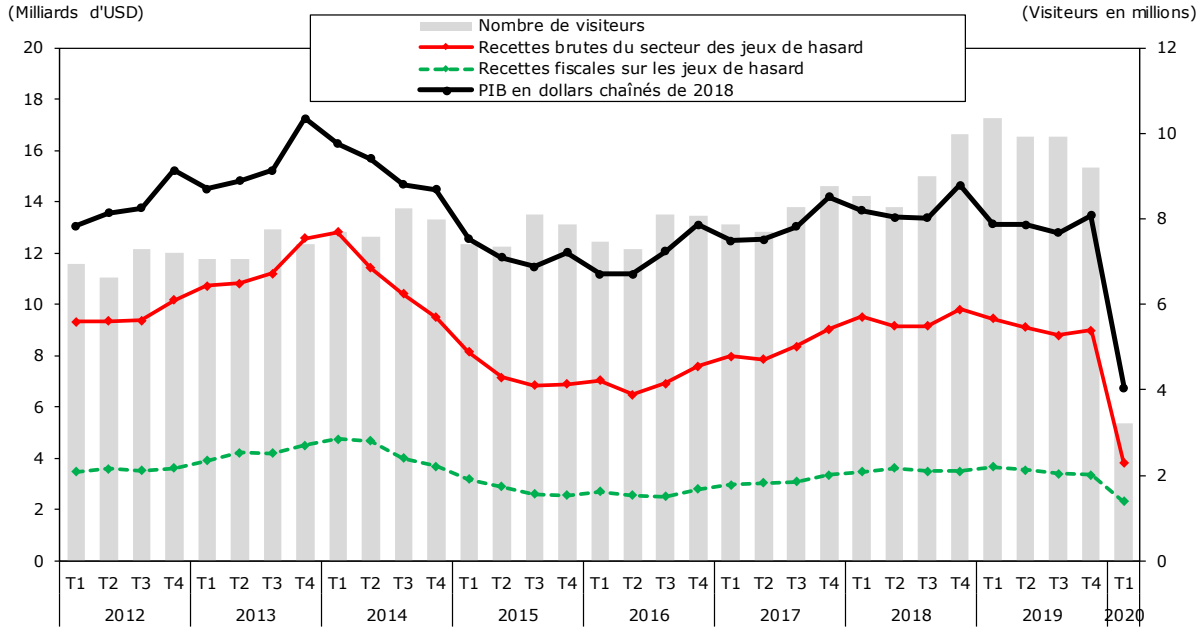
28. Macao, Chine continue de soutenir le secteur de la médecine traditionnelle chinoise, qui est l'un des domaines prioritaires aux fins de la diversification économique conformément aux lignes directrices du Plan quinquennal de développement (2016-2020). En 2015, le Centre de médecine traditionnelle a été établi et vise à favoriser le développement des professionnels de la médecine chinoise, à renforcer leurs qualifications au moyen de la formation et à accroître l'investissement de ressources aux fins du développement du secteur. Le Parc industriel pour la coopération entre Guangdong et Macao sur la science et la technologie médicales traditionnelles chinoises (Parc GMTCM), inauguré en 2011, vise à promouvoir le développement intégré de la recherche par l'industrie et les milieux universitaires, et l'application de technologies et de produits dans le domaine de la médecine traditionnelle chinoise, et aide les entreprises disposant de produits et de technologies issus de la médecine traditionnelle chinoise à pénétrer les marchés des pays lusophones, de l'Union européenne et d'autres économies, favorisant ainsi l'internationalisation de la médecine traditionnelle chinoise.

1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

1.1 Principales caractéristiques de l'économie

1.1. L'économie de Macao, Chine est dominée par les services, qui représentaient 95,8% du PIB en 2018, un pourcentage similaire à celui enregistré en 2012. Pendant la période à l'examen, les jeux de hasard ont continué d'être la principale activité économique, bien que leur part dans le PIB ait diminué, tombant de 62,9% en 2012 à 50,5% en 2018. Cette dépendance excessive aux jeux de hasard rend l'économie vulnérable aux chocs extérieurs comme le montre la fluctuation considérable du taux de croissance du PIB pendant la période considérée. Les autres services importants comprennent les services immobiliers, les services financiers, le commerce de gros et de détail, les services d'hôtellerie et de restauration, ainsi que les services de location et les activités de services aux entreprises. Ces activités dépendent dans une large mesure de l'industrie des jeux de hasard (graphique 1.1).

Graphique 1.1 Résultats économiques et tourisme, 2012-1er trimestre 2020



Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC fondés sur la base de données du Service des statistiques et du recensement (DSEC).

1.2. Si l'on exclut les services, le reste du PIB se compose principalement des activités de construction, qui sont classées dans le secteur secondaire et représentaient 3% du PIB en 2018, une part similaire à celle de 2012, mais inférieure au pic de 6,5% enregistré en 2015. Le secteur manufacturier reste modeste, représentant 0,5% du PIB en 2018 et l'agriculture est négligeable, aucune information officielle n'existant sur sa part dans le PIB ou dans l'emploi (tableau 1.1).

1.3. Les autorités sont conscientes de la grande dépendance de l'économie à une seule industrie. À cet égard, le premier Plan quinquennal de développement (2016-2020) publié en 2016 contient les principaux éléments de leur politique économique et définit la feuille de route pour la diversification de l'économie. Le Plan prévoit la réalisation des sept objectifs principaux suivants d'ici à 2020: i) le développement stable de l'ensemble de l'économie, relançant la croissance du PIB tout en assurant l'équilibre budgétaire, tel qu'établi dans la Loi fondamentale de Macao, Chine; ii) la poursuite de l'optimisation de la structure industrielle grâce à l'accroissement de la part des recettes ne provenant pas du secteur des jeux de hasard, y compris le commerce de gros et de détail, l'hôtellerie, la restauration et la vente de boissons, la construction et la finance; iii) la mise en place progressive d'un environnement commercial propice au tourisme et aux activités de loisir; iv) l'amélioration continue de la qualité de vie des personnes grâce à l'élaboration d'un plan de répartition de la protection sociale et au développement des transports publics et d'autres services, y compris l'amélioration de l'infrastructure de l'Internet des objets et de l'informatique en nuage, dans le but

de soutenir le développement de Macao, Chine en tant que ville intelligente; v) le développement continu de la culture et de l'éducation, par exemple en optimisant le système d'accréditation professionnelle; vi) la protection efficace et efficiente de l'environnement par le contrôle des émissions de dioxyde de carbone grâce à l'adoption rapide d'une législation sur les émissions de gaz d'échappement des véhicules en service et à la réglementation des normes relatives à l'essence sans plomb et au carburant diesel léger; et vii) l'amélioration de l'efficacité administrative et de la gouvernance juridique.[1] Les autorités ont indiqué que gouvernement de la Région administrative spéciale de Macao (RASM) avait invité une équipe de consultants de l'Institut d'études sur la Chine contemporaine de l'université Tsinghua à présenter une évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du Plan quinquennal de développement pendant la période 2016-2018. Un rapport compilant les résultats de l'équipe de consultants et l'auto-évaluation du gouvernement a été publié en octobre 2019 et indique que le Plan a été mis en œuvre à 90,3%.[2]

Tableau 1.1 Principaux indicateurs économiques: PIB et emploi, par secteur, 2012-1er trimestre 2020

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	T1 2020
PIB nominal (milliards de MOP)	343,8	411,9	442,1	362,2	362,9	407,3	444,7	434,7	56,6
PIB nominal (milliards d'USD)	43,0	51,6	55,3	45,4	45,4	50,7	55,1	53,9	7,1
PIB réel (variation annuelle en %)	9,2	11,2	-1,2	-21,6	-0,7	9,9	5,4	-4,7	-48,7
PIB nominal par habitant (USD)	75 536	86 680	89 005	70 712	70 278	78 197	83 425	79 977	40 800
Taux de chômage (%)	2,0	1,8	1,7	1,8	1,9	2,0	1,8	1,7	2,1
Population (milliers)	582,0	607,5	636,2	646,8	644,9	653,1	667,4	679,6	696,1
Répartition sectorielle du PIB aux prix à la production									
Secteur secondaire	4,1	3,7	5,1	7,8	6,7	5,1	4,2	..	..
Industries extractives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	..	..
Industries manufacturières	0,5	0,4	0,4	0,6	0,6	0,6	0,5	..	..
Électricité, gaz et approvisionnement en eau	0,5	0,5	0,5	0,7	0,7	0,8	0,6	..	..
Construction	3,1	2,9	4,2	6,5	5,4	3,7	3,0	..	..
Secteur tertiaire	95,9	96,3	94,9	92,2	93,3	94,9	95,8	..	..
Commerce de gros et de détail	5,3	5,3	5,2	5,6	5,3	5,7	5,8	..	..
Hôtellerie et activités similaires	3,1	3,1	3,5	3,8	4,1	4,3	4,6	..	..
Restauration et activités similaires	1,7	1,6	1,6	1,7	1,8	1,7	1,6	..	..
Transport, entreposage et communications	1,9	1,8	2,0	2,7	2,9	2,6	2,6	..	..
Services bancaires	2,9	3,3	3,9	5,3	5,6	5,4	5,3	..	..
Services d'assurance et de financement des pensions	0,7	0,7	0,6	1,0	1,3	1,1	1,3	..	..
Activités immobilières	6,6	7,1	8,4	10,2	10,6	10,5	9,6	..	..
Location et activités de services aux entreprises	3,2	3,3	3,7	3,9	4,7	4,7	4,7	..	..
Administration publique	3,0	2,8	3,0	4,2	4,4	4,3	4,1	..	..
Éducation	1,3	1,2	1,3	1,8	1,9	1,9	1,8	..	..
Santé et services sociaux	1,0	0,9	1,0	1,3	1,5	1,4	1,4	..	..
Jeux de hasard et séjours organisés pour joueurs de casinos	62,9	63,1	58,5	48,0	46,7	49,0	50,5	..	..
Autres services collectifs, sociaux et personnels; ménages employant du personnel domestique	2,3	2,1	2,1	2,6	2,6	2,3	2,3	..	..
Part dans l'emploi, par secteur d'activité (%)									
Industries manufacturières	3,0	2,5	1,9	1,7	2,0	1,7	1,7	1,6	1,5
Électricité, gaz et approvisionnement en eau	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4
Construction	9,4	9,8	13,5	13,8	11,4	8,6	8,1	7,9	9,2
Commerce de gros et de détail	12,3	12,4	11,6	11,3	11,3	12,1	11,3	10,7	12,4
Hôtellerie, restauration et activités similaires, dont:	15,4	15,0	14,1	13,9	14,7	14,4	14,6	14,5	12,8
Hôtellerie et activités similaires	7,9	7,6	7,0	7,3	7,7	8,1	7,9	8,2	7,4

[1] Gouvernement de la Région administrative spéciale de Macao, *The Five-Year Development Plan of the Macao Special Administrative Region (2016-2020).* Adresse consultée: https://www.cccmtl.gov.mo/files/plano_quinquenal_en.pdf.

[2] Document consulté (en chinois) à l'adresse: https://www.cccmtl.gov.mo/files/mid_eva_cn.pdf.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	T1 2020
Restauration et activités similaires	7,5	7,4	7,1	6,6	6,9	6,3	6,6	6,2	5,3
Transport, entreposage et communications	4,7	4,4	4,9	4,4	5,0	5,0	5,0	5,1	4,7
Intermédiation financière	2,4	2,6	2,8	2,7	2,7	3,0	2,8	3,1	2,8
Activités immobilières et de services aux entreprises	7,1	7,6	7,8	7,5	7,8	8,0	8,3	9,0	9,8
Administration publique et sécurité sociale	7,3	7,1	6,6	7,4	7,3	7,6	7,7	7,2	6,3
Éducation	3,8	4,0	3,8	4,2	4,1	4,5	4,5	4,5	4,2
Santé et protection sociale	2,5	2,5	2,6	2,8	3,1	3,4	3,2	3,2	3,4
Services récréatifs, culturels, jeux de hasard et autres services, dont:	26,1	25,9	24,2	23,8	23,8	24,3	25,0	25,0	24,3
Jeux de hasard et séjours organisés pour joueurs de casinos	23,0	23,1	21,5	21,1	20,8	21,2	21,8	22,0	22,0
Travail domestique	5,2	5,6	5,6	6,0	6,5	7,1	7,4	7,8	8,0
Autres	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2

.. Non disponible.

Source: DSEC, *Base de données statistiques*. Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/TimeSeriesDatabase.aspx; Autorité monétaire de Macao (AMCM), *Statistiques*. Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/en/research-statistics/statistics; FMI, Country Report nº 19/123, mai 2019; et Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*. Adresse consultée: https://databank.banquemondiale.org/reports.aspx?source=world-development-indicators.

1.4. En ce qui concerne l'infrastructure, un certain nombre de grands projets de développement urbain figurent dans le Plan, y compris: la construction d'une nouvelle zone urbaine (nouvelle zone urbaine A)[3]; la construction d'une quatrième conduite d'eau brute pour garantir un approvisionnement en eau salubre à Macao, Chine; l'agrandissement et l'amélioration des réservoirs de Ka Ho et de Seac Pai Van, qui passeront de 640 000 m^3 à 1,26 million de m^3 d'ici à la fin de 2020; la reprise et l'achèvement de la construction du dépôt du métro léger (MLRT) et la réalisation d'installations, d'ajustements et d'essais, d'essais œdométriques et d'un test d'acceptation pour les rames et le matériel du MLRT; et la construction de nouveaux postes frontière entre Guangdong et Macao.[4] Les travaux d'agrandissement du réservoir de Ka Ho ont commencé en septembre 2019 et devraient être achevés en 2021; la capacité passera ainsi de 340 000 m^3 à 740 000 m^3. Quant à ceux du réservoir de Seac Pai Van, ils devraient être achevés d'ici à la fin de 2020. La construction du dépôt du MLRT a été terminée en mai 2019 et la phase 1 – ligne Taipa a été mise en service officiellement le 10 décembre 2019. Les travaux de construction des fondations sur pieux pour le projet de nouveau poste frontière entre Guangdong et Macao (poste de Qingmao) ont commencé en mai 2018. Les travaux relatifs à la superstructure ont été terminés en décembre 2019 et l'ensemble du projet devrait être achevé en 2020. L'appel d'offre concernant le quatrième pont maritime reliant la péninsule de Macao et l'île de Taipa a été mené en décembre 2018. La construction devrait débuter en 2020 et s'achever en 2024.

1.5. Au cours de la période à l'examen, les autorités ont encouragé la diversification intersectorielle (au profit de secteurs autres que les jeux de hasard) et intrasectorielle. En ce qui concerne la diversification intersectorielle, de nombreux secteurs de services comme les services de conférence et d'exposition, les services de loisir et de divertissement, ainsi que les services culturels et créatifs ont été soutenus. Ainsi, l'hôtellerie, la restauration, le commerce de gros et de détail, les activités immobilières et de services aux entreprises, ainsi que les services bancaires ont enregistré une augmentation des recettes entre 2015 et 2017, renforçant la diversification. Afin de promouvoir la diversification intrasectorielle dans l'industrie des jeux de hasard, le gouvernement de la Région administrative spéciale de Macao encourage les exploitants d'établissements de jeux de hasard à transformer activement l'industrie des jeux de sorte qu'elle cesse d'être axée sur une population VIP

[3] Le terre-plein pour la Nouvelle zone urbaine A a été achevé en 2017, et des projets concernant plusieurs parcelles de la zone destinées à la construction de logements avait déjà commencé à être élaborés début 2020.

[4] Gouvernement de la Région administrative spéciale de Macao, *The Five-Year Development Plan of the Macao Special Administrative Region (2016-2020).* Adresse consultée: https://www.cccmtl.gov.mo/files/plano_quinquenal_en.pdf.

haut de gamme et s'oriente davantage vers les jeux pour le grand public, qui est moins volatile, grâce à la mise en œuvre d'une série de mesures strictes concernant la vérification de l'admissibilité, l'audit et le contrôle du respect des obligations afin de soutenir le développement bien réglementé de l'industrie des jeux, en particulier de ceux destinés aux VIP. Le Plan visait également à ce que les exploitants d'établissements de jeux de hasard se diversifient et accroissent leurs recettes non générées par les jeux pour qu'elles atteignent au moins 9,0% de leurs recettes totales d'ici à 2020. Les autorités ont indiqué que cet objectif avait été atteint avant l'échéance puisque ce pourcentage était passé de 6,7% en 2014 à 10,4% en 2017.

1.6. Pour promouvoir la diversification au profit de secteurs autres que les jeux de hasard, le DSEC a réalisé une étude sur la concentration de l'activité économique[5] et mis au point l'indice entropique de diversité économique.[6] Selon cette étude, la concentration sectorielle à Macao, Chine a augmenté sans interruption entre 2002 (moment de la libéralisation des jeux de hasard) et 2013, avant de commencer à chuter en 2014. Cette chute s'est poursuivie en 2015 avec un recul de 34,1% des recettes brutes du secteur des jeux de hasard. L'étude a révélé que, pendant la période 2013-2017, les recettes totales des principaux secteurs autres que celui des jeux de hasard avaient progressé de 29,4%, passant de 286,16 milliards de MOP (35,8 milliards d'USD) à 370,37 milliards de MOP (46,1 milliards d'USD). Les trois secteurs autres que celui des jeux de hasard qui avaient enregistré la plus forte croissance de leurs recettes étaient le secteur financier, (+64,9%); la construction (+37,2%); et les activités immobilières et de services aux entreprises (+36,6%). En raison du développement des secteurs autres que celui des jeux, l'indice entropique, qui repose sur la valeur ajoutée brute des activités économiques aux prix à la production, est passé de 1,61 en 2014 à 1,87 en 2015, ce qui rend compte d'une légère baisse de la concentration sectorielle. En 2016, cet indice a encore enregistré une hausse pour s'établir à 1,92, avant de redescendre à 1,86 en 2017. D'après les autorités, cela serait principalement dû à une reprise des activités des jeux de hasard et des séjours organisés pour joueurs de casinos (leur part dans la valeur ajoutée aux prix à la production dans la structure industrielle a augmenté, passant de 46,7% en 2016 à 50,5% en 2018).

1.7. Macao, Chine a également encouragé le développement du secteur des réunions, voyages de motivation, conventions et expositions (MICE), de la médecine traditionnelle chinoise, des industries culturelles et créatives et des activités financières modernes en mettant l'accent sur le crédit-bail, sur les services de compensation en yuan pour les pays lusophones, ainsi que sur la gestion de patrimoine. Ces dernières années, des mesures concrètes ont été prises pour accélérer le développement des activités financières modernes en tant que secteur stratégique du gouvernement. En 2017, selon les renseignements communiqués par les autorités, la valeur ajoutée brute des industries nouvelles (comprenant également les activités financières qui couvrent les services bancaires, d'assurance et de financement des pensions) était estimée à 31,6 milliards de MOP, soit 7,9% de la valeur ajoutée brute de toutes les activités économiques et 21,9% au-dessus du niveau de 2015. En 2018, la valeur ajoutée brute des industries nouvelles était estimée à 35,3 milliards de MOP (36,5% de plus qu'en 2015), soit 8,1% de la valeur ajoutée brute de toutes les activités économiques. Le développement et les perspectives de ces industries ont été fortement touchés par la pandémie de COVID-19.

1.8. Un des objectifs du Plan quinquennal de développement consiste à accroître de 10% la valeur des échanges entre Macao, Chine et les pays lusophones d'ici à 2020, par rapport à une valeur initiale de 600 millions de MOP (75 millions d'USD) enregistrée en 2015. Les autorités ont indiqué que cet objectif avait été plus qu'atteint avant l'échéance, quand la valeur des échanges entre Macao, Chine et les pays lusophones a atteint 814 millions de MOP (102 millions d'USD) en 2018. En juin 2013, le Forum pour la coopération et le développement entre la Chine et les pays lusophones a été inauguré et son siège a été déplacé de Beijing à Macao, Chine en juin 2017. Ce forum, doté d'un capital de 1 milliard d'USD, vise à soutenir le développement de projets et d'investissements en Chine (y compris Macao, Chine) et dans les pays lusophones.

---

[5] DSEC, *Relatório da Análise "Sistema de Indicadores Estatísticos para o Desenvolvimento da Diversificação Adequada da Economia de Macau"* (*Rapport d'analyse sur le système d'indicateurs statistiques en vue d'une diversification économique modérée de Macao* (en chinois et en portugais seulement)). Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/getAttachment/0c45e71c-d9c5-46fe-9fe3-83664720f282/E_SIED_PUB_2017_Y.aspx.

[6] L'indice entropique de diversité économique compare la distribution de l'emploi ou des revenus entre les secteurs dans une région par rapport à une distribution équiproportionnelle. Des valeurs d'indice plus élevées indiquent une plus grande diversification relative, tandis que des valeurs plus basses indiquent une spécialisation relativement plus importante.

1.2 Évolution économique récente

1.2.1 Secteur réel

1.9. La croissance du PIB a été irrégulière pendant la période à l'examen: après avoir enregistré une forte croissance en 2012 et 2013, l'économie s'est fortement contractée entre 2014 et 2016, tout particulièrement en 2015, avec une contraction de 21,6% du PIB réel (tableau 1.2). Une reprise relativement forte de la croissance a été enregistrée en 2017 et 2018, mais l'économie s'est contractée à nouveau en 2019, avec une chute du PIB réel de 4,7%. Le ralentissement économique de la période 2014-2016 était dû à l'affaiblissement de la demande dans les secteurs des jeux de hasard et du tourisme. En 2017 et 2018, le redressement économique a été le fruit d'une forte reprise de la demande extérieure tandis que le recul de 2019 peut être expliqué par les conséquences négatives de la baisse des recettes des jeux de hasard, ainsi que par une contraction de la formation brute de capital fixe. Le PIB de Macao, Chine a été fortement touché par la COVID-19: selon les estimations, le PIB réel aurait diminué de 48,7% au premier trimestre 2020 par rapport à la même période de l'année précédente.

Tableau 1.2 PIB par type de dépense, 2012-2019 et 1er trimestre 2020

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	T1 2020
Variation annuelle en % ($ chaînés de 2018)									
PIB aux prix du marché	9,2	11,2	-1,2	-21,6	-0,7	9,9	5,4	-4,7	-48,7
Dépenses de consommation privée	7,6	6,7	5,9	2,1	-0,8	2,2	4,2	2,9	-15,2
Dépenses de consommation finale des administrations	5,6	5,5	6,4	4,2	4,5	-0,1	3,5	3,9	5,0
Formation brute de capital	17,0	6,8	36,3	3,3	-14,0	-3,6	-6,5	-19,5	-36,7
Formation brute de capital fixe	20,2	9,3	37,1	5,4	-11,9	-2,5	-10,4	-20,1	-37,2
Par type d'actifs									
Construction	24,8	12,8	39,6	7,8	-12,7	-3,4	-14,4	-23,7	-37,0
Machines et équipements	5,3	-4,9	23,8	-10,6	-5,4	4,4	18,8	-1,1	-37,8
Exportations nettes	8,4	14,6	-13,0	-43,1	6,6	24,2	11,5	-4,9	-75,1
Exportations	10,5	13,2	-4,5	-26,6	-1,9	16,8	9,8	-3,6	-58,4
Marchandises	30,5	7,2	20,6	10,2	-20,3	13,3	12,8	-8,3	-23,5
Services, dont:	9,9	13,4	-5,3	-28,1	-0,8	17,0	9,7	-3,4	-60,0
Jeux de hasard	9,4	13,6	-6,6	-34,6	-4,7	16,9	10,7	-4,0	-61,5
Poste et télécommunications	-13,5	-8,6	-2,0	-35,3	6,1	-10,2	-13,1	-20,3	-31,6
Services financiers et d'assurance	23,1	22,7	20,7	17,8	18,5	3,9	-8,5	21,9	-5,9
Importations	14,3	10,7	12,5	1,1	-10,4	7,9	7,4	-1,7	-30,7
Marchandises	14,7	16,2	14,3	1,0	-12,6	6,3	7,3	1,1	-30,8
Services, dont:	13,1	-4,5	6,7	1,6	-3,2	12,7	7,8	-8,9	-30,3
Dépenses de consommation finale des ménages à l'étranger	8,7	1,9	3,5	4,8	1,0	4,4	5,7	6,8	-44,7
Dépenses des administrations à l'étranger	65,9	-71,8	-30,4	177,5	-58,4	14,5	-16,1	-5,2	-27,0
Poste et télécommunications	6,0	-9,2	3,3	-15,0	-0,2	12,2	1,9	21,1	-48,5
Services financiers et d'assurance	5,6	13,2	11,9	7,9	8,9	5,0	3,7	9,5	-12,1
PIB par type de dépense (% du PIB aux prix courants)									
Dépenses de consommation privée	20,4	19,2	20,0	26,1	26,4	24,3	23,8	25,4	41,1
Dépenses de consommation finale des administrations	6,9	6,5	7,0	9,6	10,4	9,7	9,5	10,4	16,9
Formation brute de capital	14,7	14,1	19,6	25,1	21,6	19,5	17,2	14,2	15,3
Formation brute de capital fixe	13,6	13,3	18,8	24,6	21,6	19,7	16,7	13,7	14,6
Par type d'actifs									
Construction	10,9	11,2	16,3	21,9	19,1	17,3	14,0	11,0	11,8
Machines et équipements	2,7	2,1	2,5	2,7	2,6	2,4	2,6	2,7	2,8
Variations des stocks	1,1	0,7	0,8	0,5	0,0	-0,2	0,5	0,5	0,7
Exportations nettes	58,0	60,2	53,3	39,2	41,6	46,6	49,6	50,1	26,7
Exportations	91,1	90,6	84,9	77,9	76,1	79,9	82,8	83,6	70,3
Marchandises	3,3	2,9	3,2	4,3	3,4	3,4	3,6	3,4	5,6
Services, dont:	87,9	87,7	81,7	73,6	72,7	76,5	79,2	80,2	64,7
Jeux de hasard	65,3	65,4	60,2	50,2	48,9	51,5	53,8	54,3	43,0
Poste et télécommunications	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Services financiers et d'assurance	1,4	1,7	2,1	2,8	3,0	2,8	2,8	3,8	5,8
Importations	33,1	30,4	31,6	38,7	34,5	33,3	33,2	33,4	43,7
Marchandises	24,2	23,4	24,6	29,9	25,7	24,3	24,1	24,8	32,3
Services, dont:	8,9	7,1	7,0	8,8	8,8	9,0	9,1	8,6	11,3

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	T1 2020
Dépenses de consommation finale des ménages à l'étranger	2,4	2,1	2,0	2,5	2,5	2,4	2,4	2,6	2,8
Dépenses des administrations à l'étranger	1,7	0,4	0,3	1,0	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3
Poste et télécommunications	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Services financiers et d'assurance	1,2	1,0	0,9	1,3	1,6	1,6	1,5	1,8	2,9

Source: DSEC, *Base de données statistiques*. Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/TimeSeriesDatabase.aspx.

1.10. Pendant la période à l'examen, le PIB par habitant a augmenté, mais a fluctué considérablement, passant de 75 536 USD en 2012 à 83 425 USD en 2018, un des revenus par habitant les plus élevés du monde, puis a diminué pour s'établir à 79 977 USD en 2019. Le PIB par habitant devrait continuer de reculer en 2020 en raison des effets de la crise liée à la COVID-19. Ce niveau de richesse élevé s'expliquait principalement par l'expansion rapide du secteur des jeux de hasard et de l'infrastructure et des services qui l'entourent.

1.11. Comme indiqué ci-avant, en 2017 et 2018, l'économie de Macao, Chine a renoué avec la croissance, enregistrant une belle progression en 2018 (taux de croissance réel de 5,4%), à la faveur de l'expansion de la demande extérieure. Cette même année, le PIB nominal a atteint 445 milliards de MOP (55 milliards d'USD).[7] Les exportations de marchandises ont progressé de 12,8% en glissement annuel pour atteindre 16 milliards de MOP, contribuant à la croissance économique réelle à hauteur de 0,4 point de pourcentage. Les exportations de services ont augmenté de 9,7% en glissement annuel, à 352 milliards de MOP, représentant 7,4 points de pourcentage de la croissance économique réelle. La consommation privée et les dépenses publiques ont augmenté respectivement de 4,2% et de 3,5% en glissement annuel, contribuant à hauteur de 1,0 et de 0,3 point de pourcentage à la croissance de l'économie réelle. Par contre, la formation brute de capital fixe a chuté de 10,4% en glissement annuel, à 74,2 milliards de MOP, apportant une contribution négative à la croissance de l'économie réelle de 2,0 points de pourcentage. Les importations de marchandises et de services ont augmenté de 7,3% et de 7,8% d'une année sur l'autre, réduisant de 2,5 points de pourcentage la croissance du PIB.

1.12. En 2019, le PIB s'est contracté de 4,7% en termes réels sous l'effet, principalement, d'une forte baisse de la formation brute de capital, en particulier dans la construction et de la faiblesse des exportations de services. Le fléchissement de la croissance de la formation brute de capital fixe et des exportations de services a réduit la croissance économique réelle de 3,4 et 2,7 points de pourcentage, respectivement. Cela était dû à une diminution des recettes des jeux de hasard, malgré une augmentation des flux entrants dans le secteur du tourisme et du nombre de visiteurs.[8] Au cours de cette période, la consommation privée et les dépenses publiques ont contribué conjointement à la croissance du PIB à hauteur de 1,1 point de pourcentage. Au premier trimestre 2020, le PIB a chuté, se contractant de 48,7% par rapport à la même période en 2019, malgré une augmentation de 5% des dépenses publiques. La forte baisse de la demande intérieure, en particulier la consommation privée (-15,2%) et la formation brute de capital (-36,7%), explique en grande partie cette contraction. Toutefois, les exportations de services ont été les plus touchées, avec une baisse de 60%, en particulier les jeux de hasard (-61,5%), ce qui a eu un fort impact négatif sur le PIB.[9]

1.13. Macao, Chine a un ratio de l'épargne au PIB très élevé. Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'épargne intérieure représentait 51,9% du PIB en 2017 et 50,8% en 2018 tandis que le ratio investissement/PIB était de seulement 19,5% en 2017 et 17,2% en 2018.[10] Cet excédent d'épargne se traduit par un compte courant de la balance des paiements structurellement important.

[7] AMCM (2019), *Annual Report 2018*. Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/files/research_and_stats/annual_reports/2018/en/annual_report_2018_en.pdf.

[8] AMCM (2019), *Macao Economic Bulletin, Second Quarter 2019*. Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/files/research_and_stats/research_and_publication/macao_economic_bulletin/en/2quarter.2019_en.pdf.

[9] DSEC, *Base de données statistiques*. Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/TimeSeriesDatabase.aspx.

[10] FMI (2019), *People's Republic of China – Macao Special Administrative Region, 2019 Article IV Consultation Discussions; Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Macao SAR,*

1.14. Le taux de chômage est resté faible durant la majeure partie de la période à l'examen, à 2,0% ou moins (1,7% en 2019). En 2019, on dénombrait un total de 387 000 emplois, dont 281 000 étaient occupés par des résidents. En raison de la crise liée à la COVID-19, le nombre de chômeurs a augmenté et le taux de chômage s'est établi à 2,1% au premier trimestre 2020. Le taux d'activité de la population active était de 70,3% en 2019. Environ 90% de la population est employée dans des activités de services; le plus grand employeur était l'industrie des jeux de hasard qui, en 2019, représentait 22% de l'emploi total, suivie par l'hôtellerie et la restauration (14,5%). Macao, Chine compte un grand nombre de travailleurs non-résidents.[11]

1.2.2 Politique budgétaire

1.15. La Loi fondamentale dispose que le gouvernement de la Région administrative spéciale de Macao fasse preuve de prudence financière afin d'avoir les moyens d'assurer le bien-être social en fournissant un logement, des soins de santé, et une éducation, en prévenant les catastrophes ou en atténuant les effets de celles-ci, ainsi qu'en protégeant les réserves budgétaires contre les risques. Par conséquent, l'objectif budgétaire du gouvernement consiste à garantir l'équilibre budgétaire et à appliquer un système de gestion prudent aux réserves budgétaires (voir ci-après).

1.16. Le secteur public a affiché un excédent important pendant toute la période à l'examen – plafonnant entre 30,2% du PIB en 2013 et 7,7% en 2016 – et il a alimenté les réserves budgétaires. En 2018, l'excédent du secteur public a atteint 13,1% du PIB. Les jeux de hasard ont été la principale source de recettes, en particulier les impôts directs sur les jeux, qui, en 2018, ont représenté 75,6% des recettes totales, soit 24,4% du PIB. Les autres impôts directs ont représenté 6,4% des recettes totales cette même année (tableau 1.3). Selon les estimations, l'excédent budgétaire pour 2019 équivalait à 12,9% du PIB. Cependant, en raison des effets de la COVID-19 sur les recettes, découlant de la fermeture temporaire des casinos et de la forte baisse du nombre de visiteurs, ainsi que des effets des mesures budgétaires mises en place en février et en avril, les comptes du secteur public devraient enregistrer un déficit en 2020 (voir ci-dessous).

Tableau 1.3 Comptes du secteur public, 2012-2019

(Milliards de MOP et pourcentage du PIB)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018[a]	2019[a]
Total des recettes (milliards de MOP)	**145,0**	**175,9**	**161,9**	**116,1**	**110,5**	**126,4**	**141,3**	**140,7**
Par principales composantes								
Recettes fiscales sur le revenu des jeux de hasard, dont:	113,4	134,4	136,7	89,6	84,4	99,8	113,5	112,7
Impôts directs	107,0	126,7	128,9	84,4	79,5	94,0	106,8	106,0
Transferts	6,4	7,6	7,8	5,1	4,9	5,9	6,7	6,7
Autres	31,6	41,6	25,2	26,5	26,1	26,5	27,8	28,0
Par classification économique								
Recettes courantes	130,2	152,6	156,7	110,1	103,0	119,4	133,2	132,9
Impôts direct, dont:	112,0	132,4	136,0	93,4	88,5	103,3	116,0	116,9
provenant des jeux de hasard	107,0	126,7	128,9	84,4	79,5	94,0	106,8	106,0
Impôts indirects	5,0	5,5	5,7	4,2	4,1	5,1	5,7	4,9
Redevances, amendes et autres pénalités	1,9	2,0	2,3	2,0	2,0	1,8	2,1	1,7
Revenus de la propriété	3,5	3,4	3,1	3,2	1,8	1,5	0,9	0,8
Transferts	6,5	7,8	8,2	5,3	5,2	6,2	7,1	7,0
provenant des jeux de hasard	6,4	7,6	7,8	5,1	4,9	5,9	6,7	6,7
Ventes de biens durables	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ventes de services et de biens non durables	1,0	1,2	1,2	1,4	1,2	1,2	1,2	1,2
Autres recettes courantes	0,4	0,4	0,3	0,5	0,2	0,3	0,2	0,3
Recettes en capital	14,8	23,4	5,1	6,0	7,5	6,9	8,1	7,9
Ventes de capital fixe	0,8	4,7	0,5	0,8	0,7	0,0	1,2	2,2
Transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Actifs financiers	0,3	0,4	0,4	0,6	0,6	0,5	0,8	0,9
Autres recettes en capital	13,6	18,2	3,9	4,5	6,1	6,2	4,7	4,5
Remboursements non déduits des versements	0,1	0,1	0,3	0,2	0,2	0,2	1,4	0,3

FMI, Country Report n° 19/123, mai 2019. Adresse consultée: https://www.imf.org/~/media/Files/Publications/CR/2019/1MACEA2019001.ashx.

[11] DSEC (2020), *Employment Survey 2019*. Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/getAttachment/a2e7f250-4bc5-4df1-917c-77f2af58193c/E_IE_PUB_2019_Y.aspx.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018[a]	2019[a]
Total des dépenses	**54,0**	**51,4**	**67,1**	**80,8**	**82,6**	**81,3**	**83,0**	**84,7**
Dépenses courantes	36,8	42,1	57,9	68,0	70,5	60,6	63,8	67,9
Dépenses en capital	17,2	9,3	9,1	12,7	12,1	20,7	19,3	16,7
Investissements	14,4	7,7	7,8	9,7	9,5	13,8	16,6	13,8
Excédent budgétaire (déficit)	**91,0**	**124,6**	**94,8**	**35,4**	**27,9**	**45,1**	**58,3**	**56,0**
Total des recettes (part du PIB)	**42,2**	**42,7**	**36,6**	**32,1**	**30,5**	**31,0**	**31,8**	**32,4**
Par principales composantes								
Recettes fiscales sur le revenu des jeux de hasard, dont:	33,0	32,6	30,9	24,7	23,3	24,5	25,5	25,9
Impôts directs	31,1	30,8	29,2	23,3	21,9	23,1	24,0	24,4
Transferts	1,9	1,9	1,8	1,4	1,3	1,4	1,5	1,5
Autres	9,2	10,1	5,7	7,3	7,2	6,5	6,3	6,4
Par classification économique								
Recettes courantes	37,9	37,0	35,5	30,4	28,4	29,3	30,0	30,6
Impôts direct, dont:	32,6	32,1	30,8	25,8	24,4	25,4	26,1	26,9
provenant des jeux de hasard	31,1	30,8	29,2	23,3	21,9	23,1	24,0	24,4
Impôts indirects	1,4	1,3	1,3	1,2	1,1	1,3	1,3	1,1
Redevances, amendes et autres pénalités	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4
Revenus de la propriété	1,0	0,8	0,7	0,9	0,5	0,4	0,2	0,2
Transferts	1,9	1,9	1,9	1,5	1,4	1,5	1,6	1,6
provenant des jeux de hasard	1,9	1,9	1,8	1,4	1,3	1,4	1,5	1,5
Ventes de biens durables	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ventes de services et de biens non durables	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3
Autres recettes courantes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1
Recettes en capital	4,3	5,7	1,2	1,7	2,1	1,7	1,8	1,8
Ventes de capital fixe	0,2	1,1	0,1	0,2	0,2	0,0	0,3	0,5
Transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Actifs financiers	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2
Autres recettes en capital	4,0	4,4	0,9	1,2	1,7	1,5	1,1	1,0
Remboursements non déduits des versements	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,3	0,1
Total des dépenses	**15,7**	**12,5**	**15,2**	**22,3**	**22,8**	**20,0**	**18,7**	**19,5**
Dépenses courantes	10,7	10,2	13,1	18,8	19,4	14,9	14,3	15,6
Dépenses en capital	5,0	2,3	2,1	3,5	3,3	5,1	4,3	3,8
Investissements	4,2	1,9	1,8	2,7	2,6	3,4	3,7	3,2
Excédent budgétaire (déficit)	**26,5**	**30,2**	**21,4**	**9,8**	**7,7**	**11,1**	**13,1**	**12,9**

a Données provisoires.

Source: DSEC, *Base de données statistiques*. Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/TimeSeriesDatabase.aspx; et *Yearbook of Statistics, 2016, 2017, and 2018*.

1.17. Macao, Chine maintient des réserves budgétaires, tel que le prévoit la Loi sur les réserves budgétaires (Loi n° 8 de 2011, *Regime Jurídico da Reserva Financeira*), qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2012. Les réserves budgétaires sont composées de deux parties: les réserves de base et les réserves excédentaires. Les réserves de base comprennent les réserves financières destinées à servir de garantie ultime de la capacité de paiement de Macao, Chine. La valeur des réserves de base doit être équivalente à 150% de tous les crédits affectés aux dépenses pour les services centraux de la Région administrative spéciale de Macao figurant dans le dernier budget examiné et approuvé par l'Assemblée législative. Les réserves excédentaires sont des réserves financières destinées à promouvoir la mise en œuvre de la politique en matière de finances publiques de Macao, Chine, et à offrir une garantie de paiement; elles peuvent être utilisées, entre autres, pour financer un déficit budgétaire annuel et pour compléter des ressources financières utilisées pour promouvoir le développement socioéconomique. Les réserves excédentaires correspondent au solde restant des réserves financières après déduction des réserves de base. Les ressources des réserves budgétaires proviennent des sources suivantes: i) l'excédent du budget central après déduction des retenues appropriées; et ii) le produit des placements des ressources des réserves budgétaires.

1.18. Comme indiqué ci-avant, la valeur des réserves de base doit toujours être maintenue à 150% de tous les crédits affectés aux dépenses pour les services centraux de la Région administrative spéciale de Macao figurant dans le dernier budget examiné et approuvé par l'Assemblée législative. Si cette valeur descend en-deçà de ce seuil, le gouvernement doit combler le manque avec les ressources des réserves excédentaires; si cette valeur dépasse le seuil, les ressources sont transférées aux réserves excédentaires. Les réserves doivent être investies; toute utilisation autre

qu'à des fins d'investissement doit être approuvée par l'Assemblée législative. Les fonds de réserve de base ne peuvent être utilisés qu'une fois que les réserves excédentaires ont été épuisées.[12]

1.19. Au cours de la période à l'examen, des fonds ont été accumulés au titre des réserves budgétaires, atteignant 579,4 milliards de MOP fin 2019, soit 133,3% du PIB. Ce montant était composé de 148,9 milliards de MOP de réserves de base et 430,5 milliards de MOP de réserves excédentaires (tableau 1.4).

Tableau 1.4 Réserves budgétaires (de base et excédentaires), 2013-2019

(Millions de MOP)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Réserves de base	111 921	116 455	131 880	132 824	127 945	147 547	148 888
Réserves excédentaires	56 978	129 882	213 175	305 839	362 093	361 256	430 514
Réserves budgétaires	168 899	246 337	345 055	438 663	490 038	508 803	579 403

Source: Renseignements communiqués par les autorités; et DSEC, *Base de données statistiques*. Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/TimeSeriesDatabase.aspx.

1.20. Du fait de la prudence budgétaire exercée, telle que prescrite dans la Loi fondamentale, les finances publiques de Macao, Chine sont restées stables avec des excédents budgétaires enregistrés sans interruption jusqu'en 2019 et aucune dette publique. Cette situation a permis au gouvernement de la RASM de continuer d'injecter de l'argent dans des programmes de protection sociale tels que le Mécanisme de partage des richesses, la Caisse centrale de prévoyance et le Programme de formation continue, ainsi que de fournir des bons pour des soins de santé, une participation aux coûts de l'électricité et de l'eau courante, ainsi que des avantages tarifaires pour le transport par autobus. De nouvelles incitations fiscales ont également été mises en place, y compris une réduction de l'impôt sur les bénéfices pour les entreprises actives dans l'innovation et dans la recherche-développement (R&D)[13]; une réduction à 8% du taux de l'impôt foncier sur les biens loués; une augmentation de l'abattement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour les citoyens de plus de 65 ans; et une exonération de l'impôt sur les bénéfices pour les revenus de l'investissement provenant d'obligations émises à Macao, Chine par les pouvoirs publics et les entreprises d'État de la Chine continentale, ainsi que du Droit de timbre applicable à l'émission et à l'acquisition de ces obligations. En outre, les entreprises locales ont bénéficié d'une exonération de l'impôt sur les bénéfices pour les recettes générées dans les pays lusophones.

1.21. Les projections budgétaires pour l'exercice budgétaire 2019 prévoyaient une augmentation d'environ 13,3% des recettes par rapport à 2018 et une hausse de 2,2% des dépenses, découlant d'une augmentation de 9,0% des dépenses courantes et d'une réduction de 14,9% des dépenses en capital. L'excédent budgétaire pour 2019 était estimé à 19 milliards de MOP. La Déclaration de politique générale pour l'exercice budgétaire 2019 portait sur un certain nombre de mesures visant à soutenir le développement des secteurs des jeux de hasard et du tourisme, à promouvoir une diversification économique adéquate, à soutenir davantage les petites et moyennes entreprises (PME), à garantir l'emploi local et à intensifier la coopération régionale en mettant l'accent sur le développement de la Grande Baie de Guangdong-Hong Kong-Macao. L'excédent effectif pour l'année civile 2019 était de 56 milliards de MOP, soit 12,9% du PIB.

1.22. Malgré d'importants excédents budgétaires et l'établissement des réserves budgétaires, la principale source de recettes, les jeux de hasard, demeure volatile et une planification budgétaire à moyen et long termes fait défaut. Dans le rapport sur les consultations menées en 2019 par Macao, Chine, au titre de l'article IV, le FMI a relevé que bien que la marge de manœuvre budgétaire soit grande avec de vastes réserves budgétaires et aucune dette publique, les décisions en matière de politique budgétaire étaient plutôt discrétionnaires tout en respectant l'obligation prudente d'équilibre budgétaire établie par la Loi fondamentale. Le FMI a souligné également les besoins en matière de développement des infrastructures et des considérations concernant les dépenses sociales de Macao, Chine, ainsi que la pression à long terme sur les dépenses découlant du vieillissement de la population qui augmentera les coûts afférents aux pensions et aux soins de

[12] RAS de Macao, Loi n° 8/2011, *Regime Jurídico da Reserva Financeira (Régime juridique des réserves budgétaires)*. Adresse consultée: https://bo.io.gov.mo/bo/i/2011/35/lei08.asp.

[13] Une triple réduction pour les 3 premiers millions de MOP des dépenses de R&D des coentreprises et une double réduction de l'impôt sur les bénéfices pour toutes dépenses supplémentaires, jusqu'à concurrence de 15 millions de MOP.

santé.[14] À cet égard, le FMI a noté qu'un cadre fiscal à moyen/long terme (MTLFF) serait profitable à Macao, Chine pour une utilisation efficace des ressources budgétaires qui dépendent des jeux de hasard. Compte tenu de la grande marge de manœuvre budgétaire, le MTLFF pourrait introduire un cadre budgétaire anticyclique clair dans l'élaboration du budget. Le FMI a également recommandé aux autorités de veiller à ce que leur projet de fonds souverain soit intégré dans le MTLFF. Les autorités ont relevé que le gouvernement de la RASM menait une étude de faisabilité concernant l'établissement d'un fonds souverain à Macao, Chine impliquant: l'étude du fonctionnement des principaux fonds souverains dans le monde; l'examen des lois et réglementations applicables à Macao, Chine; et l'étude de documents de recherche publiés par les organisations internationales compétentes. Sur la base des résultats de l'étude, le gouvernement de la RASM recueillera d'autres avis sur la mise en place d'un fonds souverain compte tenu du fait que sa création nécessitera l'allocation de fonds provenant des réserves budgétaires.

1.23. Dans la Déclaration de politique générale pour l'exercice budgétaire 2020, les autorités ont souligné que le gouvernement appliquerait une politique budgétaire proactive et mettrait en œuvre une série de mesures d'aide en réponse à la pandémie de COVID-19.[15] Selon les estimations, l'ensemble des mesures budgétaires et des autres mesures introduites pour compenser en partie les effets négatifs de la COVID-19 sur l'activité économique s'élèvent à 52,6 milliards de MOP, soit 12,1% du PIB (de 2019).[16] Les mesures appliquées comprennent: des aides financières aux résidents; des allocations supplémentaires pour les dépenses de santé pour les résidents permanents; des versements aux employés remplissant les conditions requises et aux professionnels indépendants, ainsi qu'aux entreprises admissibles à condition qu'elles ne licencient pas de personnel; des versements aux chauffeurs de taxi ayant un crédit-bail sur leur véhicule, aux locataires d'étals sur un marché en plein air, aux titulaires de licence de marchand ambulant ou aux titulaires de licence de conducteur de pousse-pousse; la gratuité des services publics pendant trois mois pour les résidents et des subventions dans ce domaine pour les entreprises autres que les exploitants d'établissements de jeux de hasard et d'hôtels haut de gamme, également pendant trois mois; l'octroi de prêts à taux zéro et de bonifications d'intérêts aux PME; l'octroi de bonifications d'intérêts aux indépendants; la dispense de formations aux chômeurs; et l'octroi d'exonérations/de déductions fiscales aux résidents et aux entreprises locales.[17] Un certain nombre de mesures de protection sociale ont également été introduites (encadré 1.1).

Encadré 1.1 Réponse de Macao, Chine face à la pandémie de COVID-19

Mesures fiscales
Les principales mesures fiscales introduites en février et en avril 2020 comprennent:
• Allégement de l'impôt sur les bénéfices: réduction de l'impôt à payer pour 2019 jusqu'à concurrence de 300 000 MOP.
• Augmentation de 25% à 30% du taux de déduction de l'impôt sur le revenu pour les personnes physiques dont le revenu est imposable en 2020. Octroi d'un abattement fiscal supplémentaire: augmentation de l'abattement pour l'impôt sur le revenu pour les résidents (permanents et non permanents) à Macao, Chine pour 2018, de 60% à 70% jusqu'à concurrence de 20 000 MOP.
• Exonération de la taxe sur le tourisme pour les hôtels et les établissements similaires pour une période de 6 mois.
• Exonération de 100% de l'impôt foncier en 2019 pour les biens résidentiels détenus par des résidents et exonération de 25% pour les biens commerciaux et industriels, en sus d'un allégement fiscal initial de 3 500 MOP.

[14] FMI (2019), *People's Republic of China––Macao Special Administrative Region, 2019 Article IV Consultation Discussions; Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Macao SAR,* FMI Country Report n° 19/123, mai 2019. Adresse consultée: https://www.imf.org/~/media/Files/Publications/CR/2019/1MACEA2019001.ashx.

[15] Bureau du chef de l'exécutif, *Highlights of Policy Address for the Fiscal Year 2020 of the Macao Special Administrative Region (MSAR).* Adresse consultée: https://www.policyaddress.gov.mo/data/policyAddress/2020/en/2020_summary_e.pdf.

[16] FMI, *Policy Responses to COVID-19*. Adresse consultée: https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/ Policy-Responses-to-COVID-19#A; et Bureau du chef de l'exécutif, *Highlights of Policy Address for the Fiscal Year 2020 of the Macao Special Administrative Region (MSAR).* Adresse consultée: https://www.policyaddress.gov.mo/data/policyAddress/2020/en/2020_summary_e.pdf.

[17] FMI, *Policy Responses to COVID-19*. Adresse consultée: https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19 /Policy-Responses-to-COVID-19#A.

• Exonération de la taxe annuelle d'immatriculation des véhicules commerciaux et des frais d'inspection.
• Exonération des redevances d'inspection des installations pour les hôtels, les restaurants, les bars et les agences de voyages.
• Exonération des redevances et des droits de timbre pour la délivrance et le renouvellement de licences et de licences administratives.
• Programme de subvention pour les entreprises et les professionnels indépendants qui emploient du personnel: chaque site/point de vente d'une entreprise a droit à une subvention unique dont le montant oscille entre 15 000 et 200 000 MOP en fonction du nombre de personnes employées par le site/point de vente de l'entreprise concerné. Le montant maximal de la subvention dont peut bénéficier chaque contribuable est de 1 million de MOP, à condition de ne pas licencier de personnel pendant une période de 6 mois. Les entreprises suivantes n'ont pas le droit de bénéficier de ce programme: les entreprises de services publics; les exploitants de services d'autobus publics; les exploitants du réseau de métro léger urbain; les sociétés de services publics de télécommunications; les sociétés fournissant des services financiers; les établissements d'enseignement formel et les instituts supérieurs d'enseignement; les organismes des services sociaux; et les concessionnaires et sous concessionnaires de jeux de hasard. Les versements sont estimés à 2,4 milliards de MOP, ou 0,6% du PIB.
Mesures de protection sociale
• Système d'allocations en espèces pour les employés et les indépendants: versement d'une allocation de 15 000 MOP à chaque employé local et professionnel indépendant remplissant les conditions requises, en 3 tranches mensuelles de 5 000 MOP. Les employés locaux bénéficiant de l'abattement maximal de 20 000 MOP sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour l'année 2018 ainsi que les fonctionnaires ne sont pas admis à bénéficier de ce système. Les versements sont estimés à 3,89 milliards de MOP, ou 0,9% du PIB.
• Paiement d'une formation au titre du Programme de renforcement des compétences et de formation professionnelle sous forme d'une allocation de 6 656 MOP pour les résidents locaux sans emplois et de 5 000 MOP pour les résidents locaux qui travaillent et qui prennent part au programme de formation professionnelle. Le coût estimé est de 317 millions de MOP, ou 0,07% du PIB.
• Système de subventions à la consommation: 8 000 MOP par résident, qui seront versées en 2 tranches, sous la forme de bons électroniques de 3 000 MOP par résident pour la période allant de mai à juillet 2020 et de 5 000 MOP pour la période allant d'août à décembre 2020. Le coût estimé est de 5,8 milliards de MOP, ou 1,3% du PIB.
• Bons spéciaux pour les soins de santé d'un montant de 600 MOP par résident, pour tous les résidents permanents. Le coût estimé est de 421 millions de MOP, ou 0,1% du PIB.
• Versements aux chauffeurs de taxi qui ont un crédit-bail sur leur véhicule, aux locataires d'étals sur un marché en plein air, aux titulaires de licence de marchand ambulant ou aux titulaires de licence de conducteur de pousse-pousse (10 000 MOP par personne). Selon les estimations, les versements devraient s'élever à 63,4 millions de MOP, ou 0,01% du PIB.
Autres mesures d'aide liées à la pandémie
• Participation aux coûts de l'électricité et de l'eau courante pour les entreprises pour une durée de 3 mois, jusqu'à concurrence de 3 000 MOP par mois pour l'eau et de 10 000 MOP par mois pour l'électricité pour chaque entreprise. Cela ne s'applique pas aux entités publiques ni aux hôtels trois étoiles ou plus. Le coût estimé est de 258 millions de MOP, ou 0,06% du PIB.
• Gratuité de l'eau courante et de l'électricité pendant 3 mois pour les ménages. Le coût estimé est de 295 millions de MOP, ou 0,07% du PIB.
• Exonération des redevances relatives aux croisières locales et des redevances de stationnements pour les taxis dans le parking du pont Hong Kong Zhuhai Macao pendant des périodes déterminées.
• Exonération des frais d'utilisation des systèmes terrestres mobiles de radiocommunication traditionnels et des systèmes de radiocommunication à ressources partagées pour les organisations qui ne sont pas publiques.
• Exonération de loyers pour les biens appartenant à l'État, pendant 3 mois.
• Accélération des processus de vérification du Programme d'aide aux petites et moyennes entreprises (PME), du régime de garantie financière aux PME, et du régime d'assurance-crédit pour les PME et ajustement des modalités de remboursement de plusieurs programmes d'aide. Le coût estimé est de 1,75 milliard de MOP, ou 0,4% du PIB.

• Extension du programme d'aide aux PME pour qu'il couvre les PME créées il y a au moins 1 an. Les conditions à remplir pour pouvoir bénéficier du programme ont été temporairement assouplies. Une PME qui a été enregistrée à des fins fiscales auprès du Bureau des services financiers il y a plus d'un an est admise à en bénéficier. Le délai pour la présentation d'une demande allait du 10 mars 2020 au 10 septembre 2020. Au total, 1 204 demandes ont été reçues, dont 848 ont été approuvées; 267 millions de MOP ont été octroyées.
• Lancement d'un système de bonification d'intérêts sur les prêts bancaires allant jusqu'à 2 millions de MOP pour les PME, pendant 3 ans au maximum, avec une bonification maximale de 4 points de pourcentage. Le coût estimé est de 316 millions de MOP, ou 0,07% du PIB. Le délai pour la présentation d'une demande allait du 17 mars 2020 au 17 septembre 2020. Au total, 4 997 demandes ont été reçues, dont 4 424 ont été approuvées.
• Lancement d'un système de bonification d'intérêts pour les professionnels indépendants. Le coût estimé est de 110 millions de MOP, ou 0,03% du PIB.
• La plate-forme électronique "Macao Ready Go" et le programme d'excursions locales mis au point ont été lancés en juin 2020 pour stimuler la consommation locale et soutenir les activités liées au tourisme. Le budget du programme d'excursions locales est d'environ 280 millions de MOP.
• Parmi toutes les mesures de relance économiques, le 1er septembre 2020, des bons électroniques pour des hôtels, des bons de consommation ainsi que des campagnes de promotion pour les billets d'avion ciblant la Chine continentale ont été lancées sur des plates-formes électroniques. Le budget total de cette initiative est d'environ 440 millions de MOP.

Source: Renseignements communiqués par les autorités; Bureau du chef de l'exécutif, *Highlights of Policy Address for the Fiscal Year 2020 of the Macao Special Administrative Region (MSAR)*. Adresse consultée: https://www.policyaddress.gov.mo/data/policyAddress/2020/en/2020_summary_e.pdf; et FMI, *Policy Responses to COVID-19*. Adresse consultée: https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#A.

1.2.3 Politique monétaire et politique de taux de change

1.24. L'Autorité monétaire de Macao (*Autoridade Monetária de Macau* (AMCM)), établie en vertu du Décret-loi n° 14/96/M du 11 mars 1996 est chargée de conseiller et d'aider le chef de l'exécutif dans l'élaboration et l'application des politiques monétaire et financière et des politiques en matière de change et d'assurance; d'orienter, de coordonner et de superviser les marchés monétaire et financier ainsi que les marchés des devises et de l'assurance et de surveiller les activités des intervenants sur ces marchés; d'assurer la stabilité monétaire intérieure et de contrôler la solvabilité extérieure de la monnaie locale en garantissant son entière convertibilité; de jouer le rôle d'un dépositaire central de la monnaie et de gérer les réserves de change du territoire et autres avoirs étrangers; et de surveiller la stabilité du système financier.[18]

1.25. Dans l'ensemble, la politique monétaire de Macao, Chine n'a pas changé depuis le précédent examen, en 2013. Macao, Chine ne mène pas une politique monétaire autonome étant donné qu'elle applique un régime de taux de change lié et que sa monnaie, la pataca de Macao (MOP) est indexée sur le dollar de Hong Kong au taux de 1,03 MOP pour 1,00 HKD. L'objectif de la politique monétaire consiste à maintenir la stabilité monétaire et la libre convertibilité de la pataca. Le taux de base (taux directeur) de l'AMCM est le principal outil de politique monétaire; toutefois, il s'agit principalement d'un outil réactif puisqu'il est maintenu au même niveau que le taux de base de la Direction des affaires monétaires de Hong Kong. Dans le contexte de la libre convertibilité de la pataca, le taux de change lié entre la pataca et le dollar de Hong Kong appliqué par l'AMCM est considéré comme fondamental pour la stabilité monétaire de Macao, Chine, car de cette manière, la pataca est indirectement liée au dollar des États-Unis. Dans le rapport des services du FMI sur les consultations de 2019 au titre de l'article IV, il a été souligné que le système de caisse d'émission comprenant le lien avec le dollar de Hong Kong avait été utile à Macao, Chine, et devrait être maintenu; compte tenu de l'économie de petite taille et très ouverte de Macao, Chine, le système fournit un point d'ancrage nominal crucial et a maintenu le taux de change réel globalement en équilibre. En outre, les services du FMI ont fait remarquer que les réserves de change suffisantes devraient permettre de continuer d'assurer la crédibilité du système de rattachement à moyen terme.[19]

[18] AMCM, *Objectifs*. Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/en/about-amcm/goals.

[19] FMI (2019), *People's Republic of China–Macao Special Administrative Region, 2019 Article IV Consultation Discussions; Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Macao SAR*, FMI Country Report n° 19/123, mai 2019. Adresse consultée: https://www.imf.org/~/media/Files/Publications/CR/2019/1MACEA2019001.ashx.

1.26. Au cours de la période à l'examen, la croissance de la masse monétaire a progressé bien plus rapidement que la croissance nominale du PIB; la masse monétaire M2 augmentant d'environ 80% contre 29% pour le PIB nominal. Cela peut s'expliquer par une grande augmentation de l'intermédiation financière pendant cette période, ce qui a donné lieu à un coefficient d'expansion monétaire plus élevé. De surcroît, dans le cadre du système de caisse d'émission, les variations de la masse monétaire sont largement déterminées par la performance du secteur extérieur. Compte tenu du fort excédent du compte courant, la masse monétaire au sens large a poursuivi sa progression au cours de la période considérée. Après une période d'accompagnement monétaire entre 2012 et 2016, la politique a été durcie entre 2016 et 2018 avant un retour de mesures d'accompagnement monétaire en 2019; le taux directeur de l'AMCM tombant de 2,75% au début de l'année à 2,00% fin 2019 (tableau 1.5).

Tableau 1.5 Principaux indicateurs monétaires, indicateurs de prix et indicateurs du taux de change, 2012-2019

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Indice des prix à la consommation (variation moyenne en %)	6,1	5,5	6,0	4,6	2,4	1,2	3,0	2,8
Masse monétaire M1 (milliards de MOP)	47,6	58,9	61,9	61,7	63,7	72,4	80,8	88,2
Masse monétaire M2 (milliards de MOP)	374,9	441,4	487,5	472,8	532,5	591,5	651,5	687,5
Taux de base bancaire (fin de période)	5,3	5,3	5,3	5,3	5,3	5,3	5,4	5,3
Taux interbancaire à 3 mois (fin de période)	0,4	0,4	0,4	0,4	1,0	1,3	2,4	2,4
Dépôts à 3 mois (fin de période)	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,3	0,3
Taux de base AMCM (fin de période)	0,5	0,5	0,5	0,8	1,0	1,8	2,8	2,0

Source: AMCM, *Statistiques*. Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/en/research-statistics/statistics.

1.27. Pendant la période 2012-2015, la croissance rapide de l'économie a exercé une pression à la hausse sur le niveau des prix; l'indice composite des prix à la consommation atteignant 6% ou plus en 2012 et 2014. Ensuite, les prix ont enregistré une tendance à la baisse, l'indice ne dépassant guère 1% en 2017 avant d'augmenter quelque peu en 2018. En 2019, l'indice a augmenté pour atteindre une moyenne de 2,8%.

1.28. Suite à l'appréciation du dollar des États-Unis par rapport aux autres monnaies importantes, les taux de change effectif nominal et réel se sont appréciés dans l'ensemble pendant la période à l'examen. L'indice du taux de change effectif pondéré sur la base du commerce extérieur pour la pataca a progressé de 9,2 points entre 2012 et 2019 pour s'établir à 106,9, ce qui fait que, dans l'ensemble, le taux de change de la pataca a progressé par rapport aux monnaies des principaux partenaires commerciaux de Macao, Chine.

1.29. Après le début de la pandémie de COVID-19 et en raison du rattachement de la pataca au dollar de Hong Kong, l'AMCM a abaissé le taux de base du guichet d'escompte le 4 mars 2020 et le 16 mars 2020 de 50 et de 64 points de base, respectivement, à 0,86%. Une autre réduction a suivi et, fin juin 2020, le taux de base de Macao, Chine, s'établissait à 0,5%.[20]

1.2.4 Balance des paiements

1.30. Le compte courant de la balance des paiements de Macao, Chine, affiche un excédent structurel substantiel, qui a atteint 17,7 milliards d'USD en 2019 (tableau 1.6), soit 32,9% du PIB (tableau 1.7). Bien que Macao, Chine, enregistre un déficit systématique du commerce des marchandises (11,6 milliards d'USD, ou 21,5% du PIB en 2019), elle affiche un très grand excédent de la balance des services. Cet excédent a atteint 38,5 milliards d'USD en 2019, soit 71,4% du PIB. Les exportations de services liés aux voyages, comprenant principalement les recettes des services liés aux jeux de hasard et au tourisme constituent la composante prédominante du compte courant. Les soldes des revenus primaires et secondaires sont traditionnellement déficitaires, dépendant essentiellement des recettes des entreprises étrangères et du rapatriement de salaires par des travailleurs de l'étranger. L'excédent du compte courant est contrebalancé par les sorties de capitaux dans le compte d'opérations financières. En 2019, les réserves internationales couvraient 14,7 mois d'importations de marchandises et services.

[20] Dans le cadre du régime de taux de change lié, le taux de base de Macao, Chine est fixé au même niveau que celui de Hong Kong, Chine, lequel correspond soit à 50 points de base au-dessus du niveau inférieur de la fourchette fixée pour le taux des fonds fédéraux aux États-Unis, soit à la moyenne entre les moyennes mobiles sur cinq jours des taux interbancaires offerts par Hong Kong au jour le jour et à un mois, le taux le plus élevé étant retenu.

Tableau 1.6 Balance des paiements 2012-2019

(Milliards d'USD)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019[a]
Compte courant	16,8	20,5	18,6	11,0	12,3	15,9	18,5	17,7
Crédit	41,6	49,7	51,4	40,0	39,2	46,1	52,8	53,7
Débit	24,8	29,2	32,9	29,1	26,9	30,2	34,3	36,0
Marchandises	-9,0	-10,5	-11,8	-11,6	-10,1	-10,6	-11,3	-11,6
Exportations	1,4	1,5	1,8	2,0	1,5	1,7	2,0	1,8
Importations	10,4	12,0	13,6	13,6	11,7	12,3	13,3	13,4
Services	34,0	41,6	41,3	29,4	29,0	34,3	38,6	38,5
Exportations	37,8	45,2	45,2	33,4	33,0	38,8	43,6	43,2
Importations	3,8	3,6	3,9	4,0	4,0	4,6	5,0	4,7
Revenus primaires	-6,8	-8,8	-8,8	-4,8	-4,4	-5,6	-6,1	-6,1
Recettes	2,3	2,9	4,4	4,6	4,6	5,3	7,0	8,6
Paiements	9,2	11,6	13,1	9,4	9,0	10,8	13,1	14,7
Revenus secondaires	-1,4	-1,8	-2,2	-2,0	-2,1	-2,2	-2,7	-3,1
Recettes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Paiements	1,4	1,9	2,2	2,1	2,2	2,4	2,9	3,3
Compte de capital	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0	-0,1	-0,0	-0,0	-0,0
Compte d'opérations financières[b]	18,7	17,7	11,7	6,0	12,4	14,5	12,1	11,9
Actifs financiers autres que de réserve (variation nette)	15,0	18,2	11,6	3,6	11,9	14,3	12,3	10,4
Investissements directs[c]	-2,5	-1,5	-1,1	-0,7	-1,9	1,2	-2,5	-4,8
Investissements de portefeuille	2,9	12,4	5,7	12,2	3,0	10,5	-4,4	15,7
Produits financiers dérivés	-0,1	-0,6	-0,3	-0,3	0,3	-0,3	-0,3	-0,6
Autres investissements	14,7	7,9	7,4	-7,5	10,5	2,9	19,6	0,0
Actifs de réserve[d] (variation nette)	3,8	-0,6	0,1	2,3	0,4	0,2	-0,3	1,5
Erreurs et omissions	2,0	-2,8	-6,8	-5,0	0,1	-1,4	-6,4	-5,8
Solde de la balance des paiements	3,8	-0,6	0,1	2,3	0,4	0,2	-0,3	1,5

a Données préliminaires.

b Le signe "+" représente une augmentation nette des actifs financiers ou une réduction nette des passifs, indiquant une sortie de fonds; le signe "-" représente une réduction nette des actifs financiers ou une augmentation nette des passifs, indiquant une entrée de fonds.

c Depuis 2014, les investissements directs comprennent les investissements étrangers dans l'immobilier par des personnes résidant à Macao, Chine, au moyen d'envois de fonds bancaires.

d À l'exclusion des variations de prix et de taux de change ainsi que d'autres ajustements. Les actifs des réserves budgétaires, y compris l'achat ou la vente d'actifs financiers extérieurs, sont enregistrés en tant qu'actifs financiers autres que de réserve.

Source: DSEC, *Balance des paiements*. Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/en-US/Statistic?id=904; AMCM, *Statistiques*. Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/en/research-statistics/statistics; et renseignements communiqués par les autorités.

Tableau 1.7 Principaux indicateurs du secteur extérieur, 2012-1er trimestre 2020

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	T1 2020
MOP pour 1 USD (moyenne sur la période)	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	8,1	8,1	8,0
MOP pour 1 EUR (moyenne sur la période)	10,3	10,6	10,6	8,9	8,9	9,1	9,5	9,0	8,8
MOP pour 1 CNY (moyenne sur la période)	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1
Indice du taux de change effectif nominal pondéré, moyenne sur la période (variation en %, += appréciation)	1,6	-0,1	0,6	7,0	1,5	-0,1	-2,5	3,0	2,4
Compte courant (milliards d'USD)[a]	16,8	20,5	18,6	11,0	12,3	15,9	18,5	17,7	..
Compte courant (% du PIB)	39,0	39,7	33,5	24,1	27,1	31,3	33,6	32,9	..
Commerce des marchandises et des services (% du PIB)	124,2	121,0	116,6	116,6	110,6	113,2	116,0	117,1	..
Actifs de réserve en devises (fin de période, milliards d'USD)	16,6	16,1	16,4	18,9	19,5	20,2	20,3	22,2	22,1
en mois d'importations	14,0	12,4	11,3	12,9	14,9	14,3	13,3	14,7	21,4
Dette extérieure brute (% du PIB)	118,6	117,7	133,1	198,9	171,8	171,8	185,7	..	..

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	T1 2020
IED									
Stock entrant (millions d'USD)	19 203	24 512	28 297	29 671	31 369	33 127	36 303	..	..
(% du PIB)	44,6	47,5	51,1	65,4	69,1	65,3	65,9	..	..
Stock sortant (millions d'USD)	1 181	3 115	3 837	2 947	1 928	3 060	3 364	..	..
(% du PIB)	2,7	6,0	6,9	6,5	4,2	6,0	6,1	..	..
Flux entrants (millions d'USD)	3 897	4 588	3 455	1 038	1 961	438	3 330	..	..
(% du PIB)	9,1	8,9	6,2	2,3	4,3	0,9	6,0	..	..
Flux sortants (millions d'USD)	470	1 675	681	-876	-1 003	225	275	..	..
(% du PIB)	1,1	3,2	1,2	-1,9	-2,2	0,4	0,5	..	..

.. Non disponible.

a Données préliminaires.

Source: DSEC, *Base de données statistiques*. Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/TimeSeriesDatabase.aspx; et AMCM, *Statistiques*. Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/en/research-statistics/statistics.

1.31. Bien que Macao, Chine, n'ait pas de dette extérieure publique, sa dette extérieure brute a atteint 186% du PIB en 2018 en raison de la grande dette extérieure privée (tableau 1.7). Cela rend compte de l'afflux massif de capitaux étrangers privés, destinés principalement à l'industrie des jeux de hasard.

1.3 Évolution des échanges et des investissements

1.3.1 Tendances et structure du commerce des marchandises et des services

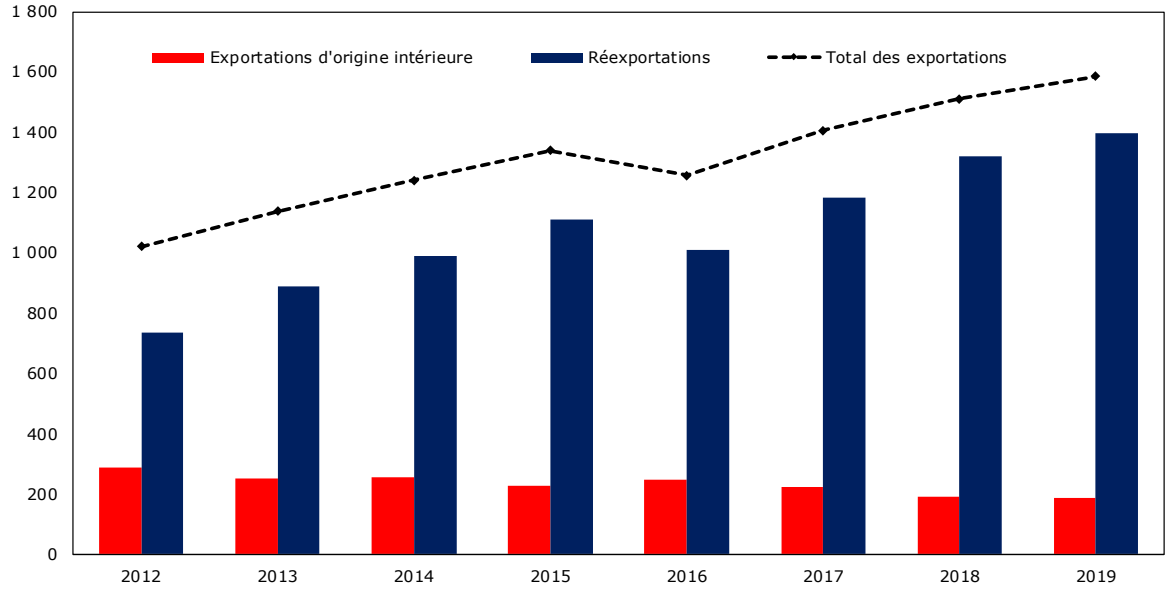
1.3.1.1 Commerce des marchandises

1.3.1.1.1 Aperçu général

1.32. L'économie de Macao, Chine, est très ouverte. En 2019, la part des échanges (importations et exportations de biens et services) dans le PIB était de 117,1%. Pendant la période à l'examen, la valeur totale du commerce des marchandises a affiché une croissance annuelle moyenne de 4% tandis que celle des exportations et des importations totales était de 6,7% et de 3,7% respectivement. La majeure partie des exportations de marchandises de Macao, Chine, était en fait des réexportations (graphique 1.2). Pendant la période considérée, la part des réexportations dans le total des exportations a progressé. Les réexportations représentaient 88,2% du total des exportations en 2019 (1,3 milliard d'USD) contre 72% en 2012. Cette croissance a été attribuée à la hausse du transit par Macao, Chine, expliquée en partie par le resserrement des liens avec Hong Kong, Chine et la Chine continentale. Les autorités ont noté que cette structure du commerce des marchandises s'était développée parallèlement à l'expansion de l'économie de Macao, Chine et que la croissance des réexportations était également due à la politique de libre-échange et à la demande croissante de produits de luxe en particulier.

Graphique 1.2 Exportations de marchandises de Macao, Chine, 2012-2019

(Millions d'USD)



Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC fondés sur la base de données du DSEC.

1.3.1.1.2 Composition des échanges

1.33. Pendant la période considérée, le déficit du commerce des marchandises est resté relativement stable. Les importations totales de marchandises ont atteint 11 167,8 milliards d'USD en 2019, contre 8 982,1 en 2012 (tableau A1. 1 et graphique 1.3). Les exportations totales de marchandises ont augmenté, atteignant 1,59 milliard d'USD en 2019, près de 50% de plus qu'en 2012 (tableau A1. 2 et graphique 1.3).

1.34. Les machines et le matériel électronique continuent d'être les principaux produits exportés; en 2019, ils représentaient 23,3% des exportations totales (23,7% en 2012), suivis par les instruments de précision, un secteur d'exportation qui s'est développé récemment et qui représentait 9,4% des exportations totales en 2019 contre seulement 0,1% en 2012. Les autres produits exportés sont les pierres gemmes et métaux, qui représentaient 8,6% des exportations totales en 2019 (3,3% en 2012), les matières textiles et les vêtements (7,9% en 2019, 11,4% en 2012), les produits des industries alimentaires, boissons et tabacs (6,0% en 2019, 10,9% en 2012) et les exportations relevant de la catégorie "Autres" (6,3% des exportations totales en 2019), qui comprend les produits suivants: articles pour casinos; composants électriques et électroniques et leurs parties, destinés à un usage électrotechnique; verre et ouvrages en verre; articles de voyage; sacs à main; et produits connexes.

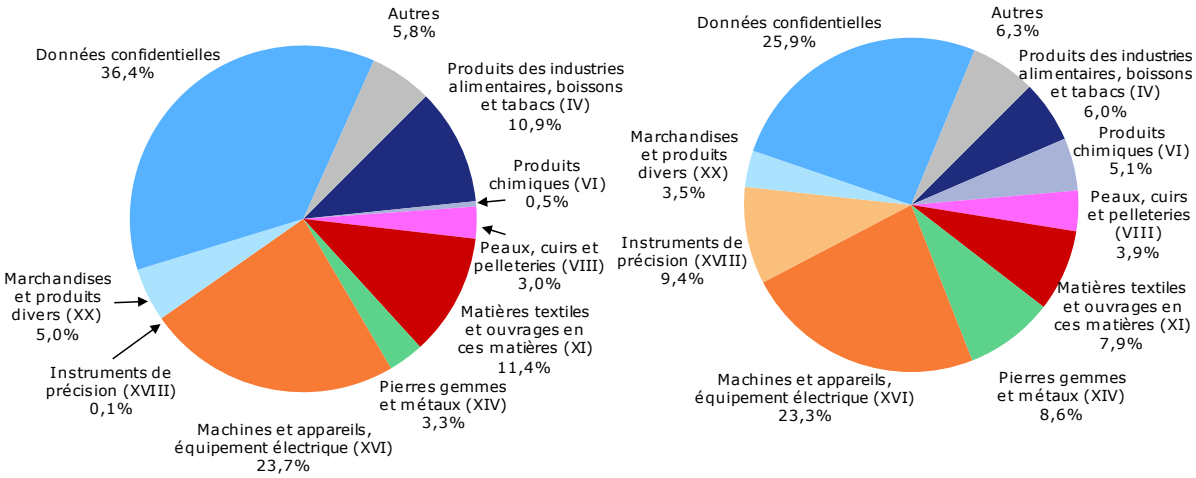
1.35. Une caractéristique particulière de la balance commerciale de Macao, Chine est la grande part des exportations considérées comme "confidentielles", concernant lesquelles aucun détail n'est communiqué car ces renseignements sont protégés par la législation et les règlements de Macao, Chine relatifs au secret des statistiques. Les statistiques "confidentielles" non divulguées représentaient environ 25,9% des exportations totales en 2019 contre 36,4% en 2012 (graphique 1.3). Les autorités ont indiqué qu'en raison de la taille relativement petite du secteur manufacturier de Macao, Chine, de nombreux produits d'exportation, en particulier au niveau des positions à 8 chiffres du SH, étaient produits par moins de trois fabricants. Par conséquent, ces produits doivent être considérés comme "confidentiels" conformément à l'article 8 de la Décision du gouverneur n° 242/GM/99.

1.36. Les importations de produits manufacturés ont représenté la plus grande part des importations de marchandises pendant la période à l'examen. La composition des importations est relativement diversifiée: en 2019, les principales composantes étaient les machines et le matériel électrique avec 14,1% du total contre 19,4% en 2012, suivis par les produits chimiques (13,7% en 2019); les produits des industries alimentaires, boissons et tabacs (10,5%); et les pierres gemmes et métaux (9,8%) (graphique 1.3 et tableau A1. 1).

Graphique 1.3 Composition par produit du commerce des marchandises par section du SH, 2012 et 2019

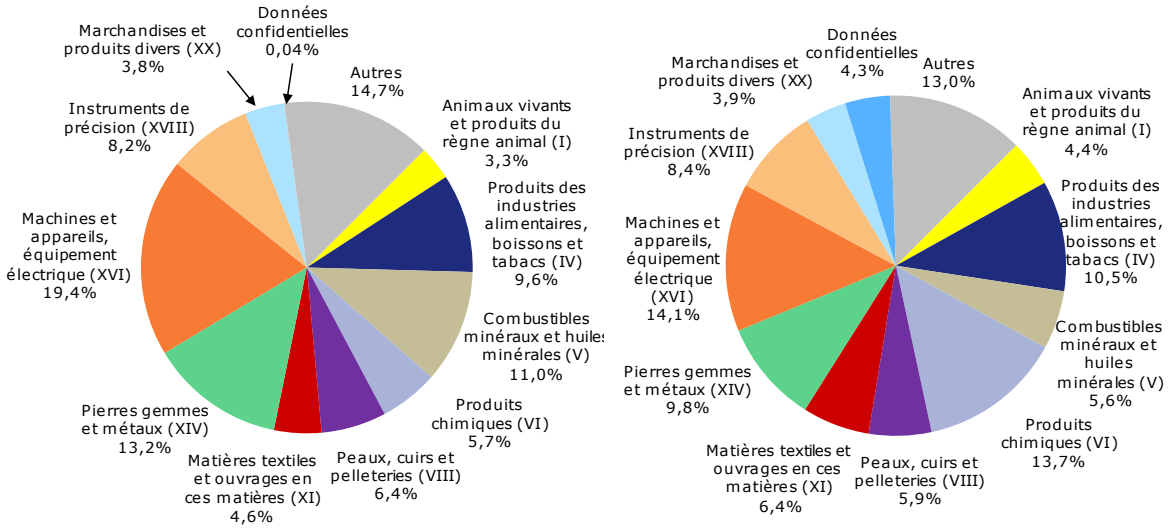
2012 **2019**

Exportations, y compris les réexportations (f.a.b.)



Total: 1 020,5 millions d'USD **Total: 1 585,6 millions d'USD**

Importations (c.a.f)



Total: 8 982,1 millions d'USD **Total: 11 167,8 millions d'USD**

Note: Les chiffres entre parenthèses indiquent le numéro de section du SH.

Source: Calculs de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités; et base de données Comtrade de la DSNU.

1.3.1.1.3 Répartition géographique des échanges de marchandises

1.37. Les principaux partenaires commerciaux de Macao, Chine en ce qui concerne les importations sont la Chine continentale; l'Union européenne; la Suisse; le Japon; Hong Kong, Chine; et les États-Unis (graphique 1.4 et tableau A1. 3). La Chine est restée la principale source des marchandises importées avec une part de 31,3% en 2019, en légère baisse par rapport à 2012 (32,3%) (graphique 1.4). Les importations en provenance d'Europe ont continué de progresser pendant la période à l'examen; la part de l'UE-28 a augmenté, passant de 23,7% en 2012 à 27,3% en 2019 tandis que la part de la Suisse a reculé légèrement de 7,9% à 7,6%. La croissance de la valeur des exportations en provenance de l'Union européenne et de la Suisse a continué de refléter une forte demande locale de biens de consommation haut de gamme comme les produits de l'horlogerie et de la bijouterie, liée dans une certaine mesure aux secteurs de l'hôtellerie et des jeux de hasard. Les importations en provenance de Hong Kong, Chine ont représenté 6,2% des importations totales en 2019 (11,4% en 2012), tandis que celles en provenance du Japon ont compté pour 6,7% (5,9% en 2012) et celles des États-Unis, 4,7% (5,5% en 2012).

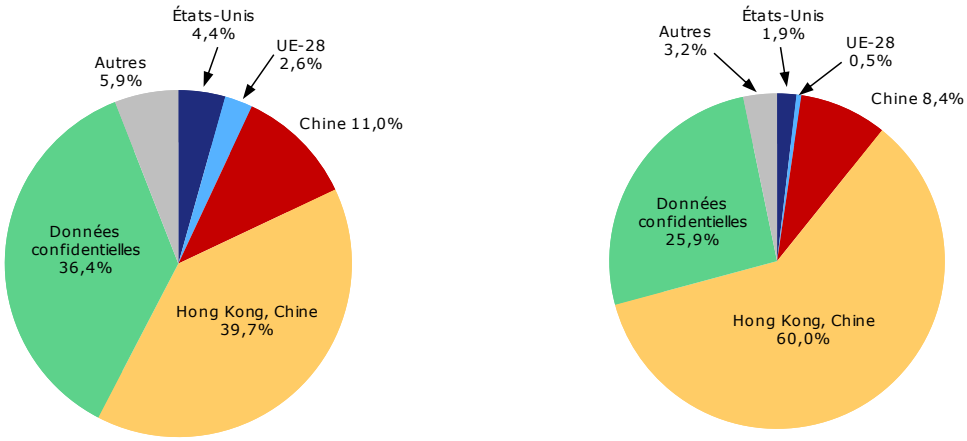
1.38. Les principaux marchés d'exportation de marchandises ont continué d'être Hong Kong, Chine et la Chine (graphique 1.4 et tableau A1. 4). La part des exportations à destination de Hong Kong, Chine a fortement augmenté pendant la période considérée, confortant le statut de première destination des exportations de marchandises de Macao, Chine; cette part a atteint 60,0% du total en 2019, contre 39,7% en 2012.

1.39. La part des marchandises exportées par Macao, Chine à destination de la Chine a diminué légèrement pendant la période à l'examen, tombant à 8,4% en 2019 contre 11,0% en 2012, mais la valeur des exportations a augmenté. Les autorités ont noté que la mise en œuvre de l'Accord sur le commerce de marchandises instauré dans le cadre de l'Accord de rapprochement économique (CEPA) entre la Chine continentale et Macao et signé en décembre 2018 avait contribué à favoriser les échanges entre la Chine continentale et Macao, Chine. Depuis l'entrée en vigueur du CEPA, en janvier 2019, une forte demande de certificats d'origine a été enregistrée; certificats nécessaires pour pouvoir exporter en bénéficiant des avantages de l'Accord (article 2.3.3.1).

Graphique 1.4 Répartition géographique des échanges de marchandises, 2012 et 2019

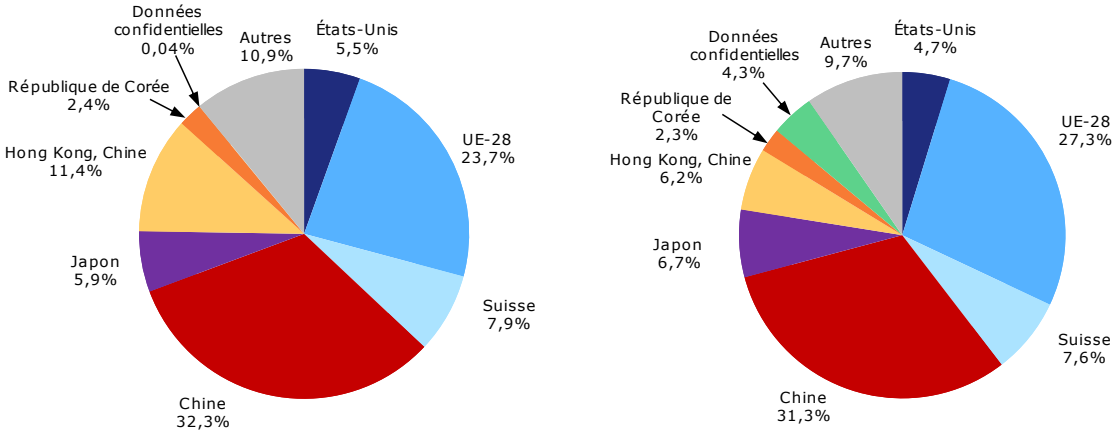
2012 **2019**

Exportations, y compris les réexportations (f.a.b.)



Total: 1 020,5 millions d'USD **Total: 1 585,6 millions d'USD**

Importations (c.a.f)



Total: 8 982,1 millions d'USD **Total: 11 167,8 millions d'USD**

Source: Calculs de l'OMC, fondés sur les données communiquées par les autorités; et base de données Comtrade de la DSNU.

1.3.1.2 Commerce des services

1.40. Comme indiqué ci-avant, Macao, Chine enregistre un très grand excédent de la balance des services, qui a totalisé 38,5 milliards d'USD en 2019, soit 71,4% du PIB. Les exportations de services ont atteint 43,2 milliards en 2019, représentant 96% des exportations de marchandises et de services de Macao, Chine. Les exportations de services relatifs aux voyages, qui comprennent les exportations liées aux jeux de hasard et les services liés au tourisme ont atteint 39,7 milliards d'USD, soit 92% des exportations totales de services (tableau 1.8). Ce montant est environ 10,3% plus

élevé que celui de 2012, mais bien en deçà du pic de 43,1 milliards d'USD enregistré en 2013. En 2015 et 2016, les exportations de services liés aux voyages ont connu un fort recul, lié à une baisse des recettes des jeux de hasard; recettes qui sont reparties à la hausse en 2017 et plus particulièrement en 2018 avant de diminuer quelque peu en 2019. Les exportations de services financiers ont atteint 1 445 millions d'USD en 2019, presque trois fois plus qu'en 2012. Les services de transport constituent le troisième plus grand secteur d'exportation de services avec 660 millions d'USD en 2019.

Tableau 1.8 Commerce des services, 2012-2019

(Millions d'USD)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019[a]
Exportations nettes	**33 995**	**41 598**	**41 337**	**29 416**	**29 014**	**34 261**	**38 613**	**38 451**
Exportations	**37 805**	**45 233**	**45 224**	**33 384**	**32 989**	**38 826**	**43 645**	**43 160**
Services de production manufacturière utilisant des facteurs physiques de production appartenant à des tiers	2	2	3	1	2	..	..	..
Services de maintenance et réparation n.d.a.	5	4	6	30	28	..	..	..
Transports	584	620	627	579	589	584	678	660
Voyages	36 013	43 133	42 738	30 981	30 492	35 921	40 707	39 714
Services d'assurance et des fonds de pensions	51	64	92	173	435	468	378	615
Services financiers	554	803	1 086	1 093	931	956	1 171	1 445
Services de télécommunication, services informatiques et services d'information	67	57	56	53	47	..	..	..
Autres services aux entreprises	528	549	617	462	462	..	..	..
Services personnels, culturels et récréatifs	0	0	0	11	4	..	..	..
Importations	**3 810**	**3 635**	**3 887**	**3 968**	**3 975**	**4 565**	**5 032**	**4 709**
Services de production manufacturière utilisant des facteurs physiques de production appartenant à des tiers	60	58	36	39	37	..	..	..
Services de maintenance et réparation n.d.a.	109	121	117	110	108	..	..	..
Transports	384	438	501	478	428	430	478	492
Voyages	1 083	1 132	1 213	1 227	1 223	1 288	1 386	1 471
Construction	608	83	0	233	138	..	..	..
Services d'assurance et des fonds de pensions	136	161	170	168	161	180	203	332
Services financiers	371	350	354	441	569	638	642	688
Redevances pour exploitation des droits de propriété intellectuelle n.d.a.	221	221	204	169	174	..	..	..
Services de télécommunication, services informatiques et services d'information	88	90	101	104	114	..	..	..
Autres services aux entreprises	634	853	1 039	797	815	..	..	..
Services personnels, culturels et récréatifs	0	0	0	32	37	..	..	..
Biens et services des administrations publiques n.d.a.	116	126	151	170	174	..	..	..

.. Non disponible.

a Données préliminaires.

Source: DSEC, *Balance des paiements*. Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/Statistic.aspx?NodeGuid=a927b18a-f495-45af-859a-888a00681867; AMCM, *Statistiques*. Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/en/research-statistics/statistics; et renseignements communiqués par les autorités.

1.41. Les principaux services importés par Macao, Chine (4,7 milliards d'USD en 2019) sont les voyages, les autres services fournis aux entreprises, qui comprennent essentiellement des services auxiliaires liés au fonctionnement des casinos, et les services financiers.

1.3.2 Tendances et structure de l'IED

1.42. Pendant la période à l'examen, Macao, Chine a continué de maintenir un solde positif des flux entrants d'investissement étranger direct (IED) (tableau 1.9). Ces flux ont continué d'être principalement destinés au secteur des jeux de hasard, même si en 2015 et en 2017, le solde des flux entrants d'IED destinés aux jeux de hasard a été négatif. Selon les autorités, en 2015, ce solde négatif était dû à la diminution des bénéfices et au fait que les dividendes versés ont dépassé les bénéfices enregistrés cette année-là. En ce qui concerne le solde négatif de 2017, il était principalement dû à une réduction des montants réinvestis découlant de la distribution de dividendes par certaines entreprises de l'industrie des jeux de hasard, ainsi qu'au remboursement de prêts accordés par des investisseurs étrangers directs et par des entreprises étrangères actives dans ce secteur.

Tableau 1.9 Flux d'IED, 2012-2018

(Millions d'USD)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Flux entrants d'IED à Macao, Chine	**3 897**	**4 588**	**3 455**	**1 038**	**1 961**	**438**	**3 330**
Par branche de production							
Production industrielle	-6	32	4	41	97	17	48
Construction	14	115	123	346	330	25	61
Commerce de gros et de détail	473	169	489	420	225	-169	270
Hôtellerie et restauration	60	36	74	-87	66	25	23
Transport, entreposage et communications	-104	51	55	129	70	32	75
Jeux de hasard	2 590	3 482	1 557	-872	236	-483	2 357
Banques et autres activités financières	501	466	621	975	618	499	748
Assurances	49	124	56	109	449	165	166
Activités de développement de l'immobilier, de crédit-bail et de ventes[a]	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	392	-143
Autres	320	112	475	-24	-132	-66	-273
Par partenaires principaux							
Hong Kong, Chine	1 086	928	751	416	1 218	607	504
Îles Vierges britanniques	1 487	1 450	1 081	336	515	935	1 306
Chine continentale	258	365	567	903	640	413	736
Îles Caïmanes	519	1 672	720	-916	-1 128	-1 194	654
Union européenne	471	101	20	86	248	-57	0
Portugal	230	65	40	66	36	-3	32
Royaume-Uni	197	63	-39	-56	186	-34	-29
Bermudes	199	222	-106	-8	31	144	50
Taipei chinois	-84	5	16	129	67	-88	24
États-Unis	20	-160	385	64	299	-301	26
Flux sortants de Macao, Chine	**470**	**1 675**	**681**	**-876**	**-1 003**	**225**	**275**
Par branche de production							
Production industrielle	-2	2	-13	27	58	49	7
Construction	-5	0	-34	0	12	2	-4
Commerce de gros et de détail	99	-78	37	26	44	-121	-41
Transport, entreposage et communications	-1	-3	4	1	-1	c	c
Jeux de hasard	380	1 750	692	-930	-1 281	-365	128
Activités de développement de l'immobilier, de crédit-bail et de ventes[a]	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	-8	-91
Autres	-2	3	-4	-2	166	669	276
Par partenaires principaux							
Chine continentale	89	-72	5	15	191	521	203
Hong Kong, Chine	41	-2	36	21	110	210	131
Îles Vierges britanniques	[..]	900	71	-860	3	-59	-124
Autres	340	848	570	-53	-1 307	-447	65
Pays/territoires concernés par l'initiative "Ceinture et route"[b]	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	0	-4	2

s.o. Sans objet.

a En 2017, la portée des statistiques sur l'investissement direct a été élargie pour inclure les "Activités de développement de l'immobilier, de crédit-bail et de ventes" et la classification industrielle de certaines entreprises a été ajustée; par conséquent, il n'est pas approprié de comparer directement les données publiées à partir de 2017 avec celles des années précédentes.

b Y compris les pays/territoires qui ont signé des accords de coopération avec la Chine dans le cadre de l'initiative "Ceinture et route" au cours de l'année de référence.
c Données incluses dans "Autres".

Note: Converti de la pataca en USD selon le taux de change applicable en fin de période.

Source: DSEC, *Statistiques sur l'investissement direct*. Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/Statistic.aspx?NodeGuid=32c3aaa0-214e-4130-b2d8-165ca32ea0f2.

1.43. Même si les flux entrants d'IED ont diminué en 2017, ils ont progressé en 2018 pour atteindre 3 330 millions d'USD, en raison de l'augmentation des bénéfices conservés à des fins d'investissement par des investisseurs étrangers dans le secteur des jeux de hasard et par des banques. En 2018, les flux entrants d'IED dans les activités liées aux jeux de hasard ont été importants, totalisant 2 357 millions d'USD. Macao, Chine est également un bénéficiaire net d'IED du secteur financier. Les Îles Vierges britanniques (de nombreuses entreprises, y compris des entreprises du secteur des jeux de hasard, y sont enregistrées); Hong Kong, Chine et la Chine continentale sont traditionnellement les principales sources d'IED de Macao, Chine.

1.44. Le stock d'IED total à Macao, Chine est passé de 19,2 milliards d'USD en 2012 à 36,3 milliards d'USD en 2018. Les jeux de hasard représentaient 45,3% du stock d'IED suivis par le secteur financier avec 25,2% et le commerce de gros et de détail avec 11,4% (tableau 1.10).

Tableau 1.10 Stock d'IED, 2012-2018

(Millions d'USD et en % du total)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	% du total 2012	% du total 2018
Stock d'IED entrant à Macao, Chine	19 203	24 512	28 297	29 671	31 369	33 127	36 303	100,0	100,0
Par branche de production									
Production industrielle	378	432	450	491	625	646	694	2,0	1,9
Construction	420	542	608	1 149	1 425	1 375	1 424	2,2	3,9
Commerce de gros et de détail	1 909	2 088	2 806	3 280	3 546	3 883	4 140	9,9	11,4
Hôtellerie et restauration	114	268	334	248	311	154	181	0,6	0,5
Transport, entreposage et communications	11	656	678	819	946	958	1 029	0,1	2,8
Jeux de hasard	10 923	14 322	15 956	15 038	15 039	13 982	16 428	56,9	45,3
Banques et autres activités financières	3 468	4 003	4 737	5 818	6 368	7 004	7 625	18,1	21,0
Assurances	383	506	557	656	1 090	1 451	1 527	2,0	4,2
Activités de développement de l'immobilier, de crédit-bail et de ventes[a]	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	2 796	2 648	s.o.	7,3
Autres	1 597	1 695	2 171	2 170	2 019	878	605	8,3	1,7
Par partenaires principaux									
Hong Kong, Chine	4 868	5 890	6 770	7 444	8 592	9 763	10 418	25,4	28,7
Îles Vierges britanniques	3 779	5 476	6 573	6 888	7 390	8 735	10 016	19,7	27,6
Chine continentale	2 313	2 665	3 294	4 326	4 901	5 825	6 362	12,0	17,5
Îles Caïmanes	6 630	8 260	9 053	8 126	6 807	5 243	5 711	34,5	15,7
Union européenne, dont:	1 492	1 456	1 551	1 649	1 881	1 837	1 931	7,8	5,3
Portugal	867	922	1 026	1 087	1 133	1 105	1 134	4,5	3,1
Royaume-Uni	480	433	395	342	504	502	568	2,5	1,6
Bermudes	426	632	530	520	547	710	759	2,2	2,1
Taipei chinois	-379	221	241	370	495	403	443	s.o.	1,2
États-Unis	70	-88	291	343	676	370	395	0,4	1,1
Stocks d'IED sortant de Macao, Chine	1 181	3 115	3 837	2 947	1 928	3 060	3 364	100,0	100,0
Par branche de production									
Production industrielle	18	25	70	105	163	212	202	1,5	6,0
Construction	38	38	4	5	16	19	17	3,2	0,5
Commerce de gros et de détail	319	498	422	424	458	496	463	27,0	13,8
Transport, entreposage et communications	8	6	10	12	11	c	c	0,7	c
Jeux de hasard	781	2 528	3 219	2 292	1 008	636	762	66,1	22,7

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	% du total 2012	% du total 2018
Activités de développement de l'immobilier, de crédit-bail et de ventes[a]	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	556	510	s.o.	15,2
Autres	17	20	111	110	273	1 141	1 409	1,4	41,9
Par partenaires principaux									
Chine continentale	387	576	555	571	747	2 080	2 313	32,8	68,8
Hong Kong, Chine	598	595	698	703	812	1 063	1 228	50,6	36,5
Îles Vierges britanniques	..	702	772	-87	-83	-142	-257	s.o.	-7,6
Autres	196	1 242	1 812	1 759	453	60	80	16,6	2,4
Note: Pays/territoires concernés par l'initiative "Ceinture et route"[b]	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	0	15	3	s.o.	0,1

.. Non disponible.

s.o. Sans objet.

a En 2017, la portée des statistiques sur l'investissement direct a été élargie pour inclure les "Activités de développement de l'immobilier, de crédit-bail et de ventes" et la classification industrielle de certaines entreprises a été ajustée; par conséquent, il n'est pas approprié de comparer directement les données publiées à partir de 2017 avec celles des années précédentes.

b Y compris les pays/territoires qui ont signé des accords de coopération avec la Chine dans le cadre de l'initiative "Ceinture et route" au cours de l'année de référence.

c Données incluses dans "Autres".

Source: DSEC, *Statistiques sur l'investissement direct*. Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/Statistic.aspx?NodeGuid=32c3aaa0-214e-4130-b2d8-165ca32ea0f2.

2 RÉGIMES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT

2.1 Cadre général

2.1. Macao, Chine est régie par la Loi fondamentale, qui est son instrument constitutionnel. Au titre du principe "un pays, deux systèmes", la Loi fondamentale prévoit l'indépendance des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire à Macao, Chine, et confère à la région une autonomie dans la plupart des domaines d'intervention. Ainsi, Macao, Chine conserve son statut de port franc et de territoire douanier distinct, applique un régime fiscal indépendant, et a sa propre monnaie légale. Depuis le précédent examen en 2013, le cadre constitutionnel n'a pas connu de modification notable.

2.2. L'organe exécutif du gouvernement comprend le chef de l'exécutif et le Conseil exécutif. Le chef de l'exécutif, qui est le chef du gouvernement, a le pouvoir de formuler et d'exécuter les politiques ainsi que de présenter des projets de loi. Son mandat a une durée de cinq ans et il ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs. Le chef de l'exécutif nomme le Conseil exécutif, qui compte entre 7 et 11 membres, pour l'assister dans l'élaboration des politiques.[1] Le gouvernement est chargé de formuler et de mettre en œuvre les politiques; de conduire les affaires administratives et les relations extérieures, ainsi que l'y autorise la Loi fondamentale; d'établir et de présenter les budgets et les comptes finals; et de rédiger des projets de loi et des règlements administratifs.[2]

2.3. Le pouvoir législatif appartient à l'Assemblée législative, qui compte 33 membres. Ses fonctions principales sont les suivantes: adopter les lois; examiner et approuver les questions budgétaires; prendre des décisions en matière de fiscalité; suivre l'action du gouvernement; et débattre des questions d'intérêt public.[3] Les lois adoptées par l'Assemblée prennent effet une fois signées et promulguées par le chef de l'exécutif.

2.4. Le pouvoir judiciaire comprend trois degrés: les tribunaux de première instance (Tribunal de première instance et Tribunal administratif), le Tribunal de seconde instance et le Tribunal de dernière instance. Le Tribunal de première instance peut constituer des tribunaux spécialisés selon que de besoin. Le Tribunal administratif est compétent pour connaître des questions administratives, fiscales, douanières et liées aux droits d'accise. Les juges des tribunaux sont sélectionnés par une commission indépendante et nommés par le chef de l'exécutif.

2.5. Le système juridique est basé sur le droit civil. La Loi fondamentale est le texte le plus important, suivi par les conventions internationales et la législation ordinaire (lois et décrets-lois). Le chef de l'exécutif peut promulguer des règlements administratifs, des ordonnances et des décrets et décisions en application des lois et des décrets-lois. Le droit international et les accords internationaux applicables auxquels Macao, Chine est partie sont directement intégrés dans le système juridique, ce qui signifie qu'ils n'ont pas besoin d'être incorporés dans la législation intérieure pour avoir un effet juridique. C'est le gouvernement central de la République populaire de Chine qui décide de l'application à Macao, Chine d'accords internationaux auxquels la Chine est ou devient partie, en fonction des circonstances et des besoins de Macao, Chine, et après avoir demandé l'avis du gouvernement local.[4]

2.2 Formulation et objectifs de la politique commerciale

2.6. Comme prévu par la Loi fondamentale, Macao, Chine a le statut de port franc, poursuit une politique de libre-échange et préserve la libre circulation des marchandises, des actifs intangibles et des capitaux.[5] En outre, en tant que territoire douanier distinct, elle peut maintenir des relations et conclure et appliquer des accords avec des États et des régions à l'étranger dans des domaines tels que l'économie, le commerce, les finances et la monnaie, les transports, les communications, le tourisme, la culture, les sciences et techniques et les sports. Elle peut aussi participer à des organisations internationales pertinentes sous l'appellation "Macao, Chine"; ainsi, elle possède un statut distinct auprès de 10 organisations internationales dont l'OMC, l'Organisation mondiale des douanes, et la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique.[6]

---

[1] Articles 56 et 57 de la Loi fondamentale.
[2] Article 64 de la Loi fondamentale.
[3] Article 71 de la Loi fondamentale.
[4] Article 138 de la Loi fondamentale.
[5] Articles 110 et 111 de la Loi fondamentale.
[6] Macao, Chine n'est pas membre d'institutions financières internationales telles que le FMI et la Banque asiatique de développement.

2.7. La responsabilité de la formulation de la politique commerciale incombe au Secrétaire de l'économie et des finances (*Secretário para a Economia e Finanças* (SEF)), nommé par le chef de l'exécutif et désigné par le gouvernement central de la République populaire de Chine. Plusieurs organismes publics aident le Bureau du SEF à formuler et à mettre en œuvre les politiques liées au commerce, y compris:

- le Bureau économique de Macao (*Direcção dos Serviços de Economia* (DSE));
- le Bureau des services financiers (*Direcção dos Serviços de Finanças*);
- le Bureau d'inspection et de coordination des jeux de hasard (*Direcção de Inspecção e Coordenação de Jogos*);
- le Service des statistiques et du recensement (*Direcção dos Serviços de Estatística e Censos* (DSEC));
- le Conseil de la consommation (*Conselho de Consumidores*);
- l'Institut pour la promotion du commerce et de l'investissement de Macao (*Instituto de Promoção do Comércio e do Investimento de Macau* (IPIM)); et
- l'Autorité monétaire de Macao (*Autoridade Monetária de Macau* (AMCM)).

2.8. Le DSE est le principal organe chargé d'aider le gouvernement dans l'étude, la formulation et la mise en œuvre des politiques économiques, y compris pour ce qui concerne le commerce, la propriété intellectuelle et d'autres domaines de l'économie. Ses principales attributions sont notamment les suivantes: formuler et mettre en œuvre des mesures favorables à la diversification modérée de l'économie et à la promotion du développement industriel et commercial; administrer les règlements sur le commerce extérieur et délivrer les licences et certificats d'origine nécessaires; planifier et coordonner la participation de Macao, Chine aux organisations et instances économiques internationales; participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques en matière de propriété intellectuelle; délivrer des licences pour les établissements industriels et d'autres entreprises; faire appliquer la réglementation concernant l'impôt sur la consommation; et assurer le maintien et la promotion de conditions équitables pour l'activité des entreprises.[7] En outre, conformément au Règlement administratif n° 25/2017, le DSE est chargé de participer à l'identification des tendances, stratégies et facteurs favorables au développement économique et à l'activité industrielle, et de présenter des propositions en la matière.

2.9. Le secteur privé, par l'intermédiaire d'organes comme les associations commerciales et industrielles, et les représentants des milieux universitaires et de la société civile, peuvent formuler à l'intention du gouvernement des observations sur différents aspects de la politique commerciale par divers moyens, y compris la voie législative, les médias, les éditoriaux, les réunions avec des responsables gouvernementaux et les consultations publiques. La Décision du chef de l'exécutif sur les directives normalisées relatives aux consultations sur les politiques publiques, publiée en 2011, définit les procédures et les délais que doivent respecter les parties intéressées pour formuler des observations sur des propositions de nouvelles lois et politiques ou de modification des lois et politiques existantes.[8] Conformément aux directives, l'autorité chargée de mener les consultations publiques identifie, à partir des caractéristiques de la politique concernée, les groupes à consulter, qui incluent généralement le grand public, des organisations et des organes consultatifs.

2.10. En tant que petite économie dépendante du commerce, Macao, Chine demeure attachée à des politiques économiques et commerciales ouvertes et tournées vers par le marché. Au titre de son statut de port franc, elle applique un taux de droit nul à toutes les importations et n'impose des prohibitions ou restrictions à l'importation/exportation que pour des motifs liés à la santé, la sûreté, la sécurité ou la protection de l'environnement, ou pour honorer ses engagements internationaux.

[7] DSE, *Mission and Duties*. Adresse consultée: https://www.economia.gov.mo/en_US/web/public/pg_dse_md?_refresh=true.

[8] Décision du chef de l'exécutif n° 224/2011 du 15 août 2011.

2.11. Les objectifs de politique économique de Macao, Chine sont fixés dans son premier Plan quinquennal de développement, qui couvre la période 2016-2020. L'objectif central du Plan est de réaliser la vision "Un centre, une plate-forme", c'est-à-dire de faire de Macao une ville de tourisme et de loisirs de premier plan qui soit sûre, saine, brillante, culturellement riche et bien dirigée ("un centre"), tout en améliorant sa position et son influence dans les échanges régionaux et internationaux ("une plate-forme").[9]

2.12. L'une des principales politiques économiques inscrites dans le Plan est la promotion d'une "diversification économique modérée". Le tourisme et le secteur des jeux de hasard étant déjà les piliers de l'économie, l'objectif est de faire en sorte que leur développement ne soit plus excessivement fondé sur les jeux haut de gamme, mais tourné vers des activités touristiques plus durables. À cette fin, il est prévu de réglementer la taille du secteur des jeux de hasard pour encourager les entreprises de ce secteur à explorer d'autres activités, et d'introduire davantage d'éléments du tourisme de loisir dans le secteur des jeux de hasard.[10] Dans le même temps, des actions sont menées pour encourager le développement des secteurs liés à l'industrie des jeux de hasard comme l'hôtellerie, la restauration et le commerce de détail. Une importance particulière est accordée à la promotion du développement des industries émergentes, y compris le secteur des réunions, des voyages de motivation, des conventions et des expositions (MICE), les industries culturelles et créatives, la médecine chinoise traditionnelle (section 4) et les services financiers spécialisés ou exclusifs.

2.13. Les autres politiques d'appui au développement économique prévues dans le Plan sont les suivantes: améliorer les conditions de l'activité des entreprises et soutenir davantage les PME; encourager la coopération économique et commerciale entre la Chine continentale, les pays lusophones[11] et Macao, Chine; accroître la participation à l'initiative "Ceinture et route" et au Plan de développement de la Grande Baie de Guangdong-Hong Kong-Macao, et approfondir la coopération économique régionale.

2.14. Le principal texte législatif sur le commerce extérieur reste la Loi sur le commerce extérieur (Loi n° 7/2003), qui établit les principes généraux du commerce extérieur et définit les procédures d'importation, d'exportation et de transit de marchandises à destination et en provenance de Macao, Chine. La Loi a été modifiée en juin 2016 par l'intermédiaire de la Loi n° 3/2016. En cohérence avec les efforts de promotion de la diversification économique, la modification vise à simplifier le dédouanement pour les activités visées par la Convention douanière sur le carnet ATA. pour l'admission temporaire de marchandises (Convention ATA) et à faciliter ainsi l'admission temporaire des marchandises et équipements utilisés dans le secteur des MICE, ainsi qu'à accroître les échanges avec les régions voisines. En outre, la modification instaure un régime de licences de transit et simplifie la procédure de recours contre les décisions administratives et liées aux douanes (section 3.1.1). Le tableau 2.1 présente certains des principaux textes législatifs liés au commerce et à l'investissement publiés, modifiés ou révisés depuis le dernier examen.

Tableau 2.1 Principaux textes législatifs liés au commerce publiés/modifiés/révisés depuis 2013

Date de publication	Législation	Contenu
Commerce extérieur		
4 juillet 2016	Loi n° 3/2016 (modifiant la Loi n° 7/2003 sur le commerce extérieur)	• le carnet ATA. devient partie intégrante du régime juridique établi par la Loi sur le commerce extérieur; • la licence de transit devient le document juridique pour les marchandises soumises à un contrôle de transit à Macao, Chine; • suppression des prescriptions en matière de licences d'exportation pour les exportations de textiles et vêtements à destination du Canada, de l'Union européenne, de la Norvège, de la Turquie et des États-Unis.

[9] Gouvernement de la RASM, *The Five-Year Development Plan of the Macao Special Administrative Region (2016-2020)*. Adresse consultée: https://www.cccmtl.gov.mo/files/plano_quinquenal_en.pdf.

[10] Un objectif spécifique fixé pour le secteur des jeux de hasard est de faire passer la part des recettes dérivées des activités autres que de jeux de 6,6% en 2014 à 9,0% en 2020.

[11] L'objectif est d'augmenter de 10% le commerce avec les pays lusophones entre 2015 et 2020.

Date de publication	Législation	Contenu
18 juillet 2016	Règlement administratif n° 19/2016 (modifiant le Règlement administratif n° 28/2003 sur les activités de commerce extérieur)	• le Bureau des transports a remplacé le Bureau économique de Macao en tant qu'organisme de réglementation délivrant les licences d'importation pour les véhicules; • introduction de procédures de dédouanement accéléré pour les marchandises assujetties à des déclarations d'importation/exportation, permettant aux négociants de procéder au dédouanement avant de présenter les déclarations par voie électronique.
18 juillet 2016	Règlement administratif n° 20/2016 (modifiant le Règlement administratif n° 29/2003 sur les règles d'origine	• exonération des impositions sur la question des certificats d'origine; • les demandes de certificats d'origine peuvent être soumises par voie électronique; • dans la demande de certificat d'origine pour les textiles et les vêtements, la prescription en matière de licence d'exportation est remplacée par une déclaration d'exportation.
28 décembre 2016	Décision du chef de l'exécutif n° 487/2016 (remplaçant la Décision du chef de l'exécutif n° 255/2016)	Contient 3 annexes définissant les produits nécessitant des licences: • Annexe I – produits exonérés de la prescription en matière de licence uniquement lorsqu'ils sont utilisés pour la consommation individuelle quotidienne; • Annexe II, tableau A – produits nécessitant une licence d'exportation; • Annexe II, tableau B – produits nécessitant une licence d'importation (ajout des produits pétroliers); • Annexe III – produits soumis à des mesures SPS.
28 octobre 2016	Décision du chef de l'exécutif n° 67/2016	6ème édition de la Nomenclature des produits aux fins du commerce extérieur de Macao/Système harmonisé.
Prohibitions et restrictions à l'importation et licences d'importation		
12 décembre 2016	Décision du chef de l'exécutif n° 410/2016	Interdiction de l'importation et du transbordement de déchets dangereux listés dans l'annexe I de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination.
22 mai 2017	Loi n° 2/2017, loi portant application de la CITES (remplaçant le Décret-loi n° 45/86/M)	• révision des amendes et sanctions appliquées en cas de violation de la Loi sur la CITES; • établissement d'un système d'enregistrement obligatoire pour quatre types de parties prenantes de la CITES; • désignation du Bureau des affaires municipales comme autorité scientifique dans le cadre de la CITES à Macao, Chine.
5 juin 2017	Règlement administratif n° 19/2017 (règlement complémentaire de la loi portant application de la CITES)	Définition des procédures d'importation et d'exportation ainsi que des procédures d'enregistrement obligatoire pour: i) les négociants de la CITES; ii) responsables d'élevages conservatoires et pépiniéristes élevant ou cultivant des spécimens visés par la CITES; iii) taxidermistes travaillant avec des spécimens visés par l'annexe I de la CITES; et iv) institutions scientifiques.
13 mars 2017	Décision du chef de l'exécutif n° 51/2017 (régissant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises dangereuses)	Cette décision impose aux importateurs de communiquer, avant l'importation, les détails de traitement des marchandises dangereuses listées en annexe de la décision, y compris les moyens de transport, les itinéraires et le lieu de stockage.
8 avril 2014 28 décembre 2016 27 mai 2019	Loi n° 4/2014, Loi n° 10/2016, Loi n° 10/2019 (toutes ces lois portent modification de la Loi n° 17/2009)	La Loi interdisant la production, la fourniture et la consommation illicites de stupéfiants et de substances psychotropes a été révisée, à la suite de la révision du tableau des médicaments et substances figurant dans la Convention de 1988 de l'ONU contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.
1er avril 2019	Décision du chef de l'exécutif n° 45/2019 (remplaçant la Décision du gouvernement n° 219/98/M)	Interdiction d'importer des véhicules automobiles d'occasion ainsi que des moteurs et châssis usagés de véhicules automobiles, pour des raisons liées à la santé publique et à l'environnement, sauf dans les 6 cas particuliers listés dans la Décision.

Date de publication	Législation	Contenu
8 avril 2019	Décision du chef de l'exécutif n° 48/2019 (prohibition de l'importation et du commerce de transit de l'amiante)	Interdiction d'importer de l'amiante, pour des raisons liées à l'environnement et à la santé publique, à l'exception de 7 types de produits pour des essais en laboratoire et des travaux de recherche, et de 7 types de produits contenant de l'amiante pour lesquels il n'existe pas de substitut.
20 mai 2019	Décision du chef de l'exécutif n° 81/2019 (révisant le niveau d'émissions indiqué en annexe du Règlement administratif n° 1/2012)	Interdiction d'importer des véhicules automobiles et des moteurs neufs dont le niveau d'émissions ne répond pas à la norme EURO VI.
19 août 2019	Loi n° 15/2019 sur la mise en œuvre du Système de certification du processus de Kimberley (KPCS) pour le commerce international des diamants bruts	Définition des prescriptions juridiques et règles régissant le commerce international des diamants bruts, conformément au KPCS et aux lois intérieures.
9 septembre 2019	Règlement administratif n° 15/2019 (Règlement complémentaire de la Loi n° 15/2019 (ci-dessus))	Établissement des procédures relatives à la délivrance des licences et des certificats du processus de Kimberley, à la présentation des documents, et au processus d'inspection des douanes.
21 octobre 2019	Décision du chef de l'exécutif n° 164/2019	Interdiction de l'importation et du transbordement des produits chimiques listés dans la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

2.3 Accords et arrangements commerciaux

2.3.1 OMC

2.15. Macao, Chine est un Membre originel de l'OMC.[12] Elle est attachée au système commercial multilatéral et soutient les principes fondamentaux de l'OMC – non-discrimination, prévisibilité et transparence –, qu'elle considère comme des éléments importants d'un système commercial stable. Les autorités indiquent que Macao, Chine soutient la réforme nécessaire de l'OMC, pour faire en sorte que l'Organisation surmonte la crise qu'elle traverse actuellement, renforce son autorité et son efficacité et augmente sa pertinence en termes de gouvernance économique mondiale. De leur point de vue, la réforme devrait s'appuyer sur trois éléments fondamentaux: premièrement, elle devrait préserver des valeurs clés du système commercial multilatéral telles que la non-discrimination et l'ouverture; deuxièmement, elle devrait protéger les intérêts de développement des Membres en développement; et troisièmement, elle devrait suivre la pratique de la prise de décisions par consensus. En ce qui concerne ses obligations de transparence, Macao, Chine a régulièrement présenté des notifications actualisées concernant les modifications apportées à ses lois et politiques commerciales visées par les Accords de l'OMC (tableau 2.2).

2.16. Macao, Chine a pris part aux négociations postérieures au Cycle d'Uruguay sur les services financiers (cinquième Protocole annexé à l'AGCS) et a accru ses engagements spécifiques dans ce secteur[13], mais n'a pas participé aux négociations qui ont repris sur les services de télécommunication (quatrième Protocole annexé à l'AGCS). Elle n'est pas signataire de l'Accord plurilatéral sur les marchés publics et n'a pas non plus le statut d'observateur en ce qui concerne cet accord.

[12] La République du Portugal, au nom de Macao, Chine, a ratifié l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce et l'Acte final reprenant les résultats des Négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay, par l'intermédiaire du Décret du Président de la République du Portugal du 7 décembre 1994, et a ratifié le cinquième Protocole annexé à l'Accord général sur le commerce des services par l'intermédiaire du Décret du Président de la République du Portugal du 8 novembre 1999. Le 13 décembre 1999, la République populaire de Chine a indiqué au Secrétaire général des Nations Unies que les accords susmentionnés continueraient de s'appliquer à la Région administrative spéciale de Macao à compter du 20 décembre 1999.

[13] Document de l'OMC GATS/SC/50/Suppl.1 daté du 26 février 1998.

Tableau 2.2 Principales notifications présentées au titre des Accords de l'OMC, 1er janvier 2014-15 juin 2020

Accord	Description	Fréquence	Document de l'OMC (dernier en date si notification périodique)
Accord sur l'agriculture			
Articles 10 et 18:2 – ES:1	Subventions à l'exportation	Annuelle	G/AG/N/MAC/44, 03/05/2019
Article 18:2 – DS:1	Soutien interne	Annuelle	G/AG/N/MAC/45, 03/05/2019
Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires			
Article 7, Annexe B	Réglementations	*Ad hoc*	G/SPS/N/MAC/12, 13/10/2014 à G/SPS/N/MAC/25, 06/05/2020
Accord sur les procédures de licences d'importation			
Articles 1:4 a) et 8:2 b)	Publication et législation	Une fois; *ad hoc* ultérieurement en cas de modifications	G/LIC/N/1/MAC/8, 21/08/2018
Article 7:3	Réponses au questionnaire	Annuelle	G/LIC/N/3/MAC/22, 27/05/2019; G/LIC/N/3/MAC/22/Corr.1, 17/10/2019
Accord sur les règles d'origine			
Paragraphe 4 de l'Annexe II	Règles d'origine préférentielles	*Ad hoc*	G/RO/N/170, 24/05/2018; G/RO/N/187, 20/09/2019
Accord sur les subventions et les mesures compensatoires			
Article 25.1, Article XVI:1 du GATT de 1994	Subventions	Biennale (nouvelle notification complète)	G/SCM/N/343/MAC, 22/05/2019
Accord sur les obstacles techniques au commerce			
Article 2.9	Règlements techniques	*Ad hoc*	G/TBT/N/MAC/4; G/TBT/N/MAC/5; G/TBT/N/MAC/7 à G/TBT/N/MAC/14, 19/09/2019
Articles 2.9 et 5.6	Règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité	*Ad hoc*	G/TBT/N/MAC/3; G/TBT/N/MAC/6, 19/09/2019; G/TBT/N/MAC/6/Corr.1, 09/12/2019
Accord sur la facilitation des échanges (WT/L/911, remplacé par le document WT/L/931)			
Articles 1:4, 10:4.3, 10:6.2 et 12:2.2	Points de contact et points d'information	*Ad hoc*	G/TFA/N/MAC/2, 04/06/2018
Article 15	Engagements de la catégorie A	*Ad hoc*	WT/PCTF/N/MAC/1, 20/11/2014
Articles 15 et 16	Engagements des catégories A, B et C	*Ad hoc*	G/TFA/N/MAC/1, 20/11/2017; G/TFA/N/MAC/1/Add.1, 04/06/2018; G/TFA/N/MAC/1/Add.2, 26/05/2020
Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce			
Article 63:2	Législation (modifications)	*Ad hoc*	IP/N/1/MAC/2, 02/04/2014
Article 67	Points de contact pour la coopération technique	*Ad hoc*	IP/N/7/MAC/2, 11/01/2018
Décision sur les procédures de notification des restrictions quantitatives			
G/L/59/Rev.1	Restrictions quantitatives en vigueur	Biennale (notification complète)	G/MA/QR/N/MAC/4, 24/10/2018
GATT de 1994			
Article XVII:4 a)	Activités de commerce d'État	Annuelle	G/STR/N/17/MAC, 23/03/2018
Article XXIV:7 a)	ACR – CEPA Hong Kong, Chine et Macao, Chine	*Ad hoc*	WT/REG390/N/1, S/C/N/898, 19/12/2017
Article XXVIII:5	Modification des listes	*Ad hoc*	G/MA/362, 06/02/2018
Accord général sur le commerce des services			
Article III:3	Modifications des lois et réglementations	Au moins une fois par an	S/C/N/946, 07/06/2019
Article III:4 et/ou IV:2	Points de contact et points d'information	Une fois	S/ENQ/78/Rev.20, 25/03/2020

Accord	Description	Fréquence	Document de l'OMC (dernier en date si notification périodique)
Article V:7 a)	Modifications de la mise en œuvre de l'ACR – Chine et Macao, Chine	*Ad hoc*	S/C/N/265/Add.11, 20/03/2020

Source: Secrétariat de l'OMC.

2.17. Au titre de l'Accord sur les technologies de l'information (ATI), Macao, Chine a consolidé à zéro les droits de douane pour tous les produits des TI visés par l'Accord en 1997, puis a participé à l'élargissement de la liste de produits visés par l'ATI.[14] En outre, elle a consolidé à zéro les taux de droits pour tous les produits visés par l'Accord sur les produits pharmaceutiques, y compris ceux qui résultaient de l'élargissement du champ de l'Accord en 2011.

2.18. Macao, Chine a ratifié le Protocole relatif à l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) le 11 avril 2016. Elle a désigné toutes les dispositions de l'Accord comme relevant de la catégorie A (mise en œuvre immédiate dès l'entrée en vigueur de l'AFE), à l'exception de la disposition concernant le guichet unique qui a été désignée comme relevant de la catégorie B, c'est-à-dire dont la mise en œuvre doit avoir lieu au plus tard au 31 décembre 2019.[15] Les autorités ont indiqué que la mise en œuvre du guichet unique avait débuté plus tôt que prévu (section 3.1.1).

2.19. Macao, Chine a fait partie des premiers Membres de l'OMC à accepter le Protocole portant amendement de l'Accord sur les ADPIC (16 juin 2009), qui est entré en vigueur en 2017. Elle a ratifié le Protocole en août 2017 (Note du chef de l'exécutif n° 45/2017).

2.20. Dans le contexte de la onzième Conférence ministérielle de l'OMC (Buenos Aires, 10-13 décembre 2017), Macao, Chine, a souscrit à la Déclaration ministérielle conjointe sur la facilitation de l'investissement pour le développement[16] et a participé au dialogue informel tenu à ce sujet.

2.21. Macao, Chine accorde au moins le traitement NPF à tous ses partenaires commerciaux.

2.22. Macao, Chine n'a été impliquée dans aucune procédure de règlement des différends de l'OMC, que ce soit en qualité de plaignant, de défendeur ou de tierce partie. Le 18 septembre 2020, elle a indiqué à l'Organe de règlement des différends qu'elle entérinait le document JOB/DSB/1/Add.12 et a accédé à l'arrangement multipartite concernant une procédure arbitrale d'appel provisoire conformément à l'article 25 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.[17]

2.3.2 Accords régionaux préférentiels

2.23. Dans le cadre du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), Macao, Chine a obtenu le statut d'"économie invitée" dans plusieurs groupes de travail depuis 2001. À ce titre, elle peut être invitée par la présidence à répondre à des questions et à participer à des discussions lors des réunions, mais elle ne peut pas participer au processus de prise de décisions. À l'heure actuelle, Macao, Chine participe aux groupes de travail suivants: partenariat sur les sciences, la technologie et l'innovation; petites et moyennes entreprises; transports; et tourisme. Dans les trois premiers groupes, le statut d'économie invitée de Macao, Chine a été renouvelé en 2018 jusqu'en 2021 et, dans le Groupe de travail sur le tourisme, ce statut a été renouvelé en 2019 pour un an.

2.24. Macao, Chine ne participe à aucun autre arrangement commercial régional.

[14] La nouvelle liste de Macao, Chine, qui a été approuvée par les participants à l'élargissement de l'ATI, a été distribuée dans le document de l'OMC G/MA/W/117/Add.25 daté du 14 décembre 2016. En outre, Macao, Chine a présenté sa liste dans le document de l'OMC G/MA/TAR/RS/461 daté du 8 juin 2017.

[15] Documents de l'OMC G/TFA/N/MAC/1 daté du 20 novembre 2017 et G/TFA/N/MAC/1/Add.1 daté du 4 juin 2018.

[16] Document de l'OMC WT/MIN(17)/59 daté du 13 décembre 2017.

[17] Document de l'OMC JOB/DSB/1/Add.12/Suppl.6 daté du 22 septembre 2020.

2.3.3 Accords bilatéraux

2.25. Depuis le dernier examen, Macao, Chine actualise et met en œuvre continuellement l'Accord de rapprochement économique (CEPA) avec la Chine continentale. En outre, elle a conclu un accord de libre-échange avec Hong Kong, Chine (section 2.3.3.2).

2.3.3.1 Accord de rapprochement économique avec la Chine continentale (CEPA)

2.26. Macao, Chine et la Chine continentale ont conclu le CEPA en octobre 2003, dans le but de promouvoir une prospérité et un développement économique conjoints, et de renforcer la coopération en matière de commerce et d'investissement entre les deux parties.[18] Le CEPA respecte le principe "Un pays, deux systèmes" et, entre autres principes qu'il énonce, il doit être compatible avec les règles de l'OMC.[19] Le CEPA prévoit la libéralisation progressive du commerce bilatéral des marchandises et des services ainsi que la promotion de la facilitation du commerce et de l'investissement.

2.27. Depuis la mise en œuvre du CEPA en 2004, 10 suppléments et 5 accords ont été conclus dans ce cadre.[20] Le tableau 2.3 liste les accords subsidiaires conclus pendant la période à l'examen.

Tableau 2.3 Accords subsidiaires du CEPA conclus sur la période 2013-2019

Accord	Date de signature /mise en œuvre	Champ d'application
Accord entre la Chine continentale et Macao sur la libéralisation de base du commerce des services au Guangdong (Accord du Guangdong)	18 décembre 2014/ 1er mars 2015	Les mesures de libéralisation des services figurant dans les accords précédents sont consolidées et un accès aux marchés pour la majorité des secteurs de services dans la province du Guangdong est accordé à Macao, Chine. L'accord sert de base à la libéralisation ultérieure du commerce des services entre la Chine continentale et Macao, Chine.
Accord sur le commerce des services	28 novembre 2015/ 1er juin 2016	Élargissement du champ de l'Accord du Guangdong pour inclure, outre la province du Guangdong, l'intégralité de la Chine continentale, et amélioration des préférences en matière d'accès aux marchés.
Accord sur l'investissement	18 décembre 2017/ 1er janvier 2018	Octroi d'un accès aux marchés pour les secteurs autres que de services et introduction de mesures de protection et de promotion de l'investissement.
Accord de coopération technique et économique	18 décembre 2017/ 18 décembre 2017	Consolidation et amélioration des mesures de coopération économique et technique (y compris de facilitation des échanges) figurant dans les accords précédents.
Accord sur le commerce des marchandises	12 décembre 2018/ 1er janvier 2019	Consolidation et amélioration des préférences en matière de commerce des marchandises établies dans les accords précédents.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

2.28. Au titre des dispositions du CEPA sur le commerce des marchandises, Macao, Chine est convenue d'appliquer un taux de droit nul à toutes les importations de marchandises en provenance de la Chine continentale. De son côté, la Chine est convenue d'appliquer, à partir du 1er janvier 2006, des droits nuls à toutes les importations de marchandises en provenance de Macao, Chine, à condition que des règles d'origine soient établies pour ces produits et qu'ils soient accompagnés d'un certificat d'origine CEPA.[21] Les marchandises sont considérées comme originaires de Macao, Chine si elles sont entièrement produites sur son territoire ou si elles ont subi une transformation substantielle. Les critères applicables pour déterminer la transformation substantielle peuvent comprendre les opérations de fabrication ou d'ouvraison, le changement de position tarifaire, la part de valeur ajoutée, d'autres critères ou des critères mixtes. Des règles d'origine ont été élaborées progressivement depuis le lancement de l'Accord. Conformément au CEPA, aucune des deux parties n'appliquera de mesures non tarifaires incompatibles avec les règles de l'OMC aux marchandises

[18] Le CEPA a été notifié à l'OMC dans le document WT/REG163/N/1 daté du 12 janvier 2004.

[19] Article 2 du CEPA, document de l'OMC WT/REG163/1 daté du 4 février 2004.

[20] Toutes les modifications ont été notifiées à l'OMC. Voir les documents de l'OMC WT/REG163/1/Add.1 à WT/REG163/1/Add.3 et WT/REG163/N/1/Add.1 à WT/REG163/N/1/Add.11, de dates diverses.

[21] Au moment du lancement du CEPA en 2003, des règles d'origine étaient établies pour seulement 273 produits.

importées et originaires de l'autre partie; et la Chine n'appliquera pas de contingents tarifaires aux marchandises originaires de Macao, Chine. Les parties se sont engagées à ne pas appliquer de mesures antidumping ou de mesures compensatoires aux marchandises importées et originaires de l'autre partie. Des mesures de sauvegarde bilatérales, prenant la forme d'une suspension temporaire des concessions au titre du CEPA, peuvent être adoptées après en avoir notifié par écrit la partie affectée.[22]

2.29. Le 12 décembre 2018, Macao, Chine et la Chine continentale ont signé l'Accord sur le commerce des marchandises dans le cadre du CEPA. Cet accord, qui est entré en vigueur le 1er janvier 2019, incorpore les dispositions relatives au commerce des marchandises dans le CEPA et ses 10 suppléments. Il prévoit effectivement la libéralisation complète du marché de la Chine continentale pour les marchandises originaires de Macao, Chine, en établissant des règles d'origine pour plus de 8 000 lignes tarifaires qui couvrent la quasi-totalité du tarif douanier chinois. Au moment du précédent examen, des règles d'origine avaient été établies pour 1 260 lignes tarifaires seulement. L'Accord contient aussi des dispositions visant à faciliter le dédouanement des échanges bilatéraux. En outre, il consacre un chapitre spécifique au commerce dans la Grande Baie de Guangdong-Hong Kong-Macao, qui prévoit des mesures de coopération visant à faciliter les échanges dans la région, y compris s'agissant des procédures de dédouanement, des inspections conjointes, de l'amélioration de la connectivité du guichet unique et de l'échange de données électroniques sur les cargaisons.[23]

2.30. Entre le lancement du CEPA et la fin du mois de mai 2020, le Bureau économique de Macao (DSE) a reçu 6 475 demandes de certificats d'origine CEPA et a délivré 6 349 certificats de ce type, parmi lesquels 5 627 ont été utilisés pour exporter des marchandises vers la Chine, y compris les produits suivants: ciment, textiles et vêtements, fils, sacs plastiques, disques compacts enregistrables, encre d'imprimerie, produits alimentaires et boissons, feuilles de cuivre affiné, conducteurs électriques, produits chimiques, chaussures, matières plastiques recyclées, produits cosmétiques, acides gras monocarboxyliques et toile en fibre de verre. Sur cette période, les exportations de marchandises vers la Chine se sont chiffrées à 1 076 millions de MOP, ce qui représente à une économie de 73 millions de MOP en termes de droits de douane. En 2019, 33% de la valeur des exportations de produits d'origine locale vers la Chine ont bénéficié d'un traitement en franchise de droits au titre du CEPA.[24]

2.31. En ce qui concerne le commerce des services, au titre du CEPA, les deux parties sont convenues de réduire progressivement ou d'éliminer les mesures restrictives et discriminatoires visant les services et les fournisseurs de services de l'autre partie, dans les secteurs visés par l'Accord (annexe 4 du CEPA).[25] De plus, Macao, Chine est convenue de ne pas imposer de nouvelles mesures discriminatoires aux services et fournisseurs de services chinois dans les secteurs visés et la Chine s'est engagée à offrir un traitement préférentiel aux services et fournisseurs de services de Macao, Chine en supprimant les restrictions dans les secteurs de services listés à l'annexe 4.

2.32. Pour pouvoir être considérées comme des fournisseurs de services de Macao, les personnes physiques doivent résider de façon permanente à Macao, Chine[26], et les personnes morales doivent être constituées ou autrement organisées conformément à la législation applicable du territoire. Les entreprises étrangères qui ne sont pas enregistrées à Macao, Chine et n'y exercent pas d'activités commerciales substantielles ne peuvent pas être considérées comme des fournisseurs de services de Macao, Chine. Pour être considérées comme des fournisseurs de services de Macao, Chine les entreprises étrangères doivent être détenues à plus de 50% par des ressortissants de Macao, Chine et toutes les entreprises ayant fait l'objet d'une acquisition ou d'une fusion sur le territoire doivent avoir exercé des activités commerciales substantielles pendant au moins un an après ladite fusion ou acquisition. Généralement, les fournisseurs de services de Macao, Chine doivent avoir exercé des activités commerciales substantielles sur le territoire pendant au moins trois ans, à l'exception des fournisseurs de services de construction et d'ingénierie et des fournisseurs de services bancaires,

[22] Au titre du CEPA, les deux parties sont convenues de ne pas appliquer: l'article 15 (Comparabilité des prix pour déterminer l'existence de subventions et d'un dumping) et l'article 16 (Mécanisme de sauvegarde transitoire par produit) du Protocole d'accession de la République populaire de Chine à l'OMC, et le paragraphe 242 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Chine (dispositions sur le commerce des textiles et des vêtements).

[23] DSE, *CEPA Newsletter, Issue 67, décembre 2018*. Adresse consultée: http://www.economia.gov.mo.

[24] Renseignements communiqués par les autorités.

[25] Articles 1 et 11.2 du CEPA.

[26] Pour pouvoir être considérée comme un fournisseur de services juridiques, une personne morale de Macao, Chine doit remplir des conditions qui varient selon le type de service juridique fourni.

d'assurance ou autres services financiers, pour lesquels cette prescription est de cinq ans minimum. Dans le cas des fournisseurs de services de transport maritime, au moins 50% des navires (en termes de tonnage) détenus par des fournisseurs de services de Macao, Chine doivent être enregistrés à Macao, Chine.

2.33. La liste des secteurs de services dans lesquels les fournisseurs de services de Macao, Chine peuvent bénéficier d'un traitement préférentiel a été progressivement élargie, par l'intermédiaire des suppléments du CEPA. Au moment du précédent examen, 48 secteurs et sous-secteurs de services étaient visés par le CEPA. En décembre 2014, la liste a été élargie avec la signature de l'Accord entre la Chine continentale et Macao sur la libéralisation de base du commerce des services au Guangdong. En outre, le 28 novembre 2015, Macao, Chine et la Chine continentale ont signé l'Accord sur le commerce des services dans le cadre du CEPA, qui a été officiellement mis en œuvre le 1er juin 2016. Cet accord, basé sur les précédents suppléments du CEPA, a étendu les mesures de libéralisation qui figuraient dans l'Accord du Guangdong à l'ensemble de la Chine continentale, ouvrant ainsi 153 sous-secteurs de services (sur les 160 sous-secteurs de la classification sectorielle des services de l'OMC) aux fournisseurs de services de Macao, Chine. Dans le cadre de ce nouvel accord, les engagements concernant le mode 3 sont pris en suivant une approche de liste négative tandis que les engagements concernant les modes 1, 2 et 4 sont pris en suivant une approche de liste positive.

2.34. Le DSE est chargé de délivrer les certificats de fournisseurs de services de Macao, Chine, qui ont une durée de validité de deux ans et ne sont ni transférables ni renouvelables. Entre le lancement du CEPA et la fin du mois de mai 2020, le DSE a délivré 817 certificats de fournisseurs de services. Les bénéficiaires de ces certificats étaient notamment des fournisseurs des secteurs suivants: transport et logistique; conventions et expositions; conseil en gestion; construction; distribution; télécommunications; services juridiques; publicité, ventes et commercialisation; immobilier; audiovisuel; agences de voyages; services médicaux et dentaires; mandataires en marques; impression et publication; R&D en sciences naturelles; banques et autres services financiers; services auxiliaires de l'assurance; hôtellerie et restauration; transport de passagers; et services d'éducation. Avec la révision de l'Accord sur le commerce des services, qui amplifie la libéralisation du commerce des services entre la Chine continentale et Macao, Chine, et le développement de la Grande Baie de Guangdong-Hong Kong-Macao, les autorités s'attendent à une augmentation de l'utilisation des certificats de fournisseurs de services.

2.35. Le CEPA contient un chapitre sur la facilitation du commerce et de l'investissement, au titre duquel les deux parties conviennent de promouvoir la coopération dans les domaines suivants: promotion du commerce et de l'investissement; facilitation du dédouanement; inspection des marchandises, inspection et quarantaine zoosanitaires et phytosanitaires, sécurité sanitaire des produits alimentaires, certification, accréditation et gestion de la normalisation; commerce électronique; transparence des lois et réglementations; PME; coopération industrielle; protection des droits de propriété intellectuelle; promotion des marques; et enseignement.

2.36. L'Accord sur l'investissement, conclu le 18 décembre 2017 entre la Chine et Macao, Chine, est un accord subsidiaire du CEPA et contient de nouveaux engagements. Il couvre l'admission, la protection et la promotion des investissements entre les deux parties. Au titre de cet accord, la Chine a amélioré l'accès à son marché en ouvrant des secteurs autres que de services aux investisseurs de Macao, Chine, par l'intermédiaire d'une liste négative. L'Accord introduit aussi des dispositions sur la protection des investissements, par exemple sur l'indemnisation en cas d'expropriation, ainsi qu'un mécanisme permettant de régler les différends entre investisseurs et pays d'accueil, notamment par la consultation, la notification et la coordination, la médiation et des voies judiciaires.

2.37. L'Accord de coopération économique et technique du CEPA (Accord Ecotech du CEPA), également conclu le 18 décembre 2017 entre les deux parties, rassemble les activités de coopération économique et technique listées dans le CEPA et ses 10 suppléments. Il vise 14 domaines de coopération: tourisme; MICE; médecine chinoise traditionnelle; services financiers; commerce électronique; protection de l'environnement; services juridiques et services de règlement des différends; services comptables; affaires culturelles; développement de technologies innovantes; enseignement; PME; propriété intellectuelle; et coopération en matière de marques. Par ailleurs, l'Accord consacre un chapitre à l'approfondissement de la coopération sur les questions économiques et commerciales visées par l'initiative "Ceinture et route", et un autre chapitre à la promotion du développement de Macao, Chine en tant que "plate-forme de services de coopération commerciale" entre la Chine et les pays lusophones.

2.3.3.2 Accord de rapprochement économique (CEPA) entre Hong Kong, Chine et Macao, Chine

2.38. Le CEPA entre Hong Kong, Chine et Macao, Chine a été signé le 27 octobre 2017.[27] Il vise le commerce des marchandises, le commerce des services, l'investissement, la propriété intellectuelle, et la coopération économique et technique. L'Accord est complété par un Programme de travail en matière de coopération économique et technique. Comme prévu par l'Accord, la libéralisation du commerce des marchandises et des services a été mise en œuvre le 1er janvier 2018.

2.39. En ce qui concerne le commerce des marchandises, chaque partie s'est engagée à consolider son régime de droits nuls et à s'abstenir d'imposer des mesures non tarifaires aux importations de marchandises originaires de l'autre partie. L'Accord contient des dispositions réglementaires sur les procédures douanières et la facilitation des échanges, les obstacles techniques au commerce, et les mesures sanitaires et phytosanitaires, entre autres. S'agissant des mesures correctives commerciales, les parties sont convenues de ne pas appliquer de mesures antidumping ou compensatoires à l'égard des importations de marchandises originaires de l'autre partie.

2.40. Dans le domaine du commerce des services, les deux économies sont convenues d'accorder le traitement national aux services et fournisseurs de services de l'autre partie. En outre, elles ont pris des engagements de libéralisation (détaillés dans les annexes 1 et 2 de l'Accord) sous forme de listes positives qui, à certains égards, vont au-delà de leurs engagements dans le cadre de l'AGCS.[28] Hong Kong, Chine s'est engagée à ouvrir 105 sous-secteurs de services à Macao, Chine, tandis que Macao, Chine s'est engagée à ouvrir 72 sous-secteurs de services à Hong Kong, Chine. En ce qui concerne la propriété intellectuelle, les parties ont réaffirmé leur adhésion à l'Accord de l'OMC sur les ADPIC et sont convenues d'intensifier la coopération dans ce domaine.

2.41. Au titre du Programme de travail en matière de coopération économique et technique, les parties se sont aussi engagées à renforcer les mécanismes de coopération dans les domaines suivants: procédures douanières et facilitation des échanges; transparence des lois et des réglementations; normes et règlements techniques; mesures sanitaires et phytosanitaires; et propriété intellectuelle.

2.3.3.3 Accords de coopération dans la région

2.42. Conformément au principe "un pays, deux systèmes", Macao, Chine participe à plusieurs programmes de coopération et d'intégration économique avec la Chine continentale et d'autres économies de la région, en particulier l'initiative "Ceinture et route" et l'Accord-cadre de la Grande Baie.

2.43. Comme indiqué dans son Plan quinquennal de développement et dans l'Accord Ecotech du CEPA, Macao, Chine participe à l'initiative "Ceinture et route", lancée par la Chine continentale en 2013, dans le but de renforcer son rôle de plate-forme de services de coopération commerciale entre la Chine et les pays lusophones. Plus précisément, l'objectif de Macao, Chine est de bâtir des ponts à l'aide de ses relations étroites avec les pays lusophones, les pays de l'ASEAN et les communautés chinoises à l'étranger, afin de donner une nouvelle impulsion au développement de son économie.

2.44. L'Accord-cadre sur l'approfondissement de la coopération Guangdong-Hong-Kong-Macao pour le développement de la Grande Baie (Accord-cadre sur la GBA) a été conclu le 1er juillet 2017, entre la Commission nationale pour le développement et la réforme de la province du Guangdong (Chine) et les régions administratives spéciales (RAS) de Hong Kong et Macao. La Grande Baie comprend neuf municipalités de la province du Guangdong[29] et les RAS de Hong Kong et Macao. L'Accord s'appuie sur des mécanismes de coopération antérieurs comme l'Accord-cadre de coopération dans le Delta de la rivière des Perles, signé en 2004, et l'Accord-cadre de coopération entre Guangdong et Macao (2011).

[27] L'Accord a été notifié à l'OMC dans les documents WT/REG390/N/1 et S/C/N/898 datés du 19 décembre 2017.

[28] Voir la Présentation factuelle établie par le Secrétariat, reproduite dans le document de l'OMC WT/REG390/1/Rev.1 daté du 2 avril 2019.

[29] Guangzhou, Shenzhen, Zhuhai, Foshan, Huizhou, Dongguan, Zhongshan, Jiangmen et Zhaoqing.

2.45. L'Accord-cadre sur la GBA de 2017 vise à approfondir l'intégration et la coopération entre les villes participantes dans le cadre du développement de la Grande Baie. Les principaux domaines de coopération sont notamment les suivants: augmentation de la mobilité et de l'accessibilité des ressources dans la région; construction d'infrastructures de transport, par exemple le pont Hong Kong Zhuhai Macao, récemment achevé; promotion de l'intégration des marchés; création d'un centre international de technologie et d'innovation; et établissement de normes de haute qualité pour vivre, travailler et voyager dans les villes de la Grande Baie. Le développement de ce pôle régional (Guangdong-Hong Kong-Macao) relève aussi de la stratégie plus large de l'initiative "Ceinture et route".

2.46. L'objectif ultime est de faire de la Grande baie un pôle économique dynamique et une mégapole de premier plan d'ici à 2035, en s'appuyant sur les avantages comparatifs des différentes parties. Le Plan de développement de la GBA, publié en février 2019, définit l'axe de développement de chaque ville participante, identifie les pôles industriels présentant un potentiel de croissance et prévoit des mesures de coopération complémentaires. Dans ce contexte, les objectifs spécifiques de Macao, Chine sont les suivants: consolider la vision "Un centre, une plate-forme" (un centre mondial pour le tourisme et les loisirs, et une plate-forme de services de coopération commerciale entre la Chine et les pays lusophones); établir une base d'échange et de coopération dans laquelle la culture chinoise est la plus répandue et où les autres cultures coexistent; et stimuler la diversification économique. Plus précisément, Macao, Chine concentrera ses efforts sur l'établissement d'une base de formation en tourisme, la promotion du développement des médecines chinoises traditionnelles et la construction d'une plate-forme pour les services financiers, incluant un centre de compensation en renminbi pour les pays lusophones.

2.47. Macao, Chine a bénéficié des schémas SGP de l'Union européenne et de la Suisse jusqu'à fin 2013. Cette année-là, ses exportations cumulées vers les deux marchés se sont chiffrées à 6 millions de MOP. Depuis, aucune exportation relevant d'un GSP vers une quelconque destination n'a été enregistrée.

2.4 Régime d'investissement

2.48. Macao, Chine cherche à encourager la diversification économique et le développement durable en attirant les investissements, intérieurs comme étrangers. À cette fin, le gouvernement s'est engagé à maintenir un environnement transparent, non-discriminatoire et favorable à l'investissement, caractérisé notamment par un régime de faible imposition et la possibilité de bénéficier d'incitations à l'investissement.

2.49. Il n'y a pas de législation spécifique sur l'investissement étranger à Macao, Chine, les lois de la région ne faisant pas de distinction entre investissement intérieur et étranger. Les principales lois régissant l'investissement sont notamment le Code de commerce, le Code d'enregistrement commercial et la Loi sur le commerce extérieur.

2.50. Les flux de capitaux et les opérations en devises ne sont soumis à aucune restriction. En mars 2012, la prescription selon laquelle les exportateurs devaient changer 40% de leurs recettes en devises en monnaie locale a été supprimée.[30] Les investisseurs étrangers peuvent envoyer librement à l'étranger les bénéfices et dividendes résultant de leurs investissements et ne sont pas tenus de déclarer ces envois de fonds.

2.51. La participation étrangère au capital d'entreprises existantes ou nouvellement créées n'est soumise à aucune restriction, à condition que l'investisseur respecte les directives pour lutter contre le blanchiment d'argent et combattre le financement du terrorisme publiées par l'Autorité monétaire de Macao. Les investisseurs étrangers peuvent librement acquérir des biens immobiliers et des terrains à Macao, Chine. Des prescriptions en matière de licences s'appliquent aux investissements intérieurs et étrangers dans les secteurs de la finance, de l'assurance et de la banque. Pour investir dans le secteur des jeux de hasard et les services publics (électricité, eau et gaz), il faut obtenir une concession du gouvernement. Les services de télévision terrestre sont aussi soumis à des contrats de concession, tandis que les services de télévision par satellite nécessitent l'obtention d'une licence.

[30] Décret exécutif n° 9/2012, 28 mars 2012.

2.52. Les entreprises locales et étrangères s'enregistrent selon les mêmes règles et sont assujetties aux mêmes lois en matière de commerce et de faillite. Les sociétés et les particuliers étrangers peuvent créer des entreprises, des succursales ou des bureaux de représentation sans souffrir de discrimination ou être soumis à une réglementation inutilement contraignante. Aucune restriction ne frappe la propriété de tels établissements, et les directeurs d'entreprises ne sont soumis à aucune prescription en matière de citoyenneté. Toutefois, dans le cas des banques constituées localement, le conseil d'administration doit compter trois membres minimum, dont deux au moins doivent résider à Macao, Chine.

2.53. Macao, Chine applique un régime fiscal simple, dans lequel les bénéfices des sociétés sont faiblement imposés. En outre, les investisseurs locaux et étrangers qui répondent aux critères établis (section 3.3.1.2) peuvent bénéficier d'incitations fiscales et financières, y compris d'exemptions de l'impôt foncier à des fins industrielles et de l'impôt sur le revenu des sociétés (section 3.3.1.2).

2.54. Les investisseurs bénéficient aussi des services et structures fournies par l'Institut pour la promotion du commerce et de l'investissement de Macao (IPIM), notamment les services de guichet unique. Il s'agit d'un ensemble complet de services visant à faciliter les processus d'investissement. Plus précisément, ces services aident les investisseurs étrangers potentiels en les renseignant sur les possibilités d'investissement, en évaluant les propositions de projet et en coordonnant toutes les procédures administratives nécessaires pour réaliser des projets d'investissement à Macao, Chine. En outre, l'IPIM propose différents services logistiques permettant aux entreprises de réduire leurs frais de démarrage.

2.55. Macao, Chine a 26 conventions de double imposition et accords d'échange de renseignements fiscaux (TIEA) avec plusieurs économies du monde; parmi ces conventions/accords, 9 ont été signés pendant la période considérée (tableau 2.4). En outre, Macao, Chine a deux traités bilatéraux d'investissement en vigueur, l'un avec le Portugal (signé le 17 mai 2000) et l'autre avec les Pays-Bas (22 mai 2008).

Tableau 2.4 Conventions de double imposition et accords d'échange de renseignements fiscaux (TIEA)

Pays/Région	Type	Date de signature
Australie	TIEA	12/07/2011
Danemark	TIEA	29/04/2011
Îles Féroé	TIEA	29/04/2011
Finlande	TIEA	29/04/2011
Groenland	TIEA	29/04/2011
Islande	TIEA	29/04/2011
Norvège	TIEA	29/04/2011
Suède	TIEA	29/04/2011
Inde	TIEA	03/01/2012
Jamaïque	TIEA	05/10/2012
Malte	TIEA	30/05/2013
Japon	TIEA	13/03/2014
Île de Guernesey	TIEA	03/09/2014
Royaume-Uni	TIEA	03/09/2014
Irlande	TIEA	12/09/2016
Argentine	TIEA	05/09/2014
Portugal	Convention de double imposition	28/09/1999
Chine	Convention de double imposition	27/12/2003
Chine (1er protocole)	Convention de double imposition	15/07/2009
Chine (2ème protocole)	Convention de double imposition	26/04/2011
Chine (3ème protocole)	Convention de double imposition	19/07/2016
Belgique	Convention de double imposition	19/06/2006
Mozambique	Convention de double imposition	15/06/2007
Cabo Verde	Convention de double imposition	15/11/2010
Taipei chinois[a]	Convention de double imposition	10/12/2015
Viet Nam	Convention de double imposition	16/04/2018

a Les conventions de double imposition entre le Taipei chinois et Macao, Chine sont uniquement applicables aux entreprises d'aviation.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

2.56. En ce qui concerne le règlement des différends avec les États étrangers, la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États (Convention du CIRDI) et la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (Convention de New York), desquelles la Chine est signataire, sont applicables à Macao, Chine par extension. S'agissant des différends concernant des investissements privés, ils sont généralement réglés par les tribunaux intérieurs ou la négociation privée. Ils peuvent aussi être soumis à arbitrage. Une nouvelle Loi sur l'arbitrage (Loi n° 19/2019) est entrée en vigueur en mai 2020.

3 POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE

3.1 Mesures visant directement les importations

3.1.1 Procédures douanières, évaluation et prescriptions

3.1. Comme le précise sa Loi fondamentale, Macao, Chine est un port franc et un territoire douanier distinct qui applique ses propres procédures douanières.[1] La Loi sur le commerce extérieur de Macao (Loi n° 7/2003, telle que modifiée par la Loi n° 3/2016) et le Règlement sur les activités de commerce extérieur (Règlement administratif n° 28/2003, tel que modifié par le Règlement administratif n° 19/2016) constituent le principal cadre réglementaire des procédures douanières applicables à Macao, Chine. Les opérations de commerce extérieur peuvent être effectuées par des personnes physiques ou morales qui respectent leurs obligations fiscales.[2] Depuis le dernier examen, en 2013[3], aucune modification importante n'a été apportée à la Loi sur le commerce extérieur. Toutefois, plusieurs changements ont été faits, notamment en ce qui concerne les procédures d'admission temporaire pour perfectionnement passif et la facilitation des échanges (par exemple l'amélioration du système d'échange électronique de données (EDI)).

3.2. Le Service des douanes de Macao (*Serviços de Alfândega*) est chargé de la mise en œuvre des procédures douanières à la frontière, y compris en ce qui concerne le respect des droits de propriété intellectuelle (DPI), la prévention et la répression de la fraude douanière et du trafic illicite et la mise en œuvre des obligations internationales au sein de sa juridiction.[4] Parmi les autres organismes exerçant des activités de commerce extérieur, on peut citer le Bureau des affaires municipales (*Instituto para os Assuntos Municipais* (IAM)), le Bureau de la santé (*Serviços de Saúde* (SSM)), le Bureau économique de Macao (*Direcção dos Serviços de Economia* (DSE)), le Bureau des postes et des télécommunications de Macao (*Correios, Telégrafos e Telefones* (CTT)), la Force de sécurité publique (*Corpo de Polícia de Segurança Pública* (PSP)) et le Bureau des transports (*Direcção dos Serviços para os Assuntos de Tráfego* (DSAT)) pour ce qui est de la délivrance des licences d'importation.[5] L'IAM s'occupe du contrôle à la frontière des marchandises qui nécessitent un contrôle SPS.

3.3. Les importations à Macao, Chine, sont soumises à des déclarations d'importation (déclarations générales d'importation) et/ou à des prescriptions en matière de licences d'importation, selon la nature des produits concernés. Des déclarations d'importation sont exigées pour les marchandises d'une valeur supérieure à 5 000 MOP et les marchandises d'une valeur inférieure à 5 000 MOP, mais qui font partie d'un article complet dont la valeur excède 5 000 MOP. Le formulaire de déclaration d'importation doit être accompagné de toutes les pièces justificatives et présenté au Service des douanes de Macao pour le dédouanement. Aucune taxe de dédouanement n'est imposée. Les marchandises en dessous du seuil et les marchandises destinées à la consommation personnelle en quantité limitée ne nécessitent pas de déclaration d'importation.[6] Toutes les marchandises soumises au régime de licences (y compris les marchandises énumérées dans les tableaux A et B de la Décision du chef de l'exécutif n° 487/2016) nécessitent une licence d'importation ou d'exportation, quelle que soit leur valeur.

3.4. Tous les produits importés entrant à Macao, Chine sont soumis à un contrôle des documents pour la vérification des permis et des déclarations; des contrôles physiques (par exemple le prélèvement d'échantillons à des fins d'analyse) sont effectués de manière aléatoire par les agents du Service des douanes aux points de contrôle.[7]

---

[1] Loi fondamentale de la Région administrative spéciale de Macao de la République populaire de Chine. Adresse consultée: https://bo.io.gov.mo/bo/i/1999/leibasica/index.asp.

[2] Loi sur le commerce extérieur n° 7/2003, telle que modifiée par l'article 11 de la Loi n° 3/2016 du 4 juillet 2016.

[3] Document de l'OMC WT/TPR/S/281/Rev.1 du 27 juin 2013.

[4] Service des douanes de la Région administrative spéciale de Macao (SA), *Atribuições*. Adresse consultée (en portugais): https://www.customs.gov.mo/pt/mission.html#mission.

[5] Règlement administratif n° 19/2016, article 3A, 18 juillet 2016.

[6] Décision du chef de l'exécutif n° 487/2016, annexe I, 28 décembre 2016.

[7] Règlement administratif n° 19/2016, articles 14B, 14C et 14D, 18 juillet 2016.

3.5. Certaines marchandises figurant dans la liste des importations (tableau B) spécifiée dans la Décision du chef de l'exécutif n° 487/2016[8] sont soumises à des prescriptions en matière de licences de la part des autorités compétentes (section 3.1.5.1). Certains produits (par exemple le bétail, les animaux, les produits pharmaceutiques et les produits chimiques), qui nécessitent une licence d'importation, sont également soumis à des prescriptions liées aux questions SPS. Les marchandises énumérées à l'annexe III de la Décision du chef de l'exécutif n° 487/2016 sont soumises à une inspection et à un contrôle sanitaires ou phytosanitaires par l'IAM, qu'elles soient en transit ou importées définitivement à Macao, Chine. Les animaux, la viande et les aliments d'origine animale sont des exemples de ces types de marchandises (section 3.1.5.1). Les licences d'importation pour les animaux vivants doivent être délivrées à l'avance par l'IAM; ces importations doivent être inspectées et sont soumises à des contrôles sanitaires par l'IAM, et elles peuvent être placées en quarantaine sanitaire dans des lieux désignés à l'entrée à Macao, Chine.[9] Les importations de viande (fraîche, froide ou en saumure), de saucisses, de poissons et de crustacés, de lait et de produits laitiers, d'œufs et de crème glacée doivent être accompagnées d'une licence d'importation délivrée par l'IAM, sont soumises à un contrôle sanitaire à la frontière et peuvent être placées en quarantaine sanitaire. Les importations de plantes vivantes (y compris leurs racines), bulbes, tubercules, graines, fruits et spores ne nécessitent pas de licence d'importation, mais sont soumises à un contrôle phytosanitaire. Les importations de légumes, de fruits, de champignons et de canne à sucre alimentaires sont soumises à des contrôles phytosanitaires par l'IAM, afin de prouver qu'ils sont propres à la consommation humaine.

3.6. La procédure d'admission temporaire pour perfectionnement passif est régie par la Loi sur le commerce extérieur. Les marchandises importées dans le cadre du régime d'admission temporaire peuvent bénéficier d'un traitement en franchise de droits. Pendant la période à examen, le carnet ATA (utilisé depuis 2010) a été intégré comme instrument officiel pour l'admission temporaire de marchandises à Macao, Chine et leur réexportation ultérieure.[10] Les carnets ATA sont délivrés par le Centre du commerce international de Macao et bénéficient de la garantie de la Chambre de commerce de Macao; les marchandises visées par les carnets ATA comprennent les expositions, les échantillons commerciaux et le matériel professionnel.[11] Une garantie, équivalente à 100% de la valeur des marchandises plus 10% de ce montant, est exigée; elle peut prendre la forme d'espèces (maximum 10 000 MOP), de chèques bancaires ou de garanties bancaires. Les garanties doivent être valables pendant une période minimale de 33 mois à compter de la date de délivrance du carnet ATA. L'admission temporaire pour perfectionnement passif est limitée à une période de six mois et ne peut être prolongée qu'une seule fois dans des cas exceptionnels.[12]

3.7. Les marchandises déclarées comme étant en transit nécessitent une déclaration de transit et/ou une licence de transit si elles figurent dans les tableaux A (marchandises nécessitant une licence d'exportation) ou B (marchandises nécessitant une licence d'importation) de la Décision du chef de l'exécutif n° 487/2016[13] pour pouvoir être présentées au Service des douanes aux fins du dédouanement.[14] Seuls les transitaires agréés sont autorisés à effectuer des opérations de transit, que les importations soient traitées au moyen de déclarations de transit et/ou de licences de transit.[15] Les marchandises traitées au moyen d'un formulaire de déclaration de transit peuvent rester en transit pendant une période de six mois, qui peut exceptionnellement être prolongée une fois de six mois supplémentaires. Les marchandises transformées dans le cadre d'une licence de transit ne peuvent rester en transit que pendant 10 jours seulement; cette période n'est pas prolongeable. Les marchandises en transit soumises à un contrôle ou à une quarantaine SPS doivent être contrôlées/mises en quarantaine par l'IAM, et les documents de quarantaine pertinents doivent

[8] Décision du chef de l'exécutif n° 487/2016, annexe II, tableau B, 28 décembre 2016. Adresse consultée: https://images.io.gov.mo/bo/i/2016/52/despce-487-2016-an3-pt.pdf.

[9] Décision du chef de l'exécutif n° 487/2016, annexe III, 28 décembre 2016.

[10] Loi sur le commerce extérieur n° 7/2003, telle que modifiée par la Loi n° 3/2016, article 2.13, 4 juillet 2016.

[11] Centre du commerce international de Macao, *ATA Carnet*. Adresse consultée: http://www.wtc-macau.com/ata/en/.

[12] Loi sur le commerce extérieur n° 7/2013, telle que modifiée par la Loi n° 3/2016, article 13, 4 juillet 2016.

[13] Décision du chef de l'exécutif n° 487/2016, annexe II, tableaux A et B, 28 décembre 2016.

[14] Loi sur le commerce extérieur n° 7/2003, telle que modifiée par la Loi n° 3/2016, article 16, 4 juillet 2016.

[15] Loi sur le commerce extérieur n° 7/2003, telle que modifiée par la Loi n° 3/2016, article 16, 4 juillet 2016.

être présentés avant le transbordement. Les marchandises en transit ne doivent pas être ouvertes ou reconditionnées sans l'autorisation du Service des douanes de Macao.[16]

3.8. Pendant la période à l'examen, Macao, Chine a modifié ses procédures de dédouanement en ce qui concerne la CITES et les produits pharmaceutiques. Un système d'enregistrement obligatoire pour les parties prenantes de la CITES a été établi conformément à la Loi portant application de la CITES (Loi portant application de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, Loi n° 2/2017) et à son règlement d'application (Loi portant application de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction – Règlement complémentaire à la Loi n° 2/2017, et Règlement administratif n° 19/2017).[17] Les négociants (c'est-à-dire les exportateurs et les importateurs) et les autres parties prenantes (c'est-à-dire les éleveurs et les pépiniéristes, les taxidermistes et les institutions scientifiques) des espèces énumérées dans les annexes de la CITES sont tenus de s'enregistrer auprès du DSE. Le commerce des espèces inscrites à l'annexe I de la CITES[18] est interdit, et les espèces inscrites aux annexes II et III ne peuvent être importées à Macao, Chine, ou exportées depuis son territoire, que si elles sont accompagnées de certificats et de licences (section 3.1.5.1).

3.9. Depuis le dernier examen[19], Macao, Chine a adopté des mesures pour simplifier davantage les procédures douanières et faciliter les échanges, dont les suivantes: la ratification de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE); le renforcement d'un système de dédouanement informatisé; la simplification des procédures douanières pour les marchandises au titre de l'Accord entre Macao, Chine et la Chine continentale; et l'obligation de déclarer les mouvements transfrontaliers d'espèces et de titres au porteur. Macao, Chine a présenté à l'OMC son instrument de ratification de l'AFE le 11 avril 2016.[20] Depuis l'entrée en vigueur de l'AFE le 22 février 2017, elle a mis en œuvre les dispositions de la section I de l'Accord relevant de la catégorie A. Macao, Chine a désigné toutes les dispositions de la section I de l'Accord comme relevant de la catégorie A, à l'exception du paragraphe 4 de l'article 10 (guichet unique), qui a été désigné comme relevant de la catégorie B, avec une date indicative de mise en œuvre fixée au 31 décembre 2019.[21] Les autorités ont indiqué que la mise en œuvre de l'article 10.4 (guichet unique) avait eu lieu avant la date définitive. Selon les autorités, le Système de services douaniers en ligne et l'application mobile ont été introduits en 2013 et 2016, respectivement, ce qui offre la possibilité de déposer une demande de déclaration et de licence en ligne, et permet aux utilisateurs de compléter les procédures douanières plus rapidement et plus facilement.

3.10. Outre la facilitation des échanges dans le cadre de l'OMC, Macao, Chine a introduit d'autres mesures visant à faciliter les échanges avec des parties tierces par le biais du mémorandum de coopération entre l'Administration générale des douanes (Chine) et la Région administrative spéciale de Macao sur l'origine des marchandises transbordées dans la Région administrative de Macao en vertu d'accords de libre-échange, signé par le Service des douanes de Macao et l'Administration générale des douanes (GAC) de la Chine en 2016. Conformément à ce mémorandum, une demande de confirmation de transbordement, signée et délivrée par le Service des douanes de Macao, est étendue à tous les accords commerciaux préférentiels conclus par la Chine continentale. En outre, conformément au Système de facilitation des transbordements dans le cadre des accords de libre-échange, la confirmation de transbordement délivrée par le Service des douanes de Macao peut être acceptée sous forme électronique pour le dédouanement par la GAC de la Chine, de sorte que les importateurs ne sont pas tenus de présenter un formulaire papier lorsqu'ils font une déclaration d'importation. Par ailleurs, l'Accord sur le commerce des marchandises dans le cadre de l'Accord de rapprochement économique (CEPA) entre la Chine et Macao, Chine contient un chapitre spécial

[16] Loi sur le commerce extérieur n° 7/2003, telle que modifiée par la Loi n° 3/2016, article 16, 4 juillet 2016.

[17] Loi n° 2/2017 du 22 mai 2017. Adresse consultée: https://bo.io.gov.mo/bo/i/2017/21/lei02.asp; et Règlement administratif n° 19/2017. Adresse consultée: https://www.economia.gov.mo/public/data/laws/regulations/attach/5fbc391f25d16646eb4234247c48e4b017baca7b/en/rega-19-2017-en.pdf.

[18] Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), *Les Annexes I, II et III de la CITES*. Adresse consultée: https://www.cites.org/fra/app/index.php.

[19] Document de l'OMC WT/TPR/S/281/Rev.1 du 27 juin 2019.

[20] Document de l'OMC WT/Let/1148 du 14 avril 2016.

[21] Documents de l'OMC WT/PCTF/N/MAC/1 du 25 novembre 2014; G/TFA/N/MAC/1 du 20 novembre 2017; G/TFA/N/MAC/2 du 4 juin 2018; et G/TFA/N/MAC/1/Add.1 du 4 juin 2018.

(chapitre 9) sur les mesures de facilitation des échanges pour le dédouanement des marchandises dans la Zone de la baie (c'est-à-dire la zone Guangdong-Hong Kong-Macao).[22] Selon les autorités, Macao, Chine fait progresser les mesures de facilitation des échanges prévues au chapitre 9 (Mesures de facilitation des échanges dans la zone de la baie Guangdong-Hong Kong-Macao) de l'Accord sur le commerce des marchandises du CEPA de manière proactive et systématique. Macao, Chine a également simplifié les procédures de transit pour les marchandises visées par l'Accord-cadre de coopération économique (ACCE) entre la Chine continentale et le Taipei chinois.[23] En conséquence, depuis 2016, les marchandises qui transitent par le poste-frontière Cotai de Macao, Chine doivent uniquement être accompagnées d'un formulaire de déclaration de transit, au lieu d'une confirmation du Service des douanes de Macao.

3.11. Pendant la période à l'examen, le Service des douanes de Macao a continué d'améliorer son système d'échange électronique des données (EDI), qui permet la transmission par voie électronique de la demande de licence et de l'approbation de la licence, ainsi que la soumission des déclarations. Tous les services de transmission par voie électronique sont fournis par Transferência Electrónica de Dados – Macau EDI VAN, S.A. (TEDMEV), une société entièrement détenue par Macao, Chine qui s'est fixé pour objectif de fournir une plate-forme de commerce électronique sûre et efficace.[24] TEDMEV a lancé le Système de services douaniers en ligne (EDI) en 2000, et une application mobile en 2013. TEDMEV cherche à promouvoir l'utilisation de l'EDI par les PME, afin d'accroître la compétitivité et l'efficacité du travail.

3.12. Les services douaniers en ligne peuvent être utilisés pour les formalités entreprises auprès du Service des douanes de Macao, de l'IAM, du DSE, du Bureau des transports, du Bureau des postes et des télécommunications et du Bureau de la santé. Ce dernier a adopté un système de dédouanement sans papier pendant la période à l'examen, afin de faciliter davantage les procédures d'importation des produits pharmaceutiques. Le système de services douaniers en ligne permet aux utilisateurs de déclarer les marchandises à l'avance à l'aide des différents services en ligne offerts (tableau 3.1). Pour effectuer les procédures douanières en ligne, un certificat de signature électronique, valable trois ans, est requis pour l'authentification de l'identité d'un document EDI. Le titulaire du certificat de signature électronique peut signer le document EDI pour le dédouanement. Le dédouanement sans papier est désormais disponible dans tous les terminaux de fret de Macao, Chine pour les déclarations générales d'importation/exportation, les licences d'importation, les déclarations d'importation en quarantaine, les marchandises sous le régime de transformation à l'étranger (Processo Produtivo no Exterior, PPE) et les certificats d'origine pour les déclarations d'exportation, entre autres. Les importateurs et les exportateurs fournissent leur code de dédouanement à l'autorité portuaire pour accomplir les procédures de dédouanement et emporter ou expédier directement les marchandises dédouanées. Lors de la demande de dédouanement sans papier, les utilisateurs peuvent apporter des modifications aux renseignements sur la quantité de la marchandise déclarée. Une fois l'autorisation de dédouanement accordée, il est possible d'apporter des modifications aux renseignements en demandant une modification après dédouanement (nouvelle déclaration). L'utilisateur peut faire un dédouanement sans papier pendant une durée illimitée pendant la période de validité du certificat avant la fin du dédouanement.[25]

3.13. Depuis 2015, les utilisateurs du système EDI ne doivent payer le certificat de signature électronique que tous les trois ans. Ils n'ont pas de frais supplémentaires à payer. Cependant, lorsqu'ils déclarent des marchandises qui sont importées à Macao, Chine ou qui en sont exportées, les exportateurs/importateurs qui utilisent des formulaires de déclaration papier doivent payer 3 MOP par exemplaire, et les importateurs doivent payer 4 MOP par exemplaire pour les formulaires de demande de licence d'importation sur papier. Il n'y a pas de redevance pour le traitement de ces demandes à l'aide du système EDI.[26]

---

[22] Mainland and Macao Closer Economic Partnership Arrangement, Agreement on Trade in Goods. Adresse consultée: https://www.economia.gov.mo/public/docs/CEPA_CEPA_ACM/content/en/cepa_acm_en.pdf.

[23] L'ACCE est un mécanisme de coopération signé entre la Chine et le Taipei chinois en 2010.

[24] TEDMEV, *Transferência Electrónica de Dados*, MACAU EDI VAN S.A. Adresse consultée: https://www.tedmev.com/en/index.php.

[25] TEDMEV, *Paperless Clearance*. Adresse consultée: https://www.tedmev.com/en/paperless_declaration.php.

[26] Bureau des affaires municipales (IAM), *Procedures for Processing Import License/Declaration and Advance Booking for Sanitary Inspection*. Adresse consultée: https://www.iam.gov.mo/e/food/adminDefault/22,1#3.

Tableau 3.1 Services douaniers en ligne

Type de service	Champ d'application
Déclaration générale (GD) en ligne	Pour la déclaration des marchandises importées et exportées pour usage personnel dont la valeur est supérieure au seuil de 5 000 patacas et qui ne figurent pas sur la liste des exportations (tableau A) ou sur la liste des importations (tableau B) afin d'effectuer les procédures de dédouanement.
Licence d'importation (IL) en ligne	Pour les marchandises figurant dans la liste des importations (tableau B) qui nécessitent une licence d'importation. Les utilisateurs peuvent soumettre la demande de licence d'importation à l'aide du système de services douaniers en ligne de TEDMEV aux services gouvernementaux compétents, tels que le DSE, l'IAM, le Bureau des transports (DSAT) ou le Bureau des postes et des télécommunications (CTT). Le service couvre également les licences pour les produits pharmaceutiques généraux, les produits laitiers modifiés, les réactifs de diagnostic et de laboratoire, et la médecine chinoise (IL-SSM), qui sont transmises au Bureau de la santé (SSM). La licence d'importation est valable pendant 30 jours.
Déclaration d'importation en quarantaine (QID) en ligne	Pour les marchandises soumises à quarantaine au titre des SPS, ainsi qu'à une licence d'importation et une déclaration d'importation. Le système permet aux utilisateurs de demander une licence/déclaration d'importation et de prendre rendez-vous pour la quarantaine auprès de l'IAM.
Certificat d'origine pour la déclaration d'exportation (COD)	Pour le certificat d'origine et le dédouanement. Les types de COD comprennent les produits locaux, les produits étrangers et les produits visés par le SGP et le CEPA.
Déclaration PPE (PPE) en ligne	Pour les activités offshore dans le secteur manufacturier. Ces activités comprennent: l'importation de matières premières transformées, l'exportation temporaire de produits semi-finis et la réimportation de produits transformés.
Déclaration de transit (DT) en ligne	Pour l'importation et l'exportation en vue d'activités de transit (transit à une entrée et à une sortie, ou le modèle de cargaison à une entrée et à plusieurs sorties).
Service de formulaires électroniques (EF)	Formulaire spécifique pour le secteur manufacturier à soumettre au DSE avant la demande de certificat d'origine.
Service de manifestes électroniques (EM)	Présentation d'un manifeste par le secteur du transport maritime ou aérien au Bureau économique de Macao.

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base des données de TEDMEV. Adresse consultée: https://www.tedmev.com/en/index.php.

3.14. En novembre 2017, Macao, Chine a introduit une obligation de déclaration des espèces et des titres au porteur à la frontière.[27] La Loi n° 6/2017 (Contrôle du transport transfrontières d'espèces et de titres au porteur négociables) a établi un système simplifié à deux circuits (rouge et vert) qui oblige les voyageurs arrivant à Macao, Chine et transportant au moins 120 000 MOP en espèces ou en titres au porteur (ou leur équivalent dans une autre devise) à passer par le circuit rouge et à faire une déclaration à l'agent du Service des douanes. Selon le Service des douanes de Macao, cette prescription a pour but de prévenir et de combattre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, ainsi que de garantir la sécurité et la stabilité du système économique de Macao, Chine.[28] Les voyageurs qui quittent Macao, Chine doivent déclarer le montant des espèces ou des titres au porteur si un agent du Service des douanes le leur demande; sinon, ils sont passibles d'une amende (allant de 1 000 à 500 000 MOP). Le Service des douanes est chargé de la mise en œuvre des contrôles, de la supervision et des sanctions prévus par la Loi n° 6/2017.[29]

3.1.2 Évaluation en douane

3.15. Il n'y a pas eu de changements importants en ce qui concerne l'évaluation en douane depuis l'examen précédent.[30] Étant donné que Macao, Chine est un port franc, l'évaluation en douane est surtout utilisée pour faciliter la collecte de l'impôt sur la consommation à la frontière. Le Règlement concernant l'impôt sur la consommation prévoit que l'évaluation des importations est fondée sur la

[27] Service des douanes de Macao, *Law No. 6/2017, Control of cross-border transportation of cash and bearer negotiable instruments*. Adresse consultée: https://www.customs.gov.mo/doc/en_law6_2017.pdf; et Order of the Chief Executive, No. 229/2017. Adresse consultée: https://www.customs.gov.mo/doc/en_law229_2017.pdf.

[28] Service des douanes de Macao, *Declaration for the Transportation of Currency and Bearer Negotiable Instruments*. Adresse consultée: https://www.customs.gov.mo/form/en_SA213_sample2.pdf.

[29] Service des douanes de Macao, *Contrôle du transport transfrontières d'espèces et de titres au porteur négociables*. Adresse consultée: https://www.customs.gov.mo/cn/customs6.html.

[30] Document de l'OMC WT/TPR/S/281/Rev.1 du 27 juin 2019.

valeur c.a.f. des marchandises.[31] En vertu de l'article 24 du Règlement, en cas de doute sur l'exactitude de la valeur déclarée, le DSE en informe l'importateur, qui doit apporter les modifications nécessaires dans un délai de 10 jours. Si, après avoir donné la possibilité d'apporter des modifications, le DSE reste dans le doute quant à la nouvelle valeur déclarée, les règles de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane sont alors appliquées.

3.16. Les décisions relatives à la valeur en douane du DSE peuvent faire l'objet d'un recours au niveau administratif, en cas de désaccord sur la valeur en douane. Si le premier recours est rejeté, la partie concernée peut déposer un second recours auprès du Tribunal administratif.[32]

3.1.3 Règles d'origine

3.17. La sous-section III de la Loi sur le commerce extérieur n° 7/2003, telle que modifiée par la Loi n° 3/2016, contient des dispositions relatives aux règles d'origine. Le Règlement est contenu dans le Règlement administratif n° 29/2003, tel que modifié par le Règlement administratif n° 20/2016.[33]

3.18. Dans la pratique, Macao, Chine n'applique pas de règles d'origine préférentielles ou non préférentielles aux importations. En général, aucun certificat d'origine n'est nécessaire à l'importation de marchandises à Macao, Chine. Pour les réexportations, l'origine initiale conférée aux marchandises est maintenue. Toutefois, les règles d'origine s'appliquent aux exportations effectuées dans le cadre du CEPA. Pour être admissible au titre du traitement en franchise de droits prévu par le CEPA, les produits originaires de Macao, Chine doivent être conformes aux prescriptions convenues en matière de règles d'origine (section 3.2.1).[34] Les certificats d'origine requis pour exporter à des conditions préférentielles vers la Chine sont délivrés par le DSE.

3.19. Selon les autorités, les modifications apportées à la Loi sur le commerce extérieur n° 7/2003 par la Loi n° 3/2016 du 4 juillet 2016 avaient pour but de faciliter les échanges et de réduire les coûts d'exploitation des entreprises. Parmi ces changements, on peut citer: la suppression des frais de délivrance d'un certificat d'origine; la possibilité de présenter les demandes de certificat d'origine par voie électronique; et l'obligation de présenter uniquement une déclaration d'exportation pour l'exportation de textiles et de vêtements, au lieu d'obtenir une licence d'exportation (section 3.2.1).

3.1.4 Droits de douane

3.20. Macao, Chine maintient tous les droits appliqués à un taux nul. Bien qu'elle ne soit pas partie contractante à la Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (Convention sur le SH), elle applique la version 6 de la Nomenclature pour le commerce extérieur de Macao, Chine, qui est équivalente à la version de 2017 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH).[35] Le tarif douanier comprenait 6 641 lignes tarifaires au niveau des positions à 8 chiffres en 2020.[36] Macao, Chine continue de communiquer régulièrement ses données tarifaires et statistiques d'importation à la Base de données intégrée de l'OMC.

3.21. La dernière liste consolidée de concessions tarifaires certifiée dans le cadre de l'OMC de Macao, Chine est établie selon la nomenclature du SH2012.[37] Macao, Chine n'a consolidé que 30,5% de ses lignes tarifaires dans le cadre de l'OMC, toutes à un taux nul. Toutes les lignes tarifaires concernant les produits agricoles sont consolidées, mais seulement 19,2% des lignes tarifaires concernant les produits non agricoles le sont. Dans le groupe des produits non agricoles, la portée des consolidations varie selon le groupe de produits: par exemple, 55,5% des lignes tarifaires correspondant au cuir, au caoutchouc et aux chaussures sont consolidées, tandis que toutes les lignes relatives aux produits

[31] Règlement concernant l'impôt sur la consommation, Loi n° 4/99/M du 13 décembre 1999 (telle que modifiée par la Loi n° 8/2008 du 25 août, la Loi n° 7/2009 du 25 mai, la Loi n° 11/2011 du 19 décembre et la Loi n° 9/2015 du 13 juillet), article 21. Adresse consultée: https://bo.io.gov.mo/bo/i/99/50/lei04.asp.

[32] Document de l'OMC WT/TPR/S/281/Rev.1 du 27 juin 2013.

[33] Règlement administratif n° 20/2016 (la modification apportée au Règlement administratif n° 29/2003) du 18 juillet 2016. Adresse consultée: https://bo.io.gov.mo/bo/i/2016/29/regadm20.asp.

[34] Document de l'OMC G/RO/N/187 du 20 septembre 2019.

[35] La version de 2017 du SH est conforme à la version 6 de la nomenclature du commerce extérieur, conformément à la Décision du chef de l'exécutif n° 67/2016 du 28 octobre 2016.

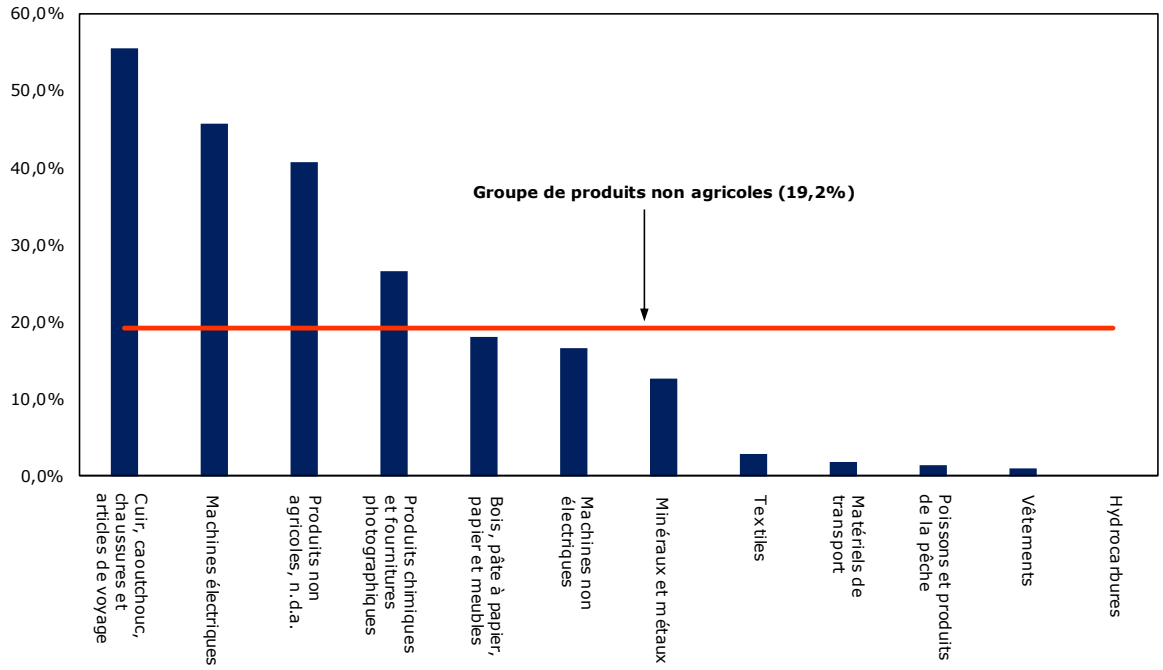
[36] Renseignements communiqués par les autorités à la BDI de l'OMC.

[37] Document de l'OMC WT/Let/1441 du 28 juin 2019.

pétroliers restent non consolidées[38] (graphique 3.1). L'absence de consolidation pour près de 70% de l'ensemble des lignes tarifaires contraste avec la pratique de Macao, Chine qui consiste à appliquer des taux nul pour toutes les lignes tarifaires, et elle crée de l'incertitude chez les négociants. La prévisibilité du régime commercial de Macao, Chine serait considérablement améliorée par l'augmentation du nombre de lignes consolidées. Pendant la période à l'examen, en tant que participant à l'élargissement de l'Accord sur les technologies de l'information (ATI), Macao, Chine a rectifié et modifié sa liste de concessions tarifaires dans le cadre de l'OMC pour tenir compte de l'élargissement de l'ATI, en vigueur depuis le 6 novembre 2014.[39]

Graphique 3.1 Portée des consolidations par groupes de produits non agricoles

(Pourcentage des lignes tarifaires pour chaque groupe de produits)



Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de la liste de Macao, Chine (SH2012), à partir de la base de données LTC.

3.1.5 Autres impositions visant les importations

3.22. Certaines marchandises importées ou produites sur le territoire, à savoir le tabac, les boissons alcooliques dont le titre alcoométrique mesuré est supérieur à 30% en volume et les véhicules, sont assujetties à l'impôt sur la consommation/la taxe sur les véhicules, selon leur valeur c.a.f., quelle que soit leur origine. Les taxes sur le tabac et les automobiles ont subi quelques modifications depuis le dernier examen. En particulier, les importations de ces marchandises sont passibles d'un taux de droit plus élevé; par exemple, en 2019, les impôts sur la consommation visant les cigares et les cigarettes ont été prélevés à un taux de 4 326 MOP par kilo et de 1,5 MOP par unité, contre 1 442 MOP par kilo et 0,5 MOP par unité en 2011. Selon les autorités, cette augmentation a pour but de contrôler le volume de la consommation locale de tabac, pour diverses catégories de la population, en particulier les jeunes. Elles ont également indiqué que les augmentations des taxes sur le tabac étaient conformes à l'article 6 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces taxes ne sont pas applicables aux marchandises en transit. Le DSE est chargé d'évaluer et de percevoir les taxes sur les tabacs et les alcools, tandis que le Bureau des services financiers (DSF) est chargé de la taxe sur les véhicules.

[38] La définition des groupes de produits est fondée sur les Profils tarifaires mondiaux publiés par le Secrétariat de l'OMC.

[39] Document de l'OMC WT/Let/1022 du 2 décembre 2014.

3.1.5.1 Licences d'importation

3.23. Les prescriptions en matière de licences d'importation s'appliquent à plusieurs catégories de marchandises lorsqu'elles sont importées à Macao, Chine, principalement pour des raisons de santé publique, de sûreté, de sécurité publique, de protection de l'environnement, de respect des DPI et de perception de l'impôt sur la consommation. Les produits concernés sont les suivants: animaux vivants; végétaux visés par la CITES; certains produits alimentaires; produits pharmaceutiques; stupéfiants et substances psychotropes; produits chimiques; marchandises soumises à des droits d'accise; équipements et matériels destinés à la production de disques compacts; équipements de radiocommunication; et armes et munitions (tableau 3.2).

Tableau 3.2 Produits soumis à un régime de licences d'importation, 2020

Produits	Positions du SH
Animaux vivants	Chapitre 1
Viandes et produits à base de viande	0201, 0202, 0203, 0204, 0205, 0206, 0207, 0208, 0209.10.10, 0209.90.10, ex-0210 (0210.11.00-0210.20.00)
Poissons vivants	ex301 (0301.91.00-0301.99.90)
Poissons et produits de la pêche	0302, 0303, 0304, 0305.42.00, 0305.51.00,
Produits de la mer	ex-306 (0306.11.00-0306.17.90, 0306.31.00-0306.99.00) ex-307 (0307.11.00-0307.43.00, 0307.51.00, 0307.52.00, 0307.60.10, 0307.60.20, 0307.71.00, 0307.72.00, 0307.81.00-0307.84.00, 0307.91.00, 0307.92.00) ex-308 (0308.11.00, 0308.12.00, 0308.21.00, 0308.22.00, 0308.30.10, 0308.30.20, 0308.90.10, 0308.90.20)
Lait et produits laitiers (beurre, fromage)	0401, 0403, 0405, ex-406 (0406.10.00, 0406.30.00-0406.90.00)
Œufs	0407
Préparations de viande	1601, 1602.41.00, 1602.42.00
Crème glacée (sorbets)	2105.00.00
Animaux de ménageries ambulantes	9508.10.20
Lait en poudre et lait en poudre pour nourrissons	0402.21.20, 1901.10.31, 1901.10.32
Produits chimiques inorganiques	2806.20.00, 2810.00.00, 2828.10.00, 2837.11.12, 2837.11.20, 2837.19.11, 2837.19.12, 2837.19.90, 2840.11.00, 2843.21.00, 2844, 2845, 2847.00.00, 2853.90.20, 2806.10.00, 2807.00.10, 2807.00.20, 2841.61.00
Produits chimiques organiques	2903.81.10-2903.92.20, 2905.51.00, 2907.19.10, 2907.21.00, 2907.22.00, 2912.11.00, 2914.29.10, 2914.39.10, 2914.39.90, 2916.31.00, 2918.21.00, 2918.22.00, 2918.23.00, 2921.46.00, 2922.44.00, 2922.31.00, 2922.44.00, 2922.49.00, 2924.24.00, 2925.12.00, 2926.30.00, 2932.20.10, 2932.95.00, 2933.11.00, 2933.21.00, 2933.33.00, 2933.41.00, 2902.30.00, 2909.11.00, 2914.11.00, 2914.12.00, 2914.31.00, 2915.24.00, 2916.34.20, 2922.43.10, 2922.43.20, 2924.23.10, 2924.23.20, 2932.91.00, 2932.92.00, 2932.93.00, 2932.94.00, 2933.32.10, 2933.32.20, 2939.41.11-2939.41.80, 2939.42.11-2939.42.80, 2939.44.00, 2939.61.10, 2939.61.80, 2939.62.10, 2939.62.80, 2939.63.10, 2939.63.80
Matériel de laboratoire et matériel médical	3822, 9018.39.11, 9021.9011, 9022
Boissons ayant une teneur en alcool	ex-2205, ex-2206, ex-2208
Produits du tabac	Chapitre 24
Produits pétroliers (pétrole et gaz)	2710.12.51, 2710.19.11, 2710.19.51, 2710.19.52, 2710.19.57, 2710.19.58, 2710.19.60, 2711.19.00
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	3903.30.10, 3907.40.10
Machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils	ex-8419.39.00, 8424.89.10, 8424.89.20, 8443.19.10, 8465.94.10, 8465.99.10, 8477.10.10, 8479.89.20, 8479.89.30, 8479.89.40, 8480.89.10
Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties	8543.30.10, 8543.70.10
Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie	9031.80.10, 9031.80.20
Appareils de radiocommunication	ex-8517.61.00, ex-8217.62.66, ex-8517.62.99, ex-8517.69.90, 8565.69.10, 8525.50.00, ex-8525.60.90, ex-8526, ex-8517.70.20, ex-8517.70.60, ex-8517.70.90, ex-8529.10.10, ex-8529.10.90, ex-8529.90.10, ex-8529.90.20
Poudre explosive	36010010

Produits	Positions du SH
Spécimens d'espèces animales et végétales menacées d'extinction	DSS, sur avis préalable du Bureau des affaires municipales pour les espèces animales et végétales visées par la CITES; sur avis préalable du Bureau de la santé pour les médicaments contenant des ingrédients tirés d'espèces visées par la CITES
Armes et munitions; leurs accessoires et parties; explosifs et articles de pyrotechnie	3601-3604, ex-39, ex-71, ex-73 à ex-81, ex-40, ex-61, ex-62, ex-63, 6211.43.40, 6307.90.30, 6506.10.20, 8301.50.10, 8479.89.50, 8479.90.40, ex-8704, ex-8710, 8710, 9020.00.10, chapitre 93
Véhicules automobiles	ex-8701 (8701.20.00, 8701.30.00, 8701.91.00-8701.95.00), 8702, 8703, ex-8704, 8705, 8706, ex-8711, ex-8716 (8716.10.00-8716.40.00, 8716.80.90, 8716.60.90)
Substances appauvrissant la couche d'ozone	DSE, sur avis préalable du Bureau de protection de l'environnement pour les substances appauvrissant la couche d'ozone énumérées dans le Protocole de Montréal
Diamants bruts	7102.10, 7102.21, 7102.31

Source: Décision du chef de l'exécutif n° 487/2016, annexe II, tableau B, du 28 décembre 2016. Adresse consultée: https://images.io.gov.mo/bo/i/2016/52/despce-487-2016-an3-pt.pdf; Loi n° 2/2017 du 22 mai 2017. Adresse consultée: https://images.io.gov.mo/bo/i/2017/21/lei-2-2017.pdf; Décret-loi n° 62/95/M du 4 décembre 1995. Adresse consultée: https://images.io.gov.mo/bo/i/95/49/dl-62-95.pdf; et Loi n° 15/2019 du 19 août 2019. Adresse consultée: https://images.io.gov.mo/bo/i/2019/33/lei-15-2019-pdf.

3.24. En plus des licences d'importation, les importations d'animaux vivants, de viandes, de produits d'origine animale, de poissons, de crustacés et de mollusques, de plantes vivantes, de champignons et de plantes comestibles doivent également être accompagnées de certificats zoosanitaires internationaux, de certificats sanitaires et/ou phytosanitaires (section 3.3.3).

3.25. Le fondement juridique du régime de licences d'importation comprend la Loi sur le commerce extérieur (Loi n° 7/2003, telle que modifiée par la Loi n° 3/2016), le Règlement sur les activités de commerce extérieur (Règlement administratif n° 28/2003, tel que modifié par le Règlement administratif n° 19/2016), ainsi que d'autres lois et décrets-lois sectoriels. En 2015, les produits pétroliers ont été ajoutés au régime de licences d'importation (Décision du chef de l'exécutif n° 27/2015), mais ils ont ensuite été supprimés. La Décision du chef de l'exécutif n° 487/2016, publiée le 28 décembre 2016, établit la liste la plus récente des produits soumis à des licences d'importation (tableau B, annexe II de la Décision). En outre, d'autres marchandises sont soumises à des licences d'importation en vertu de lois spécifiques appliquées pour mettre en œuvre les accords internationaux pertinents.[40]

3.26. Plusieurs services gouvernementaux sont chargés de délivrer les licences d'importation, en fonction de la nature du produit et de l'objet de la licence (tableau 3.3). Les licences d'importation pour les animaux vivants, les viandes, les produits d'origine animale, les poissons, les crustacés et les mollusques, les plantes vivantes (visées par la CITES), les champignons et les plantes comestibles sont gérées par le Bureau des affaires municipales (IAM). Toutefois, les licences d'importation concernant les animaux et les végétaux visés par la CITES sont délivrées par le Bureau économique de Macao (DSE), sur avis préalable de l'IAM. Le DSE gère également les licences d'importation pour les produits assujettis à l'impôt sur la consommation (boissons alcooliques et produits du tabac); le matériel de fabrication de disques optiques; certains stupéfiants; et les substances appauvrissant la couche d'ozone. Pour ces dernières, un avis préalable du Bureau de la protection de l'environnement est nécessaire.

3.27. Les licences d'importation pour les véhicules sont délivrées par le Bureau des transports; les licences d'importation pour les appareils de radiocommunication sont du ressort du Bureau des postes et des télécommunications; les licences d'importation pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques sont du ressort du Bureau de la santé; et la Police de sécurité publique est chargée de délivrer les licences d'importation pour les armes, les munitions et les explosifs.

[40] Les marchandises soumises à des lois spécifiques sont, par exemple les substances appauvrissant la couche d'ozone (Décret-loi n° 62/95/M); les diamants bruts (Loi n° 15/2019); et les spécimens d'espèces animales et végétales menacées d'extinction (CITES) (Loi n° 2/2017).

Tableau 3.3 Régime de licences d'importation, 2020

Marchandises	Autorité délivrant la licence	Motifs
Animaux vivants; viandes; produits d'origine animale; poissons, crustacés et mollusques; légumes; plantes vivantes (visées par la CITES); blancs de champignons; et produits laitiers	Bureau des affaires municipales (IAM)[a]	Protéger la santé publique, la santé et le bien-être des animaux et empêcher l'introduction et la propagation à Macao, Chine de maladies et de parasites végétaux destructeurs
Produits pharmaceutiques et médicaments; lait modifié; huiles essentielles; matières colorantes et produits chimiques	Bureau de la santé	Protéger la santé publique, et empêcher le détournement de stupéfiants et de substances psychotropes vers des marchés illégaux
Boissons ayant une teneur en alcool supérieure ou égale à 30%; et produits du tabac	Bureau économique de Macao (DSE)	Faciliter la perception de l'impôt sur la consommation
Produits pétroliers (pétrole et gaz)	DSE	Faire respecter le contrôle de la sécurité publique, et pour des raisons de collecte de données
Matériel de fabrication de disques optiques et ses matières premières	DSE	Exercer un contrôle sur la circulation du matériel de fabrication de disques optiques et de ses matières premières, de manière à empêcher toute activité portant atteinte au droit d'auteur
Stupéfiants et substances psychotropes	DSE	Lutter contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, conformément à la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes
Appareils de radiocommunication	Bureau des postes et des télécommunications de Macao	Veiller à ce que les produits importés respectent certaines normes
Substances appauvrissant la couche d'ozone originaires de parties contractantes au Protocole de Montréal	DSE, sur observations préalables du Bureau de protection de l'environnement	Se conformer aux obligations énoncées dans le Protocole de Montréal
Spécimens d'espèces animales et végétales menacées d'extinction	DSE, sur avis préalable de l'IAM pour les espèces animales et végétales visées par la CITES; sur avis préalable du SSM pour les médicaments contenant des ingrédients tirés d'espèces visées par la CITES	Garantir la survie des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
Armes et munitions; leurs parties et accessoires; explosifs et articles de pyrotechnie	Force de sécurité publique	Contrôler les armes et les munitions; et à des fins de sécurité publique
Véhicules automobiles	Bureau des transports	Faciliter la perception de la taxe sur les véhicules automobiles
Diamants bruts	DSE	Éradiquer le commerce illégal de diamants de la guerre et préserver l'ordre du commerce des diamants bruts

a L'IAM a commencé ses activités le 1er janvier 2019, en remplacement du Bureau des affaires civiques et municipales.

Source: Renseignements communiqués par les autorités. Voir aussi le document de l'OMC G/LIC/N/3/MAC/22 du 27 mai 2019.

3.28. En règle générale, les licences d'importation sont délivrées dans un délai de trois jours ouvrables si les critères "ordinaires" énoncés dans la Loi sur le commerce extérieur sont respectés; en cas de refus, les raisons de ce refus doivent être communiquées au requérant, qui a le droit de faire recours. Les licences d'importation sont valables pendant 30 jours à compter de la date de la délivrance. Elles ne peuvent être prorogées et ne sont pas transférables. Macao, Chine a régulièrement présenté ses réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation du Comité des licences d'importation de l'OMC.[41]

[41] Documents de l'OMC G/LIC/N/3/MAC/16 à G/LIC/N/3/MAC/22, le plus récent étant daté du 27 mai 2019.

3.29. La demande de licence d'importation ne nécessite le paiement d'aucun droit. Toutefois, depuis le 1er septembre 2017, chaque certificat CITES et chaque certificat du processus de Kimberley délivré par le DSE est assujetti à une redevance de 70 MOP.[42]

3.1.5.2 Autres restrictions

3.30. Les importations d'hydrochlorofluorocarbures sont soumises à contingent depuis 1995. Le contingent est progressivement réduit par intervalles de cinq ans, et l'importation de ce produit sera prohibée pour des raisons environnementales à partir du 1er janvier 2030.

3.1.6 Mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde

3.31. Macao, Chine n'a pas d'autorité chargée d'ouvrir et de mener des enquêtes en matière de mesures antidumping ou compensatoires, ni de législation régissant ces questions.[43] Par conséquent, à ce jour, Macao, Chine n'a pris aucune mesure antidumping ou compensatoire.

3.32. De même, Macao, Chine n'a pas de législation ou de cadre institutionnel concernant les mesures de sauvegarde, et elle n'a jamais imposé de telles mesures.

3.2 Mesures visant directement les exportations

3.2.1 Procédures et prescriptions douanières

3.33. Le Service des douanes de Macao est responsable de l'inspection et du dédouanement des exportations. Le DSE et la Force de sécurité publique participent au contrôle des licences d'exportation; toutefois, les autorités ont indiqué qu'ils n'étaient pas postés à la frontière.[44] L'IAM intervient également dans la surveillance de la qualité et l'inspection sanitaire.

3.34. Les exportations en provenance de Macao, Chine qui dépassent un certain seuil nécessitent une déclaration d'exportation, et certaines exportations nécessitent une licence d'exportation. Toutes les exportations d'une valeur supérieure à 5 000 MOP doivent être accompagnées d'une déclaration d'exportation; les marchandises dont la valeur totale est inférieure à 5 000 MOP peuvent être exemptées de la présentation d'un formulaire de déclaration. Les déclarations d'exportation sont présentées au Service des douanes de Macao à des fins statistiques. Toutes les marchandises soumises à licence (y compris les marchandises énumérées dans le tableau A de la Décision du chef de l'exécutif n° 487/2016) nécessitent une licence d'exportation, quelle que soit leur valeur. Des licences d'exportation sont requises pour les marchandises figurant sur la liste d'exportation (tableau A) de la Décision du chef de l'exécutif n° 487/2016 (telles que les armes et munitions et les produits chimiques), ainsi que pour les marchandises dont le commerce est couvert par des accords et obligations internationaux (tels que la CITES) (section 3.2.3).

3.35. Les marchandises originaires de Macao, Chine exportées vers la Chine continentale continuent de bénéficier de certaines mesures de facilitation établies dans le cadre du CEPA (par exemple elles bénéficient de la coopération douanière pour le dédouanement et l'inspection par l'Administration générale des douanes chinoises (GACC), et pour l'obtention de licences, permis ou certificats).[45] En outre, la Chine offre depuis le 1er janvier 2006 un traitement en franchise de droits à toutes les marchandises en provenance de Macao, Chine, à l'exception des marchandises prohibées. Les marchandises en provenance de Macao, Chine doivent satisfaire aux règles d'origine établies dans le cadre du CEPA pour bénéficier d'un traitement en franchise de droits.

---

[42] Décisions du chef de l'exécutif n° 212/2017 du 3 juillet 2017 et n° 142/2019 du 1er octobre 2019.

[43] Documents de l'OMC G/ADP/N/193/MAC et G/SCM/N/202/MAC du 9 février 2010.

[44] Règlement administratif n° 19/2016, chapitre 1, article 3-a.

[45] Document de l'OMC WT/TPR/S/201/Rev.1, paragraphe 3.62, du 27 juin 2013. Quand des produits locaux sont exportés vers la Chine par conteneur ou par camion, les agents de l'Administration des douanes de Macao, Chine exécutent les procédures de dédouanement (vérification des documents et inspection) et scellent le camion ou le conteneur au moyen d'un cadenas électronique. Les résultats de l'inspection sont transmis à la GACC de la Chine. Ces marchandises sont ensuite exemptées des procédures de dédouanement et d'inspection de la GACC.

3.36. L'Accord sur le commerce des marchandises au titre du CEPA (section 2.3.3.1) a modifié les critères des règles d'origine en établissant le critère d'origine, ainsi que des méthodes plus souples de détermination de l'origine pour tous les produits relevant des positions tarifaires chinoises.[46] Les nouvelles règles d'origine sont en vigueur depuis le 1er janvier 2019. Selon le CEPA, une marchandise est considérée comme originaire de Macao, Chine si elle satisfait à l'une des dispositions suivantes: i) la marchandise est entièrement obtenue ou produite à Macao, Chine; ii) la marchandise est produite à Macao, Chine exclusivement à partir de matières qui en sont originaires; iii) la marchandise est produite à partir de matières non originaires de Macao, Chine; iv) la marchandise relève de l'annexe de l'Accord (règles d'origine par produits[47]) et est conforme au changement de classification tarifaire correspondant, à la teneur en valeur régionale (TVR), aux opérations de fabrication ou de transformation ou aux autres prescriptions; et v) la marchandise ne relève pas de l'annexe de l'Accord, mais satisfait à l'exigence voulant que la TVR est supérieure ou égale à 30% lorsqu'elle est calculée selon la méthode de l'accumulation, ou que la TVR est supérieure ou égale à 40% lorsqu'elle est calculée selon la méthode de la réduction.[48] Pour bénéficier d'un accès préférentiel à la Chine au titre du CEPA, un formulaire de demande de certificat d'origine doit être présenté au DSE au moins deux jours avant la date prévue de l'opération. Le formulaire peut être présenté par voie électronique par le biais de l'EDI (section 3.1.1). En outre, dans le cadre du CEPA, un mécanisme de consultation pour faire appel de la détermination des règles d'origine a été établi en 2019. Grâce à ce mécanisme, les fabricants de Macao, Chine peuvent présenter leurs demandes de révision de règles d'origine spécifiques au DSE, qui engage des consultations avec les autorités chinoises. À l'issue de ces consultations, des règles d'origine révisées peuvent être publiées. Depuis 2020, le processus de consultation se déroule deux fois par an, selon un chronogramme précis.[49] Comme indiqué plus haut (section 3.1.2), le DSE ne perçoit aucune redevance pour la délivrance d'un certificat d'origine.

3.2.2 Taxes, impositions et prélèvements

3.37. Macao, Chine ne perçoit pas de droits, de taxes ou d'impositions sur les exportations.

3.2.3 Prohibitions et restrictions à l'exportation, et licences d'exportation

3.38. Macao, Chine n'applique pas d'interdictions d'exporter autres que celles requises pour se conformer à ses obligations internationales.

3.39. Les prescriptions en matière de licences d'exportation s'appliquent à certaines catégories de produits pour des raisons de santé publique, de protection de l'environnement, de respect des DPI, de sécurité publique et de respect des conventions internationales. Certains des produits concernés correspondent à ceux qui sont soumis à des licences d'importation (tableau 3.4). La Décision du chef de l'exécutif n° 487/2016, publiée le 28 décembre 2016, contient la liste la plus récemment mise à jour des produits pour lesquels une licence d'exportation est requise (tableau A de l'annexe II de la Décision); d'autres marchandises sont soumises à une licence d'exportation en vertu de lois spécifiques, appliquées pour mettre en œuvre les accords internationaux pertinents (par exemple la CITES, le protocole de Montréal, etc.). Depuis le dernier examen, les textiles et les vêtements exportés vers les États-Unis, l'Union européenne, le Canada, la Norvège et la Turquie ont été retirés de la liste des marchandises soumises à une licence d'exportation.

[46] DSE, *Mainland and Macao Closer Economic Partnership Arrangement (CEPA)*. Adresse consultée: https://www.economia.gov.mo/en_US/web/public/pg_eetr_cepa_s?_refresh=true.

[47] DSE. Adresse consultée: https://www.economia.gov.mo/public/data/cepa/tig/attach/005b2d0f887107a3f3e22af58f0651c903da30fa/en/Rules_en.pdf.

[48] Selon la méthode d'accumulation, la TVR est calculée à l'aide de la formule TVR = ((VA-VMN)/VA) × 100, où la TVR est exprimée en pourcentage; VA est la valeur ajustée de la marchandise; et VMN est la valeur des matières non originaires acquises et utilisées par le producteur dans la production de la marchandise.

[49] DSE, *Règles d'origine*. Adresse consultée: https://www.economia.gov.mo/public/data/cepa/tig/attach/a7a6f244cc6d7cd2cab4b3a30429e5ab0b740653/en/app_ceparule_en.pdf; et *Règles d'origine par produit.* Adresse consultée: https://www.economia.gov.mo/public/data/cepa/tig/attach/005b2d0f887107a3f3e22af58f0651c903da30fa/en/Rules_en.pdf.

Tableau 3.4 Régime de licences d'exportation, 2020

Marchandises	Autorité délivrant la licence	Motifs
Produits chimiques toxiques, précurseurs, substances psychotropes	Bureau de la santé ou DSE	Lutter contre la production, la vente et la consommation illicites de stupéfiants et de substances psychotropes (Bureau de la santé); et contrôler les produits chimiques visés par la Convention des Nations Unies de 1988 (DSE)
Disques optiques, matériel de fabrication et matières premières	DSE	Lutter contre le piratage de matériaux protégés par le droit d'auteur
Spécimens d'espèces animales et végétales menacées d'extinction	DSE; sur avis préalables de l'IAM pour les espèces animales et végétales visées par la CITES, et du Bureau de la santé pour les médicaments contenant des ingrédients qui proviennent d'espèces visées par la CITES	Garantir la survie des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
Substances appauvrissant la couche d'ozone originaires de parties contractantes au Protocole de Montréal	DSE, sur observations préalables du Bureau de protection de l'environnement	Se conformer aux obligations énoncées dans le Protocole de Montréal
Armes et munitions; leurs parties et accessoires	Force de sécurité publique	Contrôler les armes et les munitions
Diamants bruts	DSE	Éradiquer le commerce illégal de diamants de la guerre

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.40. Le DSE, le Bureau de la santé et la Force de sécurité publique sont chargés de délivrer les licences d'exportation dans le cadre de leurs attributions respectives. Pour les produits soumis à des licences d'exportation délivrées par le DSE, les exportateurs doivent obtenir la licence avant de demander un certificat d'origine. Comme indiqué précédemment, les exportations de textiles et de vêtements n'ont plus besoin de licence d'exportation pour obtenir un certificat d'origine; il suffit d'obtenir une déclaration d'exportation. En général, les licences d'exportation sont délivrées dans les trois jours ouvrables suivant la demande.

3.2.4 Soutien et promotion des exportations

3.41. Les autorités ont indiqué que Macao, Chine n'appliquait aucune subvention à l'exportation.

3.42. En tant que port franc, Macao, Chine ne dispose pas de zones industrielles d'exportation ni d'autres zones économiques spéciales ou zones de libre-échange. Les entreprises établies dans la partie située à Macao du parc industriel transfrontalier Zhuhai-Macao sont traitées de la même manière que celles établies sur le territoire de Macao, Chine.

3.43. Les exportateurs peuvent bénéficier des activités de promotion et des autres services fournis par l'Institut pour la promotion du commerce et de l'investissement de Macao (IPIM), l'organisme gouvernemental chargé de promouvoir les débouchés commerciaux et d'attirer les investissements. Pour soutenir l'objectif de diversification économique du gouvernement, l'IPIM fournit aux entreprises intérieures des renseignements commerciaux, économiques et statistiques sur divers marchés, aide les exportateurs à participer à des foires internationales, facilite les contacts entre entreprises et favorise le rôle de Macao, Chine en tant que plate-forme économique et commerciale entre la Chine et les pays étrangers, en particulier les pays lusophones.

3.44. Plus précisément, l'IPIM organise des expositions et d'autres activités, à l'échelle locale et à l'étranger, pour promouvoir les produits de Macao, et il offre des incitations financières pour encourager les entreprises locales à participer à ces événements afin de présenter leurs produits et d'établir des contacts directs avec les clients. Les coûts de participation peuvent être entièrement ou partiellement couverts (50% ou 60%), avec des plafonds annuels maximums par requérant, selon que les expositions se tiennent localement ou à l'étranger, et qu'elles sont organisées par l'IPIM ou non. Ces coûts comprennent: la location du lieu d'exposition; la construction, la mise en place et le démontage des stands d'exposition; les frais de décoration des stands d'exposition; les frais de transport des produits/échantillons; les billets d'avion; et les coûts du matériel de promotion

imprimé et audiovisuel.[50] Les entreprises enregistrées à Macao, Chine dont au moins 50% des actionnaires sont résidents et les entreprises détenues à 100% par Macao, Chine peuvent demander à bénéficier des incitations financières. Les entreprises qui ne remplissent pas ces conditions doivent présenter un certificat d'origine ou l'enregistrement de la marque correspondante délivré par le DSE comme preuve de produits "Made in Macao" ou "Macao Brand", lorsqu'elles demandent à bénéficier des incitations financières offertes par l'IPIM. En 2017, l'IPIM a offert des incitations financières à 725 entreprises et associations de Macao, Chine pour participer à 58 expositions organisées localement et à l'étranger et, en 2018, 806 entreprises et organismes à but non lucratif ont bénéficié d'incitations financières pour participer à 62 expositions organisées localement et à l'étranger.

3.45. En outre, depuis novembre 2019, l'IPIM gère le Programme de mesures d'incitation à la promotion du commerce électronique, en vue d'encourager les entreprises de Macao à utiliser pleinement les plates-formes commerciales en ligne pour explorer les marchés et les perspectives commerciales dans le monde entier. Les requérants doivent être inscrits sur la liste des opérateurs de commerce électronique admissibles de l'IPIM. Les coûts couverts par le programme comprennent: les frais d'adhésion; les droits sur les services à valeur ajoutée; et les redevances pour la création de sites Web standard. L'incitation financière équivaut à un maximum de 70% de l'ensemble des dépenses pour chaque demande, avec un plafond annuel de 30 000 patacas par entreprise.

3.2.5 Financement, assurance et garanties à l'exportation

3.46. Macao, Chine ne maintient aucun régime de financement des exportations (y compris des crédits à l'exportation à taux privilégiés), ni de régime d'assurance ou de garantie des exportations.

3.3 Mesures visant la production et le commerce

3.3.1 Fiscalité et mesures d'incitation

3.3.1.1 Fiscalité

3.47. Macao, Chine maintient un régime fiscal indépendant, qui est caractérisé par une structure simple et de faibles taux d'imposition et qui vise à en faire une destination attractive pour les investisseurs intérieurs et étrangers. Ce régime repose essentiellement sur les impôts directs, en particulier ceux qui sont prélevés sur les jeux de hasard, lesquels ont représenté en moyenne 80,5% des recettes annuelles totales pendant la période considérée. Le Bureau des services financiers est chargé de superviser le régime fiscal et de mettre en œuvre la législation pertinente. Aucun changement fondamental n'a été apporté à la structure fiscale depuis le dernier examen, bien que les taux de la taxe à la consommation, de la taxe sur les véhicules automobiles et d'autres taxes aient été modifiés. En outre, en 2020, les autorités ont introduit des allégements fiscaux temporaires concernant plusieurs impôts directs et indirects, en réponse à la pandémie de COVID-19 (voir ci-après). Le tableau 3.5 décrit les principaux types d'impôts directs et indirects et les exonérations et réductions connexes appliquées.

Tableau 3.5 Principaux types d'impôts et exonérations connexes

Type d'impôt	Principales caractéristiques de l'impôt	Exemples d'exonérations/de réductions
Impôts directs		
Impôt sur les bénéfices	Perçu sur les bénéfices totaux générés par les activités industrielles ou commerciales. Il est appliqué à des taux progressifs, allant de 3% à 9% pour les bénéfices imposables inférieurs ou égaux à 300 000 MOP, et à 12% pour les bénéfices imposables supérieurs à 300 000 MOP. Les bénéfices imposables inférieurs à 32 000 MOP sont exonérés d'impôt.	Peut être réduit de 50% ou faire l'objet d'une exonération. Les opérateurs du secteur des jeux de hasard de jeux sont exonérés de l'impôt sur les bénéfices.

[50] IPIM, *"Regulations on Participation in IPIM's Promotional Activities" Abstract and Application.* Adresse consultée: https://www.ipim.gov.mo/en/macao-exhibition-and-conference/the-incentive-measures/regulations-on-participation-in-ipims-promotional-activities-abstract-and-application/.

Type d'impôt	Principales caractéristiques de l'impôt	Exemples d'exonérations/de réductions
Impôt sur les salaires	Perçu à des taux se situant entre 7% et 12% du revenu d'emploi. Les travailleurs temporaires payés à la journée, les employés à temps plein et les travailleurs indépendants (professionnels indépendants) dont le revenu annuel ne dépasse pas 144 000 MOP sont exonérés de l'impôt sur le revenu. Les revenus annuels compris entre 144 001 MOP et 424 000 MOP sont imposés à des taux allant de 7% à 11%; et les revenus annuels supérieurs à 424 000 MOP sont imposés à un taux uniforme de 12%.	Pour les employés à temps partiel, les employés âgés de 65 ans ou plus et les employés souffrant d'un handicap permanent, le seuil d'exonération est fixé à 198 000 MOP.
Taxe d'inscription au registre du commerce	Cette taxe est perçue sur toutes les entreprises industrielles ou commerciales, exploitées individuellement ou collectivement, et elle prend la forme d'une redevance d'enregistrement, consistant en une taxe annuelle fixe qui varie selon le genre de l'entreprise. Pour la plupart des activités, la redevance est de 300 MOP; pour les activités d'importation et d'exportation, elle est de 1 500 MOP.	Réduction de 50% pour les entreprises situées dans les îles de Coloane et de Taipa (à l'exception des unités bancaires offshore).
Impôt foncier	Prélevé à un taux de 6% de la valeur locative évaluée par le Bureau des services financiers ou à 10% du revenu locatif réel généré, le chiffre le plus élevé étant retenu.	Les biens immeubles achetés et utilisés pour des activités de fabrication sont exonérés de tout impôt foncier. L'exonération est: i) d'une durée de 5 ans si la nouvelle unité industrielle se situe sur la péninsule de Macao; ii) et de 10 ans si elle se situe sur l'île de Coloane ou sur l'île de Taipa. Pour les nouvelles unités résidentielles, 4 ans si l'unité est située sur la péninsule de Macao et 6 ans si elle est située sur l'île de Taipa ou sur l'île de Coloane.
Taxe sur les jeux de hasard	S'applique aux concessionnaires de casinos et est prélevé sur leurs recettes brutes au taux de 35%.	Néant.
Impôts indirects		
Impôt sur la consommation	Il est perçu sur les boissons alcooliques (d'une teneur en alcool supérieure ou égale à 30%) et sur le tabac.	Les boissons alcooliques (d'une teneur en alcool supérieure ou égale à 30%) fournies par une société de restauration aéroportuaire à bord des avions, ainsi que les boissons alcoolisées (d'une teneur en alcool supérieure ou égale à 30%) et le tabac vendus à bord des avions sont exonérés de la taxe.
Taxe sur les véhicules automobiles	Perçue sur la "valeur fiscale" (déterminée à des fins fiscales) des véhicules neufs, elle s'applique aux automobiles, aux motocyclettes et aux scooters, ainsi qu'aux véhicules importés destinés à l'usage exclusif de l'importateur ou des agents de commercialisation. Les taux varient entre 24% et 50% pour les motocyclettes et les scooters, et entre 40% et 72% pour les automobiles.	Les véhicules devant être utilisés dans les services publics de Macao, Chine, dans les transports en commun, dans le transport de marchandises, etc., sont exonérés de la taxe.
Taxe touristique	Elle est perçue au taux de 5% sur tous les services fournis par les hôtels et établissements similaires, les clubs de santé, les saunas, les salons de massage, les bars de karaoké et les lieux de villégiature.	Les services fournis par les petits hôtels, les hôtels et les restaurants sont exonérés de la taxe.
Droit de timbre	S'applique au transfert de biens et d'autres actifs. Le taux applicable aux transactions portant sur des unités de construction dans la péninsule de Macao et dans les deux îles est de 1 à 3%, selon le montant de la transaction. Un droit de timbre de 5% est perçu sur les cadeaux.	Réduction de 50% pour tous les transferts de biens impliquant une utilisation industrielle. Les dons aux organismes caritatifs liés à des transferts de biens d'une valeur estimée inférieure à 50 000 MOP bénéficient d'une réduction.

Type d'impôt	Principales caractéristiques de l'impôt	Exemples d'exonérations/de réductions
Droit de timbre spécial	Tous les transferts de propriété de biens immobiliers effectués dans les 2 ans suivant la date de liquidation du droit de timbre sont assujettis au droit de timbre spécial.	Une exonération du droit de timbre spécial s'applique au conjoint, au parent ou membre de la parenté en ligne directe, et au parent collatéral ou membre de la parenté de deuxième degré.
Droit de timbre supplémentaire	L'acquisition d'un bien résidentiel par une personne morale, un entrepreneur individuel ou un non-résident est assujettie à un droit de timbre supplémentaire de 10%.	Une exonération du droit de timbre supplémentaire s'applique au conjoint ou au parent en ligne directe par les liens du sang ou du mariage.
Droit de timbre additionnel	Un droit de timbre additionnel de 5% est appliqué à l'acquisition d'un deuxième bien résidentiel. Un droit de timbre additionnel de 10% est appliqué à l'acquisition d'un troisième voire d'un énième bien résidentiel si l'acquéreur possède un autre bien résidentiel au moment de l'acquisition.	Une exonération du droit de timbre additionnel sur l'acquisition du deuxième bien résidentiel et des suivants s'applique au conjoint, au parent en ligne directe par les liens du sang ou du mariage, et au parent collatéral de deuxième degré par les liens du sang ou du mariage.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.3.1.1.1 Impôts directs

3.48. Les impôts directs comprennent l'impôt sur les bénéfices (ou impôt complémentaire), l'impôt sur les salaires, la taxe d'inscription au registre du commerce, l'impôt foncier et la taxe sur les jeux de hasard. Cette dernière est appliquée à un taux de 35% sur les recettes brutes générées par les jeux de casino. La plupart des autres impôts directs, en particulier l'impôt sur les bénéfices et l'impôt sur les salaires, sont prélevés à des taux relativement bas. Le taux d'imposition sur les bénéfices le plus élevé reste de 12%, et un taux d'imposition uniforme de 12% sur les salaires a été appliqué aux revenus des personnes physiques supérieurs à 424 000 MOP en 2019. Plusieurs abattements fiscaux et exonérations d'impôt sont applicables (tableau 3.5).

3.3.1.1.2 Impôts indirects

3.49. Les principaux impôts indirects sont l'impôt sur la consommation (sur les produits du tabac et les boissons ayant une teneur en alcool de 30% ou plus), la taxe sur les véhicules automobiles, la taxe touristique et le droit de timbre. L'impôt sur la consommation et la taxe sur les véhicules automobiles sont prélevés aussi bien sur les produits intérieurs que sur les produits importés. Toutefois, étant donné que seul un petit nombre de ces produits sont fabriqués à Macao, Chine, les produits importés constituent la principale source de ces impôts. Les importateurs de marchandises assujettis à l'impôt sur la consommation et à la taxe sur les véhicules automobiles doivent obtenir une licence d'importation auprès du DSE ou du Bureau des transports, respectivement, et les impôts correspondants doivent être payés avant que les marchandises ne soient dédouanées. Il n'y a pas de taxe sur la valeur ajoutée à Macao, Chine.

3.50. Au cours de la période considérée, l'impôt sur la consommation sur les produits du tabac a été relevé par la Loi n° 9/2015 (dernière modification de la Loi n° 4/99/M), dans le cadre de mesures visant à décourager le tabagisme public. De même, le taux d'imposition sur les véhicules automobiles et les motocyclettes a été relevé par la Loi n° 14/2015 portant modification de la Loi n° 5/2002 (tableau 3.6). La taxe sur les véhicules automobiles est progressive, basée sur la valeur imposable des véhicules automobiles neufs. Les transactions de véhicules automobiles d'occasion ne sont pas assujetties à cet impôt. Il existe également une exonération fiscale pour les véhicules automobiles respectueux de l'environnement.[51]

[51] Règlement révisé relatif à la taxe sur les véhicules automobiles (Loi n° 1/2012).

Tableau 3.6 Taux de l'impôt sur la consommation et de la taxe sur les véhicules automobiles, 2012 et 2019

Produits	Taux d'imposition 2012	Taux d'imposition 2019
Impôt sur la consommation des boissons alcooliques		
Boissons alcooliques ayant une teneur en alcool d'au moins 30% (vin de riz excepté)	10% de la valeur c.a.f., additionné d'un montant de 20 MOP/l	10% de la valeur c.a.f., additionné d'un montant de 20 MOP/l
Impôt sur la consommation des produits du tabac		
Cigares	1 442 MOP/kg	4 326 MOP/kg
Cigarettes	0,50 MOP/unité	1,50 MOP/unité
Autres produits contenant du tabac ou succédanés de tabac, ou autres composés ajoutés au tabac	200 MOP/kg	600 MOP/kg
Taxe sur les véhicules automobiles		
Automobiles nouvellement importés	de 30% à 55%	de 40% à 72%
Motocyclettes nouvellement importées	de 10% à 30%	de 24% à 50%

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.51. Le droit de timbre est prélevé, à des taux variables, sur la plupart des transactions commerciales (telles que la location, la vente ou le transfert de biens immobiliers, la vente d'actions et le transfert d'autres actifs). Afin de décourager la spéculation sur le marché immobilier, un droit de timbre spécial est imposé sur les transferts de biens immobiliers résidentiels et commerciaux, et de bureaux ou d'espaces de stationnement, qui sont vendus dans les deux ans suivant leur achat. Le taux est de 20% si la vente a lieu la première année suivant l'acquisition, et de 10% la deuxième année. L'acquisition de biens immobiliers à usage résidentiel par une personne morale ou un non-résident est assujettie à un droit de timbre supplémentaire de 10%. En outre, un droit de timbre additionnel est appliqué au taux de 5% pour l'acquisition d'un deuxième bien résidentiel et au taux de 10% pour l'acquisition d'un troisième ou énième bien résidentiel si l'acquéreur possède un autre bien résidentiel au moment de l'acquisition. La taxe touristique est perçue au taux de 5% sur tous les services fournis par les hôtels et établissements similaires, les clubs de santé, les saunas, les salons de massage, les bars de karaoké et les lieux de villégiature.

3.52. Des mesures temporaires d'allégement fiscal sont approuvées dans le budget de l'État pour chaque exercice financier (exercice); certaines d'entre elles sont en place depuis plusieurs années. Le tableau 3.7 récapitule les mesures d'allégement fiscal accordées pour l'exercice 2019 en vertu de la Loi n° 19/2018.[52] Par exemple, le seuil d'exonération de l'impôt sur les bénéfices a été porté de 32 000 MOP à 600 000 MOP pour les revenus perçus au cours de l'exercice 2018. De plus, pour encourager l'innovation et soutenir le développement de la Grande Baie de Guangdong-Hong Kong-Macao, les entreprises ont été autorisées à déduire de leurs revenus imposables pour l'exercice 2019 300% des 3 premiers millions de MOP dépensés pour des activités de R&D, et 200% de toute dépense supplémentaire de R&D, jusqu'à concurrence de 15 millions de MOP. En outre, dans le but de promouvoir les services financiers vedettes, les sociétés de Macao, Chine, ont été exonérées de l'impôt sur les bénéfices provenant de leurs investissements dans des obligations émises par les autorités de la Chine continentale ou des entreprises publiques mises à disposition pour acquisition à Macao, Chine; et l'émission et l'acquisition de ces obligations ont été exonérées du droit de timbre applicable pour l'exercice 2019. De même, dans le but d'accroître l'offre et de contribuer à la réduction des prix sur le marché du crédit-bail immobilier, le taux de l'impôt foncier urbain pour les locaux loués a été ramené de 10% à 8% pour l'exercice 2019.

3.53. En 2020, pour aider à faire face aux conséquences néfastes de la pandémie de COVID-19, la Loi n° 3/2020 (portant modification du Budget 2020, Loi n° 22/2019) a été adoptée pour accorder des exonérations ou des déductions temporaires concernant plusieurs impôts directs et indirects (tableau 3.8). Cette Loi est entrée en vigueur le 18 avril 2020.

[52] Bureau des services financiers. Adresse consultée: http://www.dsf.gov.mo/tax/tax_benefit.aspx?lang=en.

Tableau 3.7 Mesures d'allégement fiscal pour l'exercice 2019

Impôt	Incitations
Impôt sur les bénéfices	- Le seuil d'exonération de l'impôt sur les bénéfices a été porté de 32 000 MOP à 600 000 MOP pour les revenus perçus au cours de l'exercice 2018. Les revenus supérieurs à 600 000 MOP sont imposés à 12%. - Les entreprises peuvent déduire de leurs revenus imposables 300% des 3 premiers millions de MOP dépensés pour des activités de R&D admissibles, et 200% de toute dépense supplémentaire de R&D, jusqu'à concurrence de 15 millions de MOP. - Les revenus provenant ou dérivés de pays lusophones sont exonérés de l'impôt sur les bénéfices, à condition que ces revenus soient assujettis à l'impôt dans leur lieu d'origine. - Les intérêts et les gains en capital provenant d'obligations émises à Macao, Chine, par le gouvernement central, les gouvernements régionaux et les entreprises centrales de Chine sont exonérés de l'impôt sur les bénéfices.
Impôt sur les salaires	Le seuil d'exonération de l'impôt sur les salaires a été porté à 144 000 MOP et une déduction fiscale de 30% existe.
Taxe d'inscription au registre du commerce (ou impôt industriel)	Les opérations commerciales et industrielles restent exonérées de l'impôt industriel annuel.
Impôt foncier	La réduction standard de 3 500 MOP de l'impôt foncier reste applicable pour les biens destinés à un usage personnel ou locatif. Cette mesure d'incitation ne s'applique pas aux biens des sociétés ni aux biens des non-résidents. Le taux de l'impôt foncier pour les biens locatifs a été réduit à 8%.
Taxe touristique	Les restaurants restent exonérés de la taxe touristique.
Droit de timbre	- Exonération pour les contrats d'assurance et les frais de services bancaires. - Exonération pour tous les billets d'entrée pour les spectacles, les expositions et les activités de divertissement. - Exonération pour les titres de créance émis, vendus ou transférés à Macao, Chine, par le gouvernement central, les gouvernements locaux ou les entreprises publiques de Chine. - Exonération pour les ventes aux enchères de produits et de biens mobiliers et immobiliers.

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de la Loi n° 19/2018 et du budget pour l'exercice 2019.

Tableau 3.8 Mesures fiscales prises en réponse à la pandémie de COVID-19

Type d'impôt	Mesure
Taxe touristique	Exonération pendant 6 mois (à partir du 1er mai 2020) pour les établissements fournissant des services, tels que les hôtels, les boîtes de nuit, les bars, les clubs de sport, les saunas, les salons de massage et les salles de karaoké.
Impôt sur les bénéfices	- Déduction pour l'année 2019, dans la limite d'un plafond de 300 000 MOP. - Pour le calcul des impôts applicables aux contribuables assujettis à l'impôt sur les bénéfices et au deuxième groupe de contribuables assujettis à l'impôt sur les salaires (professionnels indépendants), les dons (en espèces et en biens visant à aider dans le contexte de la pandémie de COVID-19) à: des organisations publiques et caritatives établies à Macao, Chine, ou en Chine continentale; et aux gouvernements au niveau des comtés ou à un niveau supérieur et à leurs départements en Chine continentale sont considérés comme des dépenses ou des pertes.
Impôt sur les salaires	- Augmentation du taux de déduction de l'impôt sur les salaires de l'impôt sur le revenu des personnes physiques imposable pour 2020 de 25% à 30%. - Le pourcentage de l'abattement de l'impôt sur les salaires pour les résidents en 2018 a été relevé de 60% à 70%. Le plafond de cet abattement a été porté de 14 000 MOP à 20 000 MOP.
Impôt foncier	- Exonération pour tous les biens résidentiels détenus par les résidents pour 2019. - Outre une réduction initiale de l'impôt foncier de 3 500 MOP, une exonération de 25% de l'impôt foncier appliqué aux établissements commerciaux.
Droit de timbre	Exonération pour la délivrance et le renouvellement des licences et des licences administratives 2020.
Redevance sur les véhicules	Exonération pour l'année 2020 pour les bus, les taxis, les camionnettes, les camions, les bus scolaires, les voitures de location transfrontalières Macao-Hong Kong et les véhicules immatriculés par les hôtels, les agences de voyage et les opérateurs de voitures de location.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.3.1.2 Mesures d'incitation

3.54. Le gouvernement propose plusieurs programmes d'incitation dans les divers secteurs d'activité économique afin d'inciter les entreprises à s'établir et à opérer sur le territoire. Les mesures de soutien peuvent prendre la forme d'incitations fiscales, de soutien financier ou d'autres formes d'assistance. Il existe également des incitations visant à promouvoir le développement de certains secteurs, tels que la pêche locale, le tourisme et le secteur MICE (section 4).

3.3.1.2.1 Incitations fiscales

3.55. Des incitations fiscales sont accordées pour les projets qui profitent au développement de Macao, Chine. Ces mesures sont restées sensiblement les mêmes pendant la période considérée. Le type d'incitation le plus courant reste la réduction de l'impôt sur les bénéfices. Les incitations fiscales s'appliquent de la même manière aux entreprises étrangères et locales. En 2019, le montant des recettes sacrifiées du fait des exonérations et des réductions de l'impôt sur les bénéfices s'est élevé à 7,6 milliards de MOP, dont 92,7% dans l'industrie des jeux (tableau 3.9).

Tableau 3.9 Estimation des recettes fiscales sacrifiées, 2013-2019

(Millions de MOP)

Impôt	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Impôt sur les bénéfices	6 307,5	7 180,2	8 425,7	6 171,8	5 175,7	6 342,0	7 616,0
Sur les jeux de hasard	6 081,4	6 698,3	7 893,7	5 720,3	4 750,4	5 850,7	7 066,9
Autre	226,1	481,9	532,0	451,5	425,3	491,3	549,1

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.56. En vertu de la Loi n° 1/86/M sur les incitations fiscales dans le cadre de la politique industrielle (inchangée depuis 1993), Macao, Chine offre des exonérations fiscales totales ou partielles aux entreprises qui exercent des activités liées au secteur manufacturier, en particulier celles qui favorisent la croissance et le développement de l'industrie locale en augmentant la productivité et le niveau technologique, en élargissant la gamme de produits ou en améliorant d'autres activités de production.[53] Les principales incitations fiscales accordées aux entreprises du secteur manufacturier prennent les formes suivantes: réduction de 50% de l'impôt sur les bénéfices; réduction de 50% du droit de timbre sur le transfert de biens; exonération de la taxe foncière; et exonération de l'impôt industriel (c'est-à-dire la taxe d'inscription au registre du commerce). Pour être admises à bénéficier de ces incitations, les entreprises doivent mener des activités de transformation industrielle qui remplissent les conditions requises et entreprendre des projets d'investissement, tels que la construction, l'expansion, la réorganisation ou la reconversion d'établissements industriels.[54]

3.57. Des incitations similaires sont accordées pour les investissements dans des installations touristiques réunissant les conditions requises, dans le but de promouvoir l'industrie du tourisme. Elles comprennent une période d'exonération prolongée de l'impôt foncier, l'exonération de l'impôt industriel, une réduction du droit de timbre et l'accélération de l'amortissement aux fins de l'impôt sur les bénéfices.[55]

3.58. Les établissements offshore agréés sont exonérés de l'impôt sur les bénéfices, de l'impôt industriel et des droits de timbre depuis de nombreuses années. De plus, leurs dirigeants et experts de haut niveau titulaires d'un permis de séjour sont exonérés de l'impôt professionnel (impôt sur les salaires) pendant les trois premières années d'emploi.[56] Le régime offshore sera toutefois aboli au 1er janvier 2021. Les établissements offshore agréés existants continueront de fonctionner jusqu'à la fin de 2020 dans le cadre d'un régime transitoire mais, le 1er janvier 2021, leurs licences d'exploitation deviendront caduques et ces établissements passeront au régime onshore.

[53] Loi n° 1/86/M, modifiée par le Décret-loi n° 35/93/M.

[54] IPIM, "Why invest in Macao". Adresse consultée: https://ipim.b-cdn.net/wp-content/uploads/2018/06/_INVESTING_eng_2018_11.pdf.

[55] Décret-loi n° 81/89/M.

[56] Décret-loi n° 58/99/M et ses règlements complémentaires.

3.3.1.2.2 Mesures d'incitation financière et autres formes d'aide

3.59. Macao, Chine offre un certain nombre d'incitations non fiscales, principalement sous la forme d'un soutien financier ciblé pour les projets d'investissement, les PME et les jeunes entrepreneurs.

3.60. Le Programme de bonification d'intérêt pour les prêts de financement des entreprises (Règlement administratif n° 16/2009, modifié par le Règlement administratif n° 10/2011) offre des incitations financières aux entreprises qui investissent à Macao, Chine, par le biais d'une bonification des taux d'intérêt pour les prêts. L'objectif est d'encourager les entreprises à réaliser des investissements qui sont bénéfiques pour le développement économique intérieur, en facilitant la diversification économique, en renforçant la protection de l'environnement, en favorisant l'innovation et la transformation technologiques, et en renforçant la compétitivité et la modernisation des entreprises. Toutes les entreprises enregistrées localement peuvent bénéficier de la bonification d'intérêts, à l'exception des établissements financiers/prestataires de services financiers et des entreprises opérant dans le cadre de concessions ou de sous-concessions publiques

3.61. Les entreprises bénéficiaires ont droit à une bonification d'intérêt de 4 points de pourcentage par an pendant une durée maximale de quatre ans, à compter de la date de remboursement.[57] Le montant de la bonification pour chaque période est calculé sur la base du capital restant dû. Le montant maximum du prêt éligible à la bonification est de 10 millions de MOP par bénéficiaire et par an. Les prêts pouvant bénéficier de la bonification d'intérêts doivent être utilisés pour les projets d'investissement suivants: achat d'installations situées dans des locaux industriels et commerciaux; construction et agrandissement d'installations; remise en état ou rénovation d'installations; achat d'équipements, de machines ou de nouveaux véhicules de chargement spécialisés; achat de logiciels informatiques pour les processus de production ou l'exploitation commerciale; acquisition de DPI; signature de contrats de licence commerciale et de franchise; achat d'équipements ou de matériaux à haut rendement énergétique, ou achat de systèmes de gestion de l'énergie et d'équipements de contrôle et d'analyse connexes; ou achat et installation de systèmes de chauffage/refroidissement fonctionnant à l'aide d'énergies renouvelables. Entre 2013 et 2019, un total de 2,4 milliards de MOP de prêts bonifiés ont été accordés (en moyenne 341,9 millions de MOP par an) à 575 projets d'investissement (tableau 3.10).

Tableau 3.10 Programme de bonification d'intérêt pour les prêts de financement des entreprises, 2013-2019

Année	Nombre d'approbations	Utilisation des prêts à taux bonifiés approuvés (nombre de projets)				Montant des prêts à taux bonifiés accordés (MOP)
		Achat de locaux	Construction/ agrandissement/ rénovation/remise en état d'installations	Achat d'équipement, de machines et de véhicules de chargement spécialisés	Autres	
2013	102	44	4	55	1	358 731 363
2014	98	44	16	47	0	437 638 289
2015	80	21	13	50	4	292 774 003
2016	98	23	18	65	1	397 427 356
2017	93	33	15	47	1	385 486 113
2018	65	26	11	26	3	310 609 635
2019	39	19	7	18	1	211 650 052

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.62. Étant donné que les PME contribuent dans une large mesure à l'économie intérieure et à l'emploi, la promotion de leur développement et de leur compétitivité constitue une politique gouvernementale à long terme. Le soutien aux PME est assuré grâce à trois instruments: le régime d'aide aux PME, le régime de garantie financière aux PME et le régime de garantie financière aux PME conçu pour des projets spéciaux. Ces trois régimes ont été modifiés au cours de la période considérée afin d'en élargir le champ d'application. Pour pouvoir bénéficier de l'un de ces régimes, un entrepreneur individuel ou une entreprise doit remplir les conditions suivantes: être enregistré auprès du Bureau des services financiers en tant que contributeur fiscal n'ayant pas de dette

[57] Par exemple, si le taux d'intérêt du prêt est de 6%, l'entreprise emprunteuse ne paiera que la différence, c'est-à-dire 2%. Le montant de la bonification est soumis au taux d'intérêt effectif du prêt si le taux est inférieur à 4%.

impayée; avoir moins de 100 employés travaillant à Macao, Chine; et plus de 50% du capital de l'entreprise doit être détenu par des résidents de Macao, Chine.[58]

3.63. Le régime d'aide aux PME (Règlement administratif n° 9/2003 et modifications[59]) fournit une aide financière sans intérêt afin d'aider les PME à améliorer leurs activités commerciales et à s'adapter à l'évolution rapide des conditions économiques. L'aide financière peut être utilisée: pour acheter des biens d'équipements dans le cadre de projets de rénovation, de remise en état et d'agrandissement; pour la signature de contrats de concession commerciale ou de franchise; pour acquérir des droits exclusifs d'utilisation de technologies et des droits de propriété intellectuelle; pour des activités de publicité et de promotion; pour renforcer les capacités afin d'améliorer les opérations et la compétitivité; comme fonds de roulement; et pour faire face aux difficultés financières directement causées par des événements extraordinaires, imprévisibles ou de force majeure (par exemple les catastrophes naturelles et les maladies épidémiques). Le montant maximal de l'aide financière est de 600 000 MOP par PME (inchangé depuis 2012), et la durée maximale de remboursement du prêt est de huit ans. En vertu du Règlement administratif n° 15/2017 (en vigueur depuis le 23 mai 2017), les PME admises à bénéficier du programme qui ont entièrement remboursé leurs précédents prêts peuvent demander une deuxième fois une aide au titre du régime (avant cette modification, les PME ne pouvaient demander une aide qu'une seule fois). Entre 2013 et 2019, le montant total des aides accordées au titre de ce régime s'est élevé à 1,6 milliard de MOP, soit une moyenne de 234,7 millions de MOP par an (tableau 3.11). Pour aider les PME à faire face aux effets de la récente pandémie de COVID-19, le régime a été révisé par le Règlement administratif n° 4/2020. En conséquence, la durée minimale d'activité requise pour que les PME puissent bénéficier du programme a été ramenée de deux ans à un an. Conformément à l'ordonnance exécutive n° 57/2020, la période d'application de cette mesure s'étend du 10 mars au 10 septembre 2020.

Tableau 3.11 Soutien aux PME, 2013-2019

(Nombre et millions de MOP)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Régime d'aide aux PME							
Nombre d'approbations	722	623	522	515	629	696	500,0
Montant total de l'aide financière accordée	265,0	247,9	198,2	197,6	244,9	288,7	201,2
Régime de garantie financière aux PME							
Nombre d'approbations	81	53	61	62	55	78	46
Montant total des garanties financières	157,3	105,0	100,4	125,3	93,0	166,7	88,8
Régime de garantie financière aux PME conçu pour des projets spéciaux							
Nombre d'approbations	4	0	1	3	2	0	0
Montant total des garanties financières	3,9	0	1,0	3,0	2,0	0	0

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.64. Dans le cadre du régime de garantie financière aux PME (Règlement administratif n° 19/2003 et modifications[60]), le gouvernement accorde à chaque PME une garantie financière équivalente à 70% du prêt approuvé par une banque ou un établissement financier participant (actuellement 17 banques/établissements financiers participent à ce programme). Le montant maximum de la garantie offerte a été relevé de 3,5 millions de MOP (montant qui était resté le même depuis 2009) à 4,9 millions de MOP en mai 2017 en vertu du Règlement administratif n° 16/2017. Le montant de la garantie exclut les intérêts et tout autre frais lié à l'amortissement. Le délai maximum de remboursement du prêt est de cinq ans à compter de la date de tirage. Pour pouvoir déposer une demande, les entreprises doivent pouvoir attester de leur statut de PME enregistrée à Macao, Chine, depuis au moins un an. De 2013 à 2019, les garanties financières approuvées au titre de ce régime se sont élevées à 793,7 millions de MOP (tableau 3.11).

3.65. Le Régime de garantie financière aux PME conçu pour des projets spéciaux (Règlement administratif n° 19/2003 et modifications)[61] offre des garanties de crédit jusqu'à hauteur de 100% des prêts approuvés par les banques ou les établissements financiers participants, avec un plafond

[58] IPIM, "Why invest in Macao". Adresse consultée: https://ipim.b-cdn.net/wp-content/uploads/2018/06/ INVESTING_eng_2018_11.pdf.

[59] Le Règlement administratif n° 9/2003 a été modifié par les Règlements administratifs n° 14/2006, n° 2/2009, n° 11/2012, n° 15/2017 et n° 4/2020.

[60] Le Règlement administratif n° 19/2003 a été modifié par les Règlements administratifs n° 19/2009 et n° 16/2017.

[61] Règlements administratifs n° 19/2009 et n° 16/2017.

de 1 million de MOP (hors intérêts et autres frais liés à l'amortissement). L'objectif est d'aider les PME à financer des projets spéciaux portant par exemple sur l'innovation et la transformation de leur modèle d'activité, la promotion et la publicité de leur marque, l'amélioration de la qualité des produits, et de résoudre les difficultés financières à court terme résultant d'événements extraordinaires ou imprévisibles échappant au contrôle de l'homme, tels que les catastrophes naturelles et les épidémies. Depuis le 23 mai 2017, des garanties de crédit peuvent également être fournies pour aider les PME à développer de nouvelles activités. La période maximale de garantie de crédit est de cinq ans, à compter de la date de tirage. Pour pouvoir déposer une demande, les entreprises doivent pouvoir attester de leur statut de PME enregistrée à Macao, Chine, depuis au moins trois ans. Au cours de la période considérée, le gouvernement a accordé 9,9 millions de MOP de garanties financières au titre de ce régime; toutefois, les garanties de crédit n'ont pas été utilisées en 2018 et 2019.

3.66. En mars 2020, une nouvelle mesure, le Programme de bonification d'intérêt pour les prêts bancaires aux PME, a été introduite par le Règlement administratif n° 5/2020 en vue de fournir une bonification d'intérêts aux PME confrontées à des difficultés en raison de la pandémie de COVID-19. Les entreprises bénéficiaires ont droit à des prêts à un taux d'intérêt bonifié de 4 points de pourcentage maximum par an pour un prêt bancaire d'un montant maximal de 2 millions de MOP, pour une période pouvant aller jusqu'à trois ans. Conformément à l'ordonnance exécutive n° 66/2020, la période d'application de cette mesure est de six mois et s'étend du 17 mars au 17 septembre 2020.

3.67. Le Programme d'aide aux jeunes entrepreneurs (Règlement administratif n° 12/2013) a été établi en 2013 afin d'aider les jeunes entrepreneurs locaux à démarrer une entreprise et d'alléger leur charge financière aux premiers stades de l'activité de l'entreprise. Le Programme accorde des prêts sans intérêt avec un plafond de 300 000 MOP par entreprise et un délai maximum de remboursement de cinq ans. Les jeunes entrepreneurs locaux et les entreprises dont plus de 50% du capital est détenu par de jeunes entrepreneurs sont admis à bénéficier des fonds. Les prêts peuvent être utilisés pour: l'achat de matériel destiné à des activités commerciales; la rénovation et la remise en état d'installations; la signature de contrats de concession commerciale ou de franchise; l'acquisition de droits exclusifs d'utilisation de technologies ou de DPI; les activités de publicité et de promotion; et en tant que fonds de roulement. Le Règlement administratif n° 22/2017 (en vigueur depuis le 15 août 2017) a porté modification du Programme afin d'en élargir le champ d'application. Certaines des conditions d'application ont été assouplies, les formalités administratives ont été réduites au minimum et l'admissibilité a été étendue aux entrepreneurs expérimentés (c'est-à-dire des entreprises autres que des start-up). Entre 2013 et 2019, le montant total des prêts accordés au titre de ce Programme s'est élevé à 353,5 millions de MOP (tableau 3.12).

Tableau 3.12 Programme d'aide aux jeunes entrepreneurs, 2013-2019

(Nombre et millions de MOP)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre d'approbations	77	288	287	270	234	208	177
Montant total de l'aide accordée	18,5	69,0	68,4	63,0	53,8	44,9	35,9

Source: Renseignements communiqués par les entreprises.

3.68. Le gouvernement octroie des subventions aux entreprises pour promouvoir la création d'emplois en faveur de groupes sociaux ciblés. Trois types de subventions sont accordés dans le cadre du Fonds de sécurité sociale pour encourager les entreprises à embaucher: i) des personnes sans emploi; ii) des jeunes à la recherche d'un premier emploi; et iii) des personnes handicapées. Dans le premier cas, des subventions peuvent être accordées aux entreprises qui embauchent des personnes qui ont été au chômage, à condition qu'elles se soient inscrites auprès de la Division de la promotion de l'emploi du Département du travail (Direcção dos Serviços para os Assuntos Laborais (DSAL)) et qu'il ait été confirmé qu'elles ont des difficultés à trouver un emploi sur le marché du travail. Le montant maximum de la subvention est de 13 800 MOP (accordée en six versements mensuels) par personne employée. Dans le deuxième cas, des subventions peuvent être accordées aux entreprises qui emploient des jeunes (âgés de moins de 26 ans) sans expérience professionnelle, qui sont inscrits auprès de la Division de la promotion de l'emploi du DSAL. Le montant de la subvention, qui est versée en six mensualités, s'élève à 12 000 MOP par personne ayant fait des études secondaires et à 15 000 MOP par personne ayant fait des études supérieures. Dans les deux cas, l'employeur s'engage à fournir tout le soutien nécessaire pour aider les employés à s'adapter à leur poste.

3.69. Des subventions peuvent également être accordées aux entreprises ou aux organisations non gouvernementales qui mènent à bien des projets destinés aux personnes souffrant d'un handicap physique ou mental, comme des formations professionnelles et des ateliers protégés à l'échelon local, avec des possibilités de travail. Le montant total de la subvention pour tout projet approuvé est de 500 000 MOP, et les subventions sont versées par le Conseil d'administration du Fonds de sécurité sociale, avec l'avis favorable du DSAL et l'approbation du Secrétaire de l'économie et des finances. Les employeurs peuvent également bénéficier de réductions de l'impôt sur les bénéfices ou de l'impôt sur les salaires pour chaque personne handicapée embauchée.[62]

3.3.2 Normes et autres prescriptions techniques

3.70. Comme indiqué lors du dernier examen, Macao, Chine ne dispose pas d'un régime intégré de normalisation, d'accréditation ou de certification pour tel ou tel secteur. Par conséquent, il n'existe pas d'organisme officiel de normalisation. Macao, Chine n'établit pas ses propres normes, mais adopte les normes et prescriptions techniques internationales en vigueur. Le Bureau économique de Macao (*Direcção dos Serviços de Economia*, DSE) fait office de point d'information intérieur pour l'Accord OTC.

3.71. Il n'existe pas de procédures spécifiques pour élaborer des règlements techniques. Toutefois, lorsqu'un produit est soumis à une obligation de licence, la norme correspondante devient obligatoire et, par conséquent, elle devient un règlement technique. Selon les autorités, ces règlements techniques sont toujours fondés sur les normes internationales, car Macao, Chine, n'établit pas ses propres normes, mais recourt à l'adoption de normes internationales ou étrangères, le cas échéant. De plus, Macao, Chine a reconnu un ensemble de normes sur la sécurité des produits, chinoises et étrangères, en vertu du Règlement administratif n° 17/2008. Au cours de la période considérée, Macao, Chine a présenté 12 notifications à l'OMC au titre de l'Accord OTC, toutes en septembre 2019 (tableau 3.13).[63] Elles concernent les émissions des véhicules, les véhicules automobiles d'occasion, les polluants présents dans l'essence, les produits pharmaceutiques, les produits du tabac, les appareils de chauffage, les emballages, les lampes et les appareils domestiques. Tous ces règlements techniques étaient en place à la date de leur notification; certains d'entre eux étaient en vigueur depuis plusieurs années. À cet égard, les autorités ont indiqué que cela était dû à un manque de ressources humaines et qu'elles s'efforceraient de remplir leurs obligations de notification en temps voulu. Elles ont également indiqué que pendant la période considérée, un certain nombre de normes internationales avaient été mises en œuvre en vue de compléter les lois pertinentes et de renforcer les efforts de réglementation. Les normes de sécurité reconnues s'appliquent à tous les produits connexes, qu'ils soient importés ou produits localement.

3.72. Pendant la période considérée, deux règlements techniques ont été publiés ou révisés afin de mieux réglementer l'enregistrement des importations de produits pharmaceutiques. En 2013, la Décision du Bureau de la santé n° 10/SS/2013 sur les limites maximales de la teneur en métaux lourds et en éléments toxiques dans les médicaments traditionnels.[64] Cette Décision est une révision d'un règlement technique précédemment imposé en 2003. Le deuxième règlement, la Décision du Bureau de la santé n° 04/SS/2016, a été adopté en 2016 pour établir une prescription supplémentaire en matière de documentation et d'évaluation pour l'enregistrement des importations de produits pharmaceutiques contenant de nouvelles entités chimiques.[65] Le Bureau de la santé a également publié un règlement technique concernant l'étiquetage des médicaments.[66]

---

[62] Loi n° 8/201, Programme d'incitation fiscale pour l'embauche de personnes handicapées.

[63] Macao, Chine a présenté 18 notifications au Comité OTC entre le 1er Janvier 1995 et la fin du mois de septembre 2019. TBT IMS de l'OMC. Adresse consultée: http://tbtims.wto.org/en/Notifications/Search?ProductsCoveredHSCodes=&ProductsCoveredICSCodes=&DoSearch=True&ExpandSearchMoreFields=False&NotifyingMember=Macao%2C+China&DocumentSymbol=&DistributionDateFrom=01%2F01%2F1995&DistributionDateTo=24%2F09%2F2019&SearchTerm=&ProductsCovered=&DescriptionOfContent=&CommentPeriod=&FinalDateForCommentsFrom=&FinalDateForCommentsTo=&ProposedDateOfAdoptionFrom=&ProposedDateOfAdoptionTo=&ProposedDateOfEntryIntoForceFrom=&ProposedDateOfEntryIntoForceTo=.

[64] Document de l'OMC G/TBT/N/MAC/8 du 19 septembre 2019.

[65] Document de l'OMC G/TBT/N/MAC/11 du 19 septembre 2019.

[66] Document de l'OMC G/TBT/N/MAC/7 du 19 septembre 2019.

Tableau 3.13 Règlements techniques notifiés à l'OMC, septembre 2019

Organisme responsable	Produits visés	Intitulé	Date d'entrée en vigueur
Bureau des transports	Motocycles (y compris cyclomoteurs) nouvellement importés; véhicules diesel; véhicules utilitaires lourds fonctionnant au gaz naturel comprimé; véhicules utilitaires lourds à essence et véhicules nouvellement importés	1. Approbation du Tableau des paramètres d'émission de gaz polluants (véhicules à moteur à 4 temps) 2. Établissement des exigences relatives aux limites d'émission de gaz d'échappement pour les véhicules nouvellement importés 3. Approbation des normes sur les émissions de gaz d'échappement et des spécifications des systèmes de diagnostic embarqués	1. 20 novembre 2018 (pour les motocycles nouvellement importés) 2. 21 mai 2019 (pour les véhicules diesel, les véhicules utilitaires lourds fonctionnant au GNC et les véhicules utilitaires lourds à essence) 3. 20 novembre 2018 (pour les véhicules nouvellement importés)
Bureau des transports	Casques de protection pour cyclomoteurs et motocycles	Approbation des modèles de casques de protection pour conducteurs et passagers de cyclomoteurs et de motocycles	13 juin 2017
Bureau des transports	Véhicules automobiles d'occasion; véhicules de tourisme lourds	Règlement sur l'importation des véhicules automobiles d'occasion et des véhicules de tourisme lourds	2 avril 2019
Bureau des transports; Bureau de protection de l'environnement	Essence sans plomb et carburant diesel léger pour véhicules	Normes applicables à l'essence sans plomb et au carburant diesel léger pour véhicules	14 juillet 2016
Bureau de la santé	Produits pharmaceutiques radioactifs; médicaments; spécialités pharmaceutiques chinoises et médicaments traditionnels	1. Règlement sur l'étiquetage des produits pharmaceutiques radioactifs 2. Règlement sur l'étiquetage des emballages de médicaments (médecine occidentale)) 3. Règlement sur l'étiquetage des emballages des spécialités pharmaceutiques chinoises et des médicaments traditionnels	1er juin 2005 (pour les produits pharmaceutiques radioactifs) 10 août 2005 (pour les médicaments, les spécialités pharmaceutiques chinoises et les médicaments traditionnels)
Bureau de la santé	Spécialités pharmaceutiques chinoises; médicaments traditionnels	1. Limites de la teneur en micro-organismes pour les spécialités pharmaceutiques chinoises et les médicaments traditionnels 2. Instruction technique sur les limites maximales de la teneur en métaux lourds et en éléments toxiques dans les médicaments traditionnels	1. 1er juin 2004 2. 18 juillet 2013
Bureau de la santé	Produits du tabac	Régime de prévention et de contrôle du tabagisme. Republication de la Loi n° 5/2011 (Régime de prévention et de contrôle du tabagisme), modifiée par la Loi n° 9/2017)	26 février 2018
Bureau de la santé	Produits pharmaceutiques d'origine bovine	Règlement sur l'importation de produits pharmaceutiques d'origine bovine	2 juillet 2001
Bureau de la santé	Nouveaux produits pharmaceutiques importés contenant de nouveaux ingrédients pharmaceutiques actifs.	Instruction technique sur les documents requis pour l'importation de nouveaux produits pharmaceutiques	24 mars 2016
Bureau économique de Macao (DSE)	Chauffe-eau à gaz sans conduit d'évacuation	Interdiction d'importer des chauffe-eau à gaz sans conduit d'évacuation	12 janvier 2011

Organisme responsable	Produits visés	Intitulé	Date d'entrée en vigueur
DSE	Produits alimentaires préconditionnés ou non, d'origine locale ou importés, à l'exclusion des produits alimentaires frais non préconditionnés et des boissons d'un titre alcoométrique volumique excédant 5%	Modification du Décret-Loi n° 50/92/M du 17 août	28 février 2005
DSE	Lampes, appareils domestiques; équipement audio et audiovisuel; équipement de technologie de l'information; machines portatives à moteur; jouets	Reconnaissance des normes de sécurité applicables aux produits appartenant aux catégories suivantes: lampes; appareils domestiques; équipement audio et audiovisuel; équipement de technologie de l'information; machines portatives à moteur; et jouets	29 juin 2014

Source: Documents de l'OMC G/TBT/N/MAC/3; G/TBT/N/MAC/4; G/TBT/N/MAC/5; G/TBT/N/MAC/6; G/TBT/N/MAC/7; G/TBT/N/MAC/8; G/TBT/N/MAC/9; G/TBT/N/MAC/10; G/TBT/N/MAC/11; G/TBT/N/MAC/12; G/TBT/N/MAC/13; et G/TBT/N/MAC/14, tous du 19 septembre 2019.

3.73. Outre ceux qui ont été notifiés, des règlements techniques s'appliquent également aux importations de produits, tels que les équipements de radiocommunication, les produits utilisés dans le génie civil et les stations de réduction de la pression. Les résultats d'essais étrangers sont acceptés comme référence utile aux fins de la délivrance de licences. Les règlements techniques (normes obligatoires) pour les équipements de radiotélécommunication sont basés sur les normes de l'UIT, et les importations sont soumises à l'obtention d'une licence, afin de garantir le respect des règlements techniques. Les résultats d'essais et les certificats délivrés par les fabricants ou d'autres autorités sont acceptés comme référence aux fins de la délivrance des licences. Le matériel de communication radio, comme les radiotéléphones et les téléavertisseurs, doit passer avec succès les essais d'homologation.[67] Les certificats d'homologation sont délivrés par le Bureau des postes et des télécommunications de Macao. Il existe deux normes techniques pour les essais d'homologation, qui découlent principalement des normes de l'Institut européen des normes de la télécommunication (ETSI).

3.74. Macao, Chine applique également des règlements techniques (normes obligatoires) pour les émissions de gaz des véhicules automobiles nouvellement importés (y compris les motocyclettes), conformément aux Règlements administratifs n° 1/2012 et n° 1/2008. Conformément aux Annexes I et II des Règlements administratifs n° 1/2012 et n° 1/2008, les normes obligatoires appliquées pour l'importation de véhicules automobiles sont basées sur les normes mises en œuvre aux États-Unis, au sein de l'Union européenne, au Japon et en Chine.[68]

3.75. Des normes obligatoires sont également appliquées aux importations de matériel de génie civil, qui nécessitent en outre une licence d'importation pour garantir le respect des normes techniques applicables, à savoir les codes de Macao pour les activités de génie civil. Ces codes ont été rédigés par le Laboratoire de génie civil de Macao, après, selon les autorités, une analyse détaillée des codes et normes correspondants utilisés en Chine, dans l'Union européenne, aux États-Unis et à Hong Kong, Chine. Ces codes et normes font désormais partie du cadre légal régissant les activités du génie civil à Macao, Chine.

3.76. Il existe aussi des règlements techniques pour les stations de réduction de la pression, conformément au Règlement administratif n° 21/2016 sur la réglementation technique des stations de réduction de la pression à installer dans les conduites de transport et de distribution de gaz combustible, qui régit la conception, l'installation, l'exploitation et l'inspection des dispositifs de régulation de la pression installés dans les réseaux de transport et de distribution de gaz. Les autorités ont indiqué que ce Règlement comprenait, entre autres éléments, la définition du type de dispositif de réduction de la pression, la distance de sécurité par rapport au dispositif et la protection

[67] Dispositions du Décret-loi 48/86/M. Adresse consultée: http://images.io.gov.mo/bo/i/86/44/dl-48-86-cn.pdf.

[68] Document de l'OMC G/TBT/N/MAC/3 du 19 septembre 2019.

des dispositifs. La Décision du chef de l'exécutif n° 61/2014 du 20 mars 2014, qui a remplacé les Décisions du chef de l'exécutif n° 191/2008 et n° 439/2009, a mis à jour la liste des prescriptions de sécurité pour les luminaires et les appareils électriques.[69]

3.77. Depuis 2013, Macao, Chine a adopté 11 normes sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires (section 3.3.3).

3.78. Macao, Chine ne dispose pas d'une structure générale d'évaluation de la conformité pour la normalisation, l'accréditation ou la certification. Macao, Chine n'est pas partie à des accords internationaux ou arrangements bilatéraux (y compris des accords de reconnaissance mutuelle (ARM)) dans le domaine des normes, des essais et de la certification. Les autorités ont indiqué que malgré cela et le nombre limité de règlements techniques en place, les producteurs et les prestataires de services manifestaient un intérêt croissant pour le respect des normes internationales. À cet égard, pendant la période considérée, les entreprises et les organisations locales ont cherché encore davantage à adopter volontairement un système de gestion de la certification, comme les systèmes ISO 9001 et ISO 14001. Le Centre de productivité et de transfert de technologie de Macao (CPTTM), qui est une association à but non lucratif établie conjointement par le gouvernement et le secteur privé, est le membre correspondant de l'ISO. Selon les données disponibles, à la fin de 2018, le nombre de certificats ISO 9001 et ISO 14001 s'élevait respectivement à 215 (contre 7 en 1996) et 73 (contre 3 en 1999). Il y a eu des certifications dans d'autres domaines également. Par exemple, en décembre 2018, au moins 21 entreprises ou organisations locales étaient certifiées selon le système de management de la sécurité des denrées alimentaires ISO 22000; au moins 6 étaient certifiées selon la norme ISO/IEC 20000 Technologies de l'information-Gestion des services; au moins 12 selon la norme ISO/IEC 27001 Management de la sécurité de l'information; et au moins 2 selon la norme ISO 50001 Système de management de l'énergie. Le secteur des services, le secteur de l'ingénierie/de la construction et le secteur manufacturier sont les trois principaux secteurs utilisant des certifications de système de gestion ISO.

3.79. En 2018, l'Association des industries de Macao et le CPTTM ont lancé ensemble le système de certification de la qualité des produits de Macao, un programme volontaire visant à encourager les entreprises locales à adopter la certification de la qualité des produits comme moyen de renforcer la confiance des clients et la compétitivité sur le marché, soutenant ainsi le développement du secteur industriel.

3.80. En l'absence d'un organisme officiel de normalisation ou d'accréditation, Macao, Chine, ne dispose pas d'un système d'accréditation des laboratoires. Les laboratoires de Macao, Chine, doivent demander une accréditation auprès d'organismes en Chine continentale, à Hong Kong, Chine, et à l'étranger. Les autorités ont noté que, comme dans le cas de la certification du système de gestion ISO, un certain nombre de laboratoires locaux avaient pris l'initiative de demander une accréditation reconnue au Service national chinois d'accréditation pour l'évaluation de la conformité (CNAS), au Service d'accréditation de Hong Kong, ou à d'autres organismes d'accréditation étrangers, tels que l'Institut portugais d'accréditation, ou l'Association nationale australienne des organismes d'essai (NATA). En 2020, il y avait neuf laboratoires accrédités à Macao, Chine, par des organismes d'Australie, de Chine, de Hong Kong, Chine et du Portugal (tableau 3.14).

3.81. L'étiquetage des produits alimentaires est réglementé par le Décret-loi n° 50/92/M, tel que modifié, le Décret-loi n° 56/94/M et le Règlement administratif n° 7/2004. La Décision du chef de l'exécutif n° 556/2009 du 11 janvier 2010 contient une liste des noms génériques d'additifs alimentaires qui sont utilisés pour l'étiquetage. L'emballage et l'étiquetage des médicaments et des médicaments chinois traditionnels sont régis par les Instructions techniques n° 3/2005 et n° 4/2005 du Bureau de la santé de Macao, qui ont été notifiées à l'OMC en septembre 2019.[70] Les produits pharmaceutiques et les médicaments chinois traditionnels qui entrent à Macao, Chine, doivent avoir reçu l'approbation préalable du Bureau de la santé. Il n'existe actuellement aucune initiative en

[69] La Décision du chef de l'exécutif n° 61/2014 s'applique à l'éclairage, aux appareils ménagers, aux appareils électroniques audio et vidéo, aux équipements informatiques, aux outils électroportatifs à moteur, aux jouets et aux produits pour enfants. La Décision telle que révisée fait figurer dans son champ d'application réglementaire les prises et adaptateurs de rallonge, énumérés dans la catégorie des appareils électriques. La Décision peut être consultée (en portugais) à l'adresse suivante: https://bo.io.gov.mo/bo/i/2014/13/despce.asp#61.

[70] Document de l'OMC G/TBT/N/MAC/7 du 19 septembre 2019.

matière d'écoétiquetage, ni aucune prescription en matière d'étiquetage pour les organismes génétiquement modifiés. Les autorités ont indiqué qu'elles n'avaient pas de projet à ce sujet. Il n'existe pas de mécanisme automatique d'examen des mesures OTC. Macao, Chine, a noté que les autorités responsables de la réglementation technique examinaient les mesures OTC en place pour déterminer si elles étaient conformes aux normes et pratiques internationales, et si elles répondaient à des besoins spécifiques.

Tableau 3.14 Laboratoires accrédités à Macao, Chine, 2020

Nom	Type	Accréditation délivrée par	Domaine d'activité
Macau Cement Manufacturing Co. Ltd.	Société anonyme	Service d'accréditation de Hong Kong (HKAS)	Matériaux de construction – ciment (analyse chimique)
Laboratoire de génie civil de Macao	Rattaché au gouvernement	Institut portugais d'accréditation (IPAC) Service national chinois d'accréditation pour l'évaluation de la conformité (CNAS)	Étalonnage d'instruments servant à mesurer la masse, la force ou la longueur Essais du béton et des agrégats, analyse du sol et de la roche, essais des pieux et surveillance des fondations, verres plats, barres en acier, matériaux métalliques, ciment
The Macao Water Supply Co. Ltd. – Division de l'analyse, laboratoire et recherche	Société anonyme	CNAS	Eau potable et eau de source
Bureau des affaires civiques et municipales – Laboratoire	Laboratoire du gouvernement	CNAS	Denrées alimentaires et eau (essais microbiologiques et chimiques)
Bureau de la santé – Laboratoire de santé publique	Laboratoire du gouvernement	CNAS	Prélèvements cliniques, denrées alimentaires, légumes, cosmétiques, médicaments, eau et eaux usées, sédiments
Institut de Macao de recherche appliquée dans le domaine de la médecine et de la santé – Laboratoire de médecine chinoise et de sécurité sanitaire des produits alimentaires	Rattaché à une université	Association nationale australienne des organismes d'essai (NATA)	Essais biologiques et chimiques
Hôpital universitaire – Laboratoire clinique China Certification and Inspection Group Macau Company Limited	Rattaché à une université Laboratoire privé	NATA CNAS	Pathologie chimique Santé – examen médical, vaccin, traitement médical Sécurité – services d'essai pour les marchandises d'importation et d'exportation en Chine
Alliance Testing Company Limited	Laboratoire privé	CNAS	Activités et matériaux de construction

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.3.3 Prescriptions sanitaires et phytosanitaires

3.82. Les principales mesures législatives relatives aux prescriptions sanitaires et phytosanitaires (SPS) sont contenues dans le Règlement administratif n° 40/2004. Le Bureau des affaires municipales de Macao (*Instituto para os Assuntos Municipais*, IAM) est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des règlements et mesures SPS et constitue le point d'information SPS pour l'OMC.[71]

3.83. Macao, Chine, tient une liste des produits par position du SH qui sont soumis à l'inspection SPS (tableau SPS), qui est révisée périodiquement, et au moins lorsqu'il y a un changement dans la nomenclature du SH. La liste a été modifiée en dernier lieu le 1er janvier 2017[72], principalement pour tenir compte de l'adoption de la nouvelle nomenclature du SH 2017. Les produits soumis à l'inspection comprennent la plupart des plantes, des fleurs, des fruits et légumes, des animaux, des

[71] Renseignements fournis par l'IAM. Adresse consultée: https://www.iam.gov.mo/e/animal/scope.
[72] Annexe I de la Décision du chef de l'exécutif n° 487/2016, 3 janvier 2017.

poissons, des produits d'origine animale, des glaces et des cannes à sucre (tableau 3.15). Ces produits sont énumérés à l'Annexe III de la Décision du chef de l'exécutif n° 487/2016, du 28 décembre 2016.

Tableau 3.15 Produits soumis à l'inspection SPS, 2019

Produit	Code SH
Animaux vivants	Chapitre 1
Viandes et produits carnés	Chapitre 2
Poissons et crustacés, mollusques, etc., à l'exception de ceux relevant des positions 0301.11.00 et 0301.19.00 du SH	Chapitre 3
Lait et produits laitiers, à l'exception de ceux relevant de la position 0402.21.20 du SH; miel; autres produits d'origine animale	Chapitre 4
Produits d'origine animale; boyaux, vessies et estomacs d'animaux, entiers ou en morceaux, autres que ceux de poissons, à l'état frais, réfrigéré, congelé, salé ou en saumure, séché ou fumé	0504.00.00
Produits d'origine animale, non classés ailleurs	0511.10.00, 0511.99.90
Bulbes, oignons, tubercules, racines tubéreuses, griffes et rhizomes, en repos végétatif, en végétation ou en fleur; plants, plantes et racines de chicorée autres que les racines du n° 12.12	0601
Plantes vivantes ne figurant pas à la position 0601 du SH (y compris leurs racines), boutures et greffons; blanc de champignons	0602
Fleurs; Fleurs et boutons de fleurs, coupés, pour bouquets ou pour ornements, frais, séchés, blanchis, teints, imprégnés ou autrement préparés	0603
Feuillages, feuilles, rameaux et autres parties de plantes, sans fleurs ni boutons de fleurs, et herbes, mousses et lichens, pour bouquets ou pour ornements, frais	Ex-0604.20
Légumes, plantes, racines et tubercules; alimentaires	Chapitre 7
Fruits comestibles; écorces d'agrumes ou de melons	Chapitre 8
Graines, fruits et spores à ensemencer	1209
Cannes à sucre; propres à l'alimentation humaine, fraîches, réfrigérées, congelées ou séchées, même pulvérisées	Ex-1212.93.00
Graisses de porc (y compris le saindoux) et graisses de volailles, autres que celles du n° 02.09 ou du n° 15.03	1501
Saucisses, saucissons et produits similaires, de viande, d'abats ou de sang; préparations alimentaires à base de ces produits	1601
Préparations et conserves de viande, d'abats ou de sang	1602
Préparations et conserves de poissons; caviar et ses succédanés préparés à partir d'œufs de poisson	1604
Crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques, préparés ou conservés	1605
Lait en poudre	1901.10.41, 1901.90.40
Glaces de consommation, même contenant du cacao	2105
Aliments pour chiens ou chats	2309.10.10, 2309.10.90
Engrais d'origine animale ou végétale, même mélangés entre eux ou traités chimiquement; engrais résultant du mélange ou du traitement chimique de produits d'origine animale ou végétale	3101.00
Animaux des cirques ambulants et ménageries ambulantes	9508.10.20

Source: IAM, *Procedures for Processing Import License/Declaration and Advance Booking for Sanitary Inspection (Annex 1).* Adresse consultée: https://www.iam.gov.mo/publicFile/cdap/22/en/22Anexo_I_e_v2.pdf.

3.84. Pour pouvoir importer les produits énumérés ci-dessus, il faut une licence d'importation, une déclaration d'importation et un ou plusieurs certificats sanitaires valides délivrés par les autorités compétentes du pays exportateur/de la région exportatrice. L'importateur doit également être inscrit au registre des importations de l'IAM. Les importateurs de ces produits doivent déposer une demande d'inspection SPS par voie électronique ou en personne à l'IAM au moins un jour ouvrable avant l'arrivée des marchandises à la frontière. L'IAM vérifie les documents SPS et son laboratoire ou un de ses laboratoires sous-traitants peut procéder à des contrôles aléatoires sur échantillon des marchandises à importer, à la frontière. Dans certains cas, il existe des prescriptions supplémentaires, par exemple, comme indiqué précédemment, les importateurs d'espèces animales ou végétales visées par la CITES doivent obtenir des licences d'importation auprès du DSE avant de demander une inspection SPS de l'IAM. Les inspections sont soumises au paiement d'une redevance, comme établi dans la Décision du chef de l'exécutif n° 268/2003 du 1er décembre 2003, qui varie en fonction du produit (par exemple, 10 MOP pour certaines plantes ornementales avec racines, 3 MOP pour certains bulbes et oignons, et 0,3 MOP pour les œufs); les droits d'inspection n'ont pas

changé au cours de la période considérée.[73] Les autorités ont noté que les frais d'inspection étaient ajustés en fonction des besoins et de la situation de Macao, Chine.

3.85. Les mesures de lutte contre les maladies et les parasites suivent la Liste établie par l'AQSIQ de la Chine relative à la quarantaine des organismes importés contaminés par des parasites ou des maladies. Dans le cadre du CEPA, Macao Chine a signé deux accords de coopération avec la Chine concernant les questions SPS: l'Accord de coopération en matière d'inspection, de quarantaines et de sécurité sanitaire des produits alimentaires, en 2004; et l'Accord de coopération en matière d'inspections et de quarantaines, en 2010. De plus, l'Accord sur le commerce des marchandises dans le cadre du CEPA, signé par la Chine et Macao, Chine, le 12 décembre 2018, décrit dans son chapitre 6 la coopération entre les deux parties en matière de mesures SPS. Les deux autorités sont convenues de renforcer la coopération dans le domaine SPS et d'assurer la transparence en ce qui concerne les mesures et la législation dans ce domaine.

3.86. Au cours de la période considérée, Macao, Chine a présenté 14 notifications au Comité SPS, dont un corrigendum.[74] La plupart d'entre elles concernaient les normes alimentaires (voir ci-dessous). La notification de la Loi sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires[75] revêt une importance particulière. Les notifications qui ont suivi correspondent, dans une large mesure, aux prescriptions de la Loi, par exemple en ce qui concerne la teneur en microorganismes pathogènes.

3.87. La Loi n° 5/2013 sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires a pour objet de protéger la santé et la sécurité publiques en réglementant le contrôle et l'administration de la sécurité sanitaire des aliments, la prévention des risques, les contrôles et les mesures correctives, ainsi que la gestion des incidents. Elle régit les activités de production et les activités commerciales liées aux aliments, de même que l'utilisation d'additifs alimentaires et de produits apparentés aux aliments dans les denrées alimentaires du commerce. Selon ladite Loi, il y a sécurité sanitaire des produits alimentaires lorsque l'on a accès à des denrées alimentaires qui ne sont ni toxiques ni nocives, qui ont une valeur nutritive et qui ne causent pas de "dommages aigus, subaigus ou chroniques à la santé humaine".[76] La Loi confère à l'IAM l'autorité en la matière et établit l'obligation pour les entités publiques ou privées de fournir une assistance. Conformément à la Loi, l'IAM est chargé de: i) coordonner la supervision et la gestion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires; ii) soumettre des propositions pour la formulation de politiques de sécurité sanitaire; iii) inspecter les locaux ou les établissements où la production et la commercialisation des denrées alimentaires sont effectuées; iv) collecter des échantillons, et examiner et analyser la sécurité des denrées alimentaires; v) surveiller et évaluer les risques en matière de sécurité sanitaire; vi) établir des plans d'urgence pour les incidents en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires; vii) enquêter et traiter les incidents de sécurité sanitaire; et de viii) mettre en œuvre des mesures de prévention et de contrôle, entre autres.

3.88. La Loi sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires couvre en détail l'établissement des normes en matière d'innocuité des aliments, la surveillance des risques, l'évaluation des risques et les mesures de prévention et de contrôle. Elle prévoit aussi un système de sanctions, qui couvre la responsabilité pénale et les sanctions administratives. Le personnel de surveillance de l'IAM jouit de prérogatives de puissance publique dans l'exercice de ses fonctions et peut demander aux autorités de police de lui apporter le soutien nécessaire, notamment à des fins de recherche ou lorsqu'il constate des situations d'opposition ou de résistance à l'exercice de ses fonctions.

3.89. La Loi dispose que la production et la commercialisation des denrées alimentaires, ainsi que l'utilisation d'additifs alimentaires et de produits alimentaires doivent satisfaire à des critères de sécurité sanitaire, couvrant les aspects suivants: i) les normes relatives aux limites applicables aux

[73] Décision du chef de l'exécutif n° 319/2016, chapitre VII (Inspection vétérinaire et phytosanitaire), 5 septembre 2016. Adresse consultée: https://bo.io.gov.mo/bo/i/2016/36/despce.asp#319.

[74] Documents de l'OMC G/SPS/N/MAC/11 du 3 juin 2013 (Loi sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires); G/SPS/N/MAC/12 du 13 octobre 2014; G/SPS/N/MAC/13 du 9 décembre 2014; G/SPS/N/MAC/14 du 9 décembre 2014; G/SPS/N/MAC/14/Corr.1 du 22 décembre 2014; G/SPS/N/MAC/15 du 9 décembre 2014; G/SPS/N/MAC/16 du 10 novembre 2015; G/SPS/N/MAC/17 du 25 février 2016; G/SPS/N/MAC/18 du 25 février 2016; G/SPS/N/MAC/19 du 9 juin 2016; G/SPS/N/MAC/20 du 9 janvier 2017; G/SPS/N/MAC/21 du 27 novembre 2017; G/SPS/N/MAC/22 du 14 juin 2018; G/SPS/N/MAC/23 du 14 novembre 2018; et G/SPS/N/MAC/24 du 20 mars 2019.

[75] Document de l'OMC G/SPS/N/MAC/11 du 3 juin 2013.

[76] Loi n°5/2013, 22 avril 2013, Article 3.5. Adresse consultée: https://images.io.gov.mo/bo/i/2013/17/lei-5-2013.pdf.

micro-organismes pathogènes, aux résidus de pesticides, aux résidus de médicaments vétérinaires, aux métaux lourds, aux substances radioactives et aux substances nocives pour la santé humaine contenus dans les denrées alimentaires; ii) les types d'additifs alimentaires, leur champ d'application et les limites de leur utilisation; iii) les prescriptions relatives aux ingrédients nutritionnels des denrées alimentaires destinées exclusivement aux nourrissons et aux enfants ou à d'autres groupes de personnes spécifiques; iv) les prescriptions en matière d'hygiène dans la production et la commercialisation des denrées alimentaires; et v) les prescriptions en matière de qualité liées à la sécurité sanitaire des produits alimentaires.

3.90. L'Instruction n° 245/2014 du chef de l'exécutif interdit l'importation, l'exportation ou la réexportation de produits végétaux contenant des organismes nuisibles à la santé des végétaux inscrits sur la liste jointe en annexe.[77]

3.91. Depuis 2013, Macao, Chine a publié 11 normes relatives à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, qui ont été notifiées à l'OMC en tant que mesures SPS. Parmi celles-ci, le Règlement administratif n° 6/2014 (Liste des substances dont l'utilisation est interdite dans les produits alimentaires) interdit l'utilisation de certaines substances dans le cadre de l'élevage ou de la production alimentaire, ainsi que de la distribution des denrées alimentaires. Le Règlement est applicable à l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire.[78] Le Règlement administratif n° 16/2014 (Limites maximales pour les radionucléides dans les denrées alimentaires) fixe les niveaux maximaux autorisés de radionucléides dans les denrées alimentaires après une catastrophe nucléaire ou radiologique. Les limites maximales sont définies pour deux catégories distinctes: "aliments pour nourrissons" et "autres aliments". Le Règlement s'applique à tous les stades de la production alimentaire (tableau 3.16).

Tableau 3.16 Normes alimentaires notifiées à l'OMC depuis 2013

Règlement	Teneur
1. Règlement administratif n° 13/2013	Limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments
2. Règlement administratif n° 6/2014 (modifié par le Règlement administratif n° 3/2016)	Liste des substances dont l'utilisation est interdite dans les produits alimentaires
3. Règlement administrative n° 16/2014	Limites maximales pour les radionucléides dans les denrées alimentaires
4. Règlement administratif n° 16/2015	Limites applicables aux micro-organismes pathogènes dans les préparations en poudre pour nourrissons
5. Règlement administratif n° 2/2016	Limites applicables aux micro-organismes pathogènes dans les produits laitiers
6. Règlement administratif n° 13/2016	Limites maximales de mycotoxines dans des aliments
7. Règlement administratif n° 28/2016	Exigences nutritionnelles concernant les préparations destinées aux nourrissons
8. Règlement administratif n° 30/2017	Normes relatives à l'utilisation de colorants alimentaires dans les produits alimentaires
9. Règlement administratif n° 12/2018	Normes relatives à l'utilisation d'édulcorants dans les produits alimentaires
10. Règlement administratif n° 23/2018	Limites maximales pour les contaminants sous forme de métaux lourds dans les aliments
11. Règlement administratif n° 7/2019	Normes relatives à l'utilisation de conservateurs et d'antioxydants dans les produits alimentaires

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.92. En juin 2020, Macao, Chine comptait deux mesures SPS en vigueur, qui avaient pour effet d'interdire les importations (tableau 3.17). Ces mesures sont considérées comme temporaires, bien qu'elles soient en place depuis plusieurs années. Ces mesures ont été notifiées à l'OMC. Macao, Chine ne dispose pas d'un mécanisme automatique d'examen des mesures SPS. Les autorités ont noté que ces mesures étaient réexaminées selon les besoins et pour assurer la conformité avec les normes internationales. Dans le cas de la mesure appliquée aux produits liés à l'ESB, en février 2014, la Décision du chef de l'exécutif n° 27/2014 a levé l'interdiction d'importer de la viande et des produits à base de viande en provenance du Royaume-Uni, qui était appliquée en vertu de la Décision

[77] Document de l'OMC G/SPS/N/MAC/12 du 13 octobre 2014.
[78] Document de l'OMC G/SPS/N/MAC/13 du 9 décembre 2014.

du chef de l'exécutif n° 341/2007.[79] La Décision n° 27/2014 a également abrogé la Décision n° 25/GM/96.[80]

Tableau 3.17 Mesures SPS en vigueur à Macao, Chine, 2020

Produits	Date de prise d'effet	Référence
Produits ayant un lien avec l'ESB	31 décembre 2007	Décision du chef de l'exécutif n° 341/2007
Civette palmiste à masque et produits dérivés	2 février 2004	Décision du chef de l'exécutif n° 8/2004

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.93. En février 2019, l'interdiction d'importer des produits de volaille en provenance de pays asiatiques touchés par la grippe aviaire, énoncée dans la Décision du chef de l'exécutif n° 7/2004, a été levée par la Décision du chef de l'exécutif n° 16/2019.[81]

3.3.4 Politique de la concurrence et contrôle des prix

3.3.4.1 Politique de la concurrence

3.94. Macao, Chine n'a pas encore adopté de législation générale sur la concurrence et n'a pas non plus d'organisme spécifique chargé de faire respecter les règles en la matière. Les dispositions visant à encourager la concurrence, à décourager les pratiques commerciales déloyales et à protéger les intérêts des consommateurs sont dispersées dans le Code de commerce et les réglementations sectorielles. Les autorités considèrent que, pour l'heure, ces dispositions sont adéquates et appropriées, compte tenu de la petite taille de l'économie locale et de la prédominance des PME. Néanmoins, afin de renforcer davantage les droits des consommateurs et de garantir une concurrence loyale, la Loi sur la protection des consommateurs existante a été révisée; cette révision est actuellement examinée par l'Assemblée législative.

3.95. Le Code de commerce[82] contient des règles d'application générale concernant la protection d'une concurrence loyale. L'article 153 dispose que la concurrence entre entrepreneurs se déroulera d'une manière ne portant pas atteinte aux intérêts de l'économie de Macao, Chine, et interdit tous les accords ou pratiques ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de fausser ou de restreindre la concurrence. L'article 158 définit la concurrence déloyale comme "tout acte de concurrence qui se révèle objectivement contraire aux normes et à la pratique honnête de l'activité économique", et établit une liste non exhaustive des actes qui sont assimilés à de la concurrence déloyale et prohibés.[83] Les parties affectées par de tels actes ont le droit d'engager une procédure judiciaire devant un tribunal local dans un délai d'un an. Si un tribunal constate qu'une pratique relève de la concurrence déloyale, il doit ordonner qu'il soit mis fin à cette pratique, indiquer les moyens appropriés d'en éliminer les effets préjudiciables et ordonner l'indemnisation des dommages subis par la partie affectée. Certains actes de concurrence déloyale au titre du Code de commerce peuvent constituer des infractions pénales en vertu d'autres lois, dont le Code pénal, la Loi n° 6/96/M (fraude commerciale) et le Décret-loi n° 97/99/M (atteintes à la propriété industrielle). Une étude de la jurisprudence des tribunaux de Macao, Chine concernant l'application des dispositions du Code de

[79] Décision du chef de l'exécutif n° 27/2014. Adresse consultée (en portugais): https://bo.io.gov.mo/bo/ii/2014/08/despce.asp#27.

[80] La Décision du chef de l'exécutif n° 341/2007 est la législation cadre qui permet d'interdire les importations de viande en raison de l'ESB. Toutefois, cette Décision n'identifie aucun pays spécifique comme étant soumis à cette mesure. La Décision du chef de l'exécutif n° 25/GM/96, qui est antérieure à la Décision n° 341/2007, interdit temporairement l'importation de produits à base de viande en provenance du Royaume-Uni.

[81] Décision du chef de l'exécutif n° 16/2019. Adresse consultée (en portugais): https://bo.io.gov.mo/bo/i/2019/07/despce.asp.

[82] Décret-loi n° 40/99/M, tel que modifié par les Lois n° 6/2000 et n° 16/2009.

[83] Parmi ces actes, on peut citer les suivants: actes susceptibles de prêter à confusion ou d'induire en erreur (c'est-à-dire représentation trompeuse); déclarations négatives sur les concurrents (calomnie); comparaison (abusive); imitation (de produits ou de services brevetés); exploitation de la réputation d'autres entreprises; violation (divulgation ou utilisation) de secrets; fait de provoquer et d'exploiter des infractions contractuelles (fait d'inciter d'autres personnes à enfreindre leurs obligations contractuelles avec des concurrents); exploitation de la dépendance (fait d'abuser de la dépendance d'autres entreprises); et ventes à perte.

commerce relatives à la concurrence a montré que les pratiques de ce type étaient rares et se limitaient principalement aux actes de concurrence déloyale, tels que l'imitation des marques de fabrique ou de commerce.[84]

3.96. Plusieurs lois et règlements concernant des secteurs ou des activités économiques spécifiques contiennent des dispositions relatives à la protection d'une concurrence loyale. Ces dispositions diffèrent par leur portée et leur teneur, mais elles interdisent généralement les comportements anticoncurrentiels, y compris les pratiques restrictives horizontales et verticales. Faire respecter ces dispositions incombe aux organismes de réglementation sectoriels compétents. Parmi les activités économiques soumises à une réglementation spécifique, on peut citer les suivantes: jeux de hasard, banque et finance, intermédiation en assurance, télécommunications (téléphonie fixe et mobile et services internet), électricité, location de terrains[85] et marchés publics.[86]

3.97. La protection des consommateurs est régie par la Loi n° 12/88/M. Le Conseil de la consommation, organisme public placé sous la supervision du Secrétariat de l'économie et des finances, est chargé de protéger et de promouvoir les droits des consommateurs. Il est chargé de recevoir et de traiter les plaintes des consommateurs, de répondre aux demandes de renseignements et de mener des activités de défense des consommateurs. Il doit également fournir des services de conciliation, de médiation et d'arbitrage pour les plaintes mineures des consommateurs. En outre, le Centre d'arbitrage de la consommation (CAC), créé en 1998, est chargé de traiter les litiges de consommation dont le montant ne dépasse pas 100 000 MOP. Les services d'arbitrage sont offerts gratuitement et les décisions arbitrales peuvent être appliquées comme des décisions de justice. Toutefois, ni le Conseil de la consommation ni le CAC n'ont le pouvoir de garantir la concurrence entre entreprises sur le marché.

3.98. Dans le contexte d'une révision récente, plusieurs propositions visant à améliorer les règles relatives à la concurrence ont été incluses dans la Loi sur la protection des consommateurs. Par exemple, la Loi révisée charge le Conseil de la consommation d'assurer un suivi des pratiques commerciales déloyales, telles que les pratiques commerciales trompeuses ou agressives. La Loi renforce également les droits des consommateurs en ce qui concerne les informations relatives aux produits et l'indemnisation. Toutefois, la Loi révisée ne contenait pas de proposition visant à interdire l'abus de position dominante sur le marché ni les ententes sur les prix; il est prévu que le gouvernement examine ces questions plus avant. Lors de l'établissement du présent rapport, la Loi révisée avait été approuvée dans son ensemble et était en cours d'examen par l'assemblée législative.

3.99. En outre, dans le cadre de l'élaboration d'un nouveau cadre pour la convergence dans le domaine des télécommunications, le Bureau des postes et des télécommunications de Macao (CTT) est en train d'examiner les dispositions relatives à la concurrence dans ce secteur, après avoir achevé des consultations avec les parties prenantes.

3.3.4.2 Contrôle des prix

3.100. De manière générale, Macao, Chine n'applique pas de contrôle des prix ni de prix administrés. néanmoins, pour des raisons d'intérêt public, les tarifs de la plupart des services publics, comme l'électricité, l'eau, les services téléphoniques, les services postaux ou les tarifs des taxis, sont réglementés ou contrôlés par les organismes de réglementation compétents par le biais de l'approbation administrative des tarifs et de leur ajustement.[87] Aucune différence n'est faite entre groupes d'utilisateurs ou branches de production. Les tarifs du transport maritime de passagers sont également réglementés.

---

[84] Institut coréen de recherche sur la législation (2016), Choi J., et Svetlicinii A., *A Comparative Study on Competition Law Enforcement in South Korea and China's Special Administrative Regions of Hong Kong and Macao*. Adresse consultée: http://klri.re.kr:9090/handle/2017.oak/4669.

[85] L'article 37 du Règlement administratif n° 6/2019 sur les procédures d'appel d'offres pour la location de terrains dispose qu'aucun marché ne sera attribué en cas de collusion entre les soumissionnaires ou de tout acte ou accord qui affecte les conditions normales de concurrence.

[86] Pour une analyse détaillée des réglementations sectorielles, voir: Tang T. W., *The Conceptualisation of the Competition Legal System of Macao under the Perspective of EU Competition Law*, Centre de formation continue, Université de Macao, 2017.

[87] Les tarifs de l'électricité, de l'eau, du téléphone et des services postaux sont réglementés par le Secrétaire des transports et des travaux publics; et les tarifs des taxis sont réglementés par le Bureau des transports.

3.101. Dans le domaine des télécommunications, le CTT est chargé d'approuver les tarifs des services de téléphonie fixe et mobile. Il interdit également aux fournisseurs d'accès à Internet de modifier les tarifs, mais uniquement lorsqu'il est constaté que la modification est anticoncurrentielle ou contraire à l'intérêt public. Les tarifs d'interconnexion sont fixés par le biais d'accords commerciaux. Si les opérateurs ne parviennent pas à un accord, le gouvernement peut intervenir et imposer les conditions et modalités de l'interconnexion, y compris les tarifs (section 4.4.3).

3.102. S'agissant du transport maritime de passagers, les opérateurs sont tenus de soumettre leurs grilles de tarifs pour approbation au Bureau des affaires maritimes et aquatiques (*Direcção dos Serviços de Assuntos Marítimos e de Água* ou DSAMA), au moins 30 jours avant leur mise en œuvre.[88] Les grilles de tarifs sont ajustées en fonction de l'évolution des prix des carburants et de l'indice des prix à la consommation; les ajustements doivent être approuvés par le DSAMA (section 4.4.5).

3.3.5 Commerce d'état, entreprises publiques et privatisation

3.103. Macao, Chine a notifié à l'OMC qu'elle n'avait aucune entreprise commerciale d'état au sens du paragraphe 1 du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994.[89] La région administrative spéciale de Macao détient une participation financière dans 13 sociétés ou associations, principalement dans les domaines des services publics, des transports, des infrastructures et des médias.[90]

3.3.6 Marchés publics

3.3.6.1 Aperçu général

3.104. Pendant la période considérée, les dépenses totales consacrées aux marchés publics ont représenté en moyenne 5,2% du PIB. en 2019, elles ont atteint 26,8 milliards de MOP (tableau 3.18).

Tableau 3.18 Marchés publics, 2013-2019

(Millions de MOP)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
PIB aux prix courants	411 865,0	442 070,0	362 213,0	362 876,0	407 328,0	444 666,0	434 670,0
Dépenses totales consacrées aux marchés publics	16 185,4	17 445,4	19 710,7	19 357,7	23 399,0	26 847,3	26 802,6
Investissement	7 711,5	7 815,5	9 726,2	9 506,5	13 823,7	16 570,8	13 821,3
Plan d'investissement et de développement (PIDDA)	7 033,1	7 255,4	8 948,8	8 519,4	12 916,8	15 408,6	12 333,0
Autres	678,3	560,1	777,4	987,1	906,8	1 162,2	1 488,2
Total pour les marchandises et les services	8 473,9	9 629,9	9 984,5	9 851,2	9 575,3	10 276,4	12 981,3
% du total des marchés publics dans le PIB	3,9	3,9	5,4	5,3	5,7	6,0	6,2

Source: Bureau des services financiers.

3.105. Macao, Chine n'est pas signataire de l'Accord de l'OMC sur les marchés publics (AMP) et n'a pas le statut d'observateur auprès du comité compétent. Néanmoins, les autorités ont indiqué que leurs procédures et leurs disciplines en matière de passation de marchés étaient conformes aux normes internationales.

[88] Règlement administratif n° 34/2009.

[89] Documents de l'OMC G/STR/N/15/MAC du 14 mars 2014; G/STR/N/16/MAC du 8 juin 2016 et G/STR/N/15/MAC du 23 mars 2018.

[90] Il s'agit des sociétés suivantes: Compagnie d'électricité de Macao (CEM); Centre du commerce international de Macao (CAM); Aéroport international de Macao; *Teledifusâo de Macau*, S.A. (TDM); Macauport – *Sociedade de Administração*, S.A.; Macao Industrial Parks Development Co. Ltd.; Air Macau Company Limited; Centre de productivité et de transfert de technologie de Macao (CPTTM); *Transferência Electrónica de Dados* - MACAU EDI VAN S.A. (TEDMEV); Centre-pépinière d'entreprises pour les nouvelles technologies de Macao; Macau Investment and Development Limited; *Waterleau Macau Limitada*; et Macau Basic Television Channels, Limited.

3.106. Les marchés publics sont régis par différentes lois qui régissent les différents types de marchés publics et les procédures correspondantes. Les principaux instruments juridiques sont les suivants:

- le Décret-loi n° 122/84/M (15 décembre 1984), tel que modifié par le Décret-loi n° 30/89/M (1989), établit le système juridique des dépenses de marchés publics pour les marchandises, les services et les travaux publics;

- le Décret-loi n° 63/85/M (6 juillet 1985) définit les procédures applicables aux appels d'offres publics pour les marchés de marchandises et de services;

- le Décret-loi n° 74/99/M (8 novembre 1999) définit les procédures pour les marchés de travaux publics;

- l'Avis n° 52/GM/88 (23 mai 1988) réglemente les procédures pour l'achat d'actifs immobiliers par les services de l'administration publique;

- le Règlement administratif n° 6/2006 (1er novembre 2006), tel que modifié par le Règlement administratif n° 28/2009, établit le système de gestion des finances publiques pour les services de l'administration publique; et

- la Loi n° 15/2017 (9 août 2017) et le Règlement administratif n° 2/2018 régissent les activités budgétaires de Macao, Chine.

3.107. Le cadre juridique qui précède, et qui est en place depuis de nombreuses années, n'a pas fondamentalement changé depuis le dernier examen. Toutefois, le gouvernement travaille actuellement sur un nouveau projet de loi dans le but de simplifier, d'actualiser et d'améliorer le régime de passation des marchés publics. Une équipe spéciale, créée pour élaborer le nouveau projet de loi, a formulé plusieurs suggestions aux fins d'un examen par le pouvoir législatif et sur la base desquelles une consultation publique a été organisée (de novembre 2018 à janvier 2019). Au milieu de 2020, la Loi sur les marchés publics était en cours de remaniement pour prendre en compte les observations formulées lors de la consultation publique et avant d'engager la procédure législative.

3.108. Le Décret-loi n° 122/84/M contient les dispositions juridiques fondamentales concernant les marchés publics. Il s'applique aux dépenses liées aux marchés de marchandises, de services et de travaux publics par des organismes publics. Cela concerne toutes les administrations publiques, y compris les départements dotés d'une autonomie administrative, ainsi que les services et fonds autonomes.

3.109. En vertu du Décret-loi n° 122/84/M, les marchés publics doivent être passés par voie d'appel d'offres (appel d'offres ouvert ou limité avec préqualification) ou d'entente directe ("consultation écrite", "consultation orale" ou "exemption de la soumission").[91] De manière générale, des valeurs de seuil minimum sont utilisées pour déterminer la procédure de passation des marchés applicable. Les appels d'offres publics sont généralement obligatoires pour les achats de marchandises et de services d'une valeur estimée supérieure à 750 000 MOP et pour les marchés de travaux publics d'une valeur estimée supérieure à 2,5 millions de MOP (tableau 3.19).[92] Pour les achats d'une valeur inférieure à ces seuils ou pour ceux qui relèvent des exemptions prévues dans le Décret-loi n° 122/84/M, les marchés peuvent être passés par voie d'entente directe.[93] La procédure d'entente directe exige de consulter au préalable au moins trois fournisseurs potentiels. La consultation préalable doit se faire par écrit lorsque la valeur estimée du marché est supérieure à 15 000 MOP pour l'achat de marchandises et de services, et à 150 000 MOP pour les travaux publics. L'obligation

[91] Le Décret-loi n° 74/99/M sur les marchés de travaux publics prévoit que le gouvernement peut solliciter des propositions par voie d'appel d'offres public, d'appel d'offres limité avec préqualification, d'appel d'offres limité sans préqualification et d'entente directe.

[92] Article 7 (paragraphe 1) du Décret-loi n° 122/84/M.

[93] L'article 7 (paragraphe 2) du Décret-loi n° 122/84/M dispose que des exemptions s'appliquent dans les cas suivants: i) une société jouit des droits de fourniture exclusifs; ii) il est dans l'intérêt de Macao, Chine, compte tenu de la nature des marchandises, des services ou des travaux publics requis, d'attribuer le marché directement à une entité donnée; iii) le marché implique des études de projet, des conseils techniques ou la supervision de travaux publics; iv) il y a des raisons touchant à la sécurité; ou v) dans des situations d'urgence et extraordinaires découlant d'une force majeure.

de consultation préalable peut être complètement éliminée dans les circonstances prévues par la loi, par exemple dans les cas concernant la sécurité publique intérieure ou extérieure.[94]

Tableau 3.19 Seuils applicables aux marchés publics en vertu du Décret-loi n° 122/84/M

Type de procédure de passation des marchés		Achats de marchandises et de services	Travaux publics
Appel d'offres	Appel d'offres limité avec préqualification	> 7 500 000 MOP	> 15 000 000 MOP
	Appel d'offres ouvert	> 750 000 MOP	> 2 500 000 MOP
Entente directe	Consultation écrite	> 15 000 MOP	> 150 000 MOP
	Consultation orale	≤ 15 000 MOP	≤ 150 000 MOP
	Exemption de la soumission	Circonstances spécifiées[a]	

a Circonstances prévues à l'article 8 (paragraphe 4) du décret-loi n° 122/84/m.

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de Tang, T.W., *Collection of Articles on the Legal System of Government Procurement in Macao Special Administrative Region*, Macao, Chine, 2015.

3.110. Le chef de l'exécutif peut décider de procéder à un appel d'offres limité avec préqualification lorsque: i) pour les marchandises et les services, la valeur estimée du marché dépasse 7,5 millions de MOP ou le marché fait intervenir une technologie spéciale; et ii) pour les travaux publics, la valeur estimée du marché dépasse 15 millions de MOP ou les travaux sont complexes ou exceptionnels (c'est-à-dire qu'ils doivent être réalisés dans des circonstances très spéciales, dans un délai particulièrement court, ou font intervenir de nouveaux dessins ou modèles ou des méthodes de construction spécialisées). On ne dispose pas de données sur la part respective des appels d'offres ouverts et limités dans le total des marchés publics.

3.111. Des marchés ne peuvent être passés avec l'étranger que dans l'une des situations suivantes: i) si les marchandises requises ne sont pas disponibles sur le marché local ou s'il n'y a pas de fournisseurs adéquats pour fournir les services requis; ii) si le prix à l'étranger est inférieur au prix sur le marché local; ou iii) si acheter les marchandises ou les services à l'étranger procure des avantages en termes de qualité, de soutien technique ou de rapidité de livraison.[95] Si la valeur estimée du marché dépasse 500 000 MOP, l'autorisation du chef de l'exécutif est requise.

3.112. En vertu des procédures applicables aux marchés de travaux publics (Décret-loi n° 74/99/M), seuls les entrepreneurs inscrits sur la liste officielle des entreprises de travaux publics du Bureau de l'aménagement du territoire, des travaux publics et des transports (*Direcção dos Serviços de Solos, Obras Públicas e Transportes* (DSSOPT)) sont admis à soumissionner. S'agissant des entrepreneurs non établis à Macao, Chine, et non-inscrits sur la liste officielle des entreprises de travaux publics, et conformément à l'article 63 du Décret-loi n° 74/99/M, seules les entreprises issues de pays qui sont parties à des accords internationaux dont Macao, Chine est signataire sont admises à participer aux appels d'offres ouverts. Ces entreprises étrangères doivent fournir la preuve de leur enregistrement en tant qu'entreprises de travaux publics dans leur propre pays. Si elles ne peuvent pas satisfaire à cette prescription, les entreprises étrangères doivent demander un enregistrement équivalent à Macao, Chine et fournir les documents spécifiés dans le Décret-loi en question.[96]

3.113. Le Bureau des services financiers (DSF) effectue des achats centralisés. Il achète huit catégories de "biens de consommation courants" au moyen d'appels d'offres ouverts, pour tous les organismes publics non autonomes et pour certaines entités financièrement autonomes.[97] Pour les marchandises ne relevant pas de ces huit catégories, et pour les services et les travaux publics,

[94] Article 8 (paragraphe 4) du Décret-loi n° 122/84/M.

[95] Article 22 du Décret-loi n° 122/84/M.

[96] Ces documents sont les suivants: i) description du matériel disponible et de la main-d'œuvre spécialisée qui seront utilisés; ii) renseignements sur l'expérience acquise pour le même type de travaux que ceux faisant l'objet de l'appel d'offres, y compris les projets publics et privés, avec des certificats de bonne exécution; iii) documents prouvant leur capacité économique et financière; et iv) document dans lesquelles elles reconnaissent uniquement la législation et la juridiction de Macao, Chine.

[97] Le Règlement administratif n° 6/2006 classe les organismes publics en trois catégories: i) les organismes non autonomes; ii) les organismes autonomes sur le plan administratif; et les organismes autonomes sur les plans administratif et financier. Le DSF achète des biens de consommation pour les deux premières catégories. Les organismes autonomes sur les plans administratif et financier peuvent passer leurs propres marchés de manière indépendante ou prendre part au système d'achats centralisés de biens de consommation.

chaque entité contractante doit suivre la procédure de passation de marchés correspondante en fonction de la valeur estimée et des caractéristiques spécifiques du projet d'achat.

3.114. En 2019, seuls 3% des marchés passés par le DSF ont été attribués à des fournisseurs étrangers. Cela représentait 13,1% de la valeur des achats centralisés de marchandises et de services réalisés par le DSF, contre 19,4% en 2013 (tableau 3.20). Selon les autorités, ces chiffres pourraient sous-représenter la part des fournisseurs étrangers dans les marchés publics car les sociétés étrangères enregistrées auprès du DSF sont considérées comme des entreprises locales (qu'elles soient ou non constituées en société dans le pays) et leur pays d'origine n'est pas enregistré.

Tableau 3.20 Participation locale et étrangère aux marchés publics passés au niveau central par le DSF, 2013-2019

(Nombre de marchés et pourcentage)

	2013		2014		2015		2016		2017		2018		2019	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Étranger	**45**	**4**	**6**	**1**	**4**	**0**	**42**	**3**	**52**	**4**	**49**	**3**	**41**	**3**
Services	44	98	5	83	3	75	42	100	52	100	47	96	40	98
Travaux publics	0	0	1	17	1	25	0	0	0	0	2	4	1	2
Achat et vente[a]	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Appels d'offres publics[b]	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Achats de marchandises	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Local	**989**	**96**	**997**	**99**	**853**	**100**	**1 162**	**97**	**1 169**	**96**	**1 473**	**97**	**1 347**	**97**
Services	860	87	916	92	793	93	1 059	91	1 023	88	1 271	86	1 240	92
Travaux publics	19	2	5	1	1	0	20	2	26	2	76	5	29	2
Achat et vente[a]	1	0	0	0	0	0	10	1	33	3	33	2	0	0
Appels d'offres publics[b]	79	8	76	8	59	7	73	6	87	7	93	6	78	6
Achats de marchandises	30	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	**1 034**	**100**	**1 003**	**100**	**857**	**100**	**1 204**	**100**	**1 221**	**100**	**1 522**	**100**	**1 388**	**100**
Répartition de la valeur (%)														
Étranger		19,4		10,1		0,0		9,7		2,9		7,5		13,1
Local		80,6		89,9		100,0		90,3		97,1		92,5		86,8

a Le nombre de marchés indiqué sous ce point concerne uniquement les achats de biens.
b La mention "appels d'offres publics" vise uniquement les huit catégories de biens de consommation courants achetés au niveau central par le DSF.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.115. Le plan d'investissement et de développement des dépenses de l'administration (PIDDA) est principalement consacré au développement des infrastructures, y compris les travaux de construction. En 2019, près de la moitié des marchés publics ont été passés dans le cadre du PIDDA. Le Bureau de l'aménagement du territoire, des travaux publics et des transports (DSSOPT) et l'Office de développement des infrastructures (GDI) sont chargés des marchés pour les travaux de construction.

3.3.6.2 Procédures

3.116. La procédure d'appel d'offres ouvert pour l'achat de marchandises et de services est régie par le Décret-loi n° 63/85/M. Elle comprend les étapes suivantes: élaboration du programme et des spécifications de l'appel d'offres par l'entité contractante; publication de l'avis d'appel d'offres; possibilité pour les soumissionnaires potentiels de demander des éclaircissements sur le contenu du programme et des spécifications de l'appel d'offres; présentation des offres et de garanties provisoires par les soumissionnaires; ouverture des soumissions et acceptation de celles qui respectent les conditions de l'appel d'offres; établissement d'une liste de présélection des soumissionnaires; évaluation des soumissions par un comité de sélection; adjudication du marché; fourniture des garanties finales par le fournisseur/l'entrepreneur à qui le marché a été attribué; signature du marché; et publication de l'avis d'adjudication du marché.

3.117. La procédure de passation de marchés par appel d'offres limité avec préqualification suit les mêmes règles que l'appel d'offres ouvert, si ce n'est que seuls les soumissionnaires présélectionnés car ils respectent les prescriptions en matière de qualification peuvent présenter une offre. L'entité contractante doit sélectionner au moins trois soumissionnaires préqualifiés et les inviter à présenter leur offre. Pour les marchés de travaux publics, outre l'appel d'offres ouvert et l'appel d'offres limité avec préqualification, le Décret-loi n° 74/99/M autorise le recours à l'appel d'offres limité sans préqualification. Dans ce cas, seuls les soumissionnaires invités à le faire par l'entité contractante peuvent présenter des offres. L'avis d'appel d'offres est remplacé par une invitation contenant l'ensemble de la documentation relative à l'appel d'offres et envoyée à au moins trois soumissionnaires.

3.118. Les avis d'appel d'offres sont publiés au Journal officiel, dans deux journaux locaux, un en chinois et un en portugais, et sur les sites Web pertinents du gouvernement (par exemple le portail du gouvernement (www.gov.mo), l'Imprimerie officielle ou le site Web de l'entité contractante). La documentation relative à l'appel d'offres doit être publiée sur le site Web de l'entité contractante en chinois, en portugais et/ou en anglais, et doit contenir, entre autres, les spécifications techniques, les délais pertinents, les critères d'adjudication, la méthode d'évaluation et d'autres éléments pertinents.

3.119. Dans les appels d'offres ouverts, le délai pour la soumission des offres, après publication de l'avis d'appel d'offres, peut varier entre 15 et 180 jours pour les marchandises et les services, et entre 20 et 90 jours pour les travaux publics. Lorsque la procédure est menée dans le cadre d'un appel d'offres limité avec préqualification, il convient d'accorder au moins 25 jours aux fournisseurs pour présenter leur demande de qualification, et au moins 40 jours aux soumissionnaires présélectionnés pour présenter leur offre. Si la procédure prend la forme d'un appel d'offres limité sans préqualification, il convient d'accorder au moins cinq jours aux soumissionnaires invités à participer pour présenter leur offre.

3.120. Le marché pour l'achat de marchandises et de services doit être attribué à la meilleure offre en termes de prix et/ou de délai pour la fourniture de ces marchandises et services. Le marché pour l'exécution de travaux publics doit être attribué à l'offre qui garantit le mieux la bonne exécution technique du projet, compte tenu du prix, du délai d'exécution des travaux et de la rentabilité. Toutefois, aucune disposition générale n'empêche expressément l'entité contractante d'indiquer dans la documentation relative à l'appel d'offres qu'il peut être demandé aux soumissionnaires de négocier avant l'adjudication du marché.

3.121. Une fois que la décision d'adjudication est prise, l'entité contractante notifie le soumissionnaire sélectionné, qui doit fournir une garantie définitive pour l'exécution du marché; ce n'est qu'alors que l'entité contractante notifie la décision d'adjudication aux soumissionnaires non sélectionnés et publie l'avis d'adjudication du marché.

3.122. La décision d'une entité contractante peut être contestée dans le cadre d'un recours administratif présenté directement à l'entité, d'un recours hiérarchique (devant un organisme administratif supérieur) ou d'un recours judiciaire devant un tribunal. Il est également possible d'engager une "procédure en matière de contrats administratifs", comme prévu dans le code de procédure concernant les contentieux administratifs (CPAC). En vertu du CPAC, la partie affectée peut engager une "procédure en matière de contrats administratifs" pour demander l'annulation d'une décision prise par l'entité contractante au cours de la procédure de passation du marché (décision préalable à l'adjudication) et l'annulation du marché ou l'indemnisation des dommages. Les parties affectées ne peuvent engager une telle procédure que si elles ont déjà contesté avec succès la même décision dans le cadre d'un recours judiciaire.

3.123. Les délais prévus pour contester la décision d'une entité contractante, à compter de la date de publication de la décision contestée, sont les suivants: 15 jours pour un recours administratif, 30 jours pour un recours hiérarchique, 30 à 365 jours pour un recours judiciaire, et 180 jours pour une "procédure en matière de contrats administratifs".[98] Aucun délai ne s'applique si une décision est contestée pour motif de nullité. Selon des renseignements publiés par la commission de la lutte contre la corruption, en 2017, 15 plaintes ont été déposées concernant des procédures de passation de marchés publics de marchandises et de services.[99]

[98] Dans certaines autres situations, des lois spécifiques prévoient des délais différents.

[99] Chambers and Partners, *Public Procurement and Government Contracts 2020*. Adresse consultée: https://practiceguides.chambers.com/practice-guides/public-procurement-and-government-contracts-2020/macau.

3.3.7 Droits de propriété intellectuelle

3.3.7.1 Aperçu général

3.124. L'élaboration et la mise en œuvre de la législation sur les droits de propriété intellectuelle (DPI) relèvent du Département de la propriété intellectuelle du Bureau économique de Macao (*Direcção dos Serviços de Economia*, DSE). Le Service des douanes de Macao est chargé de faire respecter la législation, de lutter contre la contrefaçon et de promouvoir le respect des DPI. Les mesures visant à faire respecter les droits peuvent inclure des sanctions en cas de violation des DPI.

3.125. Aucune modification importante n'a été apportée au cadre législatif de la propriété industrielle depuis le dernier examen. La propriété industrielle, y compris les brevets d'invention, les brevets d'utilité, les marques de fabrique ou de commerce, les dessins et modèles industriels, les indications géographiques et les schémas de configuration de circuits intégrés, est régie par le Code de la propriété industrielle, qui est entré en vigueur en 2000. Parmi les autres textes législatifs protégeant les DPI figure le Code du droit d'auteur et des droits connexes. Une modification de ce code destinée à renforcer la protection du droit d'auteur dans l'environnement numérique est entrée en vigueur le 1er juin 2012.[100] Cette modification a été notifiée à l'OMC en 2014.[101]

3.126. En 2009, Macao, Chine a notifié à l'OMC qu'elle acceptait le protocole portant amendement de l'Accord sur les ADPIC s'agissant des licences obligatoires relevant du paragraphe 6 de la Déclaration de Doha.[102] Lorsque le protocole est entré en vigueur le 23 janvierV2017, après avoir été accepté par les deux tiers des Membres de l'OMC, il a été publié au niveau local et est entré en vigueur à Macao, Chine le 6 septembre 2017.

3.127. Macao, Chine n'est pas partie contractante à la Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Macao, Chine est invitée à devenir partie aux traités internationaux administrés par l'OMPI grâce à des arrangements conclus entre la Chine et l'OMPI (tableau 3.21). Depuis le dernier examen, la Chine a notifié à l'OMPI que l'application de deux traités internationaux avait été étendue à Macao, Chine, et notamment le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur[103] et le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes.[104]

Tableau 3.21 participation aux conventions internationales sur les DPI, 2019

Convention	Statut	Date d'entrée en vigueur
Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques	En vigueur	12 août 1999
Convention universelle sur le droit d'auteur	En vigueur	23 octobre 1999
Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle	En vigueur	12 août 1999
Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques	En vigueur	23 septembre 1999
Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur	En vigueur	6 novembre 2013
Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes	En vigueur	6 novembre 2013

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

3.128. Les redevances administratives concernant les droits de propriété industrielle, notamment pour l'enregistrement, la délivrance de certificats, le transfert de droits ou les redevances annuelles, demeurent inchangées depuis 2005.[105] Ces redevances sont assez peu élevées. Par exemple, le coût d'enregistrement d'une marque est de 1 000 MOP et le coût de son renouvellement est de 2 000 MOP tous les sept ans.

[100] La Loi n° 5/2012 a modifié le Décret-loi n° 43/99/M régissant la protection du droit d'auteur et des droits connexes.

[101] Documents de l'OMC IP/N/1/MAC/2 du 2 avril 2014 et IP/N/1/MAC/C/1/Rev.1/Add.1 du 22 avril 2014.

[102] Document de l'OMC WT/LET/645 du 19 juin 2009.

[103] Renseignements en ligne de l'OMPI. Adresse consultée: https://www.wipo.int/treaties/en/notifications/wct/treaty_wct_79.html.

[104] Renseignements en ligne de l'OMPI. Adresse consultée: https://www.wipo.int/treaties/en/notifications/wppt/treaty_wppt_84.html.

[105] Décision du chef de l'exécutif n° 57/2005.

3.129. Conformément au Code de la propriété industrielle, les titulaires de brevets (y compris de dessins ou modèles industriels enregistrés) disposent d'un droit exclusif pour importer les produits visés par le brevet ou le dessin ou modèle industriel enregistré, c'est-à-dire que les importations parallèles sont interdites pour les produits brevetés.[106] Toutefois, les importations parallèles de marchandises de marque ou d'œuvres protégées par un droit d'auteur ne sont pas interdites.

3.3.7.2 Propriété industrielle

3.130. Les principales dispositions législatives sur la propriété industrielle figurent dans le Code de la propriété industrielle, promulgué par le Décret-loi n° 97/99/M et entré en vigueur le 6 juin 2000. Le code s'applique à tous les DPI qui dépendent d'un enregistrement, à savoir les marques de commerce, les brevets (y compris les brevets d'invention et brevets d'utilité), les cartes topographiques de produits semi-conducteurs, les dessins et modèles industriels, et les noms et logotypes (symboles) d'entreprises. Les autorités ont indiqué que le code de la propriété industrielle était en cours d'examen afin d'y apporter des modifications.

3.3.7.2.1 Brevets

3.131. Conformément à la législation de Macao, Chine, les brevets d'invention sont délivrés pour 20 ans et les brevets de modèles d'utilité confèrent une protection maximum de 10 ans.[107] Les dessins et modèles industriels sont protégés pour une durée maximum de 25 ans.[108]

3.132. Un brevet d'invention peut être délivré par le biais de deux types de procédures: l'extension d'un brevet chinois délivré par l'Office national chinois de la propriété intellectuelle (SIPO), désormais appelé Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA)[109]; ou la délivrance d'un nouveau brevet d'invention par les autorités de Macao, Chine. Dans le premier cas, conformément au Code de la propriété industrielle et à l'Avis n° 7/2004 du chef de l'exécutif, les déposants qui présentent une demande de brevet d'invention à la CNIPA ou les titulaires des droits sur un brevet d'invention délivré à Macao, Chine peuvent demander aux autorités de Macao, Chine d'étendre la demande ou les droits de brevet. Si une demande est recevable, un avis est publié au Journal officiel 18 mois à compter de la date de dépôt à la CNIPA ou, si un droit de priorité a été revendiqué, à compter de la date de priorité revendiquée. Dans les trois mois suivant la publication de l'avis de délivrance du brevet au Journal des brevets de la CNIPA, le déposant doit remplir le formulaire de "demande d'autres actions" et présenter au DSE un extrait du registre des brevets et le fascicule de brevet délivrés par la CNIPA. La demande d'extension d'un brevet d'invention est généralement approuvée dans un délai de trois à quatre mois suivant la présentation de ces documents. Une fois approuvés par le DSE, les brevets étendus confèrent les mêmes droits juridiques que ceux délivrés par les autorités du DSE. Les droits étendus prennent effet à compter de la date à laquelle le DSE a délivré le brevet.

3.133. Lorsqu'une nouvelle demande de brevet d'invention est présentée directement au DSE de Macao, Chine, le déposant doit présenter la demande avec un résumé et tout autre document pertinent, y compris les documents prouvant le droit de priorité revendiqué, des dessins, ou des copies traduites en chinois des certificats ou autres documents qui ne sont rédigés dans aucune langue officielle de Macao, Chine. Comme dans le cas précédent, si la demande est recevable, un avis sera publié au Journal officiel, 18 mois à compter de la date de dépôt de la demande ou, si un

[106] Articles 104 1) et 177 2) du Code de la propriété industrielle.

[107] Les modèles d'utilité bénéficient d'une protection initiale de six ans et la protection conférée par le brevet peut ensuite être renouvelée deux fois, pour une durée de deux ans à chaque fois (article 121 du Code de la propriété industrielle).

[108] Les dessins et modèles industriels bénéficient d'une durée de protection initiale de 5 ans, renouvelable par périodes de 5 ans, jusqu'à 25 ans au maximum (article 176 du Code de la propriété industrielle).

[109] En août 2018, l'ancien Office national chinois de la propriété intellectuelle (SIPO) a été renommé Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA). La CNIPA est supervisée par l'Agence nationale de surveillance et d'administration du marché créée récemment. Outre les brevets, les modèles d'utilité et les dessins et modèles, la CNIPA s'occupe désormais aussi des marques de fabrique ou de commerce (administrées auparavant par l'Administration nationale de l'industrie et du commerce (SAIC)) et des indications géographiques (gérées auparavant par l'Administration générale du contrôle de la qualité, de l'inspection et de la quarantaine (AQSIQ)). Renseignements en ligne de l'Office européen des brevets, *China: SIPO has been renamed to CNIPA*. Adresse consultée: https://www.epo.org/searching-for-patents/helpful-resources/asian/asia-updates/2018/ 20180905.html.

droit de priorité a été revendiqué, à compter de la date de priorité revendiquée. À partir de la publication de l'avis de demande et jusqu'à la date de délivrance du brevet, toute personne peut faire opposition à une demande spécifique d'enregistrement d'un brevet d'invention. En outre, en cas d'enregistrement direct auprès du DSE, dans un délai de sept ans à compter de la date de dépôt de la demande, le déposant doit présenter au DSE une demande d'examen quant au fond par la CNIPA, moyennant un droit de 2 500 MOP, faute de quoi la demande d'enregistrement du brevet d'invention sera rejetée. La délivrance du brevet par le DSE est subordonnée au résultat d'un rapport d'examen quant au fond par la CNIPA, qui est la seule instance d'examen sur le fond pour les demandes de brevet d'invention à Macao, Chine, conformément à l'Accord de coopération signé par les offices de la propriété intellectuelle de Macao, Chine et de la Chine.[110] En temps normal, il faut deux mois au maximum pour réaliser les examens quant à la forme des demandes de brevet et pour traiter les demandes d'extension.[111]

3.134. Les demandes de brevet de modèle d'utilité doivent être déposées directement auprès du DSE. Les brevets de modèles d'utilité délivrés par le SIPO/la CNIPA ou pour lesquels une demande a été déposée au SIPO/à la CNIPA, et protégés en Chine, ne peuvent pas être étendus à Macao, Chine. Si une demande est recevable, un avis de demande est publié au Journal officiel, 18 mois à compter de la date de dépôt ou, si un droit de priorité a été revendiqué, à compter de la date de priorité revendiquée. Toute personne peut contester l'enregistrement, depuis la publication de l'avis de demande et jusqu'à la date de délivrance du brevet. Dans un délai de quatre ans à compter de la date de dépôt de la demande, le déposant doit demander au DSE de réaliser un examen quant au fond en vue de l'établissement d'un rapport d'examen par la CNIPA. Le délai pour l'approbation de l'enregistrement d'un brevet dépend de la date d'achèvement du rapport d'examen par la CNIPA.[112]

3.135. Pendant la période considérée, le nombre de demandes de brevets déposées à Macao, Chine par le biais des deux procédures de dépôt a culminé en 2014, puis s'est stabilisé. En 2018, il y a eu 83 demandes (et 49 de janvier à août 2019), dont 55 (24) pour des brevets d'invention et le reste pour des brevets de modèles d'utilité. Dans la plupart des cas, il s'agissait d'inventions étrangères. Par ailleurs, le nombre de demandes d'extension des droits de brevet depuis la Chine a augmenté, pour atteindre 611 en 2018 (tableau 3.22). La majeure partie des demandes d'extension concernait des DPI étrangers.

Tableau 3.22 Administration des brevets à Macao, Chine, 2012-2019

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019[a]
Demandes de brevet	82	81	134	85	66	86	83	49
Locales	..	7	7	7	1	3	8	9
Étrangères	..	74	127	78	65	83	75	40
Inventions	56	60	106	65	51	68	55	24
Locales	..	6	2	3	0	1	1	0
Étrangères	..	54	104	62	51	67	54	24
Modèles d'utilité	26	21	28	20	15	18	28	25
Locaux	..	1	5	4	1	2	7	9
Étrangers	..	20	23	16	14	16	21	16
Dessins et modèles	167	141	132	249	218	193	208	168
Locaux	..	7	12	20	46	17	67	17
Étrangers	..	134	120	229	172	176	141	151
Brevets délivrés	..	28	18	51	68	30	29	15
Locaux	..	1	0	2	2	3	1	1
Étrangers	..	27	18	49	66	27	28	14
Inventions	..	22	16	36	57	23	27	13
Locales	..	0	0	1	1	1	1	0
Étrangères	..	22	16	35	56	22	26	13

[110] Le 24 janvier 2003, l'accord de coopération entre le Bureau économique de Macao, Chine et l'Office national de la propriété intellectuelle (SIPO) de la Chine a désigné ce dernier (devenu la CNIPA) comme l'entité chargée de l'examen quant au fond des brevets déposés auprès de l'Office de la propriété intellectuelle de Macao, Chine. Initialement, cet accord était valable pour cinq ans et il a été renouvelé trois fois depuis; le dernier renouvellement, pour cinq ans supplémentaires, remonte à 2018.

[111] DSE, Diagramme du processus d'approbation. Adresse consultée: https://www.economia.gov.mo/en_US/web/public/pg_ip_af?_refresh_=true#4.

[112] DSE, *A Concise Booklet on the Intellectual Property Rights of Guangdong, Hong Kong and Macao*. Adresse consultée: https://www.economia.gov.mo/public/data/ip/pub/attach/e691376e0ecb3de9b0cafcc4982465a9/en/IP_en.pdf.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019[a]
Modèles d'utilité	..	6	2	15	11	7	2	2
Locaux	..	1	0	1	1	2	0	1
Étrangers	..	5	2	14	10	5	2	1
Dessins et modèles	..	101	174	120	79	289	207	78
Locaux	..	3	27	12	6	31	13	26
Étrangers	..	98	147	108	73	258	194	52
Extensions de brevets (d'invention)	239	348	310	382	452	441	611	310
Locaux	..	2	2	0	2	3	3	1
Étrangers	..	346	308	382	450	438	608	309

.. Non disponible.

a Janvier-août.

Source: Données communiquées par les autorités; et DSE, statistiques. Adresse consultée: https://www.economia.gov.mo/en_us/web/public/pg_ip_sd?_refresh=true.

3.136. Le protocole portant amendement de l'Accord sur les ADPIC s'agissant des licences obligatoires relevant du paragraphe 6 de la Déclaration de Doha est entré en vigueur à Macao, Chine le 6 septembre 2017. Toutefois, aucune licence obligatoire n'a été accordée.

3.137. En ce qui concerne la transparence, Macao, Chine dispose d'un système de recherche en ligne sur les brevets d'invention, qui contient des renseignements sur les brevets d'invention délivrés et publiés à Macao, Chine. Les renseignements communiqués par le système sur ce site Web ne sont fournis qu'à titre de référence générale et ne peuvent être utilisés en tant qu'instruments juridiques dans une demande de brevet d'invention.[113] Macao, Chine dispose également d'un système de recherche en ligne sur les certificats complémentaires pour la protection des médicaments et des produits phytopharmaceutiques, qui permet de rechercher en ligne les certificats complémentaires pour la protection des médicaments et des produits phytopharmaceutiques délivrés et publiés à Macao, Chine.[114] Le registre des brevets étendus par la CNIPA peut être consulté dans le système de recherche en ligne sur les extensions de brevets d'invention de l'Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine.

3.3.7.2.2 Marques de fabrique ou de commerce

3.138. Conformément au Code de la propriété industrielle, une marque de fabrique ou de commerce peut être constituée de mots, de lettres, de couleurs, de chiffres, de sons, de la forme des marchandises ou de leur emballage, de dessins ou de motifs, ou de toute combinaison de ces éléments. La prescription fondamentale pour être considérée comme une marque de fabrique ou de commerce est qu'elle doit posséder des caractéristiques permettant aux consommateurs de distinguer la source des marchandises ou des services. Les noms communs ou les descriptions simples de marchandises ou de services ne peuvent pas être enregistrés en tant que marques de fabrique ou de commerce.[115] Celui qui demande l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce doit déterminer les catégories de marchandises et de services qu'il est proposé d'enregistrer pour la marque en question. Les marchandises et les services doivent être classés conformément à la classification internationale des biens et services (Classification de Nice). Les formulaires de demande d'enregistrement de marque doivent être remplis en chinois ou en portugais. Les demandes émanant de personnes physiques non résidentes ou de sociétés non enregistrées à Macao, Chine doivent être présentées par l'intermédiaire d'un mandataire désigné, généralement un avocat inscrit auprès de l'Ordre des avocats de Macao.

3.139. Avant de demander l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce, le déposant peut utiliser le site Web du DSE pour rechercher les marques identiques ou similaires. Il peut également demander au DSE de fournir un rapport de recherche contenant la liste des marques

[113] DES, *Brevets d'invention*. Adresse consultée: https://www.economia.gov.mo/en_US/web/public/Pg_ES_AE_QE_PATENT?_refresh=true.

[114] Renseignements du DSE. Adresse consultée: https://www.economia.gov.mo/en_US/web/public/Pg_ES_AE_QE_MEDICINE?_refresh=true.

[115] *A Concise Booklet on the Intellectual Property Rights of Guangdong, Hong Kong and Macao*, publié conjointement par l'Office de la propriété intellectuelle du Guangdong, le Département de la propriété intellectuelle du gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong et les Services économiques du gouvernement de la Région administrative spéciale de Macao, 2010. Adresse consultée: https://www.economia.gov.mo/public/data/ip/pub/attach/e691376e0ecb3de9b0cafcc4982465a9/en/IP_en.pdf.

identiques ou similaires à la marque proposée. Les demandes d'enregistrement de marque doivent être accompagnées de documents prouvant le droit de priorité revendiqué, traduits en chinois ou en portugais. Les frais de dossier s'élèvent à 1 000 MOP. On ne peut solliciter plus d'un enregistrement dans une même demande; toute marque destinée à être utilisée pour un même produit ou service ne peut être enregistrée qu'une seule fois.

3.140. Si la demande et les pièces justificatives sont recevables, l'avis de demande est publié au Journal officiel. Le DSE doit prendre une décision concernant l'enregistrement de la marque dans un délai de six mois à compter de la publication de l'avis de demande, à condition que personne n'ait fait opposition dans le délai de deux mois prévu à cet effet à compter de la date de publication et que les prescriptions en matière d'enregistrement soient remplies. Une fois expiré le délai d'opposition, le DSE procédera à l'examen de la demande et effectuera une recherche dans le registre des marques de fabrique ou de commerce pour voir si une marque identique ou similaire a déjà été enregistrée ou fait l'objet d'une demande par d'autres personnes pour des marchandises ou des services identiques ou similaires. Si une demande satisfait aux prescriptions en matière d'enregistrement et qu'aucune opposition n'est formée dans le délai spécifié, ou si l'opposition est formée en vain, le DSE publiera l'avis d'enregistrement au Journal officiel. Un recours peut être déposé contre une décision du DSE devant le tribunal de première instance dans un délai d'un mois à compter de la date de publication de l'avis d'enregistrement.

3.141. Les demandes d'enregistrement de marques peuvent être rejetées si l'usage de la marque peut créer une ambiguïté à l'égard d'une marque notoirement connue. L'enregistrement d'une marque peut être annulé s'il a été accordé en violation de la disposition relative à la protection des marques notoirement connues et à condition qu'une demande d'enregistrement de cette marque notoirement connue ait déjà été déposée à Macao, Chine préalablement ou simultanément à l'annulation.

3.142. Les marques de fabrique ou de commerce doivent être rédigées en chinois, portugais, anglais, ou une combinaison de ces trois langues, sauf pour les marchandises d'exportation ou les marques dont les demandeurs ne sont pas domiciliés ou établis à Macao, Chine, ou n'y ont pas leur siège social. Les marques sont protégées pour une durée de sept ans, renouvelable indéfiniment par tranche de sept ans à chaque fois. L'enregistrement peut être annulé si la marque n'est pas utilisée de manière continue pendant trois ans par le titulaire du droit, par les représentants enregistrés ou par une tierce partie sous la supervision du titulaire du droit, et dans le but de maintenir l'enregistrement. De même, les titulaires de marques peuvent perdre leur droit de demander l'annulation de l'enregistrement des marques enregistrées ultérieurement s'ils ont reconnu et toléré l'utilisation de ces marques similaires par une tierce partie pendant trois années consécutives. Les enregistrements effectués de mauvaise foi ne sont pas soumis à l'épuisement du délai de trois ans.

3.143. À Macao, Chine, les atteintes aux marques de fabrique ou de commerce peuvent donner lieu à des sanctions pénales, administratives et juridictionnelles. Le titulaire du droit doit déposer une plainte auprès du Service des douanes, lui demandant d'agir et de mettre fin à l'infraction. Les principales mesures correctives en cas d'infraction relèvent de la protection judiciaire. La contrefaçon, l'imitation et l'utilisation illégale d'une marque de commerce peuvent être sanctionnées par une peine de prison maximum de 3 ans ou une sanction pécuniaire allant de 90 à 180 jours d'amende.[116]

3.144. Pendant la première partie de la période considérée, le nombre de demandes d'enregistrement de marques et de demandes accordées a augmenté régulièrement, avant de diminuer en 2016. Ce chiffre a de nouveau augmenté en 2017, puis atteint un niveau record en 2018. Les demandes étrangères ont représenté la majorité des demandes pendant la période considérée. Les enregistrements de marques accordés à des étrangers ont représenté 85,4% de l'ensemble des marques enregistrées en 2018 (tableau 3.23). L'enregistrement d'une marque demande généralement de six à huit mois.

[116] Un jour d'amende est une unité dont la valeur est comprise entre 50 MOP et 10 000 MOP et déterminée au cas par cas, selon l'appréciation du tribunal.

Tableau 3.23 Demandes d'enregistrement de marques de fabrique ou de commerce, 2013-2019

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019[a]
Nouvelles demandes de marques	**10 084**	**12 287**	**13 140**	**11 507**	**13 135**	**16 474**	**10 278**
Locales	1 193	1 405	1 825	1 683	2 030	2 439	1 525
Étrangères	8 891	10 082	11 315	9 824	11 105	14 035	8 753
Marques accordées	**9 869**	**12 587**	**12 126**	**11 016**	**11 481**	**14 449**	**10 450**
Locales	827	1 188	1 487	1 341	1 643	2 105	1 215
Étrangères	9 042	11 399	10 639	9 675	9 838	12 344	9 235

a Janvier-août.

Source: Données communiquées par les autorités.

3.3.7.2.3 Autres droits de propriété industrielle

3.3.7.2.3.1 Noms et symboles d'entreprises

3.145. Pour les noms et logotypes (symboles) d'entreprises, la durée de protection est de 10 ans, renouvelable indéfiniment. Un même établissement ne peut pas enregistrer plusieurs noms et logotypes (c'est-à-dire qu'un même établissement ne peut avoir qu'un seul nom et logotype). Le Bureau des affaires juridiques du DSE est chargé de l'inscription au registre du commerce des noms et symboles des entreprises. L'inscription au registre du commerce ne donne pas le droit d'utiliser la raison sociale en tant que nom enregistré, ni le symbole de l'établissement ou une marque pour promouvoir ou vendre des marchandises ou des services.

3.3.7.2.3.2 Indications géographiques et appellations d'origine

3.146. En vertu du Code de la propriété industrielle, une indication géographique (IG) est utilisée pour désigner un produit (fabrication, transformation et création) provenant de cette région, localité spécifique, pays ou territoire, et la réputation, la qualité spécifique ou autres caractéristiques du produit peuvent être attribuées entièrement ou principalement à l'environnement géographique de cette région, localité spécifique, pays ou territoire, y compris les facteurs naturels et humains. La fabrication et/ou transformation et/ou création du produit doivent être effectuées dans la zone géographique en question.

3.147. Une demande d'enregistrement d'une IG doit être accompagnée du nom du produit pour lequel elle sera utilisée, des conditions réglementaires de son utilisation, ainsi que de la délimitation de la région concernée. Les dispositions relatives au processus d'enregistrement des noms et logotypes sont applicables aux IG. La durée de protection des IG enregistrées est illimitée et n'a pas besoin d'être renouvelée. Les IG sont également protégées par la législation régissant les fausses indications d'origine, par exemple par les dispositions du Code de commerce relatives à la concurrence déloyale, que l'IG ait été enregistrée ou non et qu'elle relève d'une marque enregistrée ou non. À la fin de 2019, deux demandes d'enregistrement d'une IG avaient été déposées à Macao, Chine.

3.148. Aux termes de la Loi, seuls les éléments suivants peuvent être protégés par une appellation d'origine (AO):

- le nom d'une région, d'une localité spécifique ou d'un pays ou territoire qui est utilisé pour désigner ou pour identifier un produit provenant de cette région, localité spécifique, pays ou territoire, dont la qualité ou les caractéristiques sont entièrement ou principalement attribuées à l'environnement géographique, y compris les facteurs naturels et humains, et dont la fabrication, la transformation et la création sont effectuées dans la zone géographique en question; et

- certaines désignations traditionnelles, géographiques ou non, qui désignent un produit provenant d'une région ou d'une localité spécifique et qui satisfont aux conditions décrites plus haut.

3.149. Lorsqu'elles sont enregistrées, les AO et les IG deviennent la propriété commune des résidents ou des personnes établies dans la région en question, qui peuvent les utiliser sans discrimination, indépendamment de la nature ou de l'exploitation du produit. La violation et

l'utilisation illégale d'AO ou d'IG peuvent faire l'objet de sanctions pénales, avec une peine de prison maximum pouvant aller jusqu'à 2 ans ou une sanction pécuniaire allant de 60 à 120 jours d'amende.

3.3.7.2.3.3 Schémas de configuration de circuits intégrés

3.150. Les schémas de configuration de circuits intégrés bénéficient d'une protection de 10 ans à compter de l'enregistrement ou du premier jour de l'utilisation commerciale si la date d'enregistrement est postérieure à la première utilisation commerciale. L'enregistrement ne peut être renouvelé. Le schéma de configuration ne peut être enregistré si 2 ans se sont écoulés depuis la première exploitation commerciale de la topographie, où que celle-ci ait eu lieu; ou, si elle n'a jamais été exploitée, si 15 ans se sont écoulés depuis que la topographie a été fixée ou codifiée pour la première fois. À la fin de 2019, aucune demande de protection de schémas de configuration de circuits intégrés n'avait été présentée. Les droits conférés par l'enregistrement d'un schéma de configuration n'incluent pas sa reproduction privée à des fins non commerciales, ou aux fins de l'analyse, de l'évaluation ou de l'enseignement.

3.3.7.2.3.4 Secrets commerciaux

3.151. Les secrets et le savoir-faire commerciaux sont protégés dans le cadre des dispositions du code de commerce relatives à la concurrence déloyale (Décret-loi n° 40/99/M).

3.3.7.3 Droit d'auteur et droits connexes

3.152. Le droit d'auteur à Macao, Chine est régi par le Code du droit d'auteur et des droits connexes, approuvé par le Décret-loi n° 43/99/M du 16 août 1999, tel que modifié en 2012. La modification est entrée en vigueur le 1er juin 2012, afin de renforcer la protection du droit d'auteur et des droits connexes, notamment dans l'environnement numérique, et de durcir les sanctions pénales en cas de violation. Par exemple, des droits additionnels ont été créés, comme le droit de diffusion publique au moyen de communications sans fil ou par câble. Des sanctions pénales ont également été créées contre la diffusion publique non autorisée par le biais de réseaux informatiques publics d'œuvres protégées par le droit d'auteur dans le but de générer des bénéfices commerciaux.

3.153. La portée de la protection couvre les créations intellectuelles dans les domaines littéraire, scientifique et artistique, quels que soient leur genre, leur forme d'expression, leur mérite, leur forme de communication ou leur finalité. La condition préalable à la protection du droit d'auteur est la manifestation extérieure de l'œuvre, indépendamment de sa diffusion, de sa publication, de son utilisation ou de son exploitation économique. Les idées, les processus, les systèmes, les méthodes opérationnelles, les concepts, les principes et les découvertes ne sont pas protégés par le droit d'auteur.

3.154. La protection prévue par le code du droit d'auteur et des droits connexes s'étend à toutes les œuvres créatives originales, comme les créations littéraires, graphiques, musicales, audiovisuelles, les interprétations et exécutions, les programmes informatiques, les bases de données, les programmes radiodiffusés, et les dessins ou modèles architecturaux. La protection du droit d'auteur inclut les droits personnels (moraux) et économiques. Les droits économiques comprennent le droit exclusif i) d'utiliser et d'exploiter économiquement l'œuvre; et ii) de recevoir une rémunération pour l'utilisation de l'œuvre par une tierce partie, lorsque cette utilisation ne nécessite pas l'autorisation de l'auteur. Les droits moraux comprennent le pouvoir: i) de ne pas publier l'œuvre; ii) de revendiquer la paternité de l'œuvre et d'en être identifié comme l'auteur sur l'original, sur chaque exemplaire et dans toute publicité; iii) de retirer l'œuvre de la circulation; et iv) de garantir l'authenticité et l'intégrité de l'œuvre, ainsi que de s'opposer à toute mutilation ou déformation.

3.155. La propriété des droits économiques sur une œuvre réalisée pour le compte d'une autre personne, soit dans l'exercice de fonctions officielles, soit dans le cadre d'un contrat de travail, est déterminée conformément à ce qui a été convenu. Toutefois, en l'absence d'accord, il est présumé que le titulaire des droits économiques sur l'œuvre en est le créateur intellectuel. Si le nom du créateur intellectuel ne figure pas dans l'œuvre ou à sa place habituelle, il est présumé que les droits économiques ont été cédés à l'entité pour le compte de laquelle l'œuvre a été réalisée.

3.156. Le droit d'auteur est protégé indépendamment de l'enregistrement, du dépôt ou de toute autre formalité. La protection du droit d'auteur et des droits connexes à Macao, Chine est accordée aux œuvres publiées pour la première fois à Macao, Chine, ou par ses résidents, ou par des résidents des Membres de l'OMC ou des signataires de la Convention universelle sur le droit d'auteur.

3.157. La durée de la protection conférée par le droit d'auteur est la vie de l'auteur plus 50 ans; la durée de protection des œuvres de collaboration est de 50 ans après la mort du dernier auteur. Les œuvres dont les auteurs sont des entités ou anonymes sont protégées pendant 50 ans après leur publication. S'agissant des œuvres également protégées dans d'autres juridictions, la durée de protection conférée par le droit d'auteur à Macao, Chine correspond exactement à celle applicable dans la juridiction initiale. Pour les œuvres publiées dans différentes juridictions, la durée de protection est celle accordée par la juridiction où la durée de protection est la plus courte, laquelle est considérée comme offrant la protection initiale. Concernant la protection des œuvres non publiées, la juridiction considérée comme offrant la protection initiale est celle du régime applicable dans le lieu de résidence habituel de l'auteur. Les programmes informatiques sont considérés comme des œuvres protégées par le droit d'auteur et, à ce titre, bénéficient d'une durée de protection correspondant à la vie de l'auteur plus 50 ans.

3.158. La durée de protection des créations audiovisuelles et des spectacles d'interprétation et d'exécution est de 50 ans après leur publication ou leur interprétation/exécution. Les programmes radiodiffusés sont protégés pendant 20 ans après la fin de l'année civile au cours de laquelle le programme a été diffusé pour la première fois. Les œuvres d'art sont protégées pendant 25 ans après leur achèvement.

3.3.7.4 Moyens de faire respecter les droits

3.159. Le respect des droits de propriété intellectuelle à Macao, Chine est mis en œuvre au moyen de mesures administratives et judiciaires. Les principales dispositions relatives aux atteintes au droit d'auteur et aux sanctions découlent de la législation sur les DPI, qui comprend notamment le Décret-loi n° 43/99/M, le Code du droit d'auteur et des droits connexes, le Décret-loi n° 51/99/M (activités commerciales et industrielles en rapport avec les programmes d'ordinateur, les phonogrammes et les vidéogrammes), et le Décret-loi n° 97/99/M (Code de la propriété industrielle). La modification apportée en 2012 au Décret-loi n° 51/99/M par la Loi n° 5/2012 du 10 avril 2012 a étendu les sanctions pénales aux atteintes portées sur Internet aux œuvres protégées par le droit d'auteur.

3.160. L'appropriation illicite d'une œuvre protégée par le droit d'auteur est passible d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à 2 ans ou d'une amende pouvant aller jusqu'à 240 jours (du revenu personnel) si l'œuvre est publiée, et d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à 3 ans ou d'une amende pouvant aller jusqu'à 360 jours si elle n'est pas publiée. La publication ou la divulgation d'une œuvre non publiée sans l'autorisation du détenteur du droit est passible d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à 2 ans ou d'une amende pouvant aller jusqu'à 240 jours. Si l'œuvre est divulguée sur Internet, la sanction est une peine de prison pouvant aller jusqu'à 3 ans ou une amende pouvant aller jusqu'à 360 jours. La contrefaçon est passible d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à quatre ans.

3.161. En outre, les sanctions suivantes peuvent être appliquées: i) promesse de bonne conduite et versement d'un dépôt de garantie[117]; ii) interdiction temporaire d'exercer certaines activités ou professions: la durée de l'interdiction est de deux mois au minimum et deux ans au maximum; iii) fermeture temporaire de l'établissement: pour une durée minimum d'un mois et maximum d'un an, si l'agent est condamné à une peine de prison supérieure à six mois pour le délit; iv) fermeture définitive de l'établissement; et v) publication de la décision de condamnation.

3.162. La loi prévoit également l'imposition de sanctions administratives. Par exemple, l'exercice de la gestion collective du droit d'auteur et des droits connexes par une personne physique ou par une personne morale dont le siège n'est pas à Macao, Chine est passible d'une amende comprise

[117] Le dépôt de garantie est compris entre 10 000 MOP et 3 millions de MOP, sur ordre du tribunal, pour la durée prévue dans la décision de condamnation, laquelle varie entre six mois et deux ans. En règle générale, le dépôt doit être appliqué chaque fois que le tribunal impose une sanction dont l'exécution est suspendue. Le dépôt de garantie est perdu en faveur de Macao, Chine si l'agent commet et est reconnu coupable de l'un des délits prévus dans la Loi n° 5/2012 pendant la période définie.

entre 50 000 MOP et 500 000 MOP. L'exercice de l'activité de gestion collective du droit d'auteur et des droits connexes par un organisme basé à Macao, Chine mais non enregistré auprès du DES est passible d'une amende comprise entre 40 000 MOP et 400 000 MOP.

3.163. Le Service des douanes de Macao applique les mesures de protection des DPI aux frontières et sur le territoire intérieur. Il est également chargé de surveiller le processus de fabrication des marchandises produites à Macao, Chine, ainsi que d'autres activités industrielles et les activités menées sur les sites industriels et commerciaux de Macao, Chine. Le service peut agir suite à des plaintes ou de son propre chef. La principale mesure corrective est l'action judiciaire, elle est déclenchée à la demande du titulaire du droit. En cas d'infraction pénale aux droits de propriété intellectuelle, le Service des douanes de Macao est chargé de l'enquête, et le Ministère public de porter l'affaire devant le tribunal. En cas d'infraction civile, le titulaire du droit peut engager une procédure pour obtenir des dommages-intérêts au civil.

3.164. Les autorités ont noté que le Service des douanes de Macao enquêtait sur les cas signalés en recueillant des renseignements et des informations, notamment par le biais des mécanismes de liaison existants avec les régions voisines. Le Service des douanes réalise et met en œuvre des perquisitions, et des opérations conjointes avec les régions voisines. Les autorités ont aussi noté que le nombre d'infractions commises en ligne signalées était en augmentation et que les pratiques frauduleuses étaient de plus en plus dissimulées. Pour lutter contre des infractions en ligne en constante évolution, le Service des douanes utilise différentes méthodes, comme les systèmes d'enquête sur les réseaux, les moteurs de recherche ou les technologies de traitement des mégadonnées. Dans le but de renforcer les compétences pour mener des enquêtes criminelles, le Service des douanes organise également des cours de formation professionnelle et technique afin d'accroître la capacité globale des agents des douanes à faire appliquer la loi. La plupart des opérations visant à faire respecter les droits sont liées à des atteintes aux marques de fabrique ou de commerce. Les types de produits de consommation visés par les atteintes aux marques sont principalement les vêtements, les articles de sport, les bijoux et les accessoires de téléphone (tableau 3.24).

Tableau 3.24 Violations des droits de propriété intellectuelle et industrielle, 2013-2019

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019[a]
Poursuites engagées	**34**	**26**	**27**	**34**	**26**	**33**	**22**
Confiscation des produits portant atteinte à un droit	**5 814**	**6 565**	**5 411**	**56 014**	**6 025**	**22 755**	**4 464**
Disques compacts (pièces)	687	111	94	989	0	0	0
Textiles (pièces)	1 122	263	601	3 431	1 171	4 728	3 254
Produits en cuir (pièces)	52	52	501	283	19	167	7
Montres (pièces)	310	2 560	37	80	5	3	54
Autres[b]	3 643	3 579	4 178	51 231	4 830	17 857	1 149

a Jusqu'en octobre 2019.
b Cette catégorie comprend un large éventail de produits confisqués dont la nature a varié au cours de la période considérée, et notamment les articles de sport, les bijoux et les accessoires de téléphone.

Source: Données communiquées par les autorités.

3.165. Les autorités ont noté qu'elles renforçaient la coopération, les échanges de renseignements et le déploiement d'opérations conjointes pour prévenir et lutter contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle au niveau régional, avec la province chinoise du Guangdong et avec Hong Kong, Chine.

4 POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR

4.1 Agriculture, sylviculture et pêche

4.1. L'agriculture et la pêche jouent un rôle très limité dans l'économie de Macao, Chine puisqu'elles représentent moins de 1% du PIB. Selon les autorités, il n'existe pas de stratégie de développement pour le secteur agricole.

4.2. Macao, Chine est un importateur net de produits agricoles et de produits de la pêche, et son déficit commercial concernant ces produits est passé à 1 818 millions d'USD en 2019 (contre 1 318 millions d'USD en 2013), ses importations s'élevant à 1 919 millions d'USD, soit 17,2% des importations totales de marchandises, et ses exportations à 101 millions d'USD, soit 6,4% des exportations totales de marchandises. Les principaux fournisseurs de produits agricoles et de produits de la pêche importés étaient la Chine continentale et l'UE-28, qui représentaient environ 29,6% et 25,1% du total, respectivement, en 2019.[1] Les principaux produits importés sont les boissons (par exemple vin et liquides alcooliques), les préparations à base de céréales et de farines, la viande et les produits laitiers (tableau 4.1). En ce qui concerne les exportations (y compris les réexportations), Hong Kong, Chine est resté le principal marché d'exportation de Macao, Chine, représentant 70,4% des exportations totales de produits agricoles et de produits de la pêche en 2019, suivi par la Chine continentale (9,3%). Selon les autorités, les principales exportations agricoles (SH 19 et SH 22) sont essentiellement des réexportations.

Tableau 4.1 Commerce des produits agricoles et des produits de la pêche, 2013-201

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Produits agricoles et produits de la pêche (millions d'USD)							
Balance commerciale	**-1 318**	**-1 607**	**-1 633**	**-1 488**	**-1 499**	**-1 673**	**-1 818**
Importations	1 429	1 710	1 729	1 620	1 683	1 835	1 919
Exportations[a]	111	103	96	132	183	162	101
Importations de produits agricoles (millions d'USD)	**1 308**	**1 571**	**1 587**	**1 469**	**1 525**	**1 650**	**1 724**
(% des importations totales)	12,9	13,9	15,0	16,5	16,1	14,8	15,4
	(% des importations totales de produits agricoles)						
SH 22 Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	31,8	28,1	24,2	25,4	24,9	24,2	25,4
Boissons alcooliques (par exemple vin, liquides alcooliques)	23,6	20,2	15,8	16,8	16,2	15,7	17,2
Boissons non alcooliques (par exemple eau)	6,9	6,7	7,0	7,1	7,2	6,9	6,8
SH 19 Préparations à base de céréales, de farines, d'amidons, de fécules ou de lait	18,2	23,2	28,0	23,6	24,3	23,2	19,4
Préparations pour l'alimentation des nourrissons et des enfants en bas âge	10,4	16,1	20,1	15,8	16,7	14,7	10,6
Produits de la boulangerie, de la pâtisserie, de la biscuiterie, etc.	2,1	2,0	2,3	2,5	2,5	2,5	2,8
SH 02 Viandes et abats comestibles	7,3	8,0	7,6	9,0	9,6	10,2	11,5
SH 21 Préparations alimentaires diverses	5,0	5,4	5,5	6,6	7,1	7,8	8,0
Autres préparations alimentaires	2,5	3,1	3,0	3,2	3,9	4,7	4,8
Sauces; condiments et assaisonnements, composés	1,5	1,4	1,4	1,7	1,9	1,9	1,8
SH 04 Lait et produits de la laiterie	4,7	4,5	3,9	3,5	3,9	4,0	5,1
Importations de produits de la pêche (millions d'USD)	**121**	**139**	**142**	**151**	**157**	**185**	**195**
(% des importations totales)	1,2	1,2	1,3	1,7	1,7	1,7	1,7
Exportations de produits agricoles (millions d'USD)[a]	**109**	**100**	**94**	**128**	**180**	**159**	**98**
(% des exportations totales)	9,5	8,1	7,0	10,2	12,8	10,5	6,2
	(% des exportations totales de produits agricoles)						
SH 19 Préparations à base de céréales, de farines, d'amidons, de fécules ou de lait	10,6	11,8	10,9	16,2	42,2	50,9	18,7

[1] Calculs du Secrétariat de l'OMC, fondés sur les données communiquées par les autorités.

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Préparations pour l'alimentation des nourrissons et des enfants en bas âge	0,1	1,1	1,4	9,3	36,8	43,7	10,0
Produits de la boulangerie, de la pâtisserie, de la biscuiterie, etc.	8,5	8,3	6,2	4,6	6,2	8,5	7,2
SH 24 Tabacs	61,9	62,3	62,9	50,0	26,4	26,8	45,4
SH 22 Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	22,5	19,8	18,9	29,1	26,9	17,2	28,9
Boissons alcooliques (par exemple vin, liquides alcooliques)	20,8	19,1	18,3	24,8	22,4	13,0	21,5
Exportations de produits de la pêche (millions d'USD)[a]	**2**	**3**	**2**	**3**	**3**	**3**	**3**
(% des exportations totales)	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2

a Réexportations comprises.

Note: Définition des produits de l'agriculture de l'OMC: chapitres 01 à 24 du SH, à l'exclusion des poissons et des produits de la pêche (chapitre 03, positions 0508, 0511.91, 1504.10, 1504.20, 1603 à 1605 et 2301.20 du SH), plus certains produits (positions 2905.43 à 2905.45, 3301, 3501 à 3505, 3809.10, 3823, 3824.60, 4101 à 4103, 4301, 5001 à 5003, 5101 à 5103, 5201 à 5203 et 5301 à 5302 du SH).
Définition des produits de la pêche de l'OMC: chapitre 03, positions 0508, 0511.91, 1504.10, 1504.20, 1603 à 1605 et 2301.20 du SH.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, fondés sur les données communiquées par les autorités.

4.3. Macao, Chine maintient à zéro tous les droits de douane appliqués et consolidés pour les produits agricoles et les produits de la pêche (section 3.1.4). Si toutes les lignes tarifaires correspondant à des produits agricoles sont consolidées, seules 1,3% des lignes tarifaires visant les produits de la pêche le sont. Comme cela est indiqué dans la section 3, les importations en provenance/les exportations à destination de Macao, Chine font l'objet de déclarations en douane et/ou de licences, selon la nature du produit concerné. Des prescriptions relatives aux mesures SPS sont également appliquées à certains produits. Les marchandises en provenance de Macao, Chine peuvent bénéficier d'un traitement en franchise de droits au titre du CEPA avec la Chine continentale si elles satisfont aux règles d'origine établies dans le cadre du CEPA (section 3.2.1).

4.4. Au cours de la période considérée, Macao, Chine a notifié au Comité de l'agriculture de l'OMC qu'elle n'avait pas accordé de subventions à l'exportation ni de soutien interne.[2]

4.5. Le Bureau des affaires maritimes et aquatiques (*Direcção dos Serviços de Assuntos Marítimos e de Água*, DSAMA) est chargé d'enregistrer les navires de pêche et de leurs délivrer des licences pour entrer et sortir de Macao, Chine.[3] Les redevances liées à l'enregistrement des navires et autres licences sont perçues conformément au barème général des redevances du Bureau des affaires maritimes et aquatiques. D'après les renseignements communiqués par les autorités, 127 bateaux de pêche ont été enregistrés en 2019.

4.6. Le DSAMA est chargé d'œuvrer au développement des activités maritimes et de coordonner et d'administrer les affaires maritimes et les ressources en eau. Le secteur de la pêche, dont la contribution économique a diminué au cours des dernières décennies en raison du développement social et de l'évolution structurelle de l'économie locale, ne constitue plus une part importante de l'économie de Macao, Chine. Selon les autorités, il n'existe pas de stratégie de développement pour le secteur de la pêche. Toutefois, le gouvernement soutient le secteur par le biais du Fonds de développement et de soutien pour la pêche[4], créé en 2007. Le Fonds est géré par le Conseil d'administration, avec l'appui technique et administratif du DSAMA.[5] Parmi les membres du Fonds

[2] Documents de l'OMC G/AG/N/NAC/32 du 22 mars 2013; G/AG/N/MAC/33 du 22 mars 2013; G/AG/N/MAC/34 du 14 mars 2014; G/AG/N/MAC/35 du 14 mars 2014; G/AG/N/MAC/36 du 16 mars 2015; G/AG/N/MAC/37 du 16 mars 2015; G/AG/N/MAC/38 du 15 juin 2016; G/AG/N/MAC/39 du 16 juin 2016; G/AG/N/MAC/40 du 24 mai 2017; G/AG/N/MAC/41 du 24 mai 2017; G/AG/N/MAC/42 du 29 mai 2018; G/AG/N/MAC/43 du 29 mai 2018; G/AG/N/MAC/44 du 3 mai 2019; et G/AG/N/MAC/45 du 3 mai 2019.

[3] Service des douanes, rubrique sur les renseignements d'ordre général. Adresse consultée: https://www.customs.gov.mo/pt/customs4.html#customs4_1.

[4] Règlement administratif n° 3/2007 (*Regulamento de Desenvolvimento e Apoio à Pesca*). Adresse consultée: https://images.io.gov.mo/bo/i/2007/09/rega-3-2007.pdf; et Décision du chef de l'exécutif n° 93/2007 (*Aprova o Regulamento do Plano de Desenvolvimento e Apoio à Pesca*). Adresse consultée: https://images.io.gov.mo/bo/i/2007/14/despce-93-2007.pdf.

[5] Document de l'OMC G/SCM/N/343/MAC du 22 mai 2019.

figurent la Directrice du DSAMA et un représentant du Bureau des services financiers. Le Fonds octroie aux pêcheurs des prêts à taux zéro pour leur permettre[6]:

- d'entretenir et de réparer leurs bateaux ou de réparer les installations de pêche vétustes, y compris les engins de pêche, les congélateurs et les équipements de navigation;
- d'acheter du carburant;
- d'entreprendre des activités de recherche et de formation et d'y participer; et
- de surmonter les difficultés qu'ils rencontrent du fait des catastrophes naturelles ou des épidémies qui frappent le secteur de la pêche.

4.7. Pour pouvoir bénéficier de l'aide, les demandeurs doivent être résidents de Macao, Chine et être pêcheurs sur un navire de pêche enregistré sur le territoire, ou propriétaires d'un navire de pêche enregistré sur le territoire.[7] En outre, les demandeurs doivent présenter toutes les pièces justificatives, tels que les reçus émis pour l'entretien ou la réparation d'un bateau, ou les factures émises par un fournisseur de matériel. Les prêts ne sont approuvés qu'après vérification de ces documents.[8] Selon les autorités, 94 demandes d'aide ont été approuvées entre 2013 et le 30 novembre 2019. L'aide est restée modérée; des prêts pour un montant de 4,1 millions de MOP ont été approuvés en 2018.[9]

4.2 Industries extractives et énergie

4.2.1 Industries extractives

4.8. Macao, Chine n'exerce aucune activité économique liée aux industries extractives.

4.2.2 Énergie

4.2.2.1 Électricité

4.9. Pendant la période considérée, le cadre juridique et institutionnel régissant le secteur de l'énergie, y compris l'électricité, est resté globalement inchangé. L'Office du développement du secteur énergétique (GDSE), qui relève du Secrétariat des transports et des travaux publics, est toujours responsable de la réglementation du secteur. Le GDSE est chargé d'aider le gouvernement à élaborer la politique énergétique et la planification à moyen et long termes concernant les ressources énergétiques du territoire, ainsi que de superviser l'ensemble des activités liées au secteur de l'énergie, entre autres. Tous les prix liés à l'énergie doivent être approuvés par le gouvernement.

4.10. Pour faire face à la croissance de la demande en électricité, le gouvernement a entrepris une "libéralisation partielle" du marché de l'électricité, afin d'y introduire de la concurrence et d'assurer la stabilité de l'approvisionnement. Les autorités ont indiqué que le gouvernement tenait à développer un secteur de l'électricité qui fournisse une énergie de haute qualité, sûre, fiable et respectueuse de l'environnement, à des prix abordables. Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement prévoit de mettre en place des réformes adéquates, d'établir un cadre législatif et réglementaire moderne, d'investir dans l'éducation et le capital humain et de renforcer la coopération régionale, entre autres mesures et initiatives politiques. Les autorités ont en particulier noté que l'importation et l'énergie verte restaient les principaux moteurs de la stratégie d'approvisionnement en électricité. Elles ont souligné que, d'une part, Macao, Chine continuait à dépendre de la China Southern Power Grid (CSG) pour l'énergie électrique, qui était de plus en plus produite grâce à des sources vertes. La production locale jouait un rôle complémentaire, le gaz naturel étant le principal combustible en temps normal. D'autre part, des mesures et des incitations restaient en

[6] Document de l'OMC G/SCM/N/343/MAC du 22 mai 2019.

[7] Article 2 de la Décision du chef de l'exécutif n° 93/2007 (*Aprova o Regulamento do Plano de Desenvolvimento e Apoio à Pesca*). Adresse consultée: https://images.io.gov.mo/bo/i/2007/14/despce-93-2007.pdf.

[8] Document de l'OMC G/SCM/Q2/MAC/9 du 25 septembre 2013.

[9] Document de l'OMC G/AG/N/MAC/45 du 3 mai 2019.

vigueur pour acquérir de l'énergie provenant de sources renouvelables, notamment l'incinération des déchets et la production d'énergie photovoltaïque. À long terme, la diversification restait un élément majeur de la stratégie d'approvisionnement en électricité de Macao, Chine, dans le cadre du développement du marché de l'énergie de la Chine continentale.

4.11. La Compagnie d'électricité de Macao (*Companhia de Electricidade de Macau, SA* (CEM))[10] est le seul opérateur verticalement intégré sur le territoire. Le gouvernement lui a accordé une concession unique pour le transport et la distribution en aval d'électricité. En 2010, pour favoriser la poursuite de la réforme du secteur, le gouvernement a conclu un nouveau contrat avec la CEM et a prorogé la concession de la Compagnie pour le transport et la distribution en aval d'électricité. Les segments de production en amont et d'importation ont été libéralisés, mais la CEM a été autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations de production. Le contrat, qui a pris effet le 1er décembre 2010, est valable jusqu'au 31 décembre 2025, sous réserve d'un réexamen tous les cinq ans.

4.12. Le réseau de Macao, Chine est raccordé à la CSG par deux câbles de 110 kV et deux câbles de 220 kV. La CEM importe de l'électricité en provenance de la Chine continentale au nom de Macao, Chine. En 2018, elle a importé 4,9 milliards de kWh, ce qui représente 8% de l'électricité consommée. Comme le prévoit l'accord complémentaire de l'Accord-cadre de coopération en matière d'électricité pour 2010-2020 entre le GDSE et la CSG, la CEM est tenue d'importer en moyenne 70% ou plus de la demande d'électricité de Macao, Chine de l'étranger pendant la période 2017-2026.

4.13. Dans le cadre de sa politique énergétique, le gouvernement de la RASM met l'accent sur la protection de l'environnement, les économies d'énergie et l'utilisation appropriée d'énergies alternatives propres et sûres. En ce qui concerne les énergies renouvelables, l'objectif déclaré du GDSE est qu'au moins 40% de l'électricité importée de Chine provienne de sources propres.[11] En outre, afin de favoriser la production locale et l'utilisation d'énergie propre, les panneaux solaires photovoltaïques peuvent être raccordés au réseau depuis 2015. À cet égard, le Règlement administratif n°20/2014 (Règlement sur la sécurité et l'installation de panneaux solaires photovoltaïques raccordés au réseau), en vigueur depuis le 26 janvier 2015, vise à établir des normes pour l'installation de systèmes solaires photovoltaïques dans les bâtiments publics et privés, et à définir les normes techniques pour un raccordement sûr entre les systèmes photovoltaïques et le réseau.

4.14. Afin de promouvoir davantage l'utilisation de panneaux solaires photovoltaïques, le gouvernement de Macao, Chine a établi quatre niveaux de tarifs de rachat de l'électricité, en fonction de la capacité photovoltaïque installée (tableau 4.2). Les tarifs de rachat sont examinés et révisés périodiquement; les derniers tarifs sont entrés en vigueur le 1er juillet 2018. Les autorités ont noté que le gouvernement n'offrait actuellement pas d'autres incitations pour les panneaux solaires photovoltaïques ou d'autres formes de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables.

Tableau 4.2 Tarifs de rachat pour différents niveaux de capacité photovoltaïque installée, septembre 2019

Niveau	Capacité photovoltaïque installée (kW)	Tarifs de rachat de l'électricité (MOP/kWh)
I	<10	3,7
II	10-100	3,4
III	100-500	3,0
IV	>500	2,8

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

[10] *Companhia de Electricidade de Macau*, SA (CEM) est une coentreprise. À la fin d'octobre 2019, Nam Kwong Development (H.K.) Limited, une entreprise publique chinoise, était le principal actionnaire de CEM avec 42% des parts, tandis que le gouvernement en détenait 8%.

[11] Agence de presse Xinhua, "Macau and the Mainland sign a supplementary agreement on power cooperation, clean power accounts for more than 40%". Adresse consultée: http://www.xinhuanet.com//gangao/2017-06/28/c_1121229367.htm.

4.2.2.2 Combustibles

4.15. Pendant la période considérée, le GDSE a promulgué un certain nombre de règlements techniques nouveaux ou révisés relatifs au réseau de conduites de gaz naturel et aux stations-service.[12]

4.16. Deux sociétés concessionnaires sont actuellement présentes sur le marché du gaz naturel: Sinosky Energy (Holdings) Co. Ltd. est chargée de l'importation et du transport du gaz naturel; et la Nam Kwong Natural Gas Company assure la distribution et la vente de gaz naturel. Nam Kwong Petro-chemical Company est le principal fournisseur de produits pétroliers raffinés à Macao, Chine.

4.17. Les autorités ont déclaré que le secteur des combustibles liquides de Macao, Chine était un marché essentiellement non réglementé et que le gouvernement maintenait une réglementation minimale, et uniquement sur des questions telles que la sécurité et la protection des consommateurs. Aucune société concessionnaire ne bénéficie de droits exclusifs d'importation et de distribution de pétrole et de gaz.

4.3 Secteur manufacturier

4.18. Le secteur manufacturier reste peu important dans l'économie de Macao, Chine. Au cours de la période considérée, il représentait moins de 1% de la valeur ajoutée brute (VAB) totale (section 1.1); de même, ce secteur n'employait que 1,6% de la population active totale en 2019 (contre 3,0% en 2012).[13] En 2018, la quasi-totalité (98,9%) des entreprises du secteur étaient des PME de moins de 100 personnes[14]; l'effectif moyen par établissement était de 12,3 personnes.[15]

4.19. Les produits alimentaires et les boissons sont restés le principal sous-secteur manufacturier tout au long de la période à l'examen; le secteur a représenté 48,9% de la VAB totale en 2018 et a enregistré une croissance régulière (partant de 30,8% en 2012) grâce à une consommation intérieure stable et à l'arrivée continue de touristes (tableau 4.3). La publication et l'impression ont connu une croissance constante au cours des dernières années, jusqu'à devenir le deuxième sous-secteur manufacturier en termes de VAB en 2018, suivi par le sous-secteur du ciment et du béton, en raison de la demande constante et forte du secteur de la construction (pour les infrastructures, les constructions résidentielles et commerciales, par exemple). Toutefois, les sous-secteurs de l'habillement et du textile ont reculé au cours de la période considérée, principalement en raison de l'atonie de la demande extérieure et de la forte concurrence d'autres pays.[16]

4.20. Macao, Chine est restée un importateur net de produits manufacturés tout au long de la période à l'examen; son déficit commercial est passé de 6,8 milliards d'USD en 2013 à 7,1 milliards d'USD en 2019, en raison de l'augmentation des importations de machines et de matériel de transport, de produits chimiques et de biens de consommation (bijoux d'or, d'argent ou de métaux du groupe du platine, par exemple).[17]

4.21. L'Union européenne et la Chine continentale ont été les principaux fournisseurs d'importations de Macao, Chine, représentant plus de 60% des importations totales de produits manufacturés (31,5% pour l'Union européenne et 29,1% pour la Chine continentale) en 2019.[18] Parmi les principaux produits importés figurent les biens de consommation (bijoux, montres et sacs à main,

---

[12] Il s'agit entre autres des règlements suivants: Règlement technique sur les conduites de transport de gaz naturel; Règlement technique sur les conduites de transport de gaz naturel et la distribution des stations de réduction de la pression; et Règlement technique du réseau de distribution de gaz naturel.

[13] Base de données statistiques du DSEC. Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/TimeSeriesDatabase.aspx.

[14] DSEC, "Industrial Survey 2018". Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/Statistic.aspx?NodeGuid=a520644a-b71a-41c8-9689-88a647063fa6.

[15] DSEC, "Industrial Survey 2018". Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/Statistic.aspx?NodeGuid=a520644a-b71a-41c8-9689-88a647063fa6.

[16] Renseignements communiqués par les autorités.

[17] Calculs du Secrétariat de l'OMC, fondés sur les données communiquées par les autorités. Un groupe de produits manufacturés est basé sur la classification de la CTCI Rev.3. Les chiffres des exportations comprennent les réexportations.

[18] Calculs du Secrétariat de l'OMC, fondés sur les données communiquées par les autorités.

par exemple) ainsi que les machines et le matériel de transport, représentant 42,3% et 23,5% des importations totales de produits manufacturés, respectivement (tableau 4.4).

Tableau 4.3 Structure du secteur manufacturier en 2012, 2015 et 2018

Secteur	Année	Établisse-ments (nombre)	Personnes employées (nombre)	(Millions de MOP)		
				Valeur de la production et autres recettes	Valeur ajoutée brute	Formation brute de capital fixe
Industries manufacturières	2012	912	11 964	6 660	1 682	120
	2015	893	10 821	7 142	2 164	146
	2018	907	11 201	7 100	2 545	273
Textile	2012	17	470	528	70	6
	2015	18	406	381	63	23
	2018	9	128	234	10	10
Habillement	2012	175	3 213	1 260	223	18
	2015	135	1 356	525	131	5
	2018	103	1 155	419	199	3
Produits alimentaires et boissons	2012	267	3 934	1 320	518	32
	2015	317	4 655	1 741	690	40
	2018	414	5 527	2 633	1 246	131
Publication et impression	2012	166	1 704	609	250	8
	2015	177	1 857	762	308	45
	2018	186	1 891	721	321	49
Ciment et béton	2012	9	380	1 536	466	3
	2015	10	457	2 034	506	49
	2018	10	399	1 206	258	-10
Médecine chinoise	2012	..	..	..	..	..
	2015	6	71	29	8	1
	2018	6	107	41	3	11

.. Non disponible.

Source: DSEC, "Industry Survey". Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/Statistic.aspx?NodeGuid=a520644a-b71a-41c8-9689-88a647063fa6 et renseignements communiqués par les autorités.

Tableau 4.4 Commerce des produits manufacturés, 2013-2019

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Importations (millions d'USD)	7 477	8 246	7 769	6 293	6 725	8 039	8 145
% des importations totales	73,7	73,2	73,3	70,5	71,2	72,0	72,9
	(% des importations totales de produits manufacturés)						
Produits chimiques	9,0	9,5	10,5	13,1	13,1	14,7	19,0
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau	4,5	4,6	4,8	5,7	6,0	7,5	10,7
Autres demi-produits	3,9	4,5	6,6	6,0	5,3	4,6	4,0
Machines et matériel de transport	29,5	31,3	31,8	27,6	26,6	27,8	23,5
Machines non électriques	3,0	4,0	3,7	3,8	3,4	2,6	2,3
Machines électriques	19,4	20,7	22,3	19,4	18,8	20,2	16,8
Matériel de transport	7,1	6,6	5,8	4,4	4,4	5,0	4,4
Vêtements	5,9	6,2	6,6	8,3	8,2	8,5	9,3
Autres biens de consommation	47,7	44,2	40,7	42,2	44,6	42,5	42,3
Sacs à main	4,7	4,2	3,7	4,2	5,1	4,9	5,5
Montres-bracelets, montres de poche, etc.	9,1	9,9	7,8	7,2	6,8	7,1	6,9
Bijoux d'or, d'argent ou de métaux du groupe du platine	20,8	16,7	13,7	13,8	14,8	14,1	12,9
Autres	3,9	4,2	3,8	2,8	2,1	1,9	1,9
Exportations (millions d'USD)[a]	**658**	**753**	**848**	**743**	**833**	**914**	**1 059**
% des exportations totales	57,8	60,7	63,4	59,2	59,3	60,5	66,8
	(% des exportations totales de produits manufacturés)						
Produits chimiques	3,5	3,8	6,6	3,9	4,2	6,7	7,7
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau	1,6	1,4	1,4	1,8	1,8	5,1	6,1
Machines et matériel de transport	42,9	39,5	29,2	26,5	27,0	35,2	31,4
Machines électriques	35,8	29,7	21,5	20,0	22,9	31,9	28,9
Vêtements	13,5	11,4	10,9	10,6	11,8	8,2	12,5

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Autres biens de consommation	36,5	41,3	49,5	55,9	54,1	47,8	46,5
Montres-bracelets, montres de poche, etc.	6,8	12,8	16,8	13,8	13,1	13,6	10,5
Articles pour jeux de société	5,5	4,4	5,4	9,6	6,9	7,4	4,4
Bijoux d'or, d'argent ou de métaux du groupe du platine	9,3	9,1	10,3	9,0	13,1	9,6	12,4
Autres	3,6	4,0	3,8	3,1	2,9	2,2	2,0
Pour mémoire: balance commerciale (millions d'USD)	**-6 818**	**-7 492**	**-6 921**	**-5 549**	**-5 891**	**-7 124**	**-7 086**

a Réexportations comprises.

Note: Définition des produits manufacturés de la CTCI Rev.3 (codes de la CTCI: 5+6+7+8-68-891).

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, fondés sur les données communiquées par les autorités.

4.22. Les exportations de Macao, Chine (y compris les réexportations) sont passées de 658 millions d'USD en 2013 à 1 059 millions d'USD en 2019. Hong Kong, Chine représentait le plus grand marché, absorbant 81,9% des exportations totales de produits manufacturés en 2019, suivi par la Chine continentale (11,7%). Macao, Chine a une base d'exportation de produits d'origine locale limitée (6,6% des exportations totales de produits manufacturés en 2019), et la structure de ses exportations comprend principalement des réexportations, qui représentaient 93,4% des exportations totales de produits manufacturés en 2019. Les principaux produits réexportés étaient les postes téléphoniques, les bijoux avec diamants montés ou sertis, les montres, les produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, les connecteurs pour fibres optiques, faisceaux ou câbles de fibres optiques et les jouets. En 2019, les principales réexportations de produits manufacturés étaient destinées à Hong Kong, Chine et à la Chine continentale.[19]

4.23. Le gouvernement de la RASM continue de soutenir une stratégie de marque pour les branches de production locales, en développant des produits "Fabriqué à Macao" et en assurant la modernisation et la transformation industrielles.[20] Selon les autorités, depuis le dernier examen, le gouvernement a encouragé les grandes entreprises (principalement les opérateurs du secteur des jeux de hasard) à envisager de passer des marchés auprès de PME pour des produits et services, ce qui profiterait probablement aux fabricants locaux, notamment ceux qui produisent des produits alimentaires, des boissons, et des vêtements.[21] Les autorités ont noté que le fait d'encourager la coopération commerciale entre les grandes entreprises et les PME avait contribué à l'élaboration d'un modèle d'avantages mutuels, dans le cadre duquel la croissance des PME est stimulée par les marchés passés par les grandes entreprises, tandis que les grandes entreprises bénéficient de la flexibilité et des marchandises et services hautement personnalisés fournis par les PME. Ces dernières années, les grandes entreprises ont également mis en place divers programmes de soutien aux PME, notamment des ateliers de formation et des sessions de rapprochement d'entreprises.

4.24. Le gouvernement de la RASM soutient les PME dans le cadre des efforts qu'il déploie pour diversifier l'économie; cet objectif a été mis en avant dans le Plan quinquennal de développement (2016-2020).[22] Le gouvernement fournit un soutien financier aux PME afin d'appuyer leurs efforts visant à renforcer leurs capacités et améliorer leurs conditions d'exploitation (section 3.3.1.2.2). Le soutien financier comprend une aide financière sans intérêt, des garanties de crédit pour les prêts et une aide financière pour les jeunes entrepreneurs (en octroyant des prêts sans intérêt, par exemple). Le gouvernement propose et organise également des programmes de formation et de certification portant sur le développement de produits et les normes de qualité, ainsi que sur les progrès en matière de R&D visant à mettre au point des produits commercialisables, entre autres.

[19] DSEC, "External merchandise trade". Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/TimeSeriesDatabase.aspx; et renseignements communiqués par les autorités.

[20] Gouvernement de la RASM, "The Five-Year Development Plan of the Macao Special Administrative Region (2016-2020)", septembre 2016. Adresse consultée: https://www.cccmtl.gov.mo/files/plano_quinquenal_en.pdf.

[21] Renseignements communiqués par les autorités.

[22] Gouvernement de la RASM, "The Five-Year Development Plan of the Macao Special Administrative Region (2016-2020)", septembre 2016. Adresse consultée: https://www.cccmtl.gov.mo/files/plano_quinquenal_en.pdf.

4.25. Outre le soutien continu aux PME, le gouvernement de la RASM s'est employé à promouvoir le développement de produits manufacturés et de procédés de fabrication à forte valeur ajoutée, y compris la transformation, l'analyse et la classification des diamants et la conception de bijoux. La législation relative à la mise en œuvre du système de certification du processus de Kimberley pour le commerce international des diamants bruts est entrée en vigueur le 1er octobre 2019 (grâce à la participation de la Chine continentale).[23] Cela permet à Macao, Chine de se lancer officiellement dans le commerce international des diamants bruts[24] conformément au système de certification du processus de Kimberley.[25] Les autorités estiment que Macao, Chine pourrait devenir une plaque tournante du commerce des diamants bruts, et attirer des investissements dans les établissements de transformation et de fabrication.[26] Les opérateurs qui exercent des activités économiques liées aux diamants bruts (y compris l'importation, l'exportation, le transit, l'achat, la vente et le transport) doivent demander une licence d'exploitation auprès du DSE. Cette licence est valable deux ans. Pour les activités d'importation/d'exportation ou de transit de diamants bruts, les opérateurs doivent demander une licence d'importation/d'exportation/de transit auprès du DSE, en passant par le système EDI (section 3.1.1).[27] La demande de licence d'exportation par voie électronique comprend automatiquement une demande de certificat du processus de Kimberley. Les licences délivrées par le DSE sont gratuites, mais une redevance de 70 MOP est perçue pour chaque certificat du processus de Kimberley délivré.[28]

4.26. Dans le cadre du plan de relance économique et des mesures financières visant à alléger les difficultés financières auxquelles sont confrontées les PME en raison de la COVID-19 (section 1), Macao, Chine a mis en œuvre une série de mesures de soutien depuis le début de 2020, y compris des allégements fiscaux, des exonérations fiscales et des mesures financières (c'est-à-dire des subventions). Par exemple, elle a lancé un programme de bonification d'intérêts pour les PME, et elle accorde aux PME remplissant les conditions requises une bonification d'intérêts allant jusqu'à 4% par an sur un prêt bancaire, pour un montant maximal de 2 millions de MOP et une durée allant jusqu'à trois ans (sous réserve d'une évaluation par le gouvernement).[29] Le programme est régi par le Règlement administratif n° 5/2020 et, conformément à la Décision du chef de l'exécutif n° 66/2020, la période de mise en œuvre s'étend du 17 mars au 17 septembre 2020. Au 24 juillet 2020, 4 407 demandes avaient été déposées, dont 3 917 avaient été approuvées, pour un total de 5,05 milliards de MOP de prêts bancaires subventionnés. Les entreprises remplissant les conditions requises ont également droit à une aide financière, allant de 15 000 à 200 000 MOP, selon le nombre d'employés. Les entreprises de services publics et certaines entités telles que les entreprises de télécommunications publiques, les opérateurs de bus publics, les opérateurs du métro léger de Macao, les entreprises de services financiers, les établissements d'enseignement formel et les établissements d'enseignement supérieur, les agences de services sociaux et les opérateurs du secteur des jeux de hasard sont exclus des mesures de soutien.[30]

4.27. Les droits appliqués aux marchandises importées dans le secteur manufacturier sont nuls; toutefois, seulement 19,2% des lignes tarifaires visant des produits non agricoles sont consolidées à l'OMC. Certaines marchandises (les produits pharmaceutiques et les produits chimiques, par exemple) font l'objet de licences (section 3.1.3). Au niveau bilatéral, le CEPA a permis de soutenir

[23] Règlement administratif n° 15/2019. Adresse consultée: https://bo.io.gov.mo/bo/i/2019/33/lei15.asp#15.

[24] Les diamants bruts correspondent aux codes SH 7102.10, 7102.21 et 7102.31. DSE, "FAQ". Adresse consultée: https://www.economia.gov.mo/en_US/web/public/pg_et_kpl_faq?_refresh=true.

[25] Le système de certification du processus de Kimberley réglemente le commerce des diamants bruts, dans le but d'empêcher le commerce des diamants de la guerre et de contribuer à protéger le commerce légitime des diamants bruts. Conformément aux exigences du système de certification, tout commerce international de diamants bruts doit être accompagné d'un certificat du processus de Kimberley délivré par le gouvernement du pays ou du territoire exportateur. L'importation de diamants bruts sans certificat délivré par un membre du processus de Kimberley est interdite, tout comme l'exportation de diamants bruts vers des pays ou territoires non-membres du Processus.

[26] Renseignements communiqués par les autorités.

[27] DSE, "Kimberley Process Certificate and Import/Export/Transit License Applications". Adresse consultée: https://www.economia.gov.mo/en_US/web/public/pg_et_kpl_ac?_refresh=true.

[28] DSE, "Export License – Kimberley Process Certification Scheme". Adresse consultée: https://www.economia.gov.mo/en_US/web/public/pg_apg?slug=ps-1319h.

[29] Portail du gouvernement de la RASM, "Government announces five-pronged approach to help residents, business ride out current adversity." Adresse consultée: https://www.gov.mo/en/news/122812/.

[30] Renseignements communiqués par les autorités et portail du gouvernement de la RASM, "10-billion-pataca fund aiming to bolster support for employees and businesses". Adresse consultée: https://www.gov.mo/en/news/124630/.

le secteur manufacturier car le traitement en franchise de droits s'applique aux marchandises fabriquées à Macao, Chine, pour lesquelles des règles d'origine ont été établies concernant leur entrée en Chine continentale. Lors de la signature de l'Accord sur le commerce des marchandises dans le cadre du CEPA en 2018 (section 2.3.3.1), des règles d'origine ont été établies pour presque toutes les marchandises, stimulant ainsi le secteur manufacturier à long terme. En outre, le CEPA a favorisé la facilitation des échanges et a amélioré la coopération douanière entre Macao, Chine et la Chine continentale (section 3.1).

4.4 Services

4.4.1 Caractéristiques

4.28. L'économie de Macao, Chine est dominée par le secteur des services; ces derniers sont de plus en plus importants et diversifiés, bien que les recettes issues du tourisme et des jeux de hasard restent les principales sources de devises. Les services représentent 90% du PIB et une part similaire de l'emploi total. Parmi les services, les jeux de hasard constituent le sous-secteur le plus important, représentant près de 50,5% du PIB en 2018. Parmi les autres activités de services importantes figurent les services financiers, le tourisme, l'organisation de congrès et d'expositions, les services de détail, les industries culturelles et créatives, la médecine traditionnelle chinoise et les services professionnels. Les exportations de services représentaient 80,1% du PIB en 2019.

4.29. La liste annexée à l'AGCS de Macao, Chine ne contient aucun engagement horizontal. Toutefois, elle comprend des engagements spécifiques, notamment dans les domaines suivants: services aux entreprises (services de location et en crédit-bail, sans opérateurs, d'autres matériels de transport); services financiers (tous les services d'assurance et services relatifs à l'assurance, services de réassurance et de rétrocession, services auxiliaires de l'assurance, et services bancaires et autres services financiers); services relatifs au tourisme et aux voyages (services d'hôtellerie et de restauration, à l'exception des services de traiteur, et services d'agences de voyages et d'organisateurs touristiques).[31]

4.4.2 Services financiers

4.30. Les services financiers représentaient 6,6% du PIB en 2018. Le secteur comprend les banques, les autres établissements financiers et les compagnies d'assurance. Macao, Chine ne dispose pas encore de marchés de capitaux bien établis, mais encourage le développement du marché obligataire.

4.31. L'Autorité monétaire de Macao (*Autoridade Monetária de Macao*, AMCM) est une institution autonome créée en juillet 1989 qui supervise le secteur des services financiers et exerce les fonctions d'une banque centrale.[32] L'AMCM supervise les opérations monétaires et financières selon les termes établis dans les statuts réglementaires régissant chaque domaine (voir plus bas), et conseille le gouvernement de la RASM sur des politiques visant à faciliter la durabilité de la croissance à long terme du secteur financier. L'AMCM est également chargée de rationaliser le cadre juridique et réglementaire (si besoin), d'adopter les meilleures pratiques internationales pour le développement de Macao, Chine en tant que centre de services financiers, et notamment en tant que plate-forme de services financiers entre la Chine et les pays lusophones. Conformément à ses Statuts (approuvés par le Décret-loi n° 14/96/M), ses fonctions comprennent les suivantes: i) conseiller et aider le chef de l'exécutif dans l'élaboration et l'application des politiques monétaire et financière et des politiques en matière de change et d'assurance; ii) orienter, coordonner et superviser les marchés monétaire et financier ainsi que les marchés des devises et de l'assurance, assurer leur bon fonctionnement et surveiller les activités des intervenants sur ces marchés selon les termes établis dans les statuts réglementaires régissant chaque domaine; iii) assurer la stabilité monétaire intérieure et contrôler la solvabilité extérieure de la monnaie locale en garantissant son entière convertibilité; iv) jouer le rôle d'un dépositaire central de la monnaie et gérer les réserves en devises et autres avoirs extérieurs; et v) surveiller la stabilité du système financier.[33]

[31] Document de l'OMC GATS/SC/50 du 15 avril 1994.

[32] Bien que le nom actuel de l'institution soit Autoridade Monetária de Macao, l'acronyme AMCM correspond au nom précédent en portugais, Autoridade Monetária e Cambial de Macau. Lorsque la Région administrative spéciale de Macao, Chine a été créée le 20 décembre 1999, le nom de l'institution est devenu l'Autorité monétaire de Macao, mais l'acronyme AMCM a été conservé. AMCM,"History". Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/en/about-amcm/history.

[33] AMCM, "Goals". Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/en/about-amcm/goals.

4.32. La principale législation régissant les services financiers à Macao, Chine comprend la Loi sur le système financier de Macao, promulguée le 5 juillet 1993. Les autres lois et règlements régissant le secteur financier comprennent la Loi sur la fusion et la division des établissements financiers et d'assurance (Loi n° 3/95/M du 13 mars 1995); le Décret-loi n° 16/95/M du 3 avril 1995 (utilisation de la monnaie locale); le Décret-loi n° 39/97/M du 18 septembre 1997 (régime de change); le Décret-loi n° 15/83/M du 26 février 1983 (sociétés de financement); le Règlement administratif n° 7/2003 (Conservation des documents des entités financières, à l'exclusion de ceux relatifs au secteur de l'assurance); la Loi n° 9/2012 du 9 juillet 2012 (régime de protection des dépôts); et les Règlements administratifs n° 23/2012 et n° 24/2012, tous deux du 8 octobre 2012 (protection des dépôts – Limite d'indemnisation du régime de protection des dépôts et du Fonds de protection des dépôts). Au cours de la période considérée, Macao, Chine a adopté la Loi n° 15/2018 du 27 décembre 2018 supprimant son régime offshore, afin de mieux s'aligner sur les pratiques internationales en la matière. La Loi a abrogé le régime offshore et tous les avantages fiscaux connexes, avec une période de transition allant jusqu'au 31 décembre 2020, pendant laquelle les sociétés offshore peuvent encore bénéficier de certaines exonérations fiscales.

4.33. En vertu de la Loi sur le système financier, les établissements de crédit suivants doivent obtenir une licence, accordée au cas par cas par le chef de l'exécutif, sur avis de l'AMCM: les banques constituées en société à Macao, Chine; les succursales de banques de Macao, Chine constituées en société à l'étranger; la Caisse d'épargne postale; et d'autres établissements de crédit.[34] Aucun examen des besoins économiques n'est effectué. En outre, en vertu du Décret-loi n° 15/83/M du 26 février 1983 et du Décret-loi n° 51/93/M du 20 septembre 1993, une licence est nécessaire pour exploiter des sociétés de financement et des sociétés de crédit-bail.

4.34. En décembre 2019, Macao, Chine comptait 30 banques, 1 société financière et 1 établissement de crédit non bancaire se consacrant à l'émission et à la gestion de services de cartes porte-monnaie permettant de stocker de la monnaie électronique. Parmi les autres établissements placés sous la supervision de l'AMCM figurent 2 sociétés de crédit-bail, 11 établissements de change, 6 bureaux de change, 2 sociétés d'envoi de fonds, 2 intermédiaires financiers, 2 établissements de services de paiement et 2 autres établissements financiers (dont 1 bureau de représentation). Ces établissements ont été autorisés à exercer des activités en vertu des législations respectivement applicables, à savoir la Loi n° 6/2019 et la Loi n° 7/2019, toutes deux du 8 avril 2019, visant les sociétés de crédit-bail[35], le Décret-loi n° 38/97/M du 15 septembre 1997 visant les établissements de change, le Décret-loi n° 15/97/M du 5 mai 1997 visant les sociétés d'envoi de fonds, et les articles 116 à 120 de la Partie III de la Loi sur le système financier visant les intermédiaires financiers et autres établissements financiers.

4.35. Les fusions de sociétés du secteur financier sont régies par les mêmes règlements que ceux qui régissent toute fusion commerciale. La fusion doit être approuvée par le chef de l'exécutif de la RAS de Macao, sur avis de l'AMCM. Les fusions peuvent avoir lieu entre des établissements financiers de différents types, sauf dans le secteur de l'assurance, où les sociétés qui fusionnent doivent être

[34] En vertu de l'article 22 de la Loi sur le système financier (procédures de demande d'autorisation), les entités souhaitant constituer un établissement de crédit en société à Macao, Chine doivent présenter leur demande par l'intermédiaire de l'AMCM, accompagnée: i) d'un mémorandum exposant les raisons économiques et financières justifiant le souhait de constituer l'établissement en société, démontrant la faisabilité de la demande et la manière dont elle s'inscrit dans les politiques économiques et financières des autorités compétentes de Macao, Chine; ii) d'une description de l'établissement, mentionnant son lieu d'implantation et des détails concernant les ressources techniques et humaines dont il dispose; iii) d'un projet d'acte constitutif et des statuts; et iv) d' l'identification personnelle et professionnelle des actionnaires fondateurs, indiquant le pourcentage de leur participation respective au capital social et une déclaration confirmant l'adéquation de la structure de l'actionnariat par rapport à la stabilité de l'établissement. Des exigences additionnelles s'appliquent aux actionnaires qui sont des personnes morales détenant une participation égale ou supérieure à 5% du capital social de l'établissement à constituer en société.

[35] La loi n° 6/2019 a mis à jour le cadre juridique des sociétés de crédit-bail. La définition juridique des sociétés de crédit-bail et de leurs filiales a été modifiée afin de limiter leur champ d'action aux seules activités de crédit-bail et aux activités autorisées par l'AMCM. Les sociétés de crédit-bail doivent être constituées en société anonyme ou en société privée à responsabilité limitée, avec l'autorisation préalable du chef de l'exécutif, après avis de l'AMCM. Les exigences minimales de fonds propres sont de 10 millions de MOP (contre 30 millions de MOP dans la loi précédente), entièrement souscrits et libérés au moment de la constitution. Loi n° 6/2019. Adresse consultée: https://bo.io.gov.mo/bo/i/2019/14/lei06.asp (en portugais). La Loi n° 7/2019 met à jour le régime juridique des avantages fiscaux pour le crédit-bail et fixe un taux d'imposition de 5% pour les revenus du crédit-bail. La loi établit également des exemptions concernant le paiement du droit de timbre. Loi n° 7/2019. Adresse consultée: https://bo.io.gov.mo/bo/i/2019/14/lei07.asp.

des compagnies d'assurance, et le résultat de la fusion doit également être une compagnie d'assurance.

4.4.2.1 Secteur bancaire

4.36. Le secteur bancaire est réglementé par l'AMCM en vertu de la Loi sur le système financier de Macao (Décret-loi n° 32/93/M du 5 juillet 1993). Le Décret-loi n° 58/99/M du 18 octobre 1999, qui réglementait les activités offshore, y compris la création d'établissements financiers offshore, a été abrogé en 2018 par la Loi n° 15/2018.

4.37. Le secteur bancaire est bien développé et détenu pour l'essentiel par des capitaux étrangers. Les actifs bancaires sont importants par rapport à la taille de l'économie; ils représentaient plus de 400% du PIB au début de 2019.[36] Comme l'a noté le FMI, bien que les bilans du système bancaire semblent sains, l'ampleur du système appelle à une vigilance constante en matière de supervision. Il convient en particulier de prêter attention aux passifs extérieurs à court terme qui sont considérables, ainsi qu'à la qualité et à la liquidité des avoirs extérieurs.[37]

4.38. Comme indiqué plus haut, en 2019, Macao, Chine comptait 30 banques, soit 2 de plus qu'au moment de l'examen précédent en 2013: 29 banques commerciales et 1 Caisse d'épargne postale. Sur l'ensemble de ces banques, 12 étaient constituées en société locale (dont la Caisse d'épargne postale, détenue par le gouvernement de la RASM) et 18 étaient des succursales de banques constituées en société à l'extérieur de Macao, Chine (tableau 4.5). Outre les établissements à capital local, le secteur bancaire comprend des banques de la Chine continentale; du Taipei chinois; de Hong Kong, Chine; du Portugal, de Singapour, du Royaume-Uni et des États-Unis.[38] En septembre 2019, les trois premières banques représentaient conjointement 65% du total des actifs bancaires. Les deux banques offshore qui existaient lors de l'examen précédent ont été fermées en 2018, en raison d'un changement dans leurs stratégies de groupe et de l'adoption d'une nouvelle législation mettant fin au régime offshore (voir plus haut).

Tableau 4.5 Établissements financiers, 2013-2019

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Banques							
Total[a]	28	28	28	28	29	29	30
Locales	10	9	9	9	9	11	11
Dont le siège est à l'étranger	18	19	19	19	20	18	19
Nombre d'établissements[b]	186	194	199	200	210	213	221
Nombre de guichets automatiques	1 081	1 134	1 299	1 507	1 691	1 764	1 777
Nombre d'employés	5 553	5 726	6 042	6 096	6 210	6 456	6 835

a À l'exclusion de la Caisse d'épargne postale.
b Y compris les sièges sociaux et les bureaux des succursales et sous-succursales à Macao, Chine.

Source: Renseignements communiqués par l'AMCM.

4.39. Conformément à la Loi sur le système financier, les établissements de crédit constitués en société à Macao, Chine doivent maintenir des fonds propres minimaux d'un montant de 100 millions de MOP. Les succursales des établissements de crédit constitués à l'étranger qui sont autorisées à exercer leurs activités à Macao, Chine doivent y maintenir en permanence, dans certaines catégories d'actifs définies par un avis de l'AMCM, un montant égal à au moins 50% du capital minimal requis pour constituer des établissements de même type.

4.40. La Circulaire n°003/B/2011-DSB/AMCM du 13 janvier 2011 établit les directives sur la gestion du risque de liquidité pour les banques. Elle indique notamment que les banques doivent maintenir

[36] AMCM, "Financial Soundness Indicators". Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/en/research-statistics/statistics/financial-soundness-indicators.

[37] FMI (2019); "People's Republic of China – Macao Special Administrative Region: 2019 Article IV Consultation Discussions – Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Macao SAR." FMI, Country Report n° 19/123, mai 2019. Adresse consultée: https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/ 2019/05/06/Peoples-Republic-of-China-Macao-Special-Administrative-Region-2019-Article-IV-Consultation-46867.

[38] AMCM, "Branches of banks incorporated overseas". Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/en/banking-sector/institutions-list/branches-of-banks-incorporated-overseas.

un encours suffisant d'actifs liquides de haute qualité pour faire face à toute difficulté ou fluctuation de liquidité prévue, dans des conditions de fonctionnement normales ou défavorables. À cet égard, le montant hebdomadaire moyen des liquidités détenues par une banque ne doit pas être inférieur à la somme de 3% des dépôts à disponibilité immédiate, de 2% des passifs d'une durée inférieure à trois mois (à l'exclusion des dépôts à disponibilité immédiate), et de 1% des passifs d'une durée supérieure à trois mois; et le montant des actifs liquides spécifiés d'une banque à la fin de chaque mois ne doit pas être inférieur à 30% du total de ses passifs de base.[39]

4.41. De nouvelles dispositions ont été incorporées dans le cadre législatif et réglementaire régissant la lutte contre le blanchiment d'argent et la lutte contre le financement du terrorisme au cours de la période considérée. Les directives pour lutter contre le blanchiment d'argent et combattre le financement du terrorisme, contenues dans les Circulaires n° 021/B/2016-DSB/AMCM du 15 juin 2016, n° 030/B/2016-DSB/AMCM du 2 décembre 2016 et n° 006/B/2019-DSB/AMCM du 30 janvier 2019, ont remplacé les deux directives précédentes promulguées par l'AMCM dans l'Avis n° 010/2009-AMCM du 24 juillet 2009.[40] Les directives ont intégré les recommandations du Groupe d'action financière (GAFI) et les meilleures pratiques pertinentes publiées par ce dernier. Elles ont également pris en considération les avis du secteur concerné sur la mise en œuvre des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ainsi que les conclusions tirées grâce la surveillance continue assurée par l'AMCM pour garantir le respect de ces mesures. Les directives énoncent les principales exigences auxquelles les établissements de crédit et autres établissements financiers doivent satisfaire pour remplir leurs obligations légales et réglementaires en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, y compris en ce qui concerne les politiques d'acceptation des clients, l'évaluation des risques et les obligations de vigilance à l'égard de la clientèle. Depuis août 2019, ces directives s'appliquent également aux clients liés au secteur des jeux de hasard (voir plus bas).

4.42. Au cours de la période considérée, un certain nombre de règlements visant à renforcer la supervision du système financier ont été mis en place. Ceux-ci comprennent des règlements sur l'adéquation des fonds propres, tel que l'Avis n° 011/2015-AMCM, qui prévoit que tous les établissements de crédit constitués en société à Macao, Chine doivent respecter un ratio de fonds propres d'au moins 8%. La Circulaire n° 016/B/2015-DSB/AMCM contient les directives sur la désignation des vérificateurs extérieurs des établissements de crédit, les obligations et responsabilités des vérificateurs extérieurs et leur relation avec l'AMCM.[41] La Circulaire n° 011/B/2019-DSB/AMCM, en vigueur depuis le 23 août 2019, intitulée "Directives pour l'industrie sur les contrôles liés à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme – Clients liés au secteur des jeux de hasard" (en complément des directives de l'AMCM pour lutter contre le blanchiment d'argent et combattre le financement du terrorisme) introduit des réglementations supplémentaires pour faire face aux risques potentiels liés aux activités de jeux de hasard. Les directives préconisent une politique plus stricte d'acceptation des clients, y compris l'obtention de l'approbation du Bureau d'inspection et de coordination des jeux de hasard de Macao, Chine avant d'ouvrir des comptes bancaires destinés à transférer des fonds liés aux activités de jeux de hasard menées à Macao, Chine. En outre, les directives interdisent aux banques d'établir des relations commerciales avec des opérateurs du secteur des jeux de hasard étrangers et leurs sociétés liées ou des organisateurs de séjours pour joueurs de casinos, dans le but d'organiser le mouvement de fonds provenant d'activités de jeux en dehors de Macao, Chine. Elles préconisent également de renforcer les procédures relatives aux obligations de vigilance lorsque les banques entretiennent des relations commerciales avec des clients liés au secteur des jeux. Ces procédures peuvent consister à: obtenir des renseignements supplémentaires sur leurs opérations, en particulier les types d'activités menées à Macao, Chine; obtenir des renseignements complémentaires sur l'objet du compte détenu par le client lié au secteur des jeux, et sur les motifs des transactions prévues et/ou

[39] Circulaire N° 003/B/2011-DSB/AMCM (Date: 13/01/2011), "Guideline on Management of Liquidity Risk". Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/files/banking_sector/rules_and_guideline/notices_and_guidelines/launch_version_liquidity_management_eng.pdf.

[40] Circulaire n° 021/B/2016-DSB/AMCM du 15 juin 2016, Circulaire N° 030/B/2016-DSB/AMCM du 2 décembre 2016, Circulaire N° 006/B/2019-DSB/AMCM du 30 janvier 2019, directives pour lutter contre le blanchiment d'argent et combattre le financement du terrorisme. Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/files/banking_sector/rules_and_guideline/notices_and_guidelines/aml_cft_gudileine_eng_2019_final.pdf.

[41] Circulaire N° 016/B/2015-DSB/AMCM. Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/files/banking_sector/rules_and_guideline/notices_and_guidelines/circular_016_b_2015_eng.pdf.

effectuées; et effectuer un suivi renforcé des relations commerciales en exigeant des pièces justificatives supplémentaires pour chaque transaction effectuée.[42]

4.43. Pendant la période à l'examen, le crédit est resté principalement destiné aux activités bancaires traditionnelles. Les crédits immobiliers représentaient encore une part importante des actifs bancaires, soit 36,5% du total des crédits au deuxième trimestre de 2019.[43]

4.44. Le total des actifs bruts du secteur bancaire a atteint environ 2020 milliards de MOP à la fin de 2019, soit une augmentation de 12,9% par rapport à l'année précédente et plus du double de celui enregistré à la fin de 2013 (tableau 4.6), témoignant du rythme rapide de la croissance économique. Les crédits octroyés aux clients représentaient 53,3% du total des actifs bancaires, et les actifs interbancaires représentaient 26,4% du total. Le pourcentage de crédits octroyés aux non-résidents était de 52,7% du total des crédits accordés aux clients. Les dépôts des clients représentaient 62,3% du total des sources de financement en 2018.

Tableau 4.6 Principales données financières du secteur bancaire, 2013 2019

(Milliards de MOP)

	Total des actifs	Crédits aux clients	Dépôts des clients	Actifs interbancaires	Engagements interbancaires
2013	990,3	534,7	680,5	326,8	221,7
2014	1 174,4	689,7	791,0	347,3	267,6
2015	1 340,8	760,9	860,0	388,9	339,6
2016	1 390,4	784,3	941,8	379,6	283,9
2017	1 523,7	896,0	1 022,5	358,7	317,8
2018	1 784,9	1 007,2	1 114,2	463,0	432,6
2019	2 015,2	1 072,9	1 163,6	539,4	592,6

Source: AMCM, "Annual Report", différentes éditions. Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/en/research-statistics/annual-reports; et AMCM, "Statistics". Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/en/research-statistics/statistics/monetary-and-financial-statistics-time-series.

4.45. Les bénéfices d'exploitation des banques ont atteint un niveau historique en 2019, puisqu'ils ont augmenté de 6,2% par rapport à 2018, pour atteindre 17,1 milliards de MOP (tableau 4.7). Les revenus nets d'intérêts sont la principale source de revenus bruts des banques; les revenus d'intérêts ont augmenté de 23,4% entre 2018 et 2019. La marge d'intérêts, ou revenus nets d'intérêts, a enregistré une croissance en glissement annuel de 2% en 2019, atteignant 20,6 milliards de MOP, tandis que les revenus autres que les intérêts ont augmenté de 11,8% en 2019, alors que les banques se remettaient des pertes sur les investissements financiers et de la baisse des frais et commissions connues en 2018.[44] Dans le même temps, le ratio de la marge d'intérêts par rapport aux revenus bruts est passé de 73,7% en 2018 à 78,3% en 2019 (tableau 4.7). La rentabilité des fonds propres (ROE) était de 19,8% en 2019 (contre 21,2% en 2018), mais elle est tombée à un taux préliminaire de 18,3% au deuxième trimestre de 2020, reflétant les effets de la pandémie de COVID-19. La rentabilité des actifs (ROA), qui mesure l'efficacité des banques dans l'utilisation de leurs actifs, est restée stable à 1,0% en 2018 par rapport à l'année précédente, mais est tombée à 0,9% en 2019 (tableau 4.7) et à un chiffre préliminaire de 0,9% au deuxième trimestre de 2020.

4.46. Le ratio des prêts improductifs par rapport au total des prêts bruts est resté faible pendant la période à l'examen et s'établissait à 0,2% en 2019, soit une légère hausse par rapport à la fin de 2013 (0,1%); au deuxième trimestre de 2020, le ratio est passé à 0,3%. Les niveaux d'adéquation des fonds propres sont restés élevés: le ratio de fonds propres consolidé du système bancaire était

[42] AMCM, Circulaire N° 011/B/2019-DSB/AMCM (date d'entrée en vigueur: 23 août 2019), "Industry Guidance on AML/CFT Controls – "Gaming-related" Customers (Supplementary to the AMCM AML/CFT Guideline)". Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/files/banking_sector/rules_and_guideline/notices_and_guidelines/industry_guidance_to_banks_overseas_gaming_activities_english.pdf.

[43] AMCM, "Financial Soundness Indicators". Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/en/research-statistics/statistics/financial-soundness-indicators.

[44] AMCM, Research and Statistics Department (2019), "Monetary and Financial Stability Review", juillet 2019. Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/files/research_and_stats/research_and_publication/quarterly report/issue_no_52/05_mfsr_201907_en.pdf.

de 14,2% en 2019, soit le même qu'à la fin de 2013; le ratio est passé à 14,6% au deuxième trimestre de 2020. Ce taux est bien supérieur à la norme minimale de 8% de fonds propres établie par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire de la Banque des règlements internationaux et par l'Avis n° 011/2015-AMCM, qui prévoit que tous les établissements de crédit constitués en société à Macao, Chine doivent respecter un ratio de fonds propres d'au moins 8%.[45]

Tableau 4.7 Rentabilité du secteur bancaire, 2013 2019

(Millions de MOP)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Revenus des intérêts	22 141	29 933	32 581	30 072	34 465	47 658	58 817
Charges d'intérêts	10 659	15 538	16 760	14 419	17 342	27 467	38 232
Revenus nets des intérêts	11 482	14 395	15 822	15 653	17 124	20 191	20 586
Autres revenus	3 829	4 961	6 290	7 211	7 864	6 761	7 562
Coûts d'exploitation	6 843	8 352	9 305	8 585	10 091	10 880	11 074
Bénéfices d'exploitation	8 468	11 004	12 807	14 279	14 897	16 073	17 073
Flux de liquidités	10 272	13 190	14 858	15 668	16 989	18 307	18 801
Bénéfices et rentabilité[a]							
Rentabilité des actifs (ROA), en %	1,0	1,0	1,0	1,1	1,0	1,0	0,9
Rentabilité des fonds propres (ROE), en %	25,1	28,1	25,8	23,7	21,9	21,2	19,8
Ratio marge d'intérêts/revenus bruts	78,2	77,7	68,4	66,1	72,5	73,7	78,3
Ratio dépenses autres que les intérêts/revenus bruts	37,4	43,1	42,6	36,8	39,0	37,1	40,2
Qualité des actifs[a]							
Ratio prêts improductifs/total des prêts bruts	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Adéquation des fonds propres[a]							
Ratio fonds propres réglementaires/actifs pondérés en fonction des risques	14,8	14,2	15,1	16,1	15,7	14,8	14,2
Ratio fonds propres réglementaires de 1ère catégorie/actifs pondérés en fonction des risques	11,2	9,9	11,6	11,7	11,4	10,5	10,4
Ratio prêts improductifs nets de provisions/fonds propres	-0,3	0,6	0,2	0,8	1,2	1,1	1,7
Liquidités[a]							
Ratio actifs liquides/total des actifs	38,2	35,8	34,8	36,0	30,8	32,5	33,2
Ratio actifs liquides/passifs à court terme	65,3	60,1	60,5	60,6	53,0	62,1	57,6

a Données pour le quatrième semestre de chaque année.

Note: Données incluant la Caisse d'épargne postale, mais excluant les établissements de crédit non bancaires. Les chiffres pour 2019 sont des chiffres préliminaires.

Source: AMCM, "Financial Soundness Indicators". Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/en/research-statistics/statistics/financial-soundness-indicators; et "Annual Report", différentes éditions. Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/en/research-statistics/annual-reports.

4.47. Selon le FMI, malgré la taille importante du secteur bancaire, plusieurs facteurs atténuent les risques tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur du bilan. Sur le plan intérieur, la liquidité et la qualité des actifs restent fortes, principalement en raison de l'effet de levier modéré du secteur privé et, bien que l'exposition au secteur des jeux reste considérable, les bilans des opérateurs de ce secteur restent solides. Sur le plan extérieur, malgré le fait qu'environ 65% des passifs extérieurs du secteur bancaire soient à court terme, ses avoirs extérieurs dépassent largement ses passifs. Reconnaissant les efforts déployés récemment par l'AMCM pour renforcer la surveillance financière, le FMI a noté qu'elle pourrait encore consolider davantage le cadre pour une adoption saine des technologies financières.[46]

4.48. Macao, Chine dispose d'un système d'assurance des dépôts, qui a été mis en place sous sa forme actuelle en 2012. La Loi sur le régime de protection des dépôts (Loi n° 9/2012), entrée en

[45] Avis n°011/2015-AMCM. Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/files/banking_sector/rules_and_guideline/notices_and_guidelines/notice_no.011_2015_amcm_eng.pdf.

[46] FMI (2019), "People's Republic of China — Macao Special Administrative Region: 2019 Article IV Consultation Discussions – Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Macao SAR". FMI, Country Report n° 19/123, mai 2019. Adresse consultée: https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/ 2019/05/06/Peoples-Republic-of-China-Macao-Special-Administrative-Region-2019-Article-IV-Consultation-46867.

vigueur le 7 octobre 2012, a fait du régime de protection temporaire un dispositif permanent. En vertu de cette loi, le gouvernement a créé un Fonds de protection des dépôts qui permet, en cas de faillite bancaire, le versement d'une indemnisation maximale de 500 000 de MOP par déposant et par banque. Le gouvernement a injecté 150 millions de MOP pour constituer le capital de départ et, depuis janvier 2014, les banques ont l'obligation de verser une contribution annuelle équivalant à 0,05% du montant total de leurs dépôts protégés.

4.49. Les entreprises financières offshore, y compris les établissements de crédit, les compagnies d'assurance et les sociétés de gestion de fonds offshore, étaient auparavant réglementées et supervisées par l'AMCM. En vertu de la loi, elles ne pouvaient effectuer des opérations avec les non-résidents que dans d'autres monnaies que le MOP et étaient exonérées de l'impôt sur les bénéfices et de la taxe d'inscription au registre du commerce. Jusqu'en 2018, on comptait deux banques offshore, toutes les deux portugaises. Cependant, ces deux banques ont été fermées en 2018 et il n'existe plus de secteur bancaire offshore, car le Décret-loi qui réglementait le régime offshore a été abrogé en 2018.

4.4.2.2 Assurance

4.50. À Macao, Chine, la responsabilité de la supervision, de la coordination et de l'inspection des activités d'assurance et des fonds de pension incombe au chef de l'exécutif, tandis que l'exécution effective de ces fonctions est assurée par l'AMCM, par l'intermédiaire de son Département de la surveillance des activités d'assurance. Les principaux textes législatifs concernant l'assurance comprennent l'Ordonnance relative au secteur de l'assurance à Macao (Décret-loi n° 27/97/M du 30 juin 1997), l'Ordonnance relative aux agents et courtiers d'assurance à Macao (Décret-loi n° 38/89/M tel que modifié par le Règlement administratif n° 27/2001), les modifications du cadre juridique régissant l'exercice des activités d'intermédiation en assurance (Règlement administratif n° 14/2003), le cadre juridique régissant les fonds de pension privés (Décret-loi n° 6/99/M du 8 février 1999) et les modifications du cadre juridique régissant les fonds de pension privés (Loi n° 10/2001).

4.51. À la fin de 2019, le secteur de l'assurance comptait 25 compagnies d'assurance, dont 12 étaient des compagnies d'assurance-vie et 13 exerçaient des activités d'assurance autre que sur la vie. En ce qui concerne l'origine de leurs capitaux, 10 étaient des sociétés locales et les 15 autres étaient des succursales de sociétés étrangères; 7 venaient de Hong Kong, Chine, 4 des Bermudes et 1 du Canada, 1 du Portugal et 1 des États-Unis.[47]

4.52. À la fin de 2019, le secteur des intermédiaires comprenait 6 726 intermédiaires en assurance, dont 5 072 agents individuels, 82 agents de sociétés, 1 560 vendeurs et 12 courtiers.[48]

4.53. À la fin de 2019, il y avait deux sociétés de gestion de fonds de pension privés, toutes deux constituées en société à Macao, Chine. La liste des gestionnaires de fonds de pension privés comprenait également une compagnie d'assurance-vie constituée en société à Macao, Chine et six compagnies d'assurance constituées en société à l'étranger.[49]

4.54. Cinq associations représentent le secteur de l'assurance à Macao, Chine. L'Association des assureurs de Macao représente les compagnies d'assurance agréées, à la fois sur la vie et autre que sur la vie, tandis que l'Association des agents et courtiers d'assurance de Macao, la Fédération des intermédiaires en assurance professionnels de Macao, l'Association des intermédiaires en assurance de Macao et l'Association des employés des services financiers de Macao représentent le secteur intermédiaire.[50]

---

[47] AMCM, *Insurance authority and market players*. Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/en/insurance-sector/insurance-sector.

[48] AMCM, *Insurance authority and market players*. Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/en/insurance-sector/insurance-sector.

[49] AMCM, *List of private pension fund managers*. Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/en/insurance-sector/authorised-insurers/entities-authorised-to-manage-private-pension-funds.

[50] AMCM, *Insurance authority and market players*. Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/en/insurance-sector/insurance-sector.

4.55. Le secteur de l'assurance continue d'afficher un fort degré de concentration: à la fin du troisième trimestre de 2019, les actifs des deux principales compagnies d'assurance-vie représentaient 79,7% de l'ensemble du marché de l'assurance, tandis que les trois principaux assureurs autres que sur la vie représentaient 63,1% du marché. La participation étrangère est importante. Les assureurs étrangers représentaient 96,2% du marché de l'assurance-vie, tandis que les assureurs locaux détenaient 73,3% du marché de l'assurance autre que sur la vie.

4.56. L'Ordonnance relative au secteur de l'assurance dispose que toute compagnie d'assurance doit être titulaire d'une licence, soit en tant que compagnie constituée en société localement, soit en tant que succursale ayant son siège à l'étranger, soit en tant que bureau de représentation. Les compagnies d'assurance constituées en société localement et les succursales de compagnies d'assurance étrangères peuvent exercer des activités d'assurance à Macao, Chine sur la base du traitement national; les bureaux de représentation d'une compagnie d'assurance étrangère ne peuvent pas le faire, étant donné qu'il s'agit simplement de mandataires des assureurs qu'ils représentent et qu'il leur est interdit d'effectuer des opérations d'assurance. Pour un assureur constitué en société à Macao, Chine, les exigences de fonds propres sont de 30 millions de MOP pour mener des activités d'assurance-vie et de 15 millions de MOP pour l'assurance autre que sur la vie. Les exigences de fonds propres pour un assureur étranger souhaitant établir une succursale à Macao, Chine sont de 7,5 millions de MOP pour mener des activités d'assurance-vie et de 5,0 millions de MOP pour l'assurance autre que sur la vie. Ce capital constitue un fonds d'établissement et doit, à tout moment, être détenu sur le territoire de Macao, Chine sous la forme de certains types d'actifs tels qu'ils sont définis dans un Avis de l'AMCM. En outre, les fonds propres du siège social de l'assureur considéré ne devraient pas être inférieurs aux exigences minimales de fonds propres pour une compagnie locale d'assurance-vie ou autre que sur la vie. Les assureurs ne sont pas autorisés à exercer à la fois des activités d'assurance-vie et autre que sur la vie.

4.57. Aucune personne, physique ou morale, ne peut acquérir, directement ou indirectement, une participation qualifiée dans une compagnie d'assurance ayant son siège social à Macao, Chine, ni augmenter sa participation dans une proportion égale ou supérieure à 5% du capital ou des droits de vote, sans obtenir l'autorisation préalable de l'AMCM, sauf si, par nature, cela n'est pas possible, auquel cas l'acquisition doit être communiquée dans un délai maximal de 30 jours à compter de la date de l'acquisition ou de l'augmentation considérée. Les autorités ont indiqué que cela pouvait se produire dans les cas où la société mère/holding n'était pas une compagnie d'assurance ou était une compagnie d'assurance située dans une autre juridiction. Dans ces cas, l'acquisition indirecte de parts et de droits de vote représentant 5% ou plus n'est pas soumise à l'autorisation réglementaire locale.

4.58. L'AMCM réglemente les conditions et les taux de primes des catégories d'assurance obligatoires, c'est-à-dire les suivantes: véhicules automobiles (responsabilité civile), indemnisation des employés, responsabilité professionnelle des agents de voyages, responsabilité professionnelle des avocats, responsabilité civile liée à l'installation de panneaux d'affichage, responsabilité civile pour les bateaux de plaisance et responsabilité professionnelle des fournisseurs de soins de santé. En ce qui concerne l'assurance non obligatoire, les assureurs sont libres de concevoir leur propre couverture d'assurance et de fixer leurs propres taux de primes. En 2018, de nouveaux règlements sur le calcul des réserves de primes non acquises sur une base globale (Avis n° 013/2018-AMCM) et sur les droits d'enregistrement des intermédiaires en assurance pour 2019 (Avis n° 014/2018-AMCM) ont été publiés. En 2019, des prescriptions relatives aux actifs garantissant les réserves techniques (Avis n° 002/2019-AMCM) et des règlements relatifs au calcul du montant de la marge de solvabilité (Avis n° 003/2019-AMCM) ont été publiés.[51]

4.59. Conformément à l'Ordonnance relative au secteur de l'assurance, la marge de solvabilité requise pour les activités d'assurance autre que sur la vie est déterminée en fonction des primes annuelles brutes encaissées enregistrées au cours de l'année précédente, déduction faite des remboursements et annulations: pour un montant de primes brutes encaissées inférieur à 10 millions de MOP, la marge de solvabilité est de 5 millions de MOP. Pour un montant de primes encaissées compris entre 10 millions et 20 millions de MOP, la marge de solvabilité devrait être de 50% des primes encaissées cette année-là; et pour un montant de primes encaissées supérieur à 20 millions de MOP, la marge de solvabilité doit être de 10 millions de MOP auxquels s'ajoutent 25% du montant à hauteur duquel les primes encaissées cette année-là dépassent 20 millions de MOP. Si un assureur

[51] AMCM, *Main Regulations on Insurance Activity and Private Pension Funds*. Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/en/insurance-sector/rules-and-guidelines/notices-in-force-from-amcm.

enregistre un coefficient de perte anormal au cours des trois années précédentes consécutives ou au cours de trois années quelconques des cinq années précédentes, la marge de solvabilité exigée est doublée. La marge de solvabilité exigée pour l'assurance-vie est déterminée sur la base du montant des réserves mathématiques ou du montant des capitaux sous risque. La marge de solvabilité exigée pour l'assurance-vie et l'assurance-rente doit être égale au total de la somme de: i) 4% du montant des réserves mathématiques brutes constituées au cours de l'année multipliés par le ratio obtenu en divisant le montant des réserves mathématiques (déduction faite des cessions de réassurance) de l'année en cours par le montant des réserves mathématiques brutes à la fin de l'année précédente, avec un minimum de 85% si ce ratio est inférieur; et ii) 0,3% des capitaux sous risque[52] multiplié par le ratio entre le montant des capitaux sous risque déduction faite des cessions de réassurance et le montant brut des capitaux sous risque à la fin de l'année précédente, avec un minimum de 50% si ce ratio est inférieur.[53] Les formules à appliquer pour calculer les réserves pour l'assurance liée à long terme et l'assurance maladie sont également énoncées dans l'Ordonnance relative au secteur de l'assurance.

4.60. Le secteur de l'assurance a continué de se développer très rapidement pendant la période à l'examen. Les primes brutes pour l'assurance-vie tout comme pour l'assurance autre que sur la vie ont augmenté de façon exponentielle, et le montant total des primes brutes encaissées a atteint 21,2 milliards de MOP (environ 2,65 milliards d'USD) en 2018, en baisse par rapport à 2017, mais en hausse de 50% par rapport à 2015 et de 210% par rapport à 2013 (tableau 4.8). Le taux de pénétration de l'assurance est passé de 1,7% en 2013 à 4,8% en 2018. En 2019, le montant total des primes brutes encaissées était estimé à 28,5 milliards de MOP (environ 3,56 milliards d'USD), soit une hausse de 34,5% par rapport à 2018. Le taux de pénétration de l'assurance a augmenté de 2,1 points de pourcentage.

Tableau 4.8 Composition des primes brutes, 2013-2019

(millions de MOP)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019[a]
Assurance-vie	4 964	6 933	12 038	18 367	19 636	18 665	25 577
Assurance autre que sur la vie	1 861	1 953	2 078	2 156	2 286	2 499	2 887
Total	**6 824**	**8 886**	**14 116**	**20 523**	**21 922**	**21 164**	**28 465**

a Données préliminaires.

Source : AMCM, *Annual Report,* différentes éditions. Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/en/research-statistics/annual-reports; et AMCM, *Insurance Activity – Annual Reports*. Adresse consultée: https://www.amcm.gov.mo/en/insurance-sector/statistics/insurance-activity-annual-reports.

4.4.3 Télécommunications

4.61. Macao, Chine n'a inscrit aucun engagement concernant les services de télécommunication dans sa liste annexée à l'AGCS. Toutefois, selon les autorités, le secteur des télécommunications est entièrement libéralisé depuis 2012. Les services de communication mobile et les services liés à Internet ont été libéralisés en 2001, et le service de téléphonie fixe a été libéralisé en 2012. Après une libéralisation complète, il n'y a plus de services de télécommunication exclusifs à Macao, Chine. Les entreprises peuvent demander des licences pour l'installation et la fourniture de réseaux et de services publics de télécommunication conformément à la réglementation et aux régimes de licences applicables. Toutefois, étant donné que, conformément aux offres initiales de Macao, Chine au titre de l'AGCS, la libéralisation du secteur des télécommunications est subordonnée à un examen des besoins économiques, l'octroi d'une licence additionnelle peut être subordonné aux besoins de l'économie.

4.62. Comme dans d'autres économies, le secteur des télécommunications à Macao, Chine est devenu de plus en plus axé sur la téléphonie mobile et Internet pendant la période à l'examen. Le taux de pénétration des télécommunications mobiles a atteint 411,0% en 2019, contre 277,2% en 2012. Toutefois, le taux de pénétration de la téléphonie fixe est tombé à 17,1% en 2019, bien que le taux de pénétration du haut débit fixe soit passé à 29,3%. À la fin de 2019, 86,5% de la population

[52] S'entend du montant à payer en cas de décès déduction faite des réserves mathématiques en ce qui concerne la couverture principale.

[53] Ordonnance relative au secteur de l'assurance à Macao. Décret-loi n° 27/97/M du 30 juin 1997.

(personnes de trois ans et plus) avait accès à Internet, y consacrant presque 1,6 milliard d'heures (tableau 4.9). Entre 2012 et 2019, un réseau fixe et quatre réseaux à évolution à long terme (LTE) ont été déployés.

Tableau 4.9. Principaux indicateurs des télécommunications, 2012-2019

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Abonnements de téléphonie fixe (milliers) (y compris les téléphones publics payants)	162,5	158,4	153,7	147,1	139,2	131,1	124,1	116,4
Abonnements de téléphonie fixe pour 100 habitants	27,9	26,1	24,2	22,7	21,6	20,1	18,6	17,1
Abonnements de téléphonie cellulaire mobile (milliers)	1 613,5	1 722,2	1 856,5	1 896,1	1 970,0	2 249,1	2 181,2	2 793,5
Abonnements de téléphonie cellulaire mobile pour 100 habitants	277,2	283,5	291,8	293,2	305,5	344,4	326,8	411,0
Utilisateurs d'Internet (%)	61,3	65,8	69,8	77,6	81,6	83,2	83,8	86,5
Abonnements au haut débit fixe (milliers)	144,3	151,7	161,4	169,8	178,0	186,6	192,9	199,1
Abonnements au haut débit fixe pour 100 habitants	24,8	25,0	25,4	26,3	27,6	28,6	28,9	29,3
Trafic annuel des appels téléphoniques internationaux sortants (millions de minutes)[a]	388,2	397,0	388,6	315,9	260,1	211,7	174,7	140,1
Utilisation annuelle d'Internet (millions d'heures)	678,4	814,0	952,5	1 063,7	1 166,9	1 241,9	1 268,8	1 585,4

a Comprend le trafic généré par les abonnés à la téléphonie fixe et à la téléphonie mobile (locale et en itinérance entrante).

Source: UIT, *Statistics*. Adresse consultée: www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/default.aspx; et DSEC.

4.63. Le Bureau des postes et des télécommunications de Macao (CTT) est chargé de réglementer, de surveiller, de promouvoir et de coordonner les activités liées au secteur des télécommunications.[54] Le principal texte législatif régissant ce secteur est la Loi n° 14/2001 (Loi sur les télécommunications de base)[55], qui établit le cadre réglementaire général et le fondement de la politique en matière de télécommunications. Le Règlement administratif n° 41/2004 réglemente le régime d'interconnexion des réseaux publics de télécommunication. Les dispositions en matière de licences et d'autres prescriptions réglementaires sont énoncées dans un certain nombre de règlements administratifs: les Règlements administratifs n° 7/2002 relatif aux services de télécommunication mobile, n° 24/2002 relatif aux services Internet et n° 41/2011, qui ont abrogé et remplacé le Règlement n° 16/2002 relatif au réseau public fixe de télécommunication. Les fournisseurs d'accès à Internet (FAI) fournissant des services d'accès à Internet à haut débit sont assujettis au Règlement administratif n° 24/2002; ils ne sont pas considérés comme des opérateurs de réseaux publics fixes de télécommunication, de sorte qu'ils ne sont pas assujettis au Règlement administratif n° 41/2004.

4.64. Comme il est indiqué dans la Loi sur les télécommunications de base, la construction, la gestion et l'exploitation de réseaux de télécommunication[56] et la fourniture de services de télécommunication sont considérées comme des activités d'intérêt public et ne peuvent être entreprises que par des entités publiques ou privées ayant une habilitation suffisante pour exercer de telles activités conformément à la réglementation applicable. Le Règlement administratif n° 41/2011 a apporté des modifications en ce qui concerne la manière dont les entités privées peuvent exercer des activités de télécommunication, en remplaçant le système de concessions par

[54] Depuis le 1er janvier 2017, le Bureau de la réglementation des télécommunications a fusionné avec les Postes de Macao et a été rebaptisé Bureau des postes et des télécommunications de Macao. Voir le Règlement administratif n° 29/2016 du 2 décembre 2016.

[55] La portée de la Loi sur les télécommunications de base ne comprend pas les services de radiodiffusion territoriale ou par satellite, en particulier les services de radiodiffusion et de télévision. Voir l'article premier de la Loi.

[56] Les réseaux de télécommunication comprennent l'infrastructure de télécommunication connectée par des moyens physiques, tels que les câbles optiques et/ou électromagnétiques, et par des moyens radioélectriques, tels que les relais hertziens.

un mécanisme de licences. La position du concessionnaire existant à l'époque a été clarifiée par les articles 27 et 28 du Règlement, et la concession existante échangée contre une licence.[57]

4.65. La fourniture de tout service de télécommunication par des entités privées doit faire l'objet d'une licence délivrée par le gouvernement par l'intermédiaire du CTT. Le nombre de licences et les conditions imposées en matière de licences pour le réseau public fixe de télécommunication sont soumis aux modalités et conditions énoncées dans le document d'appel d'offres public pertinent, aux prescriptions relatives à la délivrance des licences énoncées à l'article 5 du Règlement et à un ensemble d'autres considérations, y compris le pouvoir discrétionnaire du chef de l'exécutif, tout en tenant compte de l'évolution du marché.[58]

4.66. En 2012, pour soutenir le développement du marché des télécommunications libéralisé, le gouvernement a lancé un processus d'appel d'offres public pour la délivrance de licences pour l'installation et l'exploitation de réseaux publics fixes de télécommunication. En 2013, deux licences ont été accordées, l'une au concessionnaire existant qui fournissait le réseau public fixe de télécommunication et d'autres services dans le cadre d'un contrat de concession, et l'autre à un nouvel opérateur appelé MTEL Telecommunication Company Limited (MTEL). Les licences sont accordées selon une approche fondée sur une liste positive plutôt que sur une liste négative, c'est-à-dire qu'elles énumèrent les services pour lesquels la licence est accordée et qui peuvent être fournis par le titulaire de la licence, plutôt que les services pour lesquels la fourniture est interdite.

4.67. Tous les opérateurs de télécommunications doivent obtenir une licence conformément aux conditions énoncées dans les lois et règlements applicables. L'obtention d'une licence de fournisseur de services de télécommunication (FST) est assujettie à un appel d'offres public, tandis que l'obtention d'une licence de fournisseur d'accès à Internet (FAI) et d'une autorisation d'opérateur de réseau virtuel mobile (MVNO) est soumise à une procédure de demande. Dans le cas des appels d'offres ouverts, les exigences des soumissionnaires sont définies dans les documents d'appel d'offres. La licence est cessible, sur approbation préalable du CTT, conformément aux règlements applicables. Un opérateur titulaire d'une licence doit être une société enregistrée à Macao, Chine et doit avoir pour objectif d'exercer des activités commerciales, y compris la fourniture de services de télécommunication pertinents. Après approbation d'une licence, le titulaire de la licence est assujetti au paiement d'une caution, telle qu'elle est définie dans les documents d'appel d'offres; la caution sert de garantie pour s'assurer que le titulaire de la licence s'acquitte des obligations énoncées dans la licence et elle est remboursable. Un opérateur titulaire d'une licence pour le réseau public fixe de télécommunication doit avoir un capital social d'au moins 50 millions de MOP; pour les services de télécommunication mobile, le capital social doit être d'au moins 10 millions de MOP.

4.68. À la fin de 2019, deux opérateurs étaient titulaires d'une licence pour la construction et l'exploitation de réseaux publics fixes de télécommunication: la *Companhia de Telecommunicações de Macao* (CTM) et la Telecommunication Company Limited (MTEL).[59] Cinq opérateurs, dont un MVNO, sont titulaires de licences permettant de fournir des services de télécommunication mobile.[60]

4.69. Comme le prévoit la Loi sur les télécommunications de base, la politique en matière de télécommunications consiste à ouvrir progressivement la construction de réseaux publics de télécommunication et la fourniture de services publics de télécommunication, de façon que le public puisse tirer parti des possibilités d'investissement et faire des investissements, en améliorant ainsi la compétitivité et en promouvant un développement économique et social durable à Macao, Chine.

4.70. Bien que, à l'heure actuelle, chaque opérateur titulaire d'une licence, à l'exception du MVNO, dispose de son propre réseau de télécommunication en plus de la connexion du "dernier kilomètre" avec les utilisateurs finals[61], les autorités ont indiqué que, pour faire face au développement de la

[57] L'article 28 du Règlement administratif n° 41/2011 prévoyait des services libéralisés, des services de lignes louées locales, des services de lignes louées internationales et des services de transit dans le cadre d'un contrat de concession, soumis au Règlement administratif n° 41/2011, et non au Règlement administratif n° 16/2002. Cela supposait de passer d'un régime fondé sur des concessions à un régime fondé sur des licences.

[58] Article 5, Règlement administratif n° 16/2002.

[59] MTEL fournit des lignes louées et des services Internet depuis décembre 2014.

[60] En 2015, le gouvernement a délivré des licences de téléphonie mobile 4G à la CTM, à Hutchison Telephone (Macao), à China Telecom et à SmarTone Mobile Communications (Macao). Ces sociétés sont autorisées à fournir des réseaux publics de services de télécommunication mobile 4G terrestre et de services de télécommunication mobile 4G en itinérance.

[61] Partie de la chaîne du réseau de télécommunication qui atteint physiquement les locaux de l'utilisateur final.

5G et au réseau de la prochaine génération, le gouvernement prévoyait de formuler un nouveau régime de convergence, afin de promouvoir la neutralité technologique et le partage des infrastructures de télécommunication. L'objectif est de réaliser la politique du gouvernement consistant à transformer Macao, Chine en ville intelligente. À cette fin, le CTT a établi un rapport qui a fait l'objet de consultations; au début de 2020, le processus de révision était encore en cours. Grâce au régime de convergence, les titulaires de licences seront confrontés à moins de restrictions et seront autorisés à mettre en place le réseau de télécommunication pour les services qu'ils peuvent fournir, tels que les services de transmission vocale et vidéo et de transmission de données et les services d'accès à Internet basés sur les entreprises.

4.71. En règle générale, les opérateurs de réseau sont tenus de s'interconnecter les uns avec les autres, soit directement, soit par l'intermédiaire des installations d'autres opérateurs. Les accords d'interconnexion sont négociés entre les parties sur une base commerciale; les taxes d'interconnexion sont déterminées sur la base de considérations commerciales.[62] Les accords d'interconnexion doivent être soumis au gouvernement de la RASM pour approbation.[63] S'il n'est pas possible de parvenir à un accord mutuel, le gouvernement peut intervenir et prescrire les modalités et conditions d'interconnexion auxquelles les deux parties doivent adhérer, afin de garantir le maintien du service.

4.72. Les numéros de téléphone sont des actifs publics.[64] La gestion et l'allocation des ressources de numérotation doivent être neutres et ne peuvent pas entraver la liberté de choix des consommateurs en matière d'opérateurs ou de fournisseurs de services. Les consommateurs peuvent donc transférer leurs numéros d'un réseau à l'autre, sans restriction.

4.73. Une méthode d'attribution administrative a été adoptée pour la gestion du spectre mobile. Le spectre disponible est attribué sur présentation d'une demande, à condition que la demande soit jugée appropriée.

4.74. Pour fournir des services Internet, il faut obtenir une licence du Secrétaire des transports et des travaux publics. Au milieu de 2020, 19 sociétés détenaient une licence pour exploiter un certain type de service Internet. Parmi elles, dix étaient des FAI titulaires de licences pour la fourniture de services publics d'accès à Internet, et neuf avaient des licences de fournisseurs de contenu Internet et n'étaient pas titulaires de licences leur permettant de fournir un accès public à Internet.[65] Les FAI sont assujettis au Règlement administratif n° 24/2002.

4.75. Conformément à la prescription en matière de service universel de la Loi sur les télécommunications de base, tous les opérateurs de services de télécommunication sont tenus d'assurer la couverture complète de leurs services sous licence dans un certain délai à compter du début de leurs activités. Tous les opérateurs couvrent essentiellement l'ensemble de la région de Macao, Chine.

4.76. Le CTT est chargé de maintenir la concurrence dans ce secteur. Les dispositions relatives à la concurrence sont disséminées dans différents règlements et lois; l'article 8 de la Loi sur les télécommunications de base dispose que toutes les formes de subventionnement croisé ou autres pratiques qui compromettent la concurrence ou la liberté de choix de l'utilisateur sont interdites. Les prix des produits de services de télécommunication fixes doivent être approuvés par le CTT avant qu'ils ne soient mis sur le marché. Les prix des produits de services de télécommunication mobiles ne sont soumis à notification que s'ils sont fondés sur un cadre approuvé au préalable, et les prix des services Internet sont seulement soumis à notification. L'indice de Herfindahl-Hirschman (HHI)[66] pour le marché des télécommunications mobiles de Macao, Chine était de 0,281 en octobre 2019.

---

[62] Les autorités procèdent à des réexamens périodiques des taxes d'interconnexion, conformément à l'article 12 du Règlement administratif n° 41/2004. Les autorités ont indiqué que l'obligation d'appliquer le principe de non-discrimination en matière d'interconnexion, énoncé à l'article 4 du Règlement, concernait la gestion du trafic des télécommunications. Les performances en matière d'interconnexion en ce qui concerne le trafic des télécommunications doivent être les mêmes pour tous les opérateurs offrant des services d'interconnexion. Toutefois, les redevances/taxes d'interconnexion peuvent différer selon les opérateurs.

[63] Article 9, Règlement administratif n° 41/2004.

[64] Article 2, Règlement administratif n° 15/2002.

[65] Sur les dix sociétés titulaires de licences permettant de fournir des services publics d'accès à Internet, huit ont également obtenu une licence pour fournir un certain type de services de contenus. CTT, *Internet Services*. Adresse consultée: https://telecommunications.ctt.gov.mo/web/en/fieldinfo/isp.

[66] Le HHI indique le degré de concentration du marché: un HHI proche de 1 indique un monopole, et un HHI proche de 0 signifie une pleine concurrence.

4.77. Les exploitants de réseaux titulaires d'une licence paient actuellement une redevance équivalant à 5% de l'ensemble des recettes provenant des services sous licence et sont assujettis à une redevance sur le spectre radioélectrique pour l'utilisation du spectre. La redevance sur le spectre mobile est calculée sur la base d'un barème de redevances pour les licences radio approuvé par le Règlement administratif n° 16/2010 (avec les modifications respectives de 2011, 2012, 2015 et 2018). Aucune incitation fiscale spécifique n'est accordée aux opérateurs de télécommunications.

4.78. Les opérateurs de réseaux publics de télécommunication ne sont pas assujettis à un impôt quelconque lorsqu'ils importent du matériel et des matériaux de télécommunication, étant donné qu'aucune taxe à l'importation n'est appliquée sur ces produits.

4.4.4 Services postaux et de courrier

4.79. En vertu du Décret-loi n° 88/99/M, les Postes de Macao (CM) sont le fournisseur légal de services universels pour les services postaux sur le territoire. À compter du 1er janvier 2017, les CM ont fusionné avec le Bureau de la réglementation des télécommunications (DSRT) et ont été rebaptisées CTT[67]; le CTT a repris les fonctions antérieures des CM. Actuellement, le CTT a le droit exclusif d'accepter, de transporter et de traiter tout courrier ou colis d'un poids inférieur à 2 kg (services exclusifs). Les services postaux autres que les services exclusifs[68] peuvent être fournis par des fournisseurs de services privés en vertu d'une licence délivrée par le CTT.[69] Les autorités ont indiqué qu'aucune demande de licence pour la fourniture de services postaux n'avait été présentée à la date de début 2020.

4.80. Le Décret-ordonnance n° 448/99/M énonce les prescriptions réglementaires applicables aux services de courrier fournis par les CM (actuellement le CTT). En outre, le Décret-ordonnance n° 88/99/M énonce les règles applicables aux fournisseurs de services de courrier privés.

4.4.5 Transports

4.4.5.1 Transport aérien

4.81. Pendant la majeure partie de la période considérée, le secteur de l'aviation a connu une forte croissance due à l'essor du secteur touristique, qui a attiré un nombre croissant de visiteurs à Macao, Chine (tableau 4.10). En 2020, toutefois, le secteur de l'aviation a été durement touché par les mesures de restriction en matière de voyages appliquées dans le monde entier à la suite de la pandémie de COVID-19.

Tableau 4.10 Statistiques concernant le transport aérien, 2012-2019

		2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Passagers (milliers)	Entrées de passagers	2 021,2	2 252,7	2 438,6	2 551,9	2 884,2	3 266,7	3 886,4	4 497,0
	Sorties de passagers	2 182,6	2 395,6	2 547,4	2 630,3	2 905,7	3 280,8	3 805,5	4 441,0
	Transfert de passagers	287,2	378,9	495,3	649,2	838,6	618,3	569,5	673,2
	Total	**4 491,1**	**5 027,2**	**5 481,5**	**5 831,4**	**6 628,6**	**7 165,8**	**8 261,4**	**9 611,3**
Marchan-dises (milliers de t)	Exportations	16,3	15,0	16,3	16,3	19,6	23,4	27,5	29,5
	Importations	6,4	6,4	6,7	7,4	6,4	6,6	7,1	7,2
	Transit	5,1	5,0	5,8	6,4	6,8	7,5	6,9	5,4
	Total	**27,8**	**26,5**	**28,8**	**30,1**	**32,9**	**37,5**	**41,5**	**42,2**
Mouvement d'aéronefs		**41 997**	**48 950**	**52 559**	**55 720**	**56 932**	**58 520**	**65 779**	**77 581**
Mouvements de vols d'affaires/privés		1 210	1 598	2 206	1 851	2 024	2 184	2 190	2 694

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.82. Le cadre juridique et institutionnel régissant les transports aériens est resté inchangé pendant la période à l'examen. Les principaux textes législatifs relatifs à l'aviation civile sont le Règlement administratif n° 18/2008 portant modification du Règlement administratif n° 10/2004 sur les principes de base régissant les activités de l'aviation civile, et le Décret exécutif n° 8/2011 portant approbation et publication du Règlement sur la navigation aérienne. L'Administration de l'aviation

[67] Règlement administratif n° 29/2016 du 2 décembre 2016.
[68] L'article 3 du Décret-loi n° 88/99/M définit les services exclusifs.
[69] Article 5, Décret-loi n° 88/99/M.

civile de Macao (AACM) est l'organisme de réglementation du secteur, chargé de mettre en œuvre les politiques de transport aérien, d'édicter les règles applicables à tous les intervenants du secteur, de négocier les accords sur les services aériens (ASA), de délivrer les licences, de garantir la sécurité technique des infrastructures de l'aviation civile et de procéder à l'inspection de toutes les activités de l'aviation civile dans l'espace aérien régional. La société Macau International Airport Company Limited (CAM) fournit des services de navigation aérienne dans l'espace aérien de Macao, Chine.

4.83. Macao, Chine applique une politique de "ciel ouvert". Selon les autorités, elle s'est ouverte sans réserve jusqu'à la cinquième liberté des droits de l'aviation.[70] Par conséquent, il n'y a pas de restrictions sur, entre autres, la désignation, la capacité et la propriété.[71] Macao, Chine a actuellement 50 ASA. Les autorités ont par ailleurs indiqué que l'ensemble de ces ASA contenaient des dispositions libérales concernant l'enregistrement et l'établissement principal, plutôt qu'une clause de propriété et de contrôle qui est, selon les autorités, plus stricte. En 2019, on dénombrait au total 42 compagnies aériennes desservant 71 destinations pour les passagers (35 en Chine continentale, 1 à Hong Kong, Chine, 3 au Taipei chinois et 32 à l'international) et 2 compagnies aériennes desservant 13 destinations internationales pour les marchandises.

4.84. Conformément à l'article 3 du Règlement administratif n° 10/2004, les activités de transport aérien commercial à Macao, Chine s'effectuent dans le cadre d'un contrat de concession. En 1995, le gouvernement de Macao de l'époque et Air Macau ont signé un contrat de concession intitulé "Contrat de concession pour une compagnie aérienne à Macao" (Journal officiel n° 19 du 10 mai 1995). La clause 5 du contrat de concession stipule que la durée de celui-ci est de 25 ans (1995-2020). Le gouvernement, en tant que concédant, a exercé son droit de prendre la décision de ne pas prolonger le droit exclusif au-delà de sa durée de 25 ans. Toutefois, en raison de l'incidence de la COVID-19 sur le secteur de l'aviation, le gouvernement a décidé, en juin 2020, de prolonger de trois ans le contrat de concession actuel d'Air Macau afin de maintenir son fonctionnement normal. Par conséquent, celle-ci reste l'unique compagnie établie sur le territoire[72]; il s'agit d'une coentreprise entre l'État (qui détient 21,5% des parts) et d'autres investisseurs, parmi lesquels Air China (66,9%), *Sociedade de Turismo e Diversões de Macau SA* (11,6%) et Eva Air (0,02%). Il n'y a pas d'obligation légale imposant que le transport de passagers ou de marchandises financé par le gouvernement soit assuré par Air Macau. En 2018, le gouvernement a décidé que le droit exclusif d'Air Macau d'être le seul transporteur établi sur le territoire serait supprimé une fois la concession actuelle arrivée à expiration en 2020. Toutefois, en raison de l'incidence de la COVID-19 sur le secteur de l'aviation, le gouvernement a décidé, en juin 2020, de prolonger de trois ans le contrat de concession actuel d'Air Macau afin de maintenir son fonctionnement normal.

4.85. Les autorités ont indiqué que la concession accordée à Air Macau n'empêchait pas les compagnies non locales de proposer des vols au départ et à destination de Macao, ou passant à Macao, au titre de droits négociés dans les ASA pertinents. Les services de vols réguliers sont approuvés sur la base des dispositions énoncées dans les ASA bilatéraux en vigueur. Pour les services non réguliers (comme les vols affrétés), les autorités suivent la pratique selon laquelle la demande n'est approuvée que lorsque les services réguliers existants desservant le même itinéraire ne répondent pas à la demande du marché. Il n'y a pas d'obligation légale imposant que le transport de passagers ou de marchandises financé par le gouvernement soit assuré par Air Macau.

4.86. L'Aéroport international de Macao est le seul aéroport de Macao, Chine. Son capital est détenu conjointement par l'État (55%), la *Sociedade de Turismo e Diversões de Macau* SA (33%) et d'autres entités (12%). Au bénéfice d'un contrat de concession, la société Macau International Airport Company Limited (CAM)[73] a le droit exclusif de construire et d'exploiter l'aéroport de 1989 à 2039. Les autorités ont indiqué que l'aéroport ne bénéficiait d'aucune subvention publique. La CAM peut sous-traiter des services aéroportuaires à d'autres sociétés par voie d'appel d'offres. Le dernier

[70] S'agissant du transport de marchandises, des droits de 7ème liberté ont été échangés dans le cadre des accords avec l'Islande, les États-Unis et Singapour. Voir le document de l'OMC WT/TPR/M/181/Add.1 du 19 juin 2007.

[71] Administration de l'aviation civile de Macao (AACM), *Aviation Policy*. Adresse consultée: https://www.aacm.gov.mo/about.php?cid=49&id=55&pageid=49&lg=eng.

[72] Air Macau s'est vu accorder, par le biais d'une concession pour le transport public aérien, le droit exclusif d'assurer des vols de passagers et de marchandises au départ ou à destination de Macao pendant une période de 25 ans à partir de 1995. Cette concession doit arriver à expiration en 2020.

[73] La société Macau International Airport Company Limited est détenue à 55,4% par le gouvernement de la RASM, à 33,03% par la STDM (*Sociedade do Turismo e Diversões de Macau*) et, pour le reste, par un certain nombre d'entreprises et d'institutions locales et de la Chine continentale.

contrat de sous-traitance à droit exclusif étant arrivé à expiration en 2013, une nouvelle procédure d'appels d'offres a été lancée pour insuffler plus de concurrence dans le secteur; les nouveaux sous-concessionnaires n'ont plus de droits exclusifs. Actuellement, les principales sous-concessions de l'aéroport comprennent sept sous-concessions pour les boutiques d'aéroport, y compris hors taxes; sept pour les services de restauration aéroportuaire; deux pour les salons VIP; et six pour les services d'escale, de traiteur, de sécurité, d'opérateur à base fixe[74] et d'approvisionnement en carburant.

4.87. Une fois qu'une demande d'accès à l'aéroport est approuvée par l'AACM, des créneaux aéroportuaires sont attribués suivant l'ordre de présentation des demandes, la priorité étant accordée aux vols réguliers. Actuellement, la gestion des créneaux est assurée par la CAM. Celle-ci fournit également d'autres services, y compris des services de contrôle du trafic aérien, d'information et de communication aéronautiques, d'entretien de l'aéroport et du système de navigation aérienne, de contrôle de la sécurité et de la sûreté, et de gestion commerciale et financière de l'aéroport.[75]

4.88. S'agissant de la réparation et de la maintenance des aéronefs, le sous-concessionnaire actuel ne détient de certificat que pour l'entretien d'un seul type d'aéronef, aussi les aéronefs doivent-ils être entretenus ou réparés par les compagnies aériennes elles-mêmes ou bien en dehors de la RASM, à des escales agréées par l'Administration de l'aviation civile. Tous les services, le matériel et les installations doivent être fournis, entretenus et exploités dans le respect intégral des procédures et normes approuvées ou spécifiées par l'Administration de l'aviation civile de Macao, conformément aux annexes de la Convention relative à l'aviation civile internationale.

4.89. Les principales difficultés pour le secteur de l'aviation restent les mêmes que celles indiquées dans le précédent rapport: contraintes de capacité, proximité avec les concurrents de plus grande taille de la région, et espace aérien de plus en plus réduit en raison de la croissance importante du trafic aérien dans la région du delta de la rivière des Perles. Macao, Chine dispose d'un marché intérieur très limité; elle n'exerce des activités dans ce secteur que depuis peu de temps et ne bénéficie d'aucun avantage compétitif net sur ses principaux concurrents déjà bien implantés dans la région. Le débit de l'aéroport a atteint 8,26 millions de passagers en 2018, soit plus que sa capacité nominale, bien qu'il ait déjà été agrandi une fois.[76] Le gouvernement estime que le développement du secteur de l'aviation ne pourra se poursuivre que si tout est mis en œuvre pour achever au plus tôt le projet d'extension nécessaire de l'aéroport (voir ci-après) afin de résoudre le problème urgent des contraintes pesant sur les capacités, ainsi qu'en rendant son environnement commercial plus favorable à l'ensemble des acteurs du secteur de l'aviation civile exerçant à Macao, Chine. Il pourrait s'agir d'attirer davantage de compagnies aériennes non locales pour qu'elles exploitent des lignes au départ et à destination de Macao, et passant par Macao, Chine, ce qui ferait de l'Aéroport international de Macao une plaque tournante dans la région, tout en préservant des possibilités suffisantes de développement pour la compagnie de droit local, Air Macau.

4.90. Pour faire face au problème des contraintes pesant sur les capacités, les autorités ont élaboré le plan directeur de l'Aéroport international de Macao. Celui-ci prévoit deux phases de développement. Une fois la première phase achevée, l'aéroport pourra accueillir 11 millions de passagers. Une fois le plan entièrement mis en œuvre, l'aéroport s'étendra sur 323 ha, comportera 49 aires de stationnement commerciales, deux terminaux de passagers et une zone réservée à l'aviation générale, et pourra alors accueillir 15 millions de passagers.

[74] Un opérateur à base fixe est une société à laquelle un aéroport a accordé le droit d'exercer des activités dans l'aéroport et de fournir des services aéronautiques, tels que le ravitaillement en carburant, l'entreposage des aéronefs dans des hangars, l'arrimage et le stationnement, la location d'aéronefs, l'entretien des aéronefs, l'instruction en vol et des services analogues.

[75] La gestion des créneaux incombait auparavant à l'Administration des aéroports (ADA), qui était un sous-traitant. En 2018, l'ADA a été fusionnée avec la société Macau International Airport Company Limited (CAM).

[76] L'aéroport international de Macao a été conçu à l'origine pour accueillir 6 millions de passagers par an. Après l'achèvement du projet d'agrandissement du terminal de passagers, cette capacité a été portée à 7,8 millions. Celle-ci devrait atteindre 15 millions de passagers par an après un nouvel agrandissement.

4.4.5.2 Transport terrestre

4.4.5.2.1 Transport routier

4.91. Les principaux textes législatifs régissant le transport routier comprennent le Décret-loi n° 55/88/M (Loi fondamentale sur les transports), la Loi n° 3/2019 (Loi sur les taxis) et le Règlement administratif n° 4/2004 (Règlement sur le transport routier transfrontières de passagers, modifié par le Règlement administratif n° 32/2017). Conformément au Règlement administratif n° 32/2017, le transport transfrontières de passagers est divisé en deux catégories: les "services réguliers" et les "services non réguliers". Considérant que l'utilisation de moyens de transport de grande capacité est plus à même d'améliorer l'efficacité du transport et de d'alléger le trafic routier, le Règlement définit les "services réguliers" comme ceux fournis par les véhicules de tourisme lourds. Afin de favoriser les activités commerciales et de répondre à la demande sur le marché haut de gamme de liaisons point à point assurées par des véhicules légers, le Règlement définit les "services non réguliers" comme ceux fournis par des véhicules légers sur réservation.

4.92. Le Bureau des transports (DSAT) reste l'organisme de réglementation du secteur, chargé de l'élaboration, de la planification, de la promotion et de la mise en œuvre des politiques de transport routier, de l'amélioration des routes, de la réglementation applicable aux véhicules, et de la mise en place, de l'entretien et de l'amélioration de l'infrastructure de transport et des aménagements pour piétons. Le Conseil consultatif des transports, créé en vertu du Règlement administratif n° 12/2011 et présidé par le DSAT, est chargé de la formulation de la politique en matière de transports terrestres.

4.93. La Politique générale des transports terrestres de Macao 2010-2020, élaborée par un groupe de travail interministériel et lancée en 2011, vise au développement d'une ville adaptée aux usagers et aux voyageurs, et dotée de transports verts. Ses quatre principaux aspects sont les suivants: optimisation des transports publics; bonne gestion des véhicules de tourisme; création d'un environnement adapté aux piétons; et renforcement de l'infrastructure et de la formation en matière de sécurité. Les autorités ont indiqué que des mesures intégrées avaient permis de réaliser des progrès et que la part des transports publics dans le flux de circulation était passée de 33,6% en 2010 à 42,0% en 2019, tandis que le taux de croissance annuel des véhicules avait chuté d'une moyenne de 4,9% entre 2011 et 2015 à -0,6% en 2018.

4.94. En vertu de la Loi fondamentale sur les transports, les autorités doivent assurer la libre concurrence sur le marché des transports routiers et préserver la liberté de choix des consommateurs en ce qui concerne les fournisseurs de services. Conformément à la Loi, les autorités n'ont pas le droit d'accorder d'aide fiscale aux opérateurs, y compris sous la forme de subventions ou de remboursement pour les investissements en équipements ou en matériel roulant.[77] Les opérateurs de transports publics de passagers ou de marchandises doivent être des personnes (y compris des personnes morales) de Macao, Chine ayant une adresse commerciale locale. Pour le transport en commun de passagers, les opérateurs doivent être des sociétés constituées à Macao, Chine, quelle que soit leur structure de capital. S'agissant du transport transfrontières de passagers, les opérateurs doivent être des sociétés constituées à Macao, Chine et ils doivent faire une demande de licence auprès du DSAT avant d'entrer en activité. Les opérateurs doivent disposer d'un capital social d'au moins 5 millions de MOP et fournir à l'État une garantie d'un montant égal à 10% de leur capital, libérée après le début des activités.[78] La licence est valable trois ans; elle est renouvelable mais non transférable. Il n'existe aucun règlement spécifique concernant les services de VTC (véhicule de transport avec chauffeur), mais ceux-ci doivent être fournis au moyen de véhicules dûment immatriculés et conformément aux autres lois en vigueur. Les services de transport transfrontières de passagers non réguliers au moyen de véhicules légers en partance ou à destination de Macao, Chine doivent être fournis sur réservation; l'embarquement ou le débarquement de passagers en cours de trajet n'est pas autorisé.

4.95. Depuis août 2011, les services d'autobus sont fournis par deux opérateurs dans le cadre de concessions: Transmac et TCM. Les services de taxis sont assurés par des petits opérateurs privés

[77] La seule exception à cette interdiction est l'octroi d'une indemnité compensatoire à l'exploitant titulaire d'une licence pour l'exploitation commerciale de services non rentables. Voir l'article 3 du Décret-loi n° 50/88/M.

[78] Elle peut également prendre la forme d'un garantie bancaire ou d'une garantie d'assurance émise par une banque ou une compagnie d'assurance opérant à Macao, Chine.

titulaires de licences de taxi et par la société Macao Radio Taxi Services Limited. En décembre 2019, on dénombrait 1 900 licences de taxi valides, y compris 300 (taxis spéciaux) détenues par Macao Radio Taxi Services Limited. Les passagers peuvent solliciter les services de taxis spéciaux, y compris des taxis accessibles aux personnes handicapées, en réservant à l'avance.

4.96. Le pont Hong Kong-Zhuhai-Macao a été inauguré en octobre 2018. En novembre 2019, environ 750 services quotidiens de transport de passagers reliaient Hong Kong, Chine et Macao, Chine, transportant en moyenne environ 26 700 passagers par jour.

4.97. Actuellement, le marché du transport terrestre de marchandises est relativement concurrentiel. En 2018, 227 opérateurs étaient enregistrés en tant qu'entreprises de transport et 689 en tant qu'entrepreneurs individuels (propriétaires de camions exerçant des activités de transport de fret).[79]

4.98. En raison de la pandémie de COVID-19, le secteur du transport routier a connu un recul important. La circulation transfrontières de passagers et de marchandises a été interrompue pendant six mois. En réponse à la crise, le gouvernement a accordé une exonération d'un an de la taxe de circulation pour les véhicules automobiles immatriculés à des fins de services de transport (tableau 3.8).

4.4.5.2.2 Transport ferroviaire

4.99. Conformément à la Politique générale des transports terrestres de Macao (2010-2020), le développement d'un système de transports publics en commun, y compris un métro, fait partie des priorités. La ligne Taipa du métro léger de Macao (MLRT) est entrée en fonction en décembre 2019.[80] Le gouvernement a également lancé des projets de construction visant à étendre la ligne Taipa jusqu'à Barra, sur la péninsule de Macao, et à construire la ligne Seac Pai Van.

4.100. Le Règlement administratif n° 8/2019 a confié la responsabilité de la construction et de l'entretien des infrastructures et des équipements du MLRT, ainsi que de leur exploitation, à la société Macao Light Rapid Transit Corporation Limited (MLM). En septembre 2019, le gouvernement a signé un contrat de concession d'une durée de 10 ans avec MLM pour l'exploitation, le développement et l'entretien du MLRT. Les infrastructures appartiennent à l'État. La Loi n° 18/2019 et les règlements complémentaires connexes prévoient des restrictions concernant la gestion du MLRT.

4.4.5.3 Transport maritime

4.101. Le cadre juridique du transport maritime est constitué du Décret-loi n° 109/99/M (Règlement relatif au commerce maritime), du Décret-loi n° 90/99/M (Loi relative aux activités maritimes), du Décret-loi n° 14/99/M (Règlement relatif au pilotage maritime) et du Règlement administratif n° 34/2009 (transport maritime de passagers). Le Bureau des affaires maritimes et aquatiques (DSAMA) demeure l'organisme de réglementation du secteur, chargé de la gestion des ports, de l'immatriculation des navires, de la gestion des équipages, du contrôle de l'état des ports, de l'approbation des projets d'ingénierie maritime et des opérations à quai. Macao, Chine est membre associé de l'Organisation maritime internationale (OMI); elle applique les traités internationaux sur la sécurité maritime et la prévention de la pollution.

4.102. Tous les navires exploités dans le cadre d'activités économiques doivent être enregistrés auprès du DSAMA (aux fins du contrôle de leur sécurité) et au Registre du commerce et des biens mobiliers (aux fins de l'enregistrement du statut juridique des navires). Cet enregistrement permet au gouvernement de la RASM de vérifier la conformité des navires avec les prescriptions officielles en matière de technologie, de sécurité et de protection de l'environnement. S'il y a lieu, les navires

[79] Les entreprises de transport terrestre incluent les entreprises de transport de passagers et les entreprises de transport de fret. DSEC (2018), *Transport, Storage and Communications Survey 2017*. Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/Statistic.aspx?NodeGuid=b16dc237-dff1-40e7-9572-826c28298660 http://www.dsec.gov.mo/Statistic.aspx?lang=en-US&NodeGuid=b16dc237-dff1-40e7-9572-826c28298660.

[80] La ligne Taipa est la première du MLRT. Sa construction a débuté en 2011 et elle a été officiellement inaugurée en 2019. Sa longueur totale est de 9,3 km et elle compte 11 stations desservant le centre de Taipa, y compris les principales zones résidentielles, le village de Taipa, les principales attractions touristiques et les trois points d'entrée importants à Macao, Chine par voie maritime, terrestre et aérienne.

enregistrés localement doivent respecter les dispositions des conventions internationales. À la fin de 2019, il y avait 324 navires enregistrés. La plupart des navires faisant escale dans les ports locaux sont des navires de commerce fluvial arborant le pavillon national de la Chine continentale ou le pavillon régional de Hong Kong, Chine. Pour qu'un navire puisse battre le pavillon de Macao, Chine, l'armateur doit être un résident local ou une personne morale locale; le capitaine et le capitaine en second doivent être des résidents locaux et avoir une adresse commerciale à Macao, Chine.

4.103. Les terminaux de transbordeurs du port extérieur, de Taipa et du port intérieur proposent des services de transport transfrontières de passagers pour les personnes voyageant entre la ville et d'autres destinations dans la région. Actuellement, le transport régulier de voyageurs par transbordeurs est assuré par six compagnies maritimes, dont quatre desservent les deux villes de Macao, Chine et de Hong Kong, Chine[81]; les deux autres fournissent des services desservant les villes du delta de la rivière des Perles (comme Zhuhai et Shenzhen) dans la province chinoise du Guangdong. Les autorités ont indiqué que toutes les compagnies qui exploitent des transbordeurs pour le transport de passagers étaient des entreprises commerciales ne bénéficiant d'aucun financement public. La concurrence entre ces compagnies est réglementée par les articles 156 à 172 du Code du commerce.

4.104. Les autorités ont indiqué que les tarifs de transport maritime de marchandises étaient fixés par les transporteurs et n'étaient pas réglementés par les pouvoirs publics. Les tarifs du transport maritime de passagers, toutefois, doivent être approuvés par l'organisme de réglementation: les transporteurs doivent soumettre leurs grilles de tarifs à l'approbation du DSAMA au moins 30 jours (ou 15 jours pour les tarifs spéciaux ou les offres spéciales) avant leur date d'application.[82] Ces grilles de tarifs peuvent être révisées chaque année, en fonction de l'évolution des prix des carburants et de l'inflation.

4.105. Le DSAMA fournit des services de pilotage aux navires entrant à Macao, Chine ou la quittant par les voies intérieures ou extérieures, à l'intérieur des zones d'accostage et dans toutes les eaux relevant de la juridiction du gouvernement. Les services de pilotage sont fournis 24 heures/24 et les pilotes doivent être des résidents locaux.

4.4.6 Tourisme

4.106. Le secteur du tourisme (hors jeux de hasard) représentait environ 5% de la valeur ajoutée brute (VAB) totale et 37% de la population active totale en 2018. Macao, Chine est un exportateur net de services liés aux voyages et son excédent commercial est passé de 279 milliards de MOP en 2012 à 309 milliards de MOP en 2019, les exportations s'élevant à 321 milliards de MOP et les importations à 11 milliards de MOP.[83] Les exportations de services de voyages ont représenté environ 92% des exportations totales de services en 2019.

4.107. Après une brève stagnation en 2015 et 2016, les arrivées ont commencé à augmenter et, en 2019, Macao, Chine a accueilli le nombre total de visiteurs le plus élevé jamais enregistré, estimé à 39,4 millions (contre 28,1 millions en 2012) (graphique 4.1). Au cours de la période considérée, les touristes en provenance de la Chine continentale, de Hong Kong, Chine et du Taipei chinois ont représenté plus de 90% du marché total, les touristes en provenance d'autres régions ne représentant que moins de 10% du total. En 2019, la Chine continentale a continué d'être la principale source de visiteurs à destination de Macao, Chine, représentant environ 70% du total, suivie de Hong Kong, Chine (18,7%) et du Taipei chinois (3%). Comme indiqué dans l'examen précédent, près de la moitié des visiteurs en provenance de la Chine continentale ont bénéficié du système de visites individuelles (IVS).[84] Après avoir baissé en 2015, les dépenses totales des visiteurs ont augmenté à partir de 2016; cette hausse s'est élevée à 6,8% par an entre 2016 et 2019, portée principalement par l'augmentation des dépenses des visiteurs passant la nuit.

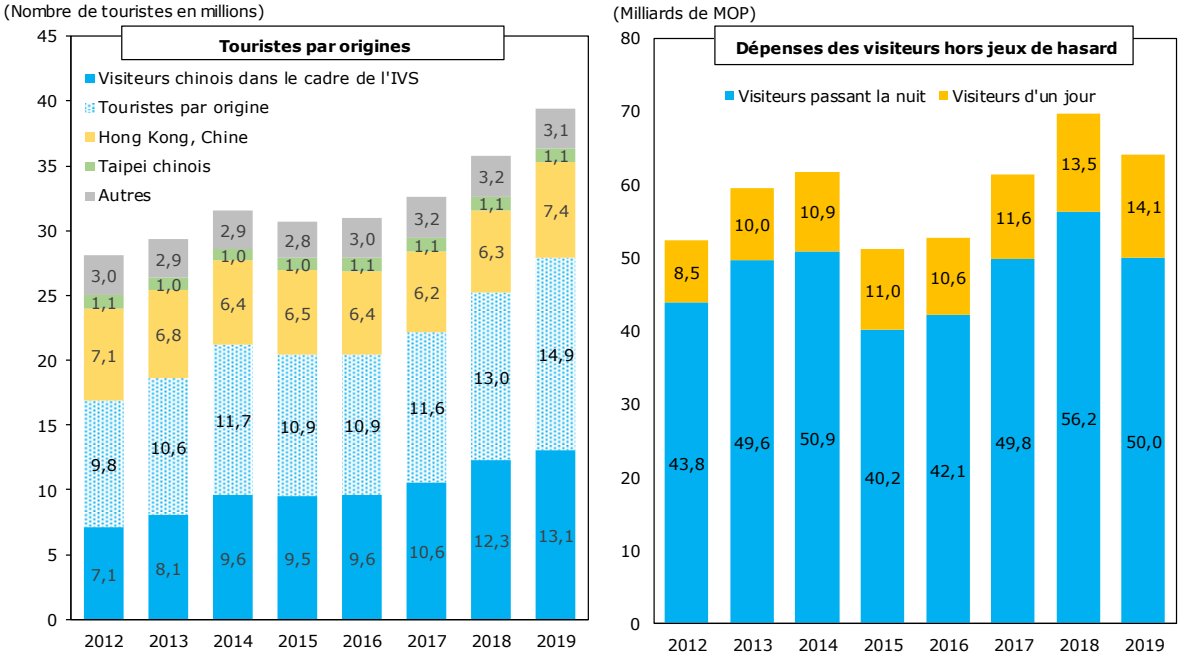
[81] Ces quatre transporteurs sont les suivants: FEH Company Limited, Hong Kong Macao Hydrofoil Company Limited, STCT Ferry Services (Macau) Limited et Cotai Ferry Company Limited.

[82] Article 13 du Règlement administratif n° 34/2009.

[83] Les données sont fondées sur la balance des paiements (MBP6). Aucune ventilation des services de voyage n'est disponible; les chiffres incluent les services liés aux jeux de hasard.

[84] Document de l'OMC WT/TPR/S/281/Rev.1 du 27 juin 2013, page 77. L'IVS, lancé en juillet 2003, permet aux voyageurs en provenance de Chine continentale de visiter Macao, Chine à titre individuel, plutôt que dans le cadre d'un visa d'affaires ou d'un voyage en groupe.

Graphique 4.1 Résultats du secteur du tourisme, 2012-20194



Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, d'après DSEC, *Statistics Database*. Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/TimeSeriesDatabase.aspx.

4.108. Le secteur du tourisme a été durement touché par l'épidémie de COVID-19. Selon les statistiques du DSEC, les arrivées de visiteurs ont baissé de 68,9% en glissement annuel pour s'élever à 3,2 millions au premier trimestre de 2020, tandis que la consommation totale des touristes (hors jeux de hasard) sur cette même période s'est élevée à 5 milliards de MOP, soit une baisse de 70,4% en glissement annuel.[85] La tendance au deuxième trimestre est analogue et aucune reprise majeure n'est attendue pour le reste de l'année 2020. En réponse à la crise liée à la COVID-19, les autorités ont mis en place un certain nombre de mesures pour aider le secteur du tourisme, parmi lesquelles une exonération de six mois, à compter du 1er mai 2020, de la taxe sur les services (voir ci-après) pour les établissements fournissant des services, tels que les hôtels, les boîtes de nuit, les bars, les salles de sports, les saunas, les salons de massages et les salles de karaoké (tableau 3.8), l'exonération des droits et l'allégement de l'impôt sur les bénéfices (encadré 1.1).

4.109. Le nombre d'hôtels, de pensions et d'agences de voyages n'a cessé d'augmenter entre 2013 et 2019 (tableau 4.11). On dénombrait 123 établissements en activité (84 hôtels étoilés et 39 pensions) en 2019, contre 100 en 2012, offrant au total 38 282 chambres en 2019, contre 26 069 en 2012. En 2018, Macao, Chine comptait au total 221 agences de voyages titulaires d'une licence valable, contre 197 en 2012, et 1 913 personnes[86] titulaires d'une licence de guide touristique délivrée par l'Office du tourisme du gouvernement de Macao (MGTO), contre 1 643 en 2012.[87]

4.110. Le MGTO, qui relève du Secrétaire aux affaires sociales et à la culture, est chargé d'aider à formuler les politiques touristiques, de les mettre en œuvre et de les analyser.[88] Il joue un rôle important, entre autres, dans la formulation et la mise en œuvre de la planification touristique locale, la promotion du tourisme, le développement de produits et de manifestations, la gestion du secteur du tourisme et la formation et le contrôle de la qualité.

[85] Calculs du Secrétariat de l'OMC, d'après DSEC, *Statistics Database*. Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/en-US/Statistic/Database.

[86] Gouvernement de la RASM, *Macao Yearbook 2019*, *Tourism*. page 281. Adresse consultée: http://yearbook.gcs.gov.mo/uploads/yearbook_pdf/2019/myb2019ePA01CH12.pdf.

[87] Renseignements communiqués par les autorités.

[88] MGTO, *Main Responsibilities of Macao Government Tourism Office.* Adresse consultée: https://www.macaotourism.gov.mo/en/about-us.

Tableau 4.11 Aperçu du secteur du tourisme, 2012-2019

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
VAB du tourisme (milliards de MOP aux prix courants)[a]	198,1	240,6	238,9	166,3	163,0	192,9	221,2	198,1
(% de la VAB totale)								
Tourisme	57,6	58,6	55,0	46,7	45,8	48,5	50,6	..
Jeux de hasard	52,9	53,9	50,7	42,2	41,4	43,8	45,5	..
Autres que les jeux de hasard	4,7	4,7	4,3	4,5	4,5	4,6	5,0	..
Commerce de détail	2,2	2,2	1,8	1,8	1,6	1,8	2,1	..
Hôtels et établissements assimilés	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,4	..
Restaurants et établissements assimilés	0,9	0,9	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	..
Activités de transport de passagers	0,4	0,4	0,4	0,5	0,6	0,5	0,5	..
Agences de voyages	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	..
Commerce des services: voyages (milliards de MOP)[b]								
Exportations nettes	279,1	335,6	331,7	237,6	234,0	278,0	317,4	308,6
Exportations	287,7	344,6	341,4	247,4	243,8	288,3	328,6	320,5
Importations	8,7	9,0	9,7	9,8	9,8	10,3	11,2	11,9
Hôtels et pensions								
Établissements en activité	100	98	98	106	107	111	116	123
Hôtels	67	65	66	74	75	78	82	84
5 étoiles	28	27	27	32	32	33	35	36
4 étoiles	14	14	14	17	17	17	17	17
3 étoiles	12	12	13	13	15	16	16	16
2 étoiles	13	12	12	12	11	12	14	15
Pensions	33	33	32	32	32	33	34	39
Nombre de chambres	26 069	27 764	27 904	32 300	36 278	36 682	38 809	38 282
Chambres d'hôtel	25 436	27 128	27 286	31 669	35 649	36 037	38 078	38 282
Chambres de pension	633	636	618	631	629	645	731	989
Agences de voyages								
Établissements	197	211	237	250	209	210	221	..
Personnes employées	3 670	3 896	4 202	4 485	4 250	4 497	4 530	..

.. Non disponible. Pour la VAB du tourisme, les chiffres du dernier compte satellite du tourisme sont disponibles jusqu'en 2018.

a Sur la base du compte satellite du tourisme.
b Sur la base de la balance des paiements.

Source: Renseignements compilés par le Secrétariat de l'OMC, sur la base de DSEC, *Statistics Database*. Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/TimeSeriesDatabase.aspx; et *Tourism Statistics*. Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/en-US/Statistic?id=401.

4.111. Plusieurs lois et règlements comportent des règles administratives concernant, entre autres, l'octroi de licences et l'inspection dans le secteur du tourisme, régissant les hôtels et les restaurants, les agences de voyages et les guides touristiques. L'octroi de licences aux hôtels et établissements assimilés à Macao, Chine et leur inspection sont régis par le Décret-loi n° 16/96/M du 1er avril 1996 et par le Décret n° 83/96/M du 1er avril 1996.[89] Des dispositions analogues concernant les activités des agences de voyages et des guides touristiques figurent dans le Décret-loi n° 48/98/M[90] du 3 novembre 1998, modifié par le Règlement administratif n° 42/2004. Le MGTO veille à ce que les activités du secteur soient conformes au cadre juridique et réglementaire, en délivrant des licences et en inspectant les établissements et leurs activités connexes. Les droits de licence varient d'une catégorie à l'autre (tableau 4.12). En 2019, le MGTO a effectué 1 967 inspections d'établissements touristiques et 1 550 inspections de points d'entrée et d'attractions touristiques. Parallèlement, afin de lutter contre l'offre d'hébergement illégal, le MGTO a effectué 616 inspections conjointes avec un

[89] MGTO, Page électronique de l'industrie touristique de Macao, *Hotels, Restaurants, Nightclubs & Bars*. Adresse consultée: https://industry.macaotourism.gov.mo/en/license/content.php?page_id=24&id=79; Décret-loi n° 16/96/M. Adresse consultée: https://bo.io.gov.mo/bo/i/96/14/declei16.asp; et Règlement n° 83/96/M. Adresse consultée: https://bo.io.gov.mo/bo/i/96/14/port83.asp.

[90] MGTO, Page électronique de l'industrie touristique de Macao, *Travel Agency*. Adresse consultée: https://industry.macaotourism.gov.mo/en/license/content.php?page_id=22; et Décret-loi n° 48/98/M. Adresse consultée: https://images.io.gov.mo/bo/i/2004/52/rega-42-2004.pdf.

groupe de travail interministériel et 1 984 inspections d'appartement, à la suite desquelles 382 appartements ont été scellés.[91]

Tableau 4.12 Droits imposés pour les licences, 2020

Catégorie	Droits annuels (MOP)
Hôtels de luxe 5 étoiles	25 000
Hôtels de luxe et complexes touristiques	22 500
Hôtels 4 étoiles, complexes touristiques et appartements-hôtels	20 000
Hôtels 3 étoiles et appartements-hôtels	17 500
Hôtels 2 étoiles	15 000
Pensions 3 étoiles	12 500
Pensions 2 étoiles	10 000
Établissements de luxe et assimilés[a]	12 500
Établissements de première et deuxième catégories et assimilés[a]	7 500
Saunas et salons de massage	Un an: 12 000; 6 mois: 7 500
Saunas pour bain de vapeur uniquement	Un an: 5 000; 6 mois: 3 000
Salons de massage pour services de massage uniquement	Un an: 9 000; 6 mois: 5 000
Centres de remise en forme	Un an: 5 000; 6 mois: 3 000
Karaokés (chaque salle ou pièce)	Un an: 1 000; 6 mois: 750
Agences de voyages	25 000
Guides touristiques/services de transfert/stagiaires de guides touristiques	3 ans: 100

a Les établissements assimilés comprennent les restaurants, les boîtes de nuit et les bars.

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.112. Les autorités ont indiqué que la législation régissant le secteur du tourisme était en cours de révision.[92] Elles estiment qu'en raison du développement rapide des secteurs du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration au cours des dix dernières années, la législation existante n'est plus assez détaillée pour tenir compte des évolutions croissantes actuelles. C'est pourquoi elles jugent qu'il est essentiel de réviser la réglementation actuelle pour répondre aux besoins de diversification et de développement durable du secteur. À la mi-2020, la loi régissant le secteur hôtelier était en cours de révision par l'Assemblée législative et des modifications ont été apportées. Une nouvelle loi régissant les agences de voyages et les guides touristiques a été soumise au Conseil exécutif.

4.113. Tous les services rendus par des hôtels et des établissements assimilés, comme les centres de remise en forme, sont assujettis à la taxe sur le tourisme à un taux de 5%.[93] En 2019, les recettes tirées de cette taxe se sont élevées à 988,4 millions de MOP (contre 802,0 millions de MOP en 2014), soit 0,7% des recettes fiscales totales (0,5% en 2014).[94] Des exonérations de la taxe sur le tourisme sont prévues dans certains cas, comme pour les restaurants de luxe, de première classe et de deuxième classe.[95] Comme indiqué plus haut, dans le cadre du plan de relance économique lié à la COVID-19, Macao, Chine a introduit une exonération de la taxe sur le tourisme pour une période de six mois, à compter du 1er mai 2020, en faveur des établissements fournissant des services, comme les hôtels[96] (section 3.3.1.1). Outre les mesures d'exonération de la taxe sur le tourisme, le gouvernement a introduit des exonérations en faveur des établissements et activités du secteur du tourisme assujettis à des licences du MGTO, y compris l'exonération des droits de licence et des droits d'inspection des installations, et l'exonération ou le remboursement du droit de timbre sur les licences en 2020.[97]

[91] *Annual Press Conference of Macao Government Tourism Office*. Adresse consultée: https://industry.macaotourism.gov.mo/file/pdf/AnnualPressCon_PPT_for_Press_2020.pdf.

[92] Renseignements relatifs au MGTO communiqués par les autorités.

[93] Law No. 19/96/M of 19 August 1996, Approval of Tourism Tax Regulation. Adresse consultée: http://www.dsf.gov.mo/download/legislation/e/e_TurismTax_Final.pdf.

[94] Renseignements communiqués par les autorités; et calculs du Secrétariat de l'OMC, d'après DSF, *Central Account (evolution for the last five years)*. Adresse consultée: http://www.dsf.gov.mo/financialReport/?FormType=1&lang=en-US.

[95] DSF, *2020 Tax Relief Measures*. Adresse consultée: http://www.dsf.gov.mo/tax/tax_benefit.aspx?lang=pt&y=.

[96] Portail du gouvernement de la RASM, *Government announces five-pronged approach to help residents, business ride out current adversity*. Adresse consultée: https://www.gov.mo/en/news/122812/.

[97] Loi n° 3/2020 portant modification du budget pour l'exercice 2020. Adresse consultée: https://bo.io.gov.mo/bo/i/2020/15/lei03_cn.asp; et Règlement administratif n° 15/2020 (Mesures préférentielles temporaires visant à réduire l'incidence négative de la nouvelle pneumonie à coronavirus sur divers secteurs). Adresse consultée: https://bo.io.gov.mo/bo/i/2020/19/regadm15_cn.asp. Une explication

4.114. Le gouvernement de la RASM continue de mettre en œuvre une stratégie visant à faire de Macao, Chine le "centre mondial du tourisme et des loisirs"; il s'agit actuellement du principal objectif global du secteur.[98] Macao, Chine gère son secteur du tourisme conformément au Plan directeur du développement de l'industrie touristique de Macao, qui a été annoncé en septembre 2017 après deux ans d'études et de travaux de formulation réalisés par le MGTO conformément aux lignes directrices du Plan quinquennal de développement (2016-2020).[99] Le Plan directeur vise à mettre en place et à gérer une économie basée sur le tourisme; il donne un aperçu et présente les lignes directrices pertinentes pour les actions futures pour les 15 ans compris entre 2015 et 2030. Il comporte 8 objectifs clés, 33 stratégies et 91 plans d'action (tableau 4.13). Ces 91 plans d'action se composent de 69 plans à court terme (durée allant jusqu'à 5 ans), 19 plans à moyen terme (6 à 10 ans) et 3 plans à long terme (plus de 10 ans). Dans le cadre du mécanisme d'évaluation du Plan directeur, des réexamens annuels et à mi-parcours sont réalisés afin de s'assurer de l'avancement de sa mise en œuvre et de son exécution.[100]

Tableau 4.13 Plan directeur du développement de l'industrie touristique, 2015-2030

Objectifs clés	Stratégies
1. Diversifier les produits et les expériences touristiques	1. Introduire de nouveaux éléments liés au tourisme 2. Développer des produits touristiques phares 3. Enrichir l'expérience des visiteurs 4. Développer l'offre liée au tourisme
2. Améliorer la qualité de service et les compétences	1. Renforcer le développement des compétences dans l'industrie touristique 2. Mettre en place un système d'assurance qualité intégré dans le secteur du tourisme 3. Améliorer les normes de service de l'industrie touristique
3. Faire de Macao, Chine une destination pour les séjours de plusieurs jours et développer les marchés à forte valeur ajoutée	1. Attirer les segments de marché à valeur élevée 2. Améliorer l'image de marque de Macao, Chine en tant que destination pour des séjours de plusieurs jours 3. Soutenir et promouvoir le développements des MICE (réunions, voyages de motivation, conventions et expositions) 4. Promouvoir le tourisme en ligne
4. Optimiser le modèle de développement urbain	1. Introduire de nouvelles zones touristiques 2. Moderniser le transport terrestre 3. Surveiller et gérer la qualité de l'environnement 4. Améliorer l'accès à Macao, Chine
5. Gérer la capacité d'accueil touristique	1. Surveiller la capacité d'accueil touristique 2. Redistribuer la demande de transport en période de pointe 3. Remédier au problème d'encombrement des attractions touristiques 4. Résoudre les problèmes liés aux capacités de transport 5. Renforcer et développer les ressources humaines 6. Réduire l'impact environnemental du tourisme
6. Utiliser des technologies innovantes	1. Utiliser les technologies pour favoriser une approche commerciale fondée sur la destination 2. Regrouper les renseignements relatifs au tourisme afin de développer les capacités touristiques 3. Faciliter les applications fondées sur les objets connectés 4. Utiliser les technologies pour augmenter les niveaux de sûreté et de sécurité de la ville

graphique et textuelle des mesures économiques temporaires en réponse à la COVID-19 est disponible aux adresses suivantes: https://www.gov.mo/zh-hant/ news/318141/ et https://www.gov.mo/pt/noticias/221889/.

[98] L'objectif de la stratégie de "centre mondial du tourisme et des loisirs " est de faciliter la diversification économique et d'améliorer le bien-être de la population de Macao, Chine. Cet objectif a été intégré aux 12ème et 13ème plans quinquennaux nationaux. Macao, Chine a mis en place un comité pour le développement du centre mondial du tourisme et des loisirs, présidé par le chef de l'exécutif. Ce comité est chargé de concevoir et de mener des politiques destinées à faire de Macao, Chine un centre mondial du tourisme et des loisirs.

[99] MGTO, *Final version of the Macao Tourism Industry Development Master Plan, Summary Report, September 2017*. Adresse consultée: https://masterplan.macaotourism.gov.mo/home-en/index.html; et *Five-Year Development Plan of the Macao Special Administrative Region (2016-2020*), September 2016. Adresse consultée: https://www.cccmtl.gov.mo/files/plano_quinquenal_en.pdf.

[100] MGTO, *Final version of the Macao Tourism Industry Development Master Plan, Summary Report, September 2017*. Adresse consultée: https://masterplan.macaotourism.gov.mo/home-en/index.html.

Objectifs clés	Stratégies
7. Renforcer la coopération dans l'industrie touristique	1. Formuler des lois et réglementations relatives au tourisme viables et actualisées 2. Réexaminer les mécanismes d'octroi de licences 3. Mettre en place une coordination et une gestion efficaces entre les diverses administrations 4. Renforcer la collaboration entre les secteurs public et privé
8. Renforcer la position de Macao, Chine en tant que ville touristique clé dans le tourisme régional et international	1. Obtenir la coopération active du gouvernement 2. Améliorer la connectivité des transports pour les touristes 3. Offrir des produits et des manifestations touristiques transfrontières 4. Améliorer et renforcer l'image de Macao, Chine en tant que destination touristique

Source: MGTO, *Final version of the Macao Tourism Industry Development Master Plan, Summary Report, September 2017*. Adresse consultée: https://masterplan.macaotourism.gov.mo/home-en/index.html.

4.115. Au cours de la période considérée, Macao, Chine a pris plusieurs initiatives visant à améliorer davantage l'industrie touristique. En 2014, le MGTO a lancé le programme d'agrément des services touristiques de qualité, afin de définir des normes de qualité pour l'industrie touristique et d'encourager et de soutenir l'industrie, de façon à améliorer la culture du service et à reconnaître les commerçants et les professionnels du secteur du tourisme qui fournissent des services de qualité et mettent en œuvre une excellente gestion des services. Ce programme a d'abord été appliqué au secteur des produits alimentaires et des boissons, en particulier aux restaurants titulaires d'une licence. En 2016, il a été étendu aux agences de voyages. En 2019, le MGTO a collaboré avec le Conseil de la consommation du gouvernement de la RASM pour étendre le programme au secteur de la vente au détail. Tous les commerçants relevant des catégories de la vente au détail désignées et participant au programme de boutiques certifiées du Conseil de la consommation sont automatiquement inscrits au programme.[101] À la fin de l'année 2019, 281 entreprises de la restauration et 40 agences de voyages avaient reçu le prix décerné aux commerçants méritants.[102] Le MGTO continue d'organiser des programmes de formation, des ateliers et des séminaires relatifs au tourisme et aux activités connexes afin de favoriser l'amélioration de la qualité globale dans le secteur du tourisme. En 2019, il a organisé au total 38 sessions de formation, 4 séminaires et 3 ateliers, consacrés à différents thèmes, à l'intention des agences de voyages, des guides touristiques et des professionnels des secteurs de l'hôtellerie, de la vente au détail et de la restauration, qui ont attiré 2 191 participants.[103]

4.116. Le projet de tourisme intelligent a été lancé par le MGTO en mars 2019.[104] Il vise à faciliter la vie des visiteurs, des acteurs du secteur et des résidents, et à améliorer la qualité des expériences de voyage à Macao, Chine. À ce jour, il a permis de développer une plate-forme d'échange d'informations sur le tourisme, une application pour informer les visiteurs et une application intelligente pour suivre les flux de visiteurs.[105] Le MGTO vise à développer une grande base de données sur le tourisme pour améliorer la gestion du tourisme; celle-ci servira aux futures recherches sur les stratégies de promotion du tourisme et elle permettra de suivre les flux de visiteurs. À cet égard, la plate-forme d'échange d'informations sur le tourisme permet de compiler différents types de sources de données liées au tourisme, afin de contribuer à la planification et au développement de l'industrie touristique. Le MGTO s'est également efforcé de renforcer la transparence et, à cet égard, des statistiques sur le tourisme ont été élaborées et sont disponibles en ligne sur le site Web du MGTO[106] et dans la base de données statistiques sur les visiteurs du DSEC.[107]

[101] MGTO, *Retail Sector.* Adresse consultée: https://industry.macaotourism.gov.mo/en/page/content.php?page_id=251.
[102] Renseignements communiqués par les autorités.
[103] Renseignements communiqués par les autorités.
[104] MGTO, *Three projects come into service to push forward smart tourism*. Adresse consultée: https://industry.macaotourism.gov.mo/en/pressroom/index.php?page_id=172&id=3112#.XdEWYsveE2w.
[105] Macao Yearbook 2019, *Tourism,* page 282. Adresse consultée: http://yearbook.gcs.gov.mo/uploads/yearbook_pdf/2019/myb2019ePA01CH12.pdf.
[106] MGTO, *Macao Tourism Data plus*. Adresse consultée: https://dataplus.macaotourism.gov.mo/?lang=E.
[107] DSEC, *Visitor Statistics Database*. Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/TourismDBWeb/#/main?lang=en.

4.117. Dans le cadre de l'AGCS, Macao, Chine a pris des engagements concernant deux sous-secteurs du tourisme, à savoir le 9.A – Services d'hôtellerie et de restauration (à l'exclusion des services de traiteur) et le 9.B – Services d'agences de voyages et d'organisateurs touristiques (sur la base de la nomenclature du document MTN/GNS/W120) (tableau 4.14).[108] Pour les hôtels et les restaurants, des engagements sans limitation ("Néant") en matière d'accès aux marchés ont été souscrits pour les modes 2 et 3, ainsi que des engagements sans limitation concernant le traitement national pour le mode 3. Pour les agences de voyages et les organisateurs, il y a une limitation concernant l'accès aux marchés pour le mode 3; celle-ci précise que les "succursales et filiales sont interdites". Toutefois, la réglementation actuelle permet à une agence de voyages étrangère de demander une licence d'agence de voyage à condition d'établir une entreprise domiciliée à Macao, Chine.[109]

Tableau 4.14 Services relatifs au tourisme et aux voyages (engagements au titre de l'AGCS)

	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national
Services d'hôtellerie et de restauration (à l'exclusion des services de traiteur)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé
Services d'agences de voyages et d'organisateurs touristiques	1) Non consolidé 2) Néant 3) Les succursales et filiales sont interdites 4) Non consolidé	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé

Note: Modes de fourniture: 1) fourniture transfrontières; 2) consommation à l'étranger; 3) présence commerciales; et 4) présence de personnes physiques.

Source: Documents de l'OMC S/DOC/W/MAC du 24 janvier 2003 et S/DCS/W/MAC/Rev.1 du 11 avril 2003.

4.118. Dans le cadre du CEPA avec la Chine continentale, Macao, Chine n'a pris aucun engagement concernant les services relatifs au tourisme et aux voyages.[110] Toutefois, conformément à l'article 3 de l'Accord sur le commerce des services, Macao, Chine "n'imposera aucune nouvelle mesure discriminatoire aux services et aux fournisseurs de services de la Chine continentale dans les domaines des services visés par le présent Accord".[111]

4.4.7 Jeux de hasard

4.119. Le secteur des jeux de hasard demeure le principal moteur de l'industrie touristique et de l'économie dans son ensemble; il représentait environ 50,5% de la VAB totale en 2018. Les recettes brutes du secteur des jeux de hasard ont atteint un niveau record en 2013, représentant 87,9% du PIB, et, bien que leur part dans le PIB ait diminué par la suite (les recettes de jeux de hasard ont baissé de 2,5% en 2014, puis de 34,3% en 2015), elles représentaient toujours 65,0% du PIB en 2019. Cette tendance à la baisse s'explique principalement par plusieurs facteurs, parmi lesquels le ralentissement économique mondial[112] et la dévaluation du renminbi chinois (par rapport au dollar EU).[113] La contraction du secteur des jeux de hasard a entraîné une baisse du PIB entre 2014 et 2016 (graphique 4.2). Toutefois, et malgré les circonstances économiques défavorables, le secteur des jeux de hasard dans son ensemble a connu une forte reprise en 2017, pour retrouver son niveau de 2012, bien qu'il se soit à nouveau contracté en 2019.

[108] Documents de l'OMC S/DOC/W/MAC du 24 janvier 2003 et S/DCS/W/MAC/Rev.1 du 11 avril 2003.

[109] Conformément à l'article 15 a) du Décret-loi n° 48/98/M du 3 novembre 1998, tel que modifié par le Règlement administratif n° 42/2004, pour pouvoir demander une licence d'agence de voyages, le requérant doit établir une entreprise à Macao, Chine.

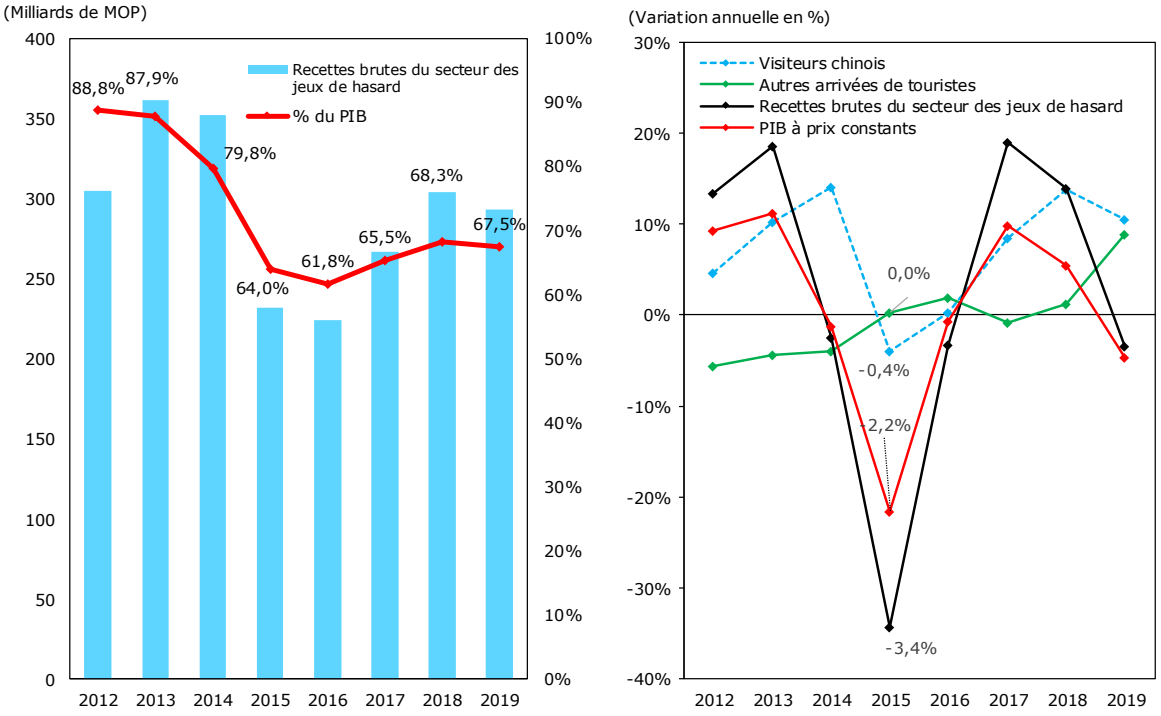
[110] DSE, *Agreement on Trade in Services*. Adresse consultée: https://www.economia.gov.mo/public/docs/CEPA_CEPA_ACS/content/en/attach2.pdf.

[111] DSE, *Agreement on Trade in Services, Article 3*. Adresse consultée: https://www.economia.gov.mo/public/docs/CEPA_CEPA_ACS/content/en/main_text.pdf.

[112] Wang, J. et Liang, M. (2018), *Characteristics of visitor expenditure in Macao and their impact on its economic growth*, SAGE Journals, volume 24, n° 2, pages 218 à 233. 1er mars 2018.

[113] Les jeux de hasard à Macao, Chine sont principalement libellés en dollars de Hong Kong, monnaie qui est indexée sur le dollar EU. La pataca de Macao est elle-même indexée sur le dollar de Hong Kong (1 HKD = 1,03 MOP) et soumise aux fluctuations du taux de change entre le renminbi et le dollar EU.

Graphique 4.2 Résultats du secteur des jeux de hasard, 2012-2019



Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, d'après DSEC, *Statistics Database*. Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/TimeSeriesDatabase.aspx.

4.120. Les jeux de hasard sont une activité légale à Macao, Chine. Comme indiqué dans l'examen précédent[114], le secteur est réglementé et des licences ont été accordées à trois concessionnaires et trois sous-concessionnaires, qui sont chacun habilités à exercer des activités terrestres liées aux jeux de hasard en tant que personne morale indépendante. Ces trois concessionnaires et sous-concessionnaires exploitaient au total 41[115] casinos en 2018 (graphique 4.3). Pendant la période considérée, des demandes de prolongation de la durée de la licence présentées par *Sociedade de Jogos de Macau* (SJM) et MGM Grand Paradise (MGM) ont été approuvées et leurs concessions et sous-concessions respectives ont été prorogées jusqu'au 26 juin 2022.[116] Une concession a également été accordée pour les courses de chevaux (*Companhia de Corridas de Cavalos de Macau* SA) et deux pour les loteries (*Sociedade de Lotarias e Apostas Mútuas de Macau Ltd.* et *Sociedade de Lotarias Wing Hing Ltd.*).[117]

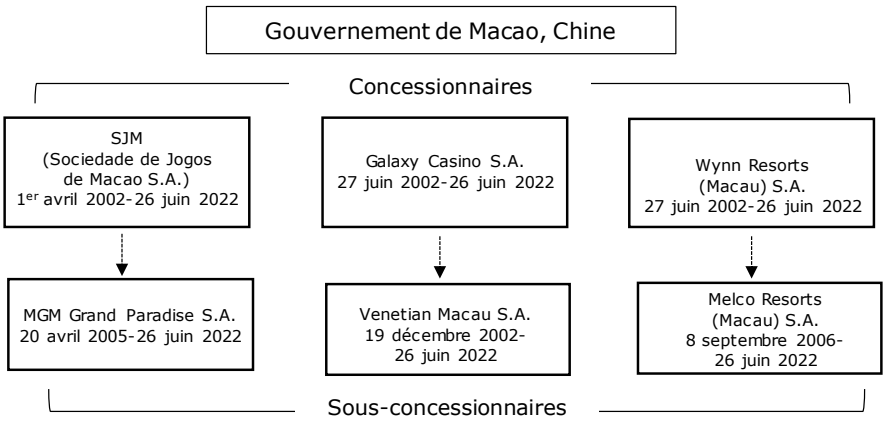
[114] Document de l'OMC WT/TPR/S/281/Rev.1 du 27 juin 2013, page 79.

[115] Y compris trois casinos dont les activités sont actuellement suspendues. Renseignements communiqués par les autorités.

[116] DICJ, *Concessões Contratuais, Sociedade de Jogos de Macau, S. A. Chief Executive No. 37/2019*. Adresse consultée: http://www.dicj.gov.mo/web/pt/contract/SJM/2019_BO011.html; et DICJ, *MGM Grand Paradise, SA Sub-Concession Agreement.* Adresse consultée: http://www.dicj.gov.mo/web/pt/contract/MGM/index.html.

[117] DICJ, *Concession Contracts*. Adresse consultée: http://www.dicj.gov.mo/web/en/contract/index.html.

Graphique 4.3 Concessionnaires et sous-concessionnaires



Source: Bureau d'inspection et de coordination des jeux de hasard.

4.121. En vertu du Règlement administratif n° 34/2003, le Bureau d'inspection et de coordination des jeux de hasard (*Direcção de Inspecção e Coordenação de Jogos* (DICJ)) est l'organisme de réglementation du secteur des jeux de hasard. Il conseille et aide le chef de l'exécutif dans la formulation et la mise en œuvre des politiques économiques relatives à l'exploitation des jeux de hasard dans les casinos, d'autres types de jeux de hasard, des paris mutuels[118] et des autres jeux de hasard proposés au public.[119] Les principales fonctions du DICJ sont, entre autres, les suivantes: contrôler et surveiller les activités des concessionnaires et sous-concessionnaires du secteur des jeux de hasard (casinos, courses de chevaux, paris mutuels et loteries) pour veiller au respect des obligations légales, réglementaires et contractuelles; contrôler et surveiller la conformité et les capacités financières des entreprises du secteur des jeux de hasard, des actionnaires pertinents, des sociétés membres et des employés occupant des postes clés; classer les biens fonciers en tant que casinos; vérifier les évaluations des recettes brutes du secteur des jeux de hasard; délivrer des licences aux organisateurs de séjours pour joueurs de casinos; agréer les fabricants de matériel pour jeux, les machines de jeu, les systèmes de jeu et les autres matériels pour jeux; approuver toute modification dans les activités de jeu (après examen par le DICJ d'un projet de plan présenté par un concessionnaire); faire appliquer et surveiller les mesures de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le secteur des jeux de hasard; et prévenir, éliminer et sanctionner les pratiques de jeux illicites lorsqu'elles constituent des infractions administratives.[120]

4.122. Le gouvernement a adopté un certain nombre de lois et règlements pour réglementer le secteur des jeux de hasard et des activités connexes, y compris les organisateurs de séjours pour joueurs de casinos et les activités de prêts liées aux jeux (tableau 4.15). Le principal texte de loi régissant le secteur des jeux de hasard est la Loi n° 16/2001 sur le cadre juridique des jeux de hasard dans les casinos.[121] Celle-ci contient des dispositions concernant, entre autres, les prescriptions relatives à l'exploitation des casinos, les conditions requises pour les principaux actionnaires et la gestion des casinos, ainsi que la taxe perçue sur les jeux de hasard. Le secteur est également régi par un certain nombre d'autres lois, règlements et décrets du chef de l'exécutif (tableau 4.15). Selon les autorités, la Loi n° 16/2001 et les autres règlements pertinents relatifs aux jeux sont en cours de révision, en prévision de l'expiration des concessions de jeu en 2022. Au cours de la période à l'examen, Macao, Chine a apporté des modifications au cadre réglementaire des services de jeux: il a été mis fin aux courses de lévriers en 2018. Les activités de jeu toujours

[118] Le "pari mutuel" est un système de paris dans lequel tous les paris d'un même type sont regroupés dans une cagnotte; la cote des gains est calculée en partageant la cagnotte entre tous les paris gagnants.

[119] DICJ, *Role and responsibilities*. Adresse consultée: http://www.dicj.gov.mo/web/en/frontpage/index.html; et Macao Yearbook 2016, *The Gaming Industry*. Adresse consultée: https://yearbook.gcs.gov.mo/en/books?term=2016.

[120] Bureau d'inspection et de coordination des jeux de hasard (DICJ), *Role and responsibilities*. Adresse consultée: http://www.dicj.gov.mo/web/en/frontpage/index.html; et Macao Yearbook 2016, *The Gaming Industry*. Adresse consultée: http://yearbook.gcs.gov.mo/uploads/yearbook_pdf/2016/myb2016ePA01CH14.pdf.

[121] DICJ, *Loi n° 16/2001 Regime jurídico da exploração de jogos de fortuna ou azar em casino*. Adresse consultée: http://www.dicj.gov.mo/web/pt/legislation/FortunaAzar/lei_01_016.html.

disponibles à Macao, Chine sont les jeux de hasard dans les casinos, les courses de chevaux et les loteries.[122]

Tableau 4.15 Principales lois et réglementations relatives aux jeux de hasard et aux casinos

N°	Principales dispositions
Loi n° 16/2001	Définit le cadre juridique pour l'exploitation commerciale de différents produits de jeu, en mettant l'accent sur l'exploitation des jeux de hasard dans les casinos.
Règlement administratif n° 26/2001 (modifié par les Règlements administratifs n° 34/2001 et n° 4/2002)	Règlement concernant les appels d'offres dans le domaine des jeux de hasard; définit les règles applicables à la procédure d'appel d'offres.
Règlement administratif n° 6/2002 (modifié par le Règlement administratif n° 27/2009)	Règlement concernant les organisateurs de séjours pour joueurs de casinos; régit l'octroi de licences et les activités de ces organisateurs.
Règlement administratif n° 34/2003	Désigne le DICJ comme l'organisme de réglementation des jeux de hasard (définit son rôle et ses responsabilités).
Loi n° 5/2004	Réglemente l'octroi de crédits de jeu par les exploitants de casinos et les organisateurs de séjours pour joueurs de casinos
Loi n° 10/2012 (modifiée par la Loi n° 17/2018)[a]	Réglemente les conditions d'entrée, de travail et de jeu dans les casinos. La loi révisée (en vigueur depuis décembre 2018) dispose que les employés ne sont pas autorisés à entrer dans les casinos lorsqu'ils ne sont pas en service.
Règlement administratif n° 26/2012	Définit les prescriptions concernant la fourniture d'appareils électroniques de jeux de hasard et d'autres systèmes électroniques de jeux de hasard, ainsi que les normes correspondantes.
Loi n° 3/2017 (Révision des Lois n° 2/2006 et n° 3/2006)[a]	Prévention et répression des délits liés au blanchiment d'argent (n° 2/2006); et prévention et répression des crimes terroristes (n° 3/2006).
Instruction du DICJ n° 1/2019[a]	Politiques et procédures de contrôle interne relatives aux mesures de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme afin d'empêcher les criminels d'utiliser les casinos de Macao, Chine pour mener des activités illégales.
Décision du chef de l'exécutif n° 37/2019	Prolongation de la durée de l'accord de concession en faveur de la SJM.

a Introduite au cours de la période considérée.

Source: Renseignements compilés par le Secrétariat de l'OMC, sur la base de DICJ, *Legislation*. Adresse consultée: http://www.dicj.gov.mo/web/en/legislation/index.html.

4.123. L'article 21 de la Loi sur le secteur des jeux de hasard (n° 16/2001) contient des dispositions relatives à la concurrence.[123] Comme indiqué dans l'examen précédent[124], cet article dispose que le gouvernement traite tous les concessionnaires et sous-concessionnaires du secteur de manière non discriminatoire et veille à ce qu'ils se conforment à la réglementation relative à la concurrence. Les concessionnaires doivent exercer leurs activités dans le cadre d'une concurrence loyale et saine, conformément aux principes de l'économie de marché. Pour prévenir les comportements anticoncurrentiels, les ententes sont interdites. En outre, toute activité irrégulière exercée par un ou plusieurs concessionnaires jouissant d'une position dominante ou détenant une part de marché conséquente du secteur des jeux de hasard, qui est susceptible d'empêcher, de restreindre ou de fausser la concurrence entre les concessionnaires est interdite.

4.124. Conformément à la Loi n° 16/2001 et au contrat de concession pour l'exploitation d'un casino, les exploitants de casinos doivent acquitter une taxe sur les jeux de hasard, verser des contributions au gouvernement et réaliser des investissements au niveau local (tableau 4.16). La taxe est prélevée sur leurs recettes brutes de jeux de hasard à un taux de 35%, et il s'y ajoutent une contribution annuelle de 1,6% en faveur de la Fondation de Macao (pour les activités culturelles, universitaires et philanthropiques)[125] et une contribution annuelle ne dépassant pas 3%

[122] Renseignements communiqués par les autorités.

[123] DICJ, Loi n° 16/2001. Adresse consultée: http://www.dicj.gov.mo/web/pt/legislation/FortunaAzar/lei_01_016.html.

[124] Document de l'OMC WT/TPR/S/281/Rev.1 du 27 juin 2013.

[125] La Fondation de Macao a été créée en vertu de la Loi n° 7/2001 et des Règlements administratifs n° 12/2001, n° 4/2006 et n° 17/2011, au moyen d'une fusion en 2001 de l'ancienne Fondation de Macao, créée en 1984, et de la Fondation de Macao pour la coopération et le développement, créée en 1998. La

(actuellement 1,4% (SJM) et 2,4% (autres)) des recettes brutes en faveur du développement urbain, de la promotion du tourisme et de la sécurité sociale. Les recettes tirées des jeux de hasard représentaient 84,4% des recettes publiques totales en 2019.[126]

Tableau 4.16 Contributions fiscales et financières des exploitants de casinos

Catégorie	Précision
Taxe sur les jeux de hasard	Taxe spéciale sur les jeux de hasard: 35% des recettes brutes de jeux de hasard (versement mensuel)
	Prime (fixe): 30 millions de MOP par an
	Prime (variable): 300 000 MOP par an pour les tables de VIP
	150 000 MOP par an pour les tables ordinaires
	1 000 MOP par an et par machine à sous
Contributions	Versement mensuel: - 1,6% des recettes brutes à la Fondation de Macao, qui favorise le développement culturel, scientifique, social, économique et éducatif; et - 1,4% (SJM) ou 2,4% (autres) des recettes brutes pour le développement urbain, la promotion du tourisme et la sécurité sociale
Prescription en matière d'investissement local	SJM: 4,7 milliards de MOP, contrat signé en mars 2002, exécuté MGM: 4,0 milliards de MOP, contrat signé en avril 2005, exécuté Galaxy: 4,4 milliards de MOP, contrat signé en juin 2002, exécuté Venetian: 4,4 milliards de MOP, contrat signé en décembre 2002, exécuté Wynn: 4,0 milliards de MOP, contrat signé en juin 2002, exécuté Melco: 4,0 milliards de MOP, contrat signé en septembre 2006, exécuté

Source: Renseignements communiqués par les autorités.

4.125. Bien que les concessionnaires de casinos soient légalement assujettis à l'impôt sur les bénéfices, ils peuvent, à titre temporaire ou exceptionnel, en être exonérés (totalement ou partiellement), en vertu des dispositions de l'article 28 2) de la Loi sur le secteur des jeux de hasard. Par exemple, la SJM a été exonérée de l'impôt sur le revenu pendant la période 2017-2020 pour les bénéfices provenant de l'exploitation des jeux de hasard ou d'autres jeux de casino (tableau 4.17).

Tableau 4.17 Exonération temporaire de l'impôt sur les bénéfices

Concessionnaires et sous-concessionnaires	Durée	Décision du chef de l'exécutif n°
Melco Resorts (Macau), SA	1er janvier 2017-2021 (5 ans)	N° 330/2016
Sociedade de Jogos de Macau (SJM), SA	1er avril 2020-26 juin 2022	N° 89/2020
MGM Grand Paradise, SA	1er avril 2020-26 juin 2022	N° 88/2020
Wynn Resorts (Macau), SA	1er janvier 2021-26 juin 2022	N° 101/2020
Galaxy Casino, SA	1er janvier 2019-26 juin 2022	N° 193/2018
Venetian Macau, SA	1er janvier 2019-26 juin 2022	N° 194/2018

Source: Renseignements compilés par le Secrétariat de l'OMC, d'après DICJ, *Legislação, Jogos de Fortuna ou Azar*. Adresse consultée: http://www.dicj.gov.mo/web/pt/legislation/FortunaAzar/index.html.

4.126. Les exploitants d'établissements de jeux de hasard n'ont pas le droit de recevoir de subventions.[127]

4.4.8 Autres services

4.127. Au cours de la période à l'examen, le gouvernement de Macao, Chine a continué de mettre l'accent sur le développement des secteurs autres que celui des jeux de hasard, comme le secteur des MICE (réunions, voyages de motivation, conventions et expositions), les industries culturelles

Fondation de Macao est une personne morale de droit public qui vise à promouvoir, développer et étudier les activités culturelles, sociales, économiques, éducatives, scientifiques, universitaires et philanthropiques, y compris les activités destinées à faire la promotion de Macao, Chine. L'activité de la Fondation se concentre essentiellement à Macao, Chine et celle-ci peut échanger et coopérer avec des institutions ou des entités dont les activités sont compatibles avec ses objectifs et les soutenir financièrement, si nécessaire. La Fondation est financée par une partie (1,6%) des recettes brutes tirées des jeux de hasard sur le territoire de Macao, Chine et des crédits alloués par le gouvernement de la RASM, des dons du gouvernement ou de l'étranger, et d'autres recettes. *Fundaçao Macau*, *Sobre a Fundaçao Macau*. Adresse consultée (en portugais): https://www.fmac.org.mo/summary/summaryIndex?lgType=po.

[126] Renseignements communiqués par les autorités.

[127] Portail du gouvernement de la RASM, *10-billion-pataca fund aiming to bolster support for employees and businesses*. Adresse consultée: https://www.gov.mo/en/news/124630/.

et créatives, et la médecine traditionnelle chinoise, afin de contrebalancer la forte dépendance de l'économie à l'égard du secteur des jeux de hasard, qui la rend plus vulnérable et soumise aux fluctuations extérieures.

4.4.8.1 MICE (réunions, voyages de motivation, conventions et expositions)

4.128. Depuis 2002, le gouvernement de la RASM n'a cessé de souligner dans sa déclaration de politique générale la nécessité de développer les activités de réunions, de voyages de motivation, de conventions et d'expositions (MICE), qui sont définies comme la partie de l'industrie touristique s'occupant des manifestations et activités commerciales.[128] Les autorités estiment que ces activités, du fait qu'elles attirent un certain nombre de voyageurs d'affaires, profitent à divers secteurs (par exemple les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration, du transport et du divertissement) et favorisent le développement de l'ensemble de la chaîne industrielle.[129] L'Institut pour la promotion du commerce et de l'investissement de Macao (IPIM) est chargé du développement du secteur.

4.129. Les activités de MICE à Macao, Chine ont suivi une tendance ascendante pendant la période considérée jusqu'à début 2020, moment où elles ont été touchées par la crise liée à la COVID-19. Le nombre de manifestations est passé de 1 015 en 2012 à 1 536 en 2019, en raison principalement de l'augmentation du nombre de réunions et de conférences; le nombre de participants a également augmenté (tableau 4.18). En outre, les participants à ces manifestations tendent à dépenser plus que les autres visiteurs; selon le Service des statistiques et du recensement (DSEC) de Macao, entre juillet et septembre 2019, les dépenses des visiteurs de conventions et d'expositions étaient jusqu'à 2,8 fois supérieures à celles des visiteurs généraux.[130] S'agissant de la structure des recettes et des dépenses, selon les renseignements communiqués par les organisateurs des 56 expositions qui ont eu lieu en 2019 ayant été interrogés, environ 61,7% des recettes totales provenaient de la location de stands d'exposition, tandis que les dépenses liées à l'installation, à la décoration et aux interprétations et exécutions audiovisuelles, ainsi qu'à la publicité et aux relations publiques, représentaient 45,1% des dépenses totales (tableau 4.18). Malgré cette tendance positive, le secteur a été touché par l'épidémie de COVID-19 au premier trimestre de 2020; au total, 113 manifestations ont été organisées au premier trimestre de 2020 (contre 377 au cours de la même période en 2019). En outre, le nombre de participants et d'invités a baissé de 75,9% par rapport à l'année précédente, pour s'élever à 80 000 au premier trimestre de 2020.[131]

4.130. Au cours de la période considérée, le gouvernement a continué à investir des ressources importantes pour favoriser l'organisation de manifestations à Macao, Chine, comme la Foire internationale de Macao pour le commerce et l'investissement (MIF), le Forum et l'exposition internationaux de Macao sur la coopération internationale en matière d'environnement (MIECF) et la Foire commerciale des franchises de Macao (MFE).[132] Le rapport statistique 2019 de l'Association internationale des congrès et des conventions (ICCA) a accrédité 54 réunions internationales organisées à Macao, Chine, faisant de celui-ci la 48ème destination mondiale et la 12ème destination dans la région Asie-Pacifique pour ce qui est du nombre de manifestations.[133] S'agissant du segment des expositions, selon la 15ème édition du rapport sur le secteur des foires commerciales en Asie de l'Association mondiale de l'industrie des expositions (UFI), Macao, Chine a enregistré une croissance de 5,2% en 2018, ce qui le classe parmi les 10 premiers de la région; la croissance a été supérieure à la moyenne de la région (4,8%) et, selon une étude de l'IPIM, elle reflète les bons résultats du marché des foires commerciales de Macao, Chine.[134]

---

[128] IPIM, *Study on the Development Blueprint of Macao's Convention and Exhibition Industry – Abstract*, 15 décembre 2017. Adresse consultée: http://archive.ipim.gov.mo/wp-content/uploads/2017/12/MICE-Extract- EN.pdf. Le gouvernement a chargé Macao Research Centre Ltd de mener l'étude sur les MICE entre 2016 et 2017, et de formuler des suggestions quant aux mesures et politiques destinées à soutenir le développement du secteur des MICE.

[129] MICE, *Macau Convention and Exhibition Development*. Adresse consultée: http://www.mice.gov.mo/current/intro.aspx.

[130] Renseignements communiqués par les autorités.

[131] DSEC, *MICE Statistics*. Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/TimeSeriesDatabase.aspx.

[132] IPIM, *Promoting Events*. Adresse consultée: https://www.ipim.gov.mo/en/promoting-events/.

[133] Portail du gouvernement de la RASM, *ICCA Report: Macao Ranks Top 50 among International Convention Cities*, 25 mai 2020. Adresse consultée: https://www.gov.mo/en/news/125496/.

[134] IPIM, *Trade Fair Industry in Asia Report Comments on the Positive Development of Macao's MICE Industry*. Adresse consultée: https://www.ipim.gov.mo/en/ipim-news/20191105-trade-fair-industry-in-asia-report-comments-on-the-positive-development-of-macaos-mice-industry.

Tableau 4.18 Aperçu des activités de MICE à Macao, Chine, 2012-2019

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre total d'activités	**1 015**	**1 024**	**1 050**	**1 263**	**1 276**	**1 381**	**1 427**	**1 536**
Réunions/conférences	956	958	963	1 163	1 195	1 285	1 342	1 459
Expositions et voyages de motivation	59	66	87	100	81	96	85	77
Nombre total de participants (milliers)	**1 613**	**2 034**	**2 614**	**2 516**	**1 722**	**1 902**	**2 118**	**2 003**
Structure des recettes et des dépenses des organisateurs d'expositions interrogés								
Nombre d'organisateurs	**54**	**63**	**82**	**77**	**54**	**51**	**60**	**56**
Recettes totales (millions de MOP)	**161,4**	**182,4**	**278,6**	**236,0**	**155,7**	**184,0**	**188,7**	**179,8**
	(% des recettes totales)							
Dont:								
Recettes de location des stands d'exposition	27,1	33,7	39,4	43,8	56,5	51,2	58,9	61,7
Soutien financier du gouvernement ou d'autres organisations	71,5	63,6	59,0	53,6	40,3	39,2	36,9	33,7
Par type d'organisateurs:								
Gouvernement	..	..	2,0	1,8	3,9	3,5	4,6	4,3
Organisations non gouvernementales	..	..	98,0	98,2	96,1	96,5	95,4	95,7
Dépenses totales (millions de MOP)	**243,4**	**299,2**	**347,5**	**304,7**	**220,0**	**228,7**	**248,4**	**281,7**
	(% des dépenses totales)							
Dont:								
Installation, décoration et interprétations et exécutions audiovisuelles, etc.	23,8	30,1	25,4	23,1	27,6	27,2	27,1	29,7
Publicité et relations publiques	16,4	19,2	20,1	18,9	19,0	16,1	20,4	15,4
Frais de location du lieu	10,9	10,4	10,9	12,5	12,9	12,8	12,6	11,9
Hébergement	9,8	8,8	12,3	11,4	8,7	8,9	9,0	8,1
Fret	..	3,9	5,3	5,2	3,7	4,6	4,1	4,4
Transport	..	3,3	7,3	5,7	4,3	4,4	3,9	4,5
Produits alimentaires et boissons	5,6	3,9	2,9	3,4	3,6	3,9	3,3	3,8
Par type d'organisateurs:								
Gouvernement	..	..	20,4	23,3	38,6	37,0	43,7	49,2
Organisations non gouvernementales	..	..	79,6	76,7	61,4	63,0	56,3	50,8

.. Non disponible.

Source: DSEC, *MICE Statistics*. Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/TimeSeriesDatabase.aspx.

4.131. Pour aider au développement des activités de MICE, le gouvernement a lancé une série de mesures incitatives (tableau 4.19). Les organisateurs souhaitant mettre en place des conventions ou des expositions à Macao, Chine, de même que les entreprises locales et les organisations à but non lucratif qui souhaitent participer à des activités de MICE locales et étrangères déclarées, peuvent bénéficier d'une aide publique. Par exemple, l'IPIM offre un service de guichet unique pour les appels d'offres et le soutien dans le secteur des MICE, pour favoriser l'organisation de manifestations à Macao, Chine par des organisateurs de conventions et d'expositions. L'IPIM offre également des incitations financières pour encourager les entreprises locales à participer à des foires commerciales afin de promouvoir leurs produits. Le tableau 4.19 énumère les programmes de soutien aux activités dans le secteur des MICE. Chaque programme a un objectif, des critères d'admissibilité et des limitations qui lui sont propres. Le montant de l'aide financière varie selon le programme.

Tableau 4.19 Programmes de soutien aux activités dans le secteur des MICE

Mesures	Aperçu
Service de guichet unique pour les appels d'offres et le soutien dans le secteur des MICE	L'IPIM offre un soutien global aux organisateurs de conventions et d'expositions qui souhaitent mettre en place des manifestations à Macao, Chine. Ses services incluent la fourniture de renseignements actualisés concernant les MICE aux organisateurs de manifestations; l'aide à la planification et à l'organisation de manifestations à Macao, Chine; le suivi de l'application du Programme de soutien financier aux conventions et aux expositions; des actions de promotion dans le cadre des manifestations locales ou étrangères auxquelles l'IPIM participe; l'aide aux entreprises locales pour l'organisation de manifestations et leur mise en relation avec des fournisseurs de services du secteur des MICE; et l'aide à la recherche de partenaires commerciaux.
Programme de soutien financier aux conventions et expositions	Le programme offre une assistance de base et/ou un soutien financier aux organisateurs et planificateurs de réunions/conventions et d'expositions devant se tenir à Macao, Chine. Il couvre divers types de dépenses liées à la manifestation, telles que l'hébergement, la restauration, la publicité, les intervenants, etc. Dans le cadre du processus de sélection des bénéficiaires, plusieurs critères sont pris en compte, comme la nature de la manifestation (par exemple le thème, l'échelle, la durée), les retombées économiques pour les collectivités locales, les manifestations passées et l'approbation par des associations reconnues au niveau international, telles que l'ICCA et l'UFI.
Programme de soutien à la formation et l'enseignement professionnels dans le secteur des conventions et expositions	Afin de renforcer les compétences et les capacités professionnelles du personnel dans le secteur des MICE, le programme offre un soutien financier: i) aux organisateurs constitués en société à Macao, Chine qui fournissent des activités de formation dans le domaine des conventions et des expositions, lorsque les cours se déroulent à Macao, Chine ou dans d'autres villes d'Asie. Le montant maximum du soutien accordé par l'IPIM est de 3 millions de MOP et le montant maximum par an et par activité de formation est de 600 000 MOP; et ii) aux employeurs et aux organisations constituées en société à Macao, Chine qui parrainent la participation de leurs employés à des formations et/ou examens en rapport avec des conventions et des expositions organisées à Macao, Chine ou dans d'autres villes d'Asie. Le montant maximum du soutien financier accordé par l'IPIM pour chaque année civile est de 2 millions de MOP et le montant maximum par bénéficiaire est de 30 000 MOP par an.
Programme de soutien aux foires commerciales dans le secteur des MICE	L'IPIM soutient la participation des partenaires du secteur des MICE aux foires commerciales du secteur qui se tiennent tous les ans en Chine et à l'étranger. Le programme fournit une aide financière pour la participation aux foires commerciales des entités du secteur du tourisme ou des MICE légalement enregistrées à Macao, Chine.
Incitations financières pour la participation aux expositions et foires	L'IPIM offre diverses incitations financières pour encourager les entreprises et les organisations à but non lucratif enregistrées à Macao, Chine à se servir des expositions à des fins de promotion, en exposant leurs produits et en rencontrant directement leurs clients. Toutes les entreprises et les organisations à but non lucratif enregistrées à Macao, Chine participant à des expositions et des foires commerciales enregistrées auprès de l'IPIM qui se tiennent au niveau local ou international peuvent bénéficier du programme d'incitations financières. Cette incitation n'est accordée que pour la participation à des expositions ou foires commerciales d'une durée de deux jours ou plus. Les demandeurs participant à des expositions ou foires commerciales locales ou internationales qui ne sont pas organisées par l'IPIM peuvent bénéficier d'une subvention d'un montant pouvant aller jusqu'à 60% des dépenses encourues, plafonnée à 60 000 MOP. En outre, afin d'encourager les entreprises enregistrées à Macao, Chine à tirer pleinement parti des plates-formes commerciales en ligne pour promouvoir leurs activités, l'IPIM a lancé des mesures d'incitation pour la promotion du commerce électronique, qui couvrent au maximum 70% des dépenses connexes, y compris les frais de service, les frais courants de création de sites Web, etc. à concurrence d'un montant total annuel cumulé de 30 000 MOP par entreprise.

Source: Renseignements compilés par le Secrétariat de l'OMC, sur la base des renseignements communiqués par les autorités; et IPIM, *Incentive Measures*. Adresse consultée: https://www.ipim.gov.mo/en/macao-exhibition-and-conference/.

4.132. Outre les mesures susmentionnées et la série de mesures introduites par le gouvernement de la RASM pour soutenir les entreprises et les résidents en réponse à la pandémie de COVID-19 (encadré 1.1), l'IPIM a lancé une série de mesures d'urgence et de soutien pour prêter une assistance immédiate au secteur des MICE et l'aider à faire face aux difficultés auxquelles il pourrait être confronté. Ces mesures comprennent:

- la mise en place d'une assistance téléphonique disponible 24 heures sur 24: au début de l'épidémie de COVID-19, l'IPIM a mis en place une assistance téléphonique disponible 24 heures sur 24 pour fournir des services d'information et une assistance au secteur des conventions et des expositions, aux organisateurs de manifestations et aux visiteurs;

- la publication de lignes directrices pour la prévention de la COVID-19: en janvier 2020, l'IPIM a publié des lignes directrices relatives à la prévention de la COVID-19 à l'intention du secteur des MICE intitulées "Prévenir la nouvelle pneumonie à coronavirus – Conseils à l'industrie des conventions et des expositions", portant sur la coordination, la gestion et l'hygiène environnementale. En outre, l'IPIM a également demandé au secteur des MICE de Macao, Chine, aux organisateurs de manifestations et aux délégués d'appliquer des mesures de prévention;

- le renforcement de l'échange mutuel d'informations: l'IPIM a recueilli des informations sur le fonctionnement du secteur des MICE de Macao, Chine, par le biais de réunions, afin de renforcer la communication avec le secteur;

- le lancement d'études d'évaluation de l'impact: l'IPIM a lancé des études pour évaluer l'impact de l'épidémie de COVID-19 sur le secteur des MICE. Ces études évaluent les diverses conséquences pour le secteur, qu'il s'agisse du nombre de manifestations annulées ou de la réduction estimée des recettes provenant des manifestations annulées ou reportées. Elles visent également à recueillir des prévisions de bénéfices, qui servent à évaluer l'impact de l'épidémie sur l'économie; et

- l'organisation d'ateliers en ligne sur les MICE: depuis la pandémie de COVID-19, l'IPIM a organisé des ateliers en ligne sur les MICE portant sur différents thèmes, avec la participation de l'industrie locale des MICE, et il a invité des experts du secteur du monde entier comme intervenants, afin de poursuivre le partage des connaissances professionnelles et des dernières informations concernant le secteur.

4.133. es autorités ont indiqué que le gouvernement de la RASM allait continuer de suivre de près le secteur local des MICE et qu'il formulerait des mesures applicables pour répondre aux besoins réels. Le gouvernement aidera également le secteur à surmonter les difficultés, à sauvegarder les progrès accomplis jusqu'à présent et à maintenir la croissance constante du secteur, afin de poursuivre le développement et la diversification de l'économie de Macao, Chine de manière durable. En outre, l'IPIM poursuivra son suivi et informera le public de l'évolution de la situation.

4.4.8.2 Industries culturelles et créatives

4.134. Les industries culturelles et créatives sont l'un des secteurs émergents prioritaires que le gouvernement de Macao, Chine a continué de soutenir depuis le dernier examen dans le cadre de sa stratégie visant à favoriser la diversification de l'économie. Conformément à l'article 3 du Règlement administratif n° 26/2013, les industries culturelles désignent les activités économiques qui produisent des biens ayant un contenu culturel et qui fournissent des expériences et des services pertinents en utilisant la créativité et la propriété intellectuelle fondées sur des expériences culturelles; elles créent de la richesse et des possibilités d'emploi, et améliorent le cadre de vie général.[135]

4.135. Au cours de la période à l'examen, le secteur a connu une croissance régulière. Bien que sa contribution à l'économie de Macao, Chine soit faible (le secteur représentait 0,6% de la VAB totale en 2018), plus de 2 000 organisations exerçaient dans le secteur en 2018 (contre 1 700 en 2015), générant des recettes totales au titre des services de 7,2 milliards de MOP (contre 6,3 milliards de MOP en 2015) (tableau 4.20).

[135] Fundo das Indústrias (Conseil des industries culturelles), Règlement administratif n° 26/2013. Adresse consultée: https://www.fic.gov.mo/uploads/upload_files/rega-26-2013.pdf; et DSEC, *Cultural Industries Statistics, Technical Note*. Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/getAttachment/5caff913645a-49a3-affd-1fd735625315/E_CIS_Anexo_2016_Y.aspx.

Tableau 4.20 Principaux indicateurs des industries créatives et culturelles, 2015-2018

	2015	2016	2017	2018
Nombre d'organisations	1 713	1 913	2 091	2 246
Nombre de personnes employées	10 219	10 996	11 721	12 719
Recettes tirées des services (millions de MOP)	6 254	6 752	7 048	7 180
Rémunération des employés (millions de MOP)	1 563	1 709	1 838	1 944
VAB (millions de MOP)	2 063	2 225	2 367	2 597
Formation brute de capital fixe	955	470	443	285
Pour mémoire:	(%)			
Recettes tirées des services (% des recettes totales tirées des services)	2,3	2,6	2,3	2,0
VAB (% de la VAB totale)	0,6	0,6	0,6	0,6

Note: Le DSEC a commencé à compiler des statistiques sur les industries culturelles en 2015. Une note technique sur la méthode employée est disponible à l'adresse suivante: https://www.dsec.gov.mo/getAttachment/5caff913645a-49a3-affd-1fd735625315/E_CIS_Anexo_2016_Y.aspx.

Source: DSEC, *Cultural Industries Statistics*. Adresse consultée: https://www.dsec.gov.mo/zh-MO/Statistic?id=811; et renseignements communiqués par les autorités.

4.136. Les industries créatives et culturelles sont soutenues principalement pas le Conseil des industries culturelles (*Conselho para as Indústrias Culturais*)[136] et le Département pour la promotion des industries culturelles et créatrices (*Departamento de Promoção das Indústrias Culturais e Criativas* (DPICC))[137], relevant du Bureau des affaires culturelles, tous deux établis en 2010. Le Conseil des industries culturelles joue le rôle de conseil consultatif pour aider le gouvernement à formuler des politiques, des stratégies et des mesures en faveur du développement du secteur. Le DPICC est chargé de faciliter la croissance des industries culturelles et créatives à Macao, Chine.[138] Ses tâches sont, entre autres, les suivantes: collaborer au processus d'élaboration d'une politique et de stratégies en faveur du développement des industries culturelles et créatives; proposer des mesures de soutien au développement du secteur et suivre leur mise en œuvre; et coordonner tous les services publics participant à la promotion et à la mise en œuvre de projets liés à ce secteur, entre autres.[139]

4.137. Le Cadre stratégique pour le développement des industries culturelles et créatives de Macao (2014-2019) définit des stratégies à court, moyen et long termes, de même que les mesures correspondantes pour les industries culturelles et créatives de Macao, Chine.[140] Selon les autorités, il n'y a pas de nouveau cadre stratégique à ce stade. Le cadre stratégique actuel invite le gouvernement à tirer pleinement parti des atouts existant dans les secteurs des jeux de hasard et du tourisme, et à se concentrer sur la promotion du tourisme culturel afin de stimuler le développement de la conception créative, des arts visuels et des manifestations culturelles. Le développement du commerce culturel sera également favorisé par la coopération régionale. Le gouvernement soutient diverses industries culturelles et créatives (par exemple la création de mode, la décoration intérieure et la peinture) dans les quatre grands domaines que sont la conception créative, les manifestations culturelles, les collections artistiques et les médias numériques.

4.138. Plusieurs programmes de soutien visent à promouvoir les industries culturelles et créatives. Par exemple, le Bureau des affaires culturelles offre une série de subventions et d'initiatives de soutien dans le cadre de la Série de programmes de subventionnement des industries culturelles et créatives de Macao, consacrées aux activités culturelles et artistiques telles que la conception et le tournage de films.[141] Selon les autorités, cette série de programmes a pour objectifs de faire éclore des talents locaux dans le secteur culturel et créatif, d'incuber des produits culturels et créatifs potentiels, de promouvoir et faire connaître les marques de Macao, Chine et de faciliter la croissance

[136] Conseil des industries culturelles (*Conselho para as Indústrias Culturais) Introduction*. Adresse consultée: http://www.cic.gov.mo/current/subpage.aspx?a_id=1451898364#.

[137] Instituto Cultural, *Department for Promoting Cultural and Creative Industries.* Adresse consultée: http://www.icm.gov.mo/en/DPICC.

[138] Instituto Cultural, *Department for Promoting Cultural and Creative Industries*. Adresse consultée: http://www.icm.gov.mo/en/DPICC.

[139] Instituto Cultural, *Department for Promoting Cultural and Creative Industries*. Adresse consultée: http://www.icm.gov.mo/en/DPICC.

[140] *Fundo das Indústrias Culturais, Quadro da Política do Desenvolvimento das Indústrias Culturais de Macau*. Adresse consultée: https://www.fic.gov.mo/pt/about/frame.

[141] Instituto Cultural, *Subsidy Programme Series for Macao's Cultural and Creative Industries*. Adresse consultée: https://www.icm.gov.mo/en/CCI-Subsidy.

du secteur. Depuis 2013, le Bureau des affaires culturelles met en œuvre le Programme de subventions en faveur de la création de mode sur échantillon, le Programme de soutien à la production de longs métrages, le Programme de subventions en faveur de la production d'albums de chansons originaux et le Programme de subventions en faveur de la production de courts métrages d'animation originaux.

4.139. Le Fonds des industries culturelles (*Fundo das Indústrias Culturais*)[142], qui est une entité publique disposant d'une autonomie administrative, financière et foncière, fournit une aide financière aux projets liés aux industries culturelles, sous la forme de subventions et de prêts à taux zéro (tableau 4.21). Cet organisme est placé sous la supervision du Secrétaire aux affaires sociales et à la culture. Il soutient principalement les quatre grands domaines du secteur susmentionnés.[143] Les entreprises commerciales légalement constituées et enregistrées à Macao, Chine peuvent bénéficier du Fonds.[144] Selon les autorités, (en octobre 2019) un financement total de 502 millions de MOP avait été accordé à 256 projets entre 2014 et 2019.

Tableau 4.21 Industries créatives et culturelles: méthodes et durées de financement et montant des subventions

Méthodes de financement		Principaux aspects pris en considération	Durée de financement	Montant des subventions[a]
Financement gratuit	Subvention de projets	i) Création, exploitation et développement de plates-formes de services pour l'industrie culturelle ii) R&D de produits matériels et immatériels	Jusqu'à 5 ans[b]	Le plafond de l'aide est égal à l'investissement total ou au budget de fonctionnement calculé après évaluation.
	Bonifications d'intérêts pour les prêts bancaires	Projets présentant un potentiel de développement		Le plafond de la bonification d'intérêts est égal aux frais d'intérêts réels pour une manifestation donnée.
Prêts sans intérêts[c]		Industrialisation, normalisation et orientation des résultats de la R&D vers le marché	Jusqu'à 10 ans[b]	Le plafond du prêt est égal à 50% de l'investissement total ou à 50% du budget de fonctionnement calculé après évaluation.

a En général, le montant maximum des subventions ne dépasse pas 9 millions de MOP.
b Dans le cas d'exceptions fondées, la durée de financement peut être prolongée pour une durée n'excédant pas la moitié de la précédente.
c Pour les subventions sous forme de prêts sans intérêts, les bénéficiaires fournissent une garantie.

Source: *Fundo das Indústrias Culturais*, *Main application procedure*. Adresse consultée: https://www.fic.gov.mo/en/funding/normal/application-info/3.

4.140. Face aux conséquences économiques de la COVID-19, le Fonds des industries culturelles a adopté une prolongation d'un an de la période de remboursement (de 2020 à 2021) des prêts à taux zéro accordés à 75 projets d'entreprises culturelles et créatives ayant été financés.[145]

4.4.8.3 Médecine traditionnelle chinoise

4.141. Macao, Chine continue de soutenir le secteur de la médecine traditionnelle chinoise, qui est l'un des domaines prioritaires aux fins de la diversification économique conformément aux lignes directrices du Plan quinquennal de développement (2016-2020).[146] En 2015, le Centre de médecine

[142] *Fundo das Indústrias Culturais*, Règlement administratif n° 26/2013 (modifié par le Règlement administratif n° 11/2019). Adresse consultée: https://www.fic.gov.mo/uploads/upload_files/rega-26-2013.pdf and https://www.fic.gov.mo/uploads/upload_files/rega-11-2019.pdf.

[143] *Fundo das Indústrias Culturais*, *Main application procedure*. Adresse consultée: https://www.fic.gov.mo/en/funding/normal/application-info/3.

[144] *Fundo das Indústrias Culturais*, *Main application procedure*. Adresse consultée: https://www.fic.gov.mo/en/funding/normal/application-info/3.

[145] Portail du gouvernement de la RASM, *Cultural Affairs Bureau and Cultural Industry Fund support the development of cultural and creative industries by various measures*. Adresse consultée: https://www.gov.mo/en/news/123845/.

[146] *The Five-Year Development Plan of the Macao Special Administrative Region (2016-2020), September 2016*. Adresse consultée: https://www.cccmtl.gov.mo/files/plano_quinquenal_en.pdf.

traditionnelle a été établi, avec le concours financier de l'Organisation mondiale de la santé.[147] Ce Centre vise à favoriser le développement des professionnels de la médecine chinoise, à renforcer leurs qualifications au moyen de la formation et à accroître l'investissement de ressources aux fins du développement du secteur.[148]

4.142. En outre, dans le cadre de l'Accord-cadre de coopération entre Guangdong et Macao, le Parc industriel pour la coopération entre Guangdong et Macao, Chine sur la science et la technologie médicales traditionnelles chinoises (Parc GMTCM) a été inauguré dans la zone industrielle de coopération Guangdong-Macao au sein de la nouvelle zone de Hengqin[149] en 2011.[150] Le Parc GMTCM a mis en place des essais pilotes de bonnes pratiques de fabrication et des centres de production, de R&D, d'essais et d'incubation industrielle, ainsi que d'autres plates-formes de services publics professionnels de niveau international conformes aux normes de certification de la Chine continentale et de l'Union européenne. Le Parc GMTCM vise à promouvoir le développement intégré de la recherche par l'industrie et les milieux universitaires, et l'application de technologies et de produits dans le domaine de la médecine traditionnelle chinoise.[151]

4.143. Le Parc GMTCM joue également un rôle dans le développement d'une base de contrôle de la qualité pour la médecine traditionnelle chinoise et d'une plate-forme d'échange pour le secteur des soins de santé dans les pays lusophones.[152] Le Parc a officiellement établi le Centre de coopération et d'échanges internationaux le 30 juin 2015. Le Portugal et le Mozambique ont été sélectionnés à cette date comme pays pilotes pour les échanges internationaux et les travaux de coopération.[153] En capitalisant sur les pays lusophones comme points d'entrée, le Parc GMTCM a étendu sa coopération à d'autres pays et régions riverains de ces pays et il a établi des réseaux de coopération reliant les pays de l'ASEAN et d'Afrique et l'Union européenne. Le Parc GMTCM aide les entreprises disposant de produits et de technologies issus de la médecine traditionnelle chinoise à pénétrer les marchés des pays lusophones, de l'Union européenne et d'autres économies, favorisant ainsi l'internationalisation de la médecine traditionnelle chinoise.[154]

[147] OMS, *Centres collaborateurs de l'OMS*. Adresse consultée: https://www.who.int/traditional-complementary-integrative-medicine/collaboration/TM_CCs/en/.

[148] *The Five-Year Development Plan of the Macao Special Administrative Region (2016-2020), September 2016*. Adresse consultée: https://www.cccmtl.gov.mo/files/plano_quinquenal_en.pdf.

[149] Selon le Plan de développement global de l'île d'Hengqin, la nouvelle zone de Hengqin, adjacente à Macao, Chine, sert de zone de démonstration pour le nouveau modèle de coopération entre la province chinoise du Guangdong; Hong Kong, Chine; et Macao, Chine. IPIM, *Welcome to Hangqin New Area.* Adresse consultée: https://m.ipim.gov.mo/en/welcome-to-hengqin-new-area/.

[150] Parc industriel pour la coopération entre Guangdong et Macao, Chine sur la science et la technologie médicales traditionnelles chinoises. Adresse consultée: http://www.gmtcmpark.com/.

[151] Parc industriel pour la coopération entre Guangdong et Macao, Chine sur la science et la technologie médicales traditionnelles chinoises. Adresse consultée: http://www.gmtcmpark.com/; et renseignements communiqués par les autorités.

[152] Parc industriel pour la coopération entre Guangdong et Macao sur la science et la technologie médicales traditionnelles chinoises. Adresse consultée: http://www.gmtcmpark.com/.

[153] Parc industriel pour la coopération entre Guangdong et Macao sur la science et la technologie médicales traditionnelles chinoises. Adresse consultée: http://www.gmtcmpark.com/.

[154] Parc industriel pour la coopération entre Guangdong et Macao, Chine sur la science et la technologie médicales traditionnelles chinoises. Adresse consultée: http://www.gmtcmpark.com/; et renseignements communiqués par les autorités.

5 APPENDICE – TABLEAUX

Tableau A1. 1 Importations de marchandises, par section et par principal chapitre du SH, 2012-2019

Section du SH/ Positions à 2 chiffres du SH	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Importations totales (millions d'USD)	**8 982,1**	**10 140,3**	**11 262,1**	**10 602,8**	**8 924,5**	**9 450,7**	**11 161,7**	**11 167,8**
				(% du total)				
01 Animaux vivants et produits du règne animal	3,3	3,1	3,2	3,4	4,2	4,0	3,8	4,4
02 Produits du règne végétal	1,2	1,2	1,4	1,6	1,9	2,0	1,9	2,0
03 Graisses et huiles	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
04 Produits des industries alimentaires, boissons et tabac	9,6	9,6	10,3	11,1	11,8	11,6	10,5	10,5
Chapitre 19 du SH – Préparations à base de céréales, de farines, d'amidons, de fécules ou de lait	1,7	2,3	3,2	4,2	3,9	3,9	3,4	3,0
Chapitre 22 du SH – Boissons, spiritueux et vinaigre	5,0	4,1	3,9	3,6	4,2	4,0	3,6	3,9
05 Produits minéraux	11,0	8,4	7,2	7,4	6,9	6,2	6,6	5,6
Chapitre 27 du SH – Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation	10,6	8,0	7,0	6,9	6,5	5,7	6,2	5,1
06 Produits des industries chimiques ou des industries connexes	5,7	6,5	6,8	7,5	9,0	9,1	10,4	13,7
Chapitre 33 du SH – Huiles essentielles et résinoïdes	3,0	3,8	4,0	4,1	5,1	5,4	7,1	9,9
07 Matières plastiques et caoutchouc	0,8	0,7	0,7	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8
08 Peaux, cuirs et pelleteries	6,4	5,8	4,8	4,4	4,5	5,8	5,4	5,9
Chapitre 42 du SH – Ouvrages en cuir; articles de bourrellerie/ sellerie; articles de voyage, sacs à main et contenants similaires	6,3	5,8	4,8	4,3	4,5	5,8	5,3	5,9
09 Bois, liège, sparterie	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2
10 Pâte de bois; papier et carton	0,7	0,6	0,6	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7
11 Matières textiles et ouvrages en ces matières	4,6	4,1	4,2	4,8	5,8	5,6	5,6	6,4
Chapitre 62 du SH – Vêtements et accessoires du vêtement autres qu'en bonneterie	2,3	2,2	2,3	2,7	3,4	3,0	2,5	3,1
12 Chaussures, coiffures, etc.	2,0	1,9	1,6	2,0	2,1	2,2	2,4	2,9
13 Ouvrages en pierres, plâtre, ciment	0,9	0,7	0,8	1,4	1,2	1,3	0,9	0,6
14 Pierres gemmes et métaux précieux, perles	13,2	16,2	12,9	10,8	10,3	11,1	10,7	9,8
Chapitre 71 du SH – Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux	13,2	16,2	12,9	10,8	10,3	11,1	10,7	9,8
15 Métaux communs et ouvrages en ces métaux	2,7	3,5	4,3	4,5	3,4	2,4	2,4	2,1
16 Machines, matériel électrique	19,4	16,6	18,2	19,1	16,5	16,4	16,6	14,1

Section du SH/ Positions à 2 chiffres du SH	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Chapitre 84 du SH – Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils	6,1	4,8	5,1	4,7	4,9	4,2	3,7	3,9
Chapitre 85 du SH – Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties	13,2	11,8	13,1	14,4	11,5	12,2	12,9	10,2
17 Matériel de transport	5,8	5,2	4,8	4,3	3,1	3,2	3,6	3,2
Chapitre 87 du SH – Véhicules automobiles	5,2	5,0	4,7	4,1	2,9	2,9	2,8	2,9
18 Appareils de précision	8,2	9,0	10,0	8,5	8,0	8,0	8,4	8,4
Chapitre 91 du SH – Horlogerie	7,3	8,2	9,0	7,5	6,9	7,0	7,4	7,4
19 Armes et munitions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20 Ouvrages divers	3,8	3,0	3,2	4,3	4,7	4,1	3,9	3,9
21 Objets d'art, de collection ou d'antiquité	0,1	0,0	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Données confidentielles	0,0	3,4	4,1	2,8	4,2	4,9	4,8	4,3

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités; et base de données Comtrade de la DSNU.

Tableau A1. 2 Exportations de marchandises, y compris les réexportations, par section et par principal chapitre du SH, 2012-2019

Section du SH/Positions à 2 chiffres du SH	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Exportations totales (millions d'USD)	**1 020,5**	**1 138,3**	**1 241,3**	**1 339,0**	**1 256,6**	**1 405,8**	**1 510,4**	**1 585,6**
	(% du total)							
01 Animaux vivants et produits du règne animal	0,3	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2
02 Produits du règne végétal	0,3	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1
03 Graisses et huiles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
04 Produits des industries alimentaires, boissons et tabac	10,9	9,4	7,9	6,8	10,0	12,6	10,4	6,0
Chapitre 19 du SH – Préparations à base de céréales, de farines, d'amidons, de fécules ou de lait	1,0	1,0	1,0	0,8	1,7	5,4	5,4	1,2
Chapitre 22 du SH – Boissons, spiritueux et vinaigre	2,8	2,2	1,6	1,3	3,0	3,4	1,8	1,8
Chapitre 24 du SH – Tabacs et succédanés de tabac fabriqués	6,8	5,9	5,0	4,4	5,1	3,4	2,8	2,8
05 Produits minéraux	0,0	0,3	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
06 Produits des industries chimiques ou des industries connexes	0,5	1,9	2,1	4,0	2,2	2,4	4,0	5,1
Chapitre 33 du SH – Huiles essentielles et résinoïdes; produits de parfumerie ou de toilette préparés et préparations cosmétiques	0,0	1,4	1,4	1,4	1,5	1,6	3,7	4,6
07 Matières plastiques et caoutchouc	0,9	0,9	0,7	0,6	0,5	0,2	0,1	0,1
08 Peaux, cuirs et pelleteries	3,0	3,3	3,3	4,0	3,5	4,0	3,5	3,9
Chapitre 42 du SH – Ouvrages en cuir; articles de bourrellerie/sellerie; articles de voyage, sacs à main et contenants similaires	2,9	3,2	3,2	3,9	3,4	4,0	3,4	3,9
09 Bois, liège, sparterie	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
10 Pâte de bois; papier et carton	0,6	0,4	0,5	0,4	0,3	0,2	0,2	0,1
11 Matières textiles et ouvrages en ces matières	11,4	8,0	6,8	6,7	5,8	6,8	4,9	7,9
Chapitre 61 du SH – Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie	5,0	3,1	2,5	2,2	1,8	3,3	2,2	3,2
Chapitre 62 du SH – Vêtements et accessoires du vêtement autres qu'en bonneterie	5,9	4,3	3,7	4,2	3,7	3,1	2,4	4,4
12 Chaussures, coiffures, etc.	1,6	1,6	2,1	0,7	2,6	2,5	2,1	3,1
Chapitre 64 du SH – Chaussures, guêtres et articles analogues; parties de ces objets	1,5	1,6	2,1	0,7	2,5	2,5	2,1	3,0
13 Ouvrages en pierres, plâtre, ciment	0,0	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	0,6
14 Pierres gemmes et métaux précieux, perles	3,3	5,6	6,2	7,4	5,8	7,9	5,9	8,6
Chapitre 71 du SH – Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux	3,3	5,6	6,2	7,4	5,8	7,9	5,9	8,6
15 Métaux communs et ouvrages en ces matières	1,7	1,9	6,4	2,3	2,1	1,7	1,8	1,1

Section du SH/Positions à 2 chiffres du SH	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
16 Machines, matériel électrique	23,7	24,7	23,6	18,6	18,1	17,9	22,7	23,3
Chapitre 84 du SH – Machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils	0,0	2,2	2,9	3,3	3,1	2,1	1,8	1,2
Chapitre 85 du SH – Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties	23,7	22,5	20,7	15,2	15,0	15,8	20,9	22,1
17 Matériel de transport	0,4	0,6	0,9	2,3	1,6	0,8	0,6	0,8
18 Appareils de précision	0,0	5,8	9,8	12,6	10,4	10,3	10,6	9,4
Chapitre 91 du SH – Horlogerie	0,0	5,1	8,8	11,5	9,8	9,1	10,2	9,0
19 Armes et munitions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20 Ouvrages divers	5,0	4,0	3,4	4,5	7,2	5,2	5,2	3,5
Chapitre 95 du SH – Jouets, jeux, articles pour divertissements ou pour sports; leurs parties et accessoires	4,6	3,3	2,7	3,7	6,1	4,4	4,6	3,2
21 Objets d'art, de collection ou d'antiquité	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
Données confidentielles	36,4	31,1	25,2	28,2	29,0	26,7	27,4	25,9

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités; et base de données Comtrade de la DSNU.

Tableau A1. 3 Importations de marchandises, par origine, 2012-2019

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Importations totales (millions d'USD)	**8 982,1**	**10 140,3**	**11 262,1**	**10 602,8**	**8 924,5**	**9 450,7**	**11 161,7**	**11 167,8**
	(% du total)							
Amériques	6,5	5,7	7,2	6,7	5,8	5,5	5,1	5,9
États-Unis	5,5	4,9	6,3	5,6	4,7	4,3	4,0	4,7
Autres pays d'Amérique	1,0	0,8	0,9	1,1	1,1	1,2	1,1	1,2
Brésil	0,4	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6
Europe	31,8	31,9	32,9	30,0	30,9	32,4	32,3	35,1
UE-28	23,7	23,0	23,5	22,0	23,2	24,8	24,4	27,3
Italie	7,5	7,0	6,4	6,7	7,6	9,3	8,4	10,2
France	8,7	8,6	8,3	6,7	7,8	7,4	8,2	10,1
Allemagne	2,8	2,4	3,0	2,3	2,0	2,1	2,0	1,9
Royaume-Uni	2,4	2,3	2,1	1,8	1,3	1,2	1,7	1,6
Pays-Bas	0,6	0,9	1,5	2,2	1,8	2,4	1,8	1,0
Espagne	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,7	0,6	0,5
Irlande	0,3	0,4	0,6	0,7	0,8	0,5	0,4	0,5
AELE	7,9	8,7	9,2	7,8	7,5	7,5	7,8	7,7
Suisse	7,9	8,6	9,1	7,7	7,4	7,4	7,7	7,6
Autres pays d'Europe	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2
Communauté d'États indépendants (CEI)	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Afrique	0,3	0,4	0,2	0,4	0,3	0,2	0,3	0,2
Moyen-Orient	0,4	0,4	0,5	0,4	0,2	0,3	0,3	0,1
Asie	60,9	58,2	55,0	59,6	58,5	56,7	57,0	54,4
Chine	32,3	30,1	30,7	35,8	34,4	31,4	33,1	31,3
Japon	5,9	5,8	5,3	5,9	6,1	6,7	6,6	6,7
Autres pays d'Asie	22,7	22,3	18,9	17,9	18,0	18,6	17,3	16,4
Hong Kong, Chine	11,4	12,9	10,2	8,8	8,6	8,8	7,8	6,2
Corée, République de	2,4	2,6	1,9	1,6	2,0	2,5	2,2	2,3
Taipei chinois	2,0	1,6	1,4	1,6	1,7	1,7	1,6	1,4
Thaïlande	1,3	1,0	1,0	1,0	1,2	1,2	1,2	1,2
Australie	0,8	0,7	0,7	0,9	1,2	1,1	1,0	1,1
Singapour	2,1	1,7	1,8	1,8	0,9	0,8	0,8	1,0
Malaisie	1,2	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8
Viet Nam	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,6	0,6	0,7
Indonésie	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,5
Nouvelle-Zélande	0,2	0,2	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,5
Données confidentielles	0,04	3,4	4,1	2,8	4,2	4,9	4,8	4,3

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités; et base de données Comtrade de la DSNU.

Tableau A1. 4 Exportations de marchandises, y compris les réexportations, par destination, 2012-2019

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Exportations totales (millions d'USD)	**1 020,5**	**1 138,3**	**1 241,3**	**1 339,0**	**1 256,6**	**1 405,8**	**1 510,4**	**1 585,6**
	(% du total)							
Amériques	5,5	3,2	2,3	1,2	0,9	0,9	0,7	2,0
États-Unis	4,4	2,5	1,8	1,0	0,8	0,8	0,5	1,9
Autres pays d'Amérique	1,2	0,7	0,5	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1
Canada	0,5	0,3	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Europe	2,6	2,0	1,5	0,8	0,4	0,7	0,6	0,5
UE-28	2,6	1,9	1,5	0,8	0,4	0,7	0,6	0,5
Allemagne	0,8	0,4	0,4	0,3	0,2	0,1	0,3	0,2
France	0,5	0,6	0,3	0,2	0,1	0,3	0,2	0,1
Royaume-Uni	0,2	0,3	0,2	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
Italie	0,2	0,1	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Pays-Bas	0,6	0,3	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
AELE	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres pays d'Europe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Communauté d'États indépendants (CEI)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Afrique	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Moyen-Orient	0,2	0,1	0,1	0,5	0,5	0,2	0,1	0,0
Asie	55,1	63,6	70,7	69,2	69,2	71,5	71,2	71,6
Chine	11,0	11,4	13,0	13,3	13,2	15,0	11,1	8,4
Japon	0,5	0,4	0,2	1,0	1,6	0,7	0,2	0,6
Autres pays d'Asie	43,7	51,7	57,5	54,9	54,4	55,8	59,8	62,6
Hong Kong, Chine	39,7	47,5	55,1	52,3	49,2	53,5	57,4	60,0
Cambodge	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,6	0,1	0,5
Singapour	0,8	0,5	0,7	0,7	0,8	0,5	0,6	0,5
Viet Nam	1,7	2,1	0,1	0,3	0,2	0,3	0,9	0,5
Philippines	0,2	0,4	0,7	0,4	2,9	0,2	0,2	0,3
Sri Lanka	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	0,0	0,3
Taipei chinois	0,4	0,4	0,5	0,5	0,4	0,2	0,1	0,1
Corée, République de	0,1	0,2	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
Australie	0,4	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Malaisie	0,4	0,4	0,2	0,6	0,1	0,1	0,1	0,0
Thaïlande	0,0	0,1	0,0	0,0	0,3	0,1	0,1	0,0
Inde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Données confidentielles	36,4	31,1	25,2	28,2	29,0	26,7	27,4	25,9

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, sur la base de données communiquées par les autorités; et base de données Comtrade de la DSNU.